



Les armées alliées poursuivent l'encerclement et la destruction des forces irakiennes au Koweït et dans le sud de l'Irak

L'éclipse des Nations unies

PAR définition, toute guerre éclipse l'échec des diplomates. Comment s'étonner, dans ces conditions, que les Nations unies - quartier général de la diplomatie mondiale - soient réduites à l'impuissance au moment où le conflit du Golfe se dénoue sur le champ de bataille? Pendant sept mois, la grande maison de verre de Manhattan, spectaculairement réhabilitée par l'entente intervenue entre Moscou et Washington, fut le principal centre de traitement - rapide et efficace - de la crise. Il en est autrement depuis le début de la bataille terrestre: l'ONU assiste, de loin, en spectateur d'une guerre sur laquelle elle a peu de prise.

Cette mise hors jeu des Nations unies prit un tour caricatural lorsqu'à la veille de l'offensive en cours, l'irrésistible désir de l'Amérique d'en finir avec M. Saddam Hussein réduisit le Conseil de sécurité au rôle peu glorieux d'une Chambre d'enregistrement siégeant à huis clos.

FAUT-IL, pour autant, partager l'indignation de ceux qui veulent voir dans cette marginalisation - passagère? - de l'ONU le seul symptôme de son indigne essorissement à la volonté américaine, en oubliant un peu vite que pendant des décennies l'organisation mondiale fut régie par une majorité automatique à qui eurent, le plus souvent, les desseins impériaux de l'Union soviétique?

Si l'ONU n'a pu se faire entendre depuis le déclenchement de la guerre, la faute en incombe d'abord à M. Saddam Hussein. En refusant obstinément, depuis le 2 août 1990, d'obéir aux injonctions du Conseil de sécurité qui lui demandait inlassablement de retirer son armée du Koweït, en opposant une fin de non-recevoir humiliante à M. Perez de Cuellar, venu tenter en Irak une ultime entremise avant d'être couvert d'injure par le radio de Bagdad, le président irakien a largement contribué à l'échec de l'ONU.

Il eussent renforcé l'influence américaine au sein du Conseil de sécurité et ruiné les efforts de l'Union soviétique, soucieuse de lui trouver une porte de sortie honorable. Semblant de guerre lasse avoir renoncé à aider M. Saddam Hussein, l'URSS exige aujourd'hui, elle aussi, l'acceptation par Bagdad des douze résolutions du Conseil de sécurité qui équivaudraient à une capitulation pure et simple. L'impuissance de l'ONU tient aussi à la formulation de la résolution 678 qui eut lieu, en termes trop vagues - et de l'aveu même de M. Perez de Cuellar - le recours à « tous les moyens nécessaires » pour faire respecter par la force les vœux de la communauté internationale.

Il n'empêche que la guerre en cours, même si elle n'est pas menée par les Nations unies - puisque celles-ci n'ont jamais eu à leur disposition une force armée indépendante des États - se livre néanmoins en leur nom. Il faut souhaiter qu'elles puissent, dès la paix revenue, jouer à nouveau pleinement leur rôle, qu'il s'agisse de contribuer à la reconstruction du Koweït ou, plus largement, à la sécurité de toute la région.

M0147 - 0228 0 - 6.00 F



M. Mitterrand : Pas de cessez-le-feu avant l'acceptation des résolutions de l'ONU

Pour la première fois, un porte-parole irakien a reconnu, mercredi 27 février, que les forces de la coalition se « déploient » dans le sud de son pays. Il a signalé que des combats avaient lieu près de Nassiriyah, sur l'Euphrate; ce qui signifie que la route principale reliant le Koweït et Bassorah à Bagdad serait coupée et que les troupes irakiennes engagées sur le front,

notamment celles de la garde républicaine, seraient encerclées, comme l'annonçaient auparavant les alliés.

Une large moitié sud du Koweït était, mercredi matin, considérée comme libérée. Le drapeau koweïtien flotte de nouveau sur la capitale de l'émirat, où la loi martiale a été proclamée pour trois mois par le gouvernement en exil.

Deux militaires français et sept Américains ont été tués et vingt-cinq autres blessés, au cours de l'une des dernières opérations de la division « Daguet », dans le sud irakien. Au conseil des ministres de mercredi, M. Mitterrand a affirmé qu'un cessez-le-feu avec l'Irak ne peut intervenir qu'après l'acceptation de toutes les résolutions de l'ONU. (Lire page 10.)

Lire également

- Deux morts français
- Le film des événements par JACQUES DE BARRIN
- La libération de la capitale par FRANÇOISE CHIPAUX
- « Daguet » à l'assaut de « Clèves » par DANIEL SCHNEIDERMAN
- La détermination de Washington par JAN KRAUZE
- A Londres : consensus aux Communes par DOMINIQUE DHOMBRES
- Les inquiétudes soviétiques par SOPHIE SHIHAB
- Satisfaction à Jérusalem par ALAIN FRACHON
- Silence embarrassé à Alger par GEORGES MARION
- Les réactions à l'ONU pages 3 à 10
- Premier bilan culturel d'une guerre par EDOUARD MORIN page 2

Un mouvement de faux

par Jacques Isnard

Pendant la seconde guerre mondiale, les divisions blindées allemandes, qui combinoient la mobilité, la vitesse et l'effet de masse sur le terrain, ont largement pratiqué les actions de contournement de leur adversaire, dans les rangs duquel elles provoquaient la surprise.

Les initiateurs de cette tactique parlaient alors du « mouvement de faux », à la manière du geste large du faucheur qui attaque la

périphérie pour se rapprocher inévitablement du centre du champ de blé. Toutes comparaisons gardées, les alliés ont, avec leurs troupes rénoies autour des 18^e corps d'armée aéroporté et 7^e corps d'armée mécanisé des États-Unis, usé de ce même vaste mouvement d'enveloppement, par l'ouest, des forces irakiennes prises dans une nasse au Koweït. Cette manœuvre était, au demeurant, prévisible et quasiment annoncée.

Lire la suite page 4

Jusqu'au-boutisme

par Michel Tatu

On comprend les protestations des pacifistes, les frustrations d'une partie des Arabes, les sursis navrés des Soviétiques et autres modérateurs. Puisque Saddam Hussein se retire du Koweït, la guerre n'a plus de raison d'être, les combats et les bombardements auraient dû s'arrêter. Pourtant, ce n'est presque jamais ainsi que les choses se passent, et la fin de la « mère des batailles » devenue l'amère défaite, rappelle ce que

l'on avait vu se dérouler à la fin de la guerre de six jours entre Israël et les Arabes en 1967, ou encore entre l'Irak et l'Iran lors de l'acceptation du cessez-le-feu par Khomeiny en 1988 : le faible, soucieux de limiter sa défaite, veut en finir au plus vite, le fort entend au contraire poursuivre son avantage pour créer des faits accomplis.

Trois séries d'arguments militent en faveur du « jusqu'au-boutisme » désormais officiel des alliés de la coalition anti-irakienne.

Lire la suite page 6

Un pays à reconstruire

« La production pétrolière ne reprendra pas avant neuf mois » nous déclare cheikh Salem Al Sabah, gouverneur de la banque centrale

Cheikh Salem Al Sabah, gouverneur de la banque centrale du Koweït et membre de la famille régnante, nous a reçus, mardi 26 février, dans l'après-midi dans son bureau londonien temporaire. Affirmant que les pays participant à la coalition bénéficieraient tous des contrats de la reconstruction, le gouverneur estime que « la production pétrolière ne reprendra pas avant neuf mois ».

LONDRES

de nos correspondants

« Le quotidien « Evening Standard », qui paraît l'après-midi, proclame aujourd'hui en première page : « Koweït-Ville libérée ». Quels sentiments éprouvez-vous ?

« C'est un des jours les plus importants de notre vie. La nouvelle que nous venons d'apprendre a des conséquences énormes pour nous et pour nos espoirs. C'est un jour que nous attendions depuis longtemps, et nous espérons que les pertes seront limitées, autant pour les coalisés que pour les

Koweïtiens. Ce que nous ressentons est extraordinaire.

« Comment va s'effectuer la reconstruction du Koweït ? Y aura-t-il un traitement de faveur pour les pays ayant participé à l'effort de guerre ?

« Certains croient que la reconstruction aura lieu tout de suite après la libération. Ce n'est pas exact. Les deux ou trois premiers mois seront une période où il faudra parer aux besoins les plus urgents.

Propos recueillis par DOMINIQUE DHOMBRES et MARC ROCHE Lire la suite page 16



Fort hausse des impôts en Allemagne

Le gouvernement allemand a rendu public, mardi 26 février, le détail des augmentations d'impôts auxquelles il compte procéder à partir du 1^{er} juillet pour faciliter le financement de l'unification. Outre le relèvement de certaines taxes indirectes, notamment sur les carburants, le tabac et les assurances, les contribuables allemands devront payer un impôt sur le revenu majoré uniformément de 7,5 %. Entre le 1^{er} juillet 1991 et le 30 juin 1992, l'Etat fédéral devrait voir ainsi ses recettes croître de 46 milliards de marks (près de 150 milliards de francs). Ces décisions, en contradiction avec les engagements électoraux du chancelier Kohl, provoquent de fortes réactions outre-Rhin.

Lire page 15 les articles de LUC ROSENZWEIG et d'ALAIN VERNHOLLES

Le grand bluff



Pouvoir et Argent dans la Publique

Denis Boutellier
Dilip Subramanian

La crise politique en URSS

M. Gorbatchev accuse l'opposition libérale de mener le pays à « la guerre civile »

page 11

La « réconciliation nationale » au Nicaragua

La population attend toujours une amélioration de son sort

page 11

Après les émeutes de la Réunion

Le RPR somme le gouvernement de s'expliquer
Le nombre des victimes est encore inconnu

page 24

Le procès de Simone Weber

L'avocat général a demandé la réclusion à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans

page 12

PARIS ♦ ÎLE-DE-FRANCE

■ Révolution dans le stationnement à Paris. ■ La capitale au secours des villes africaines. ■ Retour au soleil à Isy-les-Moulineux.

page 17

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

سكس ١٠٠٠٠

DÉBATS

Le conflit du Golfe

Premier bilan culturel d'une guerre

par Edgar Morin

DIRE que la situation au Moyen-Orient est, avant, pendant, après la guerre fondamentalement complexe veut dire qu'elle comporte une très grande diversité de facteurs, un enchevêtrement de conflits, des intérêts viraux qui s'opposent les uns aux autres, et, pour concevoir cette guerre où des dictateurs s'associent au combat libérateur contre une autre dictature, où le droit des peuples clameur est occulté un peu plus loin, il nous faut associer des idées contraires qui nous semblent vraies. Ici, la juste cause du droit d'une nation à l'existence se fonde sur le refus injuste de donner existence à une autre nation. Là, l'injustice d'un dictateur conquérant pose les justes problèmes du Moyen-Orient dans leur ensemble. Tout nous empêche, quel que soit notre parti, de verser dans la simplification mutilante et dans le machisme.

Et pourtant, bien qu'on n'ait pas trop souffert en France d'une hystérie de guerre (grâce, peut-être, à l'éloignement géographique et à l'absence actuelle de terrorisme), que de visions unidimensionnelles, d'analogies prises dans le passé comme démonstrations du présent, d'arrogances péremptives, de confort intellectuel de part et d'autre dans cette situation intellectuellement et moralement si inconfortable ! Ainsi, dès le 16 janvier, on a vu s'opposer les morales bourgeoises (dont l'œil aveugle regarde son propre camp), les indignations à sens unique, les pitiés unilatérales.

Il est également remarquable que l'on n'ait pas débattu sérieusement de la valeur des arguments au service des deux grandes options : l'une, dont le but était dans un premier temps d'obtenir la libération du Koweït sans guerre, puis dans un second temps de se borner à la libération du seul Koweït par retrait des forces irakiennes ; l'autre, dont le but était non seulement de libérer le Koweït, mais d'éliminer Saddam Hussein et d'affaiblir considérablement le potentiel militaire-industriel de l'Irak. Les risques à moyen terme de la première solution (maintien intact de la puissance militaire irakienne et, sous le commandement de Saddam Hussein, au pouvoir) étaient plus grands que les risques à long terme provoqués par la radicalisation et les ravages de la guerre ? Bien entendu, il est impossible d'apporter une réponse certaine quand on des deux termes de l'alternative est éliminé. Mais il aurait été possible de prendre conscience que chaque attitude comportait risque, par, incertitude.

Je vais me borner ici à fournir un bref lexique des termes clés concernant cette guerre, qui ont été utilisés soit avec excès de légèreté, soit avec excès de lourdeur.

COUPABLE. — La guerre a été exclusivement voulue par Saddam Hussein pour les uns, par Bush pour les autres ; avec comme corollaire : les morts sont des victimes de Saddam Hussein ou de Bush.

Bien qu'il y ait encore des obscurités sur l'origine du conflit, et qu'il y ait eu bien des malentendus de part et d'autre, il est apparu assez tôt, après l'invasion du Koweït, que l'intransigeance de Bush et de Saddam Hussein s'entrechoquaient l'une l'autre, que chacun des deux a sans doute pensé que cette intransigeance ferait craquer l'autre, et comme souvent dans ces cas, c'est une causalité en boucle intensifiant l'affrontement mutuel qui a conduit à la guerre.

Leadership américain

Toutefois le déclenchement de la guerre terrestre le 22 février semble s'effectuer dans un forcing des Américains, en pleine séance de Conseil de sécurité, tenant à toute force à l'offensive, c'est-à-dire à détruire l'armée irakienne et le régime de Saddam Hussein. On n'est pas absolument certain que Saddam Hussein ne cherchait pas à gagner du temps en attendant l'aide de son allié, le général Ezz. De toute façon, en ce qui concerne cette guerre-là, on ne peut isoler une seule responsabilité et l'attribuer de façon exclusive, soit à Bush, soit à Saddam Hussein.

DRÔLE. — La coalition qui défend le droit du Koweït à l'indépendance l'ignore ou le bafoue ailleurs. La vraie cause du droit s'est cristallisée, après la transformation de la politique internationale de l'URSS, dans le fait que le Conseil de sécurité, assemblée stérile jusqu'alors, était devenue après l'agression sur le Koweït un embryon d'instance mondiale capable de réprimer les pirateries politiques et de régler les relations internationales, et cela jusqu'à la résolution du 29 novembre comprise, qui lui donnait tous moyens d'actions.

Mais le leadership américain s'est surimposé à l'ONU, puis a décidé l'attaque terrestre avant que le Conseil de sécurité ait pu statuer, et les conséquences de cette conduite, qui en même temps affaiblissent les forces réformatrices et favorisent les forces conservatrices militaires en URSS, risquent de ruiner et le consensus acquis en août 1990, et l'autorité de cette seule instance capable de faire respecter le droit international. A-t-on le droit, au nom de la cause du droit, d'outrepasser le mandat de l'ONU ou de prendre une décision sans tenir compte d'une réunion du Conseil de sécurité ?

De toute façon, il y a dans cette guerre comme dans beaucoup d'autres, contradictions et complexités dans la cause du droit. Il faut reconnaître que ce droit est bafoué, et non mas-

quer cette bêtise. Durant la deuxième guerre mondiale, le totalitarisme stalinien et les démocraties occidentales par ailleurs colonisatrices étaient alliés. La victoire sur le totalitarisme hitlerien fut payée par l'engloutissement d'une partie de l'Europe dans le totalitarisme communiste. Stalingrad, qui, comme l'a écrit Vassili Grossman, fut « la plus grande victoire et la plus grande défaite de l'humanité », fut effectivement une grande victoire et une grande défaite pour le droit.

GUERRE ÉVITABLE-INÉVITABLE. — La guerre est toujours inévitable selon le postulat simpliste du déterminisme. Selon un point de

mais Sud et Nord sont impliqués, réagissent de façon discordante.

Si la guerre se prolonge, elle connaîtra de nouveaux prolongements hors de son aire territoriale.

INTELLECTUELS. — Les intellectuels français se sont lancés dans la guerre de l'orthographe au moment où se préparait la guerre du Koweït. Tristotin a dominé la scène en décembre 1990. Diafoirus a fait une entrée tardive en février 1991 avec de doctes diagnostics trouvant toujours une cause simple et unilatérale à la maladie du Moyen-Orient.

TV et radio, après avoir fait ample usage de généraux, experts et

responsables politiques, ont fait appel, pour changer un peu, à quelques intellectuels en des tribunes où les animateurs s'évertuent à faire bifurquer les points de vue, interrompent tout développement argumenté et rendent impossible toute formulation complexe.

On remarque une différence capitale avec le climat intellectuel de l'époque où le salut par la révolution régnait chez les intellectuels prédateurs de gauche. Nul philosophe n'attribuait à Saddam Hussein le rôle de guide de la révolution mondiale, nul ne justifiait l'agression du Koweït comme nécessité historique « progressiste » et nul ne justifiait un emploi progressiste des armes chimiques par l'armée irakienne. Mais deux camps se sont affrontés : d'un, on a justifié la guerre du droit, la guerre s'imposait du moins pas si sale, et on a identifié Saddam Hussein à Hitler. Dans l'autre, on a voulu comprendre dans leur contexte ou justifier dans leurs moti-

voirs, Joseph Staline. Il est aujourd'hui tragique que tant de malheurs et tant d'espérances dans le monde arabe croient trouver leur rédemption et leur réponse dans un cruel despotisme. Que la condamnation de Saddam Hussein ne fasse pas ignorer ou mépriser les malheurs et espérances qui se sont projetés sur lui.

PAIX. — Avant, pendant, et après la guerre, la ligne de démarcation principale se trouve en réalité entre, d'une part, ceux qui veulent circonscrire les problèmes politiques et territoriaux au seul problème irakien-koweïtien, et circonscrire les problèmes globaux aux seuls problèmes économiques (néo-plan Marshall, etc.) et, d'autre part, ceux qui veulent tenter de répondre dans leur multidimensionalité le complexe des problèmes du Moyen-Orient. Cela requiert une solution qui ne puisse léser vitaleusement aucune des parties en présence, donc requiert l'accord de toutes. La garantie du respect des accords ne peut être qu'internationale, c'est-à-dire signifiée l'accord de grandes puissances et du Conseil de sécurité. L'idée de « conférence internationale » symbolise la recherche de ce type de solution.

Avant, pendant, après la guerre, il importe de donner la perspective : éliminer de la région les armes non conventionnelles et tenter conjointement d'en éliminer le surarmement ;

— instituer un Etat palestinien et établir la sécurité d'Israël, l'une et l'autre par reconnaissance de chaque Etat par toutes les parties et garantie militaire des grandes puissances pour l'un et pour l'autre ;

— institution de Jérusalem comme capitale commune des trois religions abrahamiques ;

— institution d'une aide économique internationale pour réparer les ravages de guerre et aider aux développements de paix ;

— envisager un grand dessein : l'institution d'une confédération moyen-orientale, incluant Israël et sauvant toutes les minorités et toutes les religions ;

C'est le mythe majeur qu'une Europe qui tend vers la confédération pourrait proposer à cette région ravagée par justement ce qu'a connu l'Europe pendant des siècles jusqu'à une époque toute récente : les haines et guerres religieuses et interethniques, le mépris et l'horreur du vain différenciel de soi. Le malheureux Liban, tant qu'il fut en dehors de la guerre, avait pu constituer l'ébauche, très imparfaite, d'une convivialité entre ethnies, sectes, religions, tout en constituant une entité étatique laïque. Le modèle confédéral, qui limiterait chaque souveraineté nationale, est celui à quoi devraient désormais s'essayer toutes les régions du monde, y compris le Maghreb, l'Afrique noire, l'Amérique latine.



Dessin paru dans « Winnipeg Free Press », Canada

ve complexe, on perçoit diverses bifurcations où le cours des événements se précipite dans un sens, mais avec des possibilités encore de bifurcations en sens inverse, jusqu'à l'ultime et irréversible bifurcation. Aujourd'hui, on peut dire que la guerre évitable est devenue inévitable et que la guerre inévitable était évitable.

GUERRE LOCALE-MONDIALE. — Les deux points de vue qui s'opposent (ce n'est qu'une guerre locale, c'est en fait une guerre mondiale) sont insuffisants l'un et l'autre. En fait, c'est une guerre militairement locale, mais dont les prolongements politiques, mythiques, affectifs sont mondiaux.

Ce n'est pas la guerre Orient-Occident, mais elle pose de façon virulente la relation entre Orient et Occident, qui s'y trouvent impliqués et réagissent de façon discordante.

Ce n'est pas la guerre Nord/Sud,

responsables politiques, ont fait appel, pour changer un peu, à quelques intellectuels en des tribunes où les animateurs s'évertuent à faire bifurquer les points de vue, interrompent tout développement argumenté et rendent impossible toute formulation complexe.

On remarque une différence capitale avec le climat intellectuel de l'époque où le salut par la révolution régnait chez les intellectuels prédateurs de gauche. Nul philosophe n'attribuait à Saddam Hussein le rôle de guide de la révolution mondiale, nul ne justifiait l'agression du Koweït comme nécessité historique « progressiste » et nul ne justifiait un emploi progressiste des armes chimiques par l'armée irakienne. Mais deux camps se sont affrontés : d'un, on a justifié la guerre du droit, la guerre s'imposait du moins pas si sale, et on a identifié Saddam Hussein à Hitler. Dans l'autre, on a voulu comprendre dans leur contexte ou justifier dans leurs moti-

MYTHE DE SADDAM HUSSEIN. — Saddam Hussein est devenu un personnage doublement mythique, ici diabolisé et pathologisé, là paladinisé et divinisé. Les caractères odieux de la dictature s'étaient manifestés avant cette guerre, dans la répression contre les irakiens eux-mêmes et le gavage de populations kurdes. Mais, par la suite, Saddam Hussein n'a pas gardé les otages occidentaux avant la guerre et, du moins jusqu'à l'écriture de ces lignes, il n'a utilisé ni les gaz sur le théâtre de guerre ou contre Israël, ni le terrorisme en Europe.

Il peut sembler dans la défaite, victime de ses erreurs d'appréciation, mais ce n'est pas le « dictateur fou » ni le despote mu par une volonté généralisée de détruire : c'est un homme d'Etat à la fois implacable, pragmatique, réaliste, rusé, militaire qui s'inscrit dans une lignée historique terrible. La dislocation du cruel dictateur fait, jusqu'à présent, partie des mythes de guerre. Au mythe occidental de Saddam-Hitler correspond le mythe arabo-islamique de Saddam-Saladin. La mythification de Saddam nous pose un problème tragique, qui n'est pas nouveau.

Une des plus grandes tragédies de ce siècle a été que les réponses aux frustrations et aux espérances d'émancipation de millions d'êtres humains se sont fixées sur l'un des despotes les plus terribles de l'his-

COURRIER

Ventes d'armes

Depuis une déclaration tripartite (France, Angleterre, Etats-Unis) sur le statu quo et l'équilibre des forces au Moyen-Orient (1950), ces historiens d'armes n'ont cessé.

En septembre, sur la pression des militaires d'Algérie, nous avons rompu nos contacts avec l'Egypte. Immédiatement, l'URSS, sous couvert de la Tchecoslovaquie, a annoncé la couleur.

Quand j'ai accompagné Jacques Coirne à Bagdad, le 30 novembre 1974, nous projetions d'aider en armement à Saddam Hussein ne paraissait pas choquant. L'Iraq était déjà bardé de matériel américain. Ce qui paraît plus grave, c'est que les ventes d'avions aient été encore autorisées à l'Iraq dans les années 80.

On ne sait jamais ce que l'acheteur fera des armes. L'engagement de non-réexportation est une promesse dont la tenue est incontrôlable. On vend des armes à un pays pour une guerre éventuelle. Il s'en sert dans une autre. Entre 1978 et 1981, nous avons approvisionné l'Argentine pour un éventuel conflit contre le Chili.

Elle a retourné ces armes contre l'Argentine, au moment des Malouines, et les journaux anglais n'ont pas manqué pour nous irriter, de les baptiser « french arms ».

BERNARD DESTREMAU
Ancien ministre, ancien ambassadeur

Déjà en 1917...

L'opinion publique internationale n'est choquée par l'utilisation d'otages civils étrangers sur des sites industriels irakiens susceptibles de recevoir des projectiles soviétiques. Et, le conflit engagé, Bagdad de réclamer avec des prisonniers de guerre manifestement « conditionnés » (le Monde du 22 janvier).

En 1917, à la suite de mesures de représailles en chaise, des officiers français ont été placés dans une situation comparable... sans avoir été torturés (1). L'affaire trouve son origine dans la volonté allemande de briser le blocus économique décrété contre le Reich dès l'éclatement du conflit. La décision d'élargir les périmètres d'action de la chasse sous-marine germanique provoqua le torpillage, dans la Manche, au mois de mars, de deux navires-hôpitaux britanniques, suspects de transporter des troupes valides et du matériel offensif vers le front. Si le gouvernement de Londres demeura prudent, les sous-marins des empires centraux hâteraient à les attaquer.

Par l'intermédiaire de certains pays neutres — Espagne et Suisse — les autorités de Berlin firent savoir que des centaines de gradés français « de qualité » seraient alors placés à proximité immédiate de sites industriels proches du front. A la mi-mai, 152 militaires furent

dispersés à Metz, Thionville et Sarrebruck, qui avaient déjà subi des bombardements aériens alliés. Les efforts du roi Alphonse XIII permirent de dénouer la situation. Des délégués espagnols s'embarquèrent sur les navires-hôpitaux de l'Entente, afin de démontrer qu'aucune infraction n'était commise au sujet du caractère strictement humanitaire de leurs embarquements. Fin septembre, l'affaire semblait réglée. Les prisonniers des deux camps furent rapatriés dans leurs cantonnements d'origine. Le gouvernement français protesta cependant au sujet de Thionville, qui ne devait être évacuée que le 18 octobre. A l'occasion, les Occidentaux de l'époque avaient établi une subtile distinction entre un campier hospitalier, inattaquable par nature, et un centre industriel directement voué à l'effort de guerre...

L'argument a connu quelque fortune. Mais à l'inverse de l'actuelle crise moyen-orientale, des civils innocents ne furent pas concernés par cette « première » liée aux progrès alors tout frais de la guerre sous-marine et aérienne.

Des méthodes nouvelles, qui illustrent la triste continuité d'un siècle et qui démontrent combien le droit humanitaire a été faussé, depuis les années 1860, par des esprits occidentaux accoutumés à voir les grandes nations européennes se déchirer.

JEAN-MARC DELAUNAY
Université de Paris-I

(1) Sources : Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris. Série Guerre 1914-1918, volumes 139-140 : Droit de la guerre sur mer. Règles de droit international.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. 45-55-94-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presses SA

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Compagne 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

Imprimé par
« Le Monde »
12, L. M. Guesbroux
94832 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-45-26-25
Télécopie : (1) 40-45-25-93
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-45-26-25
Télécopie : (1) 40-45-30-10
Tél. : 261.311 F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et tirés du Monde au (1) 40-45-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-40-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voies normales y compris CEE selon
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

PP Paris RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

150000

ne guerre

Le film des événements « Attaquer, attaquer »

Retraite précipitée plutôt que retrait en bon ordre. Le drapeau koweïtien flotte, depuis mercredi matin 27 février, sur la capitale de l'émirat en l'honneur d'ou les soldats irakiens avaient commencé à se retirer, dès lundi soir, en emmenant, semble-t-il, avec eux, pour couvrir leur fuite, de jeunes autochtones et non sans avoir mis, auparavant, la ville à sac.

Presque sans coup férir, les forces de la coalition ont déjà pris le contrôle de la moitié sud du Koweït que l'émir en exil vient de placer, pour trois mois, sous la loi martiale. Une question pour les ellés d'essayer, les bras belléants, au repli des troupes irakiennes. « Nous allons attaquer, attaquer et attaquer », a écri le général Richard Neal, adjoint au commandant en chef de l'opération « Tempête du désert ».

« Scandaleuse », l'annonce de retrait faite, mardi matin, par Saddam Hussein, avait grogé le président George Bush. Et de reprocher au dictateur de Bagdad de vouloir transformer une « déroute » en victoire et sauver ce qui lui reste de pouvoir, lui promettant de « continuer la

guerre avec une intensité non diminuée ». « Saddam Hussein s'est enfin décidé à parler sérieusement », avait affirmé, à chaud, le porte-parole du Quai d'Orsay. En réalité, essortie de menaces, l'offre de retrait avait été faite par un homme sans repentir qui avait confirmé les droits historiques de l'Irak sur le Koweït, même « si les circonstances imposent » de mettre cette revendication sous le boisseau. « Tout le monde se rappelle que les portes de Constantinople n'ont pas été ouvertes à la première tentative », avait souligné le dictateur de Bagdad, friand de références historiques.

« Rêves romantiques »

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, même l'URSS a fini par se rallier à la position des alliés : pas de cessez-le-feu sans acceptation préalable par l'Irak des douze résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Il n'empêche que, du côté de Moscou, l'heure est à l'amertume. Le quotidien réformateur Komsomolskaya Pravda a annoncé l'effondrement des « rêves romantiques » de la coopération américano-soviétique, tandis que le chef d'état-

major adjoint des forces armées a crûment reproché aux troupes de la coalition d'avoir « outrepassé » le mandat reçu de l'ONU. Il n'est pas jusqu'au président Mikhail Gorbatchev qui n'ait jugé « très fragiles » les relations de son pays avec les États-Unis.

L'Irak, qui avait reproché aux forces de la coalition d'« interférer » dans le processus de repli de ses troupes, a annoncé, mercredi matin, la fin de ce retrait. Radio-Bagdad, qui diffuse des chants patriotiques, n'en a pas moins promis « un sort noir aux traîtres et une lutte de milliers d'années pour défendre la souveraineté et la dignité » du pays. Elle a appelé les soldats à « garder le doigt sur la gâchette » car, a-t-elle proclamé, « nous ne nous retirons pas de nos principes ». Saddam Hussein a même passé en revue, sur le terrain, « les dispositions de combat et de mobilisation prises pour repousser toute tentative d'agression ».

Les forces de la coalition se sont maintenant donné pour objectif prioritaire l'isolement et la destruction de la garde républicaine, à laquelle elles se sont

durement heurtées. Pour lui couper la route de Bagdad, elles ont déjà atteint la rive ouest de l'Euphrate. L'armée irakienne est en pleine retraite, a annoncé, mercredi matin, un porte-parole du Pentagone, faisant état de la mise hors de combat de 26 des 42 divisions ennemies - soit quelque 250 000 hommes - et de la capture d'au moins 40 000 soldats.

Secret espoir

La fin de la guerre n'est vraisemblablement plus qu'une question de jours, a assuré M. Pierre Joxe, répondant que les hommes de la division « Daguet » ne pousseront « certainement pas » leur offensive jusqu'à Bagdad. Deux militaires français avaient été tués et 25 autres blessés par des explosifs, mardi après-midi, au cours de l'attaque d'une position ennemie.

Non, la guerre n'est pas finie, a rectifié un porte-parole du ministère israélien de la défense, tant que l'Irak reste capable de tirer des missiles Scud, ce qu'il a continué de faire, ces dernières heures, en direction de l'Arabie saoudite. « La sécurité [de l'État hébreu]

passé par le départ de Saddam Hussein, a insisté M. Itzhak Shamir, le premier ministre. Il faut que cet homme-là disparaisse de la scène internationale ».

Même si ce n'est pas, à proprement parler, un « but de guerre », les pays membres de la coalition caressent le secret espoir que l'« incorrigible » Saddam Hussein ne survive pas politiquement à sa défaite militaire. Dans un appel diffusé par la radio iranienne, le chef de l'opposition chiite irakienne en exil à Téhéran vient, pour sa part, de réclamer la démission du dictateur de Bagdad.

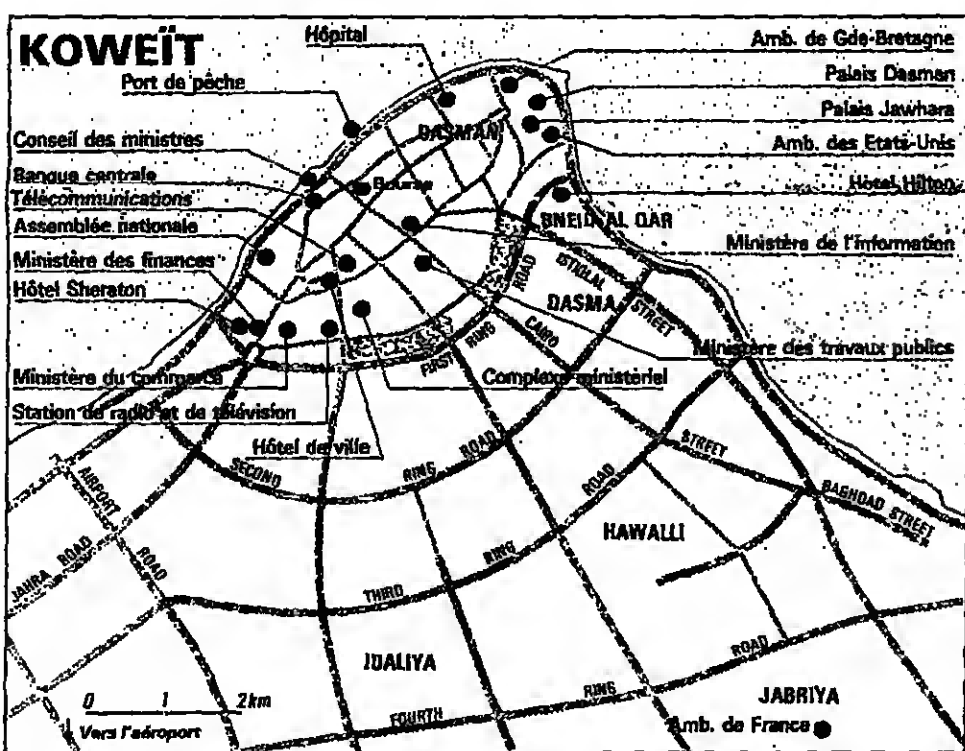
Déjà, les États-Unis ont laissé entendre, par l'intermédiaire de voix autorisées, notamment celle de M. Caspar Weinberger, l'ancien secrétaire à la défense, qu'ils seraient favorables à la création, en Irak, à la frontière koweïtienne, d'une zone démilitarisée où patrouilleraient des soldats arabes, peut-être épaillés par un petit contingent de soldats occidentaux. Pour dissuader Saddam Hussein ou ses successeurs de se lancer trop vite, dans une nouvelle aventure.

JACQUES DE BARRIN

La situation militaire

Le Koweït en grande partie libéré

Les marines ont pénétré dans la capitale, où l'émir Jaber, avant d'y revenir, a proclamé la loi martiale



DHAHRAN

de notre envoyée spéciale

Après trois jours d'offensive terrestre, fortement soutenue par l'aviation et les forces navales, les troupes alliées contrôlaient, en fin de soirée, mardi 26 février, toute la moitié sud du Koweït, et les marines américaines pénétraient dans la capitale koweïtienne, d'où ont été diffusées les premières images de télévision en direct.

Selon divers témoignages, la population était alors en libération, tandis que la résistance koweïtienne établissait un quartier général dans la ville.

D'autre part, selon la chaîne de télévision américaine CBS présente à Koweït, les marines ont rouvert l'ambassade des États-Unis, l'une des dernières chancelleries occidentales à avoir été évacuées après la libération, en décembre 1990, de tous les étages retenus comme « boucliers humains » par l'Irak. Un responsable militaire koweïtien a affirmé à Ryad que la résistance avait pris, au cours de la journée de mardi, le contrôle de certains quartiers de la ville, en partie désertée dès la nuit de lundi à mardi par les soldats irakiens. Ceux-ci auraient, dans leur fuite, abandonné la majorité de leurs équipements et auraient surtout, affirmé-t-on toujours de source koweïtienne, emmené avec eux environ cinq mille jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans.

Selon un officier de l'armée koweïtienne, la résistance « assurait la garde de trois mille soldats irakiens. Ils venaient de l'extérieur de la ville et ne voulaient plus se battre », a-t-il précisé. De même source, on affirme que l'armée irakienne aurait détruit ou incendié avant son départ de nombreux bâtiments publics, notamment le Par-

lement, la plupart des ministères et les principaux hôtels. Des usines de dessalement d'eau et des raffineries auraient également été endommagées.

A Dahrhan, où, dès 13 heures mardi, le bureau d'information koweïtien obéissait « à la libération de la capitale », un responsable nous précisait toutefois qu'aucun retour des hauts dirigeants koweïtiens en exil à Taïf n'aurait lieu avant que « la situation sur place soit totalement sûre ». Les réfugiés koweïtiens, au nombre d'environ quatre cent mille, ne seront pas non plus autorisés à rentrer tout de suite dans leurs foyers. « Nous devons remettre en état les principaux services en eau, électricité, soins médicaux », nous a ainsi déclaré le docteur Hassan Al Sanad, qui prévoit que ces retours pourraient s'étaler sur une période de trois mois. « Déjà, nous a-t-il dit, des techniciens des principaux ministères concernés sont en route », et trente camions affrétés par le ministère du commerce, chargés de nourriture et de médicaments, ont quitté Dahrhan en Arabie saoudite, mardi, pour la capitale koweïtienne.

Percées sur tout le front

Dans sa retraite de Taïf, dans l'ouest de l'Arabie saoudite, l'émir Jaber a déjà proclamé pour trois mois l'instauration de la loi martiale dans l'émirat, une mesure « nécessaire », dit-on de source officielle koweïtienne, pour éviter tout débordement, règlement de comptes et assurer l'ordre. En attendant, la radio koweïtienne, qui émet d'Arabie saoudite, a demandé,

mardi, à la population de rester chez elle jusqu'à ce que les alliés aient libéré la ville. L'exportation maritime par les Koweïtiens était en effet presque oubliée que la guerre se poursuit et ce n'est qu'à l'issue d'une violente bataille de chars que les marines américaines ont pu, mardi soir, s'emparer de l'aéroport international de Koweït-Ville. Les alliés craignent, d'autre part, que l'armée irakienne n'ait laissé derrière elle de nombreux pièges et mines.

La troisième journée de cette offensive terrestre s'est, en tout cas, déroulée comme les deux précédentes. Les alliés poursuivaient leurs percées sur toute la ligne de front, prenant au piège les éléments de l'armée irakienne restant au Koweït et les divisions de la garde républicaine déployées au sud de l'Irak. Selon le porte-parole militaire américain, le général Richard Neal, 21 divisions, soit 200 000 hommes, sur les 42 (545 000 hommes) déployées par les Irakiens, auraient été mises hors de combat. « Nous battons les forces irakiennes sur l'ensemble du théâtre d'opérations koweïtien », a-t-il précisé, avant d'ajouter : « Les forces alliées continuent leurs attaques ». Contestant le fait que l'armée irakienne se retirait, le général Neal a affirmé à plusieurs reprises : « Nous n'avons pas d'indication qu'elle fait retraite en faisant ses armes ; nous sommes engagés contre elle ; elle se retire sous le feu des attaques ».

La notion de retrait a aussi été contestée par le chef d'état-major adjoint des forces françaises en Arabie saoudite, le général Gazeau, qui a affirmé à Ryad que les troupes irakiennes « procédaient à une manœuvre retardatrice. Si les divisions irakiennes quittaient le Koweït, elles lâcheraient

leurs armes. Or elles continuent à nous tirer dessus. Ce qui est demandé, c'est qu'elles abandonnent le combat », a-t-il ajouté. Dans la ligne des réactions de la coalition après l'annonce faite par le président Saddam Hussein du retrait de ses troupes, le général Neal a aussi affirmé : « Nous continuerons à le détruire jusqu'à ce qu'il affirme accepter toutes les résolutions du Conseil de sécurité. Le mouvement de la garde républicaine n'est pas de retraite », a-t-il encore dit, indiquant que l'Irak poursuivait au Koweït « sa politique systématique de destruction de l'infrastructure de l'émirat et que cinq cent quatre-vingt-dix puits de pétrole étaient en feu ».

Pas d'armes chimiques

Le mouvement des troupes alliées, qui vise incontestablement à couper toute retraite vers Bagdad aux troupes encore présentes - et surtout à la garde républicaine - a marqué un grand pas, mardi, avec la prise de position par des éléments des 82^e et 101^e divisions américaines sur la rive droite de l'Euphrate. Non loin de là, les troupes françaises, selon le général Gazeau, contrôlent totalement leur « zone d'ac-

tivité », marquant actuellement un temps d'arrêt. Le 1^{er} corps américain dans lequel est intégrée la division « Daguet » continue de monter tandis que le 7^e corps, qui opère avec la 1^{re} division britannique, a infléchi sa route vers le sud où les troupes britanniques sont entrées en contact avec la garde républicaine qui se bat sur son territoire.

Au Koweït, les troupes égyptiennes, syriennes et saoudiennes qui occupent le centre du front seraient montées à 80 kilomètres vers le nord, alors que sur la côte les troupes saoudiennes, koweïtiennes, de Bahreïn et du Qatar progressent vers la capitale koweïtienne.

Tant redoutée, cette offensive terrestre, qui n'est pas terminée, a souligné le général Neal, son objectif étant désormais aussi la destruction de la garde républicaine irakienne, s'est déroulée toutefois beaucoup plus rapidement que prévu, essentiellement en raison du peu de résistance des troupes irakiennes. Ecrasées sous les bombes depuis plusieurs semaines, celles-ci, qui sont apparues dans leur majorité en meilleur état que certains témoignages l'affirmaient, ont bien souvent montré un grand soulagement devant la fin de leur épreuve.

Dans de très nombreux cas, les soldats se sont rendus à la seule vue des hélicoptères ou des troupes avançant.

Des échanges d'artillerie ont fréquemment eu lieu, certes, mais sans grande conviction de la part des Irakiens, qui avaient sans doute eu le temps de se rendre compte de l'énorme disproportion technologique des forces en présence. La maîtrise aérienne totale des alliés aux premiers jours de la guerre aura, été une des surprises de cet affrontement que les Irakiens ont plutôt subi passivement.

Autre interrogation qui continue d'inquiéter les états-majors alliés qui n'entendent pas la menace : le non-emploi par l'Irak des armes chimiques, ni même de mines de ce type.

Ses lignes de communication et de ravitaillement coupées, que va pouvoir faire maintenant la garde républicaine irakienne, troupe d'élite du président Saddam Hussein ? C'était, mardi soir, difficile à dire mais, comme on l'affirme de source alliée, « elle ne devrait pas pouvoir résister bien longtemps ».

Au-delà du seul problème de la libération du Koweït, qui semble en voie d'achèvement rapide, reste la question du sud de l'Irak occupé désormais par des troupes françaises, américaines et britanniques. Désormais, la vraie question est : jusqu'où iront les alliés dans leur volonté de briser le régime du président Saddam Hussein, en le privant de son principal instrument de pouvoir ?

FRANÇOISE CHIPHAUX

L'HISTOIRE

LE PILLAGE DE L'OR DES PHARAONS
Il y a trois mille ans, une bande de pillards de tombes royales s'avait à Thèbes.

LE NOUVEL ORDRE MONDIAL
Les réflexions de l'ancien Premier ministre Raymond Barre, en exclusivité pour L'HISTOIRE.

JAPON : LES MÉCANISMES DE LA CORRUPTION
Comment, depuis la fin du XIX^e siècle, les élus japonais achètent leurs voix.

L'ART DE LA GUERRE SOUS LOUIS XV
En 1745, la victoire française de Fontenoy, grâce à une nouvelle tactique.

N° 142 • MARS 1991 • 31 F • EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

Le drapeau koweïtien flotte sur la capitale

Le drapeau koweïtien a été hissé mercredi 27 février dans la matinée à Koweït-Ville, pour la première fois depuis l'invasion irakienne du 2 août dernier, a déclaré Radio-Koweït, captée à Mémé. La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs officiers supérieurs de l'armée koweïtienne, a ajouté le radio, citant des informations en provenance du Koweït libéré.

Cette information a été diffusée au moment où Bagdad déclarait que le retrait de ses troupes du Koweït venait de prendre fin. Par ailleurs, un responsable américain à Riyad avait annoncé que les forces de la coalition se trouvaient aux portes de la capitale, qui devait être occupée mercredi. Des unités blindées koweïtiennes et saoudiennes se tenaient prêtes à entrer dans la ville.

C'est une explosion de joie qui, selon les correspondants de presse ayant accompagné les forces alliées, a accueilli les premiers soldats américains au Koweït. «Même si le mer était

faite d'acier, je n'en aurais jamais assez pour écrire une lettre de remerciements aux forces alliées», a déclaré M. Fayçal Bahman, un biochimiste de Sabahiya. «Ils nous ont tout simplement donné la liberté». «Le président Bush est le héros du Golfe», s'est exclamé un étudiant en médecine. Les habitants de cette ville sont montés sur les toits de leurs immeubles en brandissant des drapeaux et en tirant en l'air.

Les aides koweïtiens de Londres ont reçu mardi des informations sur les dernières destructions infligées dans la ville de Koweït par les troupes irakiennes en fuite, nous cible notre correspondant à Londres, Dominique Dhombres.

Un plan délibéré de destruction

Plusieurs des grands hôtels qui avaient été pillés pendant les mois d'occupation ont été incendiés. C'est le cas du Marriott, du Sheraton, du Méridien, du Regency et de l'International. Les immeubles du front de mer ont également souffert, ainsi que le

Parlement et le palais de l'émir; mais la Bourse paraissait intacte. Selon ces témoignages, les officiers irakiens sont partis les premiers vers le nord dans des voitures volées, laissant souvent leurs hommes derrière eux. Ceux-ci ont été faits prisonniers par des «volontaires» koweïtiens qui les ont traités «humainement». Ces volontaires ont également rassemblé un grand nombre de suspects, de nationalité irakienne ou inconnue, qui seront remis aux autorités. Il se confirme également que de nombreux Koweïtiens ont été emmenés de force vers le nord au cours des derniers jours de l'occupation. Selon l'ambassadeur de l'émirat à Londres, beaucoup d'entre eux se trouveraient actuellement à Bassorah, dans le sud de l'Irak.

Par ailleurs, les troupes américaines ont mis la main sur des documents irakiens démontrant la volonté délibérée du régime de Bagdad de détruire la capacité de production pétrolière du Koweït, a affirmé mardi le contre-amiral Mike McConnell, l'un des porte-

parola du Pentagone. Il a précisé que six cents incendies avaient été allumés et que cinq cents puits brûlaient toujours. Les irakiens ont également détruit des raffineries et d'autres installations pétrolières, a précisé le contre-amiral, qui est chargé du renseignement à l'état-major interarmes américain.

Les documents irakiens aisaient des ordres aux chefs d'unité, datés du 17 janvier, jour du début des hostilités. Ils comportaient deux instructions, a-t-il ajouté : «Infliger un maximum de pertes et, dans ce but, détruire les champs pétroliers».

Le contre-amiral a montré à la presse des photos prises par satellite les 22 et 23 février. Sur la première, les puits en flammes étaient nettement visibles et la vent du nord-ouest poussait la gigantesque nuage de fumée noire vers la mer. Sur la seconde image, le vent avait tourné et soufflait du sud-est, poussant la fumée dans la direction opposée. Le nuage recouvrait entièrement Koweït-Ville.

Un mouvement de faux

Suite de la première page

Mais la rapidité de son exécution, conjuguée à l'estival - avec l'absence de moyens d'observation chez les irakiens, a grandement contribué à désorganiser les lignes adverses, en les débordant sur leurs flancs, puis sur leurs arrières en Irak même. Elle a empêché une réaction coordonnée de la part de l'état-major irakien, dont le gros des forces était disposé pour s'opposer à un choc frontal, plus au centre de la frontière koweïto-saoudienne.

Si, à cette perturbation liée à l'effet de surprise, on ajoute la décomposition progressive des unités irakiennes, après un mois de bombardements aériens et sous les pilonnages incessants de l'artillerie alliée, on peut admettre que la force de M. Saddam Hussein au Koweït n'était plus aussi résistante. Dès lors, elle s'est laissée submerger par le déplacement - le plus discret possible dix jours avant l'attaque aéroportée - de formations blindées de la coalition le long de la frontière irako-saoudienne, à quelque 160 kilomètres plus à l'est de leur déploiement initial. D'autant que le chef de l'Etat irakien, en leur

donnant probablement l'impression qu'il s'apprêtait à abandonner ses objectifs initiaux de conquête territoriale, n'a pas été pour peu, lui-même, dans la démoralisation de ses propres soldats.

Un réalignement allié face à la garde républicaine

Le «maître» de Bagdad parle du retrait de son armée du bastion koweïtien. La coalition évoque l'encerclement et la retraite désordonnée - avec quelques opérations timides de retardement et, surtout, avec beaucoup de redditions - des forces irakiennes. Selon des estimations de source américaine, ce serait, en fin de compte, l'équivalent de la moitié de la garnison irakienne au Koweït qui est désormais hors de combat.

Se sentant bientôt submergée, encerclée par une poussée venue du sud et un contournement par l'est, voire menacée d'être défilée prochainement, une partie de l'armée de M. Saddam Hussein au Koweït a tenté, dès les premières vingt-quatre heures de la phase aéroportée de «Tempête du désert», de rentrer chez elle, avant même toute consigne de Bagdad. C'est ce qui expliquerait que des unités alliées ont trouvé devant elles que quelques poches de résistance et un champ de bataille parsemé d'armes abandonnées dans la fuite.

A côté de cette armée irakienne qui s'est décomposée sous la pression de la machine de guerre alliée, demeure l'inconnue de la garde républicaine, organisée, à l'origine, autour de huit divisions qui rassemblaient 140 000 hommes, jusqu'à trois cents chars soviétiques T-72 (d'un modèle assez récent) ainsi que formations blindées et de puissantes pièces d'artillerie. Cette garde républicaine, qui est l'essence de l'outil militaire de M. Saddam Hussein, a été de longue date bombardée par des missiles de B-52 et, depuis le début des actions au sol, elle a été accablée par les alliés, au point que sa capacité offensive aurait été réduite d'un quart.

La garde républicaine, installée à cheval sur la frontière koweïto-irakienne, a probablement manœuvré pour, peut-être, partiellement échapper au mouvement de faux dessinée par les coalisés. C'est sans doute l'objet du réalignement, en cours, du dispositif allié que de chercher à déterminer précisément le sens à donner à la manœuvre de cette force «fer de lance» du président irakien. Ce réalignement consiste à redéfinir les objectifs tactiques de la coalition et à remettre à niveau ses forces sur le terrain en vue de leurs nouveaux engagements.

JACQUES ISNARD

Selon le général Schmitt

Seules une quinzaine de divisions irakiennes sont encore en état de combattre

Il ne restait, mercredi 27 février dans la matinée, qu'une «quinzaine de divisions» irakiennes en état de combattre, sur les 42 engagées au départ dans le théâtre koweïtien d'opérations, a affirmé le chef d'état-major des armées françaises, le général Maurice Schmitt.

Mardi soir, 21 des 42 divisions irakiennes étaient déjà considérées comme neutralisées, a rappelé le général. Il a également assuré que la moitié de la garde républicaine, l'élite de l'armée irakienne, était défilée. 2 de ses 6 divisions étant en train de fuir vers Bassorah (sud de l'Irak), alors qu'une autre avait été anéantie mardi. Les Français ne «participent pas à la réduction de la garde» républicaine, a-t-il ajouté en précisant qu'elle n'avait pas été changée d'attributions, sur la rive droite duquel se trouvent des unités américaines.

Interrogé lors d'un point de presse sur la non-utilisation de l'arme chimique par les forces irakiennes, le général Schmitt a répondu : «Je n'ai pas de réponse, j'ai une hypothèse, c'est que les généraux irakiens ayant reçu l'ordre de l'utiliser n'ont pas exécuté cet ordre».

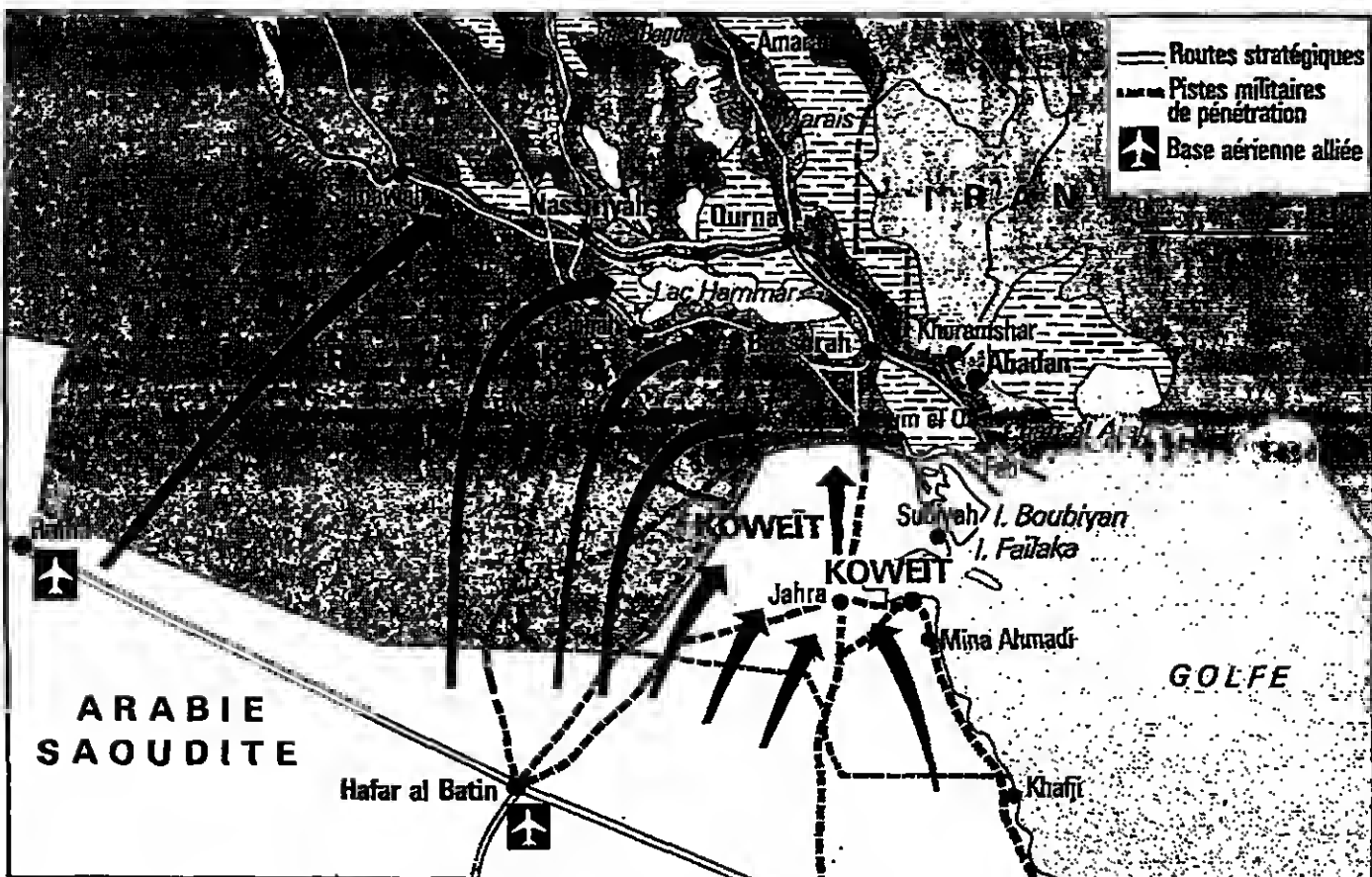
M. Joxe : «Les soldats français n'iront pas jusqu'à Bagdad»

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a expliqué, mardi 26 février à TF 1, que les soldats français, déployés à l'ouest du Koweït, «ont une mission de couverture» des alliés et qu'ils ne se rendront «certainement pas» à Bagdad.

Évoquant le sort de la garde républicaine avec laquelle les forces de la coalition ont déjà eu «quelques accrochages», M. Joxe a déclaré : «Il y a encore des forces irakiennes considérables au nord. Le comportement de cette fraction de l'armée irakienne, positionnée comme une réserve en Irak, reste une menace». Toute la question est de savoir si «elle va cesser d'être en position de guerre et recevoir l'ordre d'interrompre les hostilités ou si elle va se rendre, a-t-il dit, mais la guerre se terminera dans les deux hypothèses».

Selon le ministre, les soldats irakiens rencontrés par les Français étaient «démoralisés» pour une série de raisons politiques, psychologiques, matérielles et militaires, mais aussi «parce qu'ils se sont rendu compte que Saddam Hussein, a ajouté M. Joxe, les a embarqués dans une aventure folle».

A propos des critiques adressées aux soldats français au début de la crise du Golfe, M. Joxe a rappelé le proverbe «Bien faire et laisser dire» et il a expliqué qu'il était «content d'eux», car «ils avaient bien rempli leur mission».



L'action de la division «Daguet»

«Après les armes, nous faisons parler le cœur»

SUD DE L'IRAK (150 km de la frontière)

de notre envoyé spécial

Ce fut une journée de vents fous et de brouillard de sable, une journée à cloquer au sol tous les hélicoptères de l'effluve. La cascade de rhabonnements sidant, toute la division «Daguet», au propre et au figuré, fut dans le brouillard. Pour la première fois depuis plusieurs jours, pourtant, le général Bernard Janvier, le «patron» de la division française, avait trouvé le temps, le matin, d'écouter Radio-France Internationale, et il avait entendu la nouvelle du retrait irakien. «Pour l'instant, l'opération continue», disait-il seulement. Le général Michel Roquejeoffre, qui brave la tempête pour venir de Riyad n'en savait pas davantage. Et pas plus que ces quelques hommes de la logistique, rancœurés au coin d'une dune au hasard d'une panne d'hélicoptère et surtout préoccupés de s'abriter du vent. «C'est bien. Si c'est la paix, c'est super. Attendons de voir», répétaient-ils après le discours de M. Saddam Hussein. Il est vrai que c'était aussi avant le nouveau refus de M. George Bush.

«Daguet», donc, couvait son eucroïs dans l'attente d'une autre mission, et la guerre en décide ainsi. La rapidité de la percée avait été telle que l'on croissait encore dans le désert des fuyards irakiens isolés

que les alliés n'avaient même pas pris le temps de ramasser. Ainsi, l'hélicoptère d'escorte du général Roquejeoffre en rapéra-t-il quatre. Vu du ciel, on croyait des cadavres. Le général et ses deux lieutenants, couchés par terre, désinfectaient leur arme sous eux et qui se rendaient aussitôt, terrorisés.

Accroché à cet efflux de prisonniers doit poser de sérieux problèmes aux Français, si l'on en juge par le refus opposé à la presse de faire visiter le camp de transit français, à proximité de la frontière, conçu pour cinq cents personnes et que l'armée avait pourtant exhibé avant le début de l'offensive terrestre alors qu'il accueillait... six pensionnaires. Un communiqué de «Daguet» affirmait mardi soir que deux mille prisonniers y avaient été enregistrés.

Pour l'heure, apparemment dans l'incertitude quant à la suite de leur mission, les Français ont donc employé la journée de mardi à «nettoyer» la première agglomération conquise. Car, pendant que les Américains donnaient l'assaut à Koweït-Ville, les Français, eux, pranaient «Clèves». «Clèves» est le nom de code d'une grosse bourgade agricole de quelque quatre mille habitants, perdus en plein désert, à 150 kilomètres de la frontière. «Un point-clé essentiel pour la manœuvre d'ensemble des forces

armées», explique le général Janvier. Dans la première phase, cet objectif avait notamment été assigné aux marabouts du 3^e RIMA. Dans un élan littéraire, l'armée avait baptisé cette opération «Princesse».

L'investissement de «Clèves», mardi 26 février au matin, se déroulait sans aucune difficulté. Il est vrai qu'il ne restait plus dans le village qu'un petit berger de treize ans, une quinzaine de vaches et autant de soldats en déroute qui avaient fui à pied depuis «Rochambeau», la première position conquise par les Français à quelque 70 kilomètres. Leur officier supérieur, disent-ils, les ont abandonnés voilà quelques jours, fuyant vers le Nord. Les sous-officiers, à leur tour, se sont enfuis l'avant-veille. Et eux, livrés à eux-mêmes, fantômes de soldats, après une harassante randonnée dans le désert, ont donc échoué là, et se sont laissés capturer par les marabouts avec un sentiment qui doit bien ressembler à du soulagement.

A l'aube de mardi, une camionnette française a donc parcouru les ruelles du village, diffusant - en arabe - par haut-parleur l'ordre de se rassembler à l'extérieur. «On avait d'abord pensé à larguer des tracts», explique un colonel, mais avec ce vent, personne ne les aurait reçus. «Pour éviter tout risque de confusion», les trente âmes en peine ont été regroupées à quelques

centaines de mètres du village. Après quoi, maison de torchis, les marabouts ont «nettoyé» le village, c'est-à-dire, explique un officier, «vérifié que rien ne menaçait la sécurité des troupes alliées».

Le conseil des anciens

Quinze habitants, c'est peu, mais depuis plusieurs semaines, tous les civils qui le pouvaient ont fui vers le Nord pour échapper aux bombardements alliés qui, détruisant les canalisations, ont laissé le village sans eau ni électricité. Les Français, qui avaient déjà interrogé leurs prisonniers, s'attendaient bien à trouver le village déserté. Ils n'en sont pas moins arrivés avec deux camions regorgeant de vivres, «de quoi nourrir deux mille personnes pendant vingt quatre heures», explique le colonel, qui sourit : «Il va nous en rester».

En milieu de matinée, alors que le «nettoyement» se poursuivait, civils et militaires étaient encore rassemblés, assis à même le sable, séparés en deux groupes distincts. Les militaires étaient gardés par des hommes en armes. Devant chacun d'entre eux étaient posées une bouteille d'eau minérale et quelques provisions. Le colonel insistait pour que la télévision filme cet élan humanitaire : «Il faut que l'on voit

qu'après les armes, nous faisons parler le cœur». Les vieux, eux, sont assis en cercle, comme ayant reconstruit une sorte de conseil des anciens. Inamoviblement, ils racontent les bombardements, l'angoisse, et l'obligation de rester là, «car nous sommes les gardiens du village».

Leurs propos sont traduits par un interprète français. Sur son insistance, ils finissent par convenir qu'ils étaient opposés à l'invasion du Koweït, mais, violemment, leurs souvenirs sont ailleurs. «Ils ont sauté de joie quand nous leur avons dit qu'ils pourraient bientôt faire revenir leur famille», explique le colonel.

Si, demain, «Daguet» file encore vers le Nord, vers quelque nouvel objectif que les rumeurs s'accrochent à juger autrement redoutable, la division laissera derrière elle un détachement «chargé d'y maintenir la souveraineté française», commentent les militaires. Les subtilités de la diplomatie internationale ne perdent pas leurs droits. «C'est un état-major mixte franco-américain, mais dirigé par un Français, qui administrera la ville, expliquent les militaires. Cela dit, lui-même travaillera en fonction des directives générales de l'état-major américain. Même «s'il n'est pas question, assure le général Janvier, d'occuper la ville», «Clèves», première prise de «Daguet», recevra ainsi une administration digne d'elle.

DANIEL SCHNEIDERMAN

كلنا من الاصل

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

L'armée irakienne affirme avoir achevé son retrait du Koweït mercredi à l'aube

Le général américain Thomas Kelly a affirmé, mardi 26 février, que le président irakien se trouvait toujours « dans la zone de Bagdad ». Il répondait à une question sur des informations selon lesquelles deux avions, d'ordinaire utilisés par M. Saddam Hussein, avaient été repérés sur un aéroport militaire près de la capitale irakienne. Redin-Bagdad avait annoncé peu avant, dans la soirée, que le président avait rendu visite au 1^{er} corps de l'armée irakienne, sans préciser l'endroit ni le moment de cette visite.

Un porte-parole militaire irakien, cité par l'agence irakienne INA, a affirmé mercredi 27 février : « Les forces armées irakiennes, avec tous leurs régiments, ont achevé à l'aube de ce jour leur retrait du Koweït ». Le porte-parole a précisé que ce retrait a été réalisé « malgré les interventions de l'ennemi, qui a démontré sa lâcheté, son hypocrisie et sa bassesse en tentant de porter atteinte à nos unités qui se retirent conformément à la décision du commandement ».

Mardi, toute la journée, Radio-Bagdad avait diffusé le discours de M. Saddam Hussein annonçant le retrait, ainsi que des chants patriotiques, des louanges au peuple et aux soldats irakiens pour avoir rempli « leur devoir et remporté la victoire contre les forces du mal » et certaines consignes appelant les soldats à « garder le doigt sur la détente ».

Pour la première fois, semble-t-il, une radio qui s'intitule « La voix de l'Irak libre » a lancé mardi des appels aux « frères soldats de l'armée irakienne » leur enjoignant de « cesser un combat suicidaire où les a conduits le commandement traître de



Saddam Hussein. Cette radio, captée à Nicosie sur la plupart des fréquences précédemment utilisées par la radio officielle de Bagdad, appelle en outre le peuple à « descendre dans la rue pour faire triompher la démocratie et sauver de la destruction les biens du peuple ».

« Comme la victoire est douce... »

« Aujourd'hui (...) nos grandes forces armées poursuivent leur retrait du Koweït et l'achèveront dans la journée », avait annoncé Saddam Hussein, à la mi-journée, dans un discours radiodiffusé d'une trentaine de minutes, recou de parties inaudibles par le hurlement des sirènes d'alerte.

S'adressant « aux irakiens, aux peuples arabes et musulmans et à tous les gens d'honneur dans le

monde », le président irakien avait affirmé : « Applaudissez à la victoire. Vous avez fait triompher le juste sur le faux, à l'homme valeureux. Vous avez triomphé de ceux qui ont voulu imposer leur volonté (...) Quant à la chère Palestine, que la communauté internationale a jetée dans l'oubli mais qui, grâce au jihad des Palestiniens et des Irakiens, est de nouveau venue frapper aux portes pour obliger les tyrans à la replacer en tête des problèmes qui doivent être résolus, elle a été placée dans de meilleures conditions ».

Le président irakien a affirmé que le Koweït a été « constitutionnellement » une partie de l'Irak entre le jour de son annexion en août 1990 et « la nuit dernière ». « Le Koweït est une partie de votre pays qui lui avait été arrachée dans le passé. Les Irakiens se rappelleront que, le 8 août 1990, il est devenu une partie de

l'Irak du point de vue juridique, constitutionnel et dans les faits. Ce fut le cas entre le 8 août 1990 et jusqu'à la nuit dernière, avec le début du retrait et ce jour durant lequel nos forces armées poursuivront leur retrait. (...) Tout le monde se rappellera que les portes de Constantinople n'ont pas été ouvertes face à la première tentative de jihad », a-t-il ajouté.

« Aujourd'hui, des conditions spéciales ont été créées pour l'armée irakienne à se retirer. (...) C'était un combat héroïque. Vous avez fait face à 30 pays et aux maux qu'ils ont apportés ici. (...) Vous avez fait face au monde entier, courageux Irakiens. Vous avez gagné (...) vous êtes victorieux. Ce qui nous reste, c'est notre espoir et notre détermination. (...) Comme la victoire est douce... » (AFP, AP, Reuters).

Les Etats-Unis sont déterminés à poursuivre l'offensive « avec une intensité non diminuée »

La guerre se poursuivra « avec une intensité non diminuée », a affirmé, mardi 26 février, le président Bush, qui a accusé M. Saddam Hussein de tenter de transformer une « déroute » en victoire dans le but de sauver ce qui lui reste de pouvoir.

WASHINGTON
de notre correspondant

Quoi que Saddam Hussein ait pu faire ou dire jusqu'ici, les Etats-Unis ne se sont pas laissés détourner de leur objectif : l'élimination des restes de l'armée irakienne stationnée au Koweït ou à proximité par voie de destruction ou de capitulation. Le discours par lequel le dictateur irakien a annoncé, mardi 26 février, le retrait de ses troupes du Koweït n'est qu'un « scandale » de plus, si l'on en croit le président Bush, mais un « scandale » sans effet sur la réalité d'une guerre que la coalition va « poursuivre sans en diminuer l'intensité » (nos dernières éditions datées du 27 février).

M. Bush a réagi à la dernière initiative de M. Saddam Hussein comme il a réagi à toutes les précédentes, depuis que le président irakien multiplie les concessions mais toujours avec un temps de retard : en y voyant une pièce de plus à ajouter à son dossier, une raison supplémentaire d'accroître la pression sur l'Irak. Le président américain a accusé son ennemi de ne chercher qu'à « regagner ses forces pour se battre un jour de plus ». En même temps, il lui a reproché de tenter une « retraite » - c'est-à-dire une manœuvre militaire - au lieu d'opter pour un « retrait ».

Toujours selon M. Bush, les forces américaines « n'attaqueront pas des soldats désarmés en retraite », mais elles s'attendent à ce que le président irakien « ne considère la retraite des unités de combat comme une menace et s'y prépare en conséquence ».

Le président américain a aussi déclaré que Saddam Hussein « n'accepte toujours pas les résolutions du Conseil de sécurité » (il s'agit apparemment de la résolution concernant la reconnaissance formelle de l'indépendance du Koweït et du retour de son gouvernement et de celle qui mentionne l'éventualité de dommages de guerre) ni « les conditions posées par la coalition le 27 février » (date de l'ultimatum que M. Bush avait lancé à la veille de l'offensive terrestre).

L'intransigence du langage pré-

sente à la guerre, elle aussi, démentait un retard sur la situation du jour, mais, à vrai dire, le sentiment prévaut désormais que tout cela n'a plus beaucoup d'importance. Les Irakiens ont depuis divers porte-avions, ont détruit un grand nombre de véhicules irakiens qui cherchaient à fuir le Koweït par l'autoroute conduisant vers le Nord.

Aussi populaire
que Harry Truman en 1945

Très rares sont ceux qui, aux Etats-Unis, émettent des réserves sur les objectifs énoncés par M. Bush ou les moyens de les atteindre. L'opinion semble soutenir à fond un président aussi populaire, si l'on en croit les sondages, que l'était son prédécesseur Harry Truman au printemps 1945. D'après un sondage ABC-Washington Post, en date du 26 février, 90 % des Américains approuvent la politique poursuivie par M. George Bush depuis le début du conflit. Les Américains ont le sentiment qu'ils ont

mérité leur triomphe, et que ce triomphe doit être complet, tandis que les Irakiens ont les chaînes de télévision soûlées étroitement à la politique de l'administration et exultent les exploits des troupes, de la technologie et de la logistique américaines.

Les lendemains d'une victoire imminente semblent un peu plus obscurs. Entre autres hypothèses, la perspective d'une occupation temporaire d'une partie du territoire irakien, conçue comme un moyen d'exercer un contrôle sur l'économie politique et économique du pays, est aussi de plus en plus fréquemment évoquée.

En même temps, l'attention se porte déjà sur la reconstruction du Koweït, et à l'occasion, aussi, sur les bénéfices que vont en tirer un certain nombre de grandes entreprises américaines. Cela, même si l'on y ajoute la baisse attendue du prix du pétrole, ne suffit peut-être pas à relancer vraiment une économie en récession mais ne devrait en tout cas pas lui faire de mal.

JAN KRAUZE

La déclaration du président Bush appelant à continuer la guerre

« Saddam n'est pas intéressé par la paix... »

Voici le texte intégral de la déclaration faite mardi 26 février, à la Maison Blanche, par le président George Bush en réponse au discours de M. Saddam Hussein, qui avait annoncé quelques heures plus tôt qu'il se retirait du Koweït.

« Le discours le plus récent de Saddam est un scandale. Il n'est pas en train de se retirer. Ses forces défilent battant en retraite. Il essaye de revendiquer la victoire en pleine déroute et il ne renonce pas volontairement au Koweït. Il tente de sauver les vestiges de son pouvoir et de contrôler le Proche-Orient par tous les moyens possibles et, là aussi, Saddam Hussein échouera. »

« Saddam n'est pas intéressé par la paix mais uniquement par le regroupement afin de continuer le combat, et il ne renonce pas à la revendication de l'Irak sur le Koweït. Au contraire, il a fait clairement savoir que l'Irak continue à revendiquer le Koweït. De même, il n'y a aucun signe de

remords pour l'agression de l'Irak ni aucune indication que Saddam est prêt à accepter la responsabilité des terribles conséquences de cette agression. Il n'accepte toujours pas les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ou les termes de la coalition du 22 février, notamment la libération de nos prisonniers de guerre, et des détenus des pays tiers ainsi que la fin de la destruction pathologique du Koweït. »

« La coalition va par conséquent poursuivre la guerre sans diminution d'intensité. Comme nous l'avons annoncé hier soir, nous n'attaquerons pas des soldats désarmés en retraite. Nous n'avons pas d'autre choix que de considérer les unités de combat en retraite comme une menace à laquelle nous répondrons en conséquence. Toute autre attitude risquerait de se traduire par des pertes supplémentaires pour les Etats-Unis et la coalition. La meilleure façon d'éviter des pertes

supplémentaires des deux côtés est que les soldats irakiens déposent leurs armes comme l'ont fait près de trente mille autres Irakiens. »

« Il est temps pour toutes les forces irakiennes sur le théâtre des opérations, celles qui occupent le Koweït, celles qui soutiennent l'occupation du Koweït, de déposer les armes. Et cela arrêtera l'effusion de sang. Depuis le début des opérations aériennes il y a près de six semaines, j'ai dit que nos efforts étaient sur la bonne voie et qu'ils débloqueraient la situation. Ce matin, je suis très content de dire que les efforts de la coalition sont en avance sur nos prévisions. La libération du Koweït est à portée de main. Laissez-moi juste ajouter que je partage la fierté de tout le peuple américain pour le magnifique et héroïque comportement de nos forces. Que Dieu les bénisse et les protège. » (AFP.)

Londres : consensus à la Chambre des communes sur la fermeté de M. John Major

Il n'a pas été question un seul instant pour les Britanniques d'arrêter les opérations lorsque M. Saddam Hussein affirmait « se retirer » du Koweït. « Nos troupes, pas plus que l'opinion mondiale ne nous pardonneraient si, à ce stade, nous laissions les Irakiens partir avec leurs armes », a déclaré, mardi 26 février, M. John Major. Il n'est pas davantage question de ralentir l'assaut, ce qui pourrait faire courir des risques aux unités engagées.

LONDRES

de notre correspondant

Faisant écho au président Bush, le premier ministre britannique considère que la guerre continuera jusqu'à ce que les coalisés aient la certitude que l'Irak a été vaincu. Il faut également que M. Saddam Hussein accepte « toutes » les résolutions des Nations unies, c'est-à-dire qu'il renonce publiquement à ses revendications sur le Koweït, reconnaisse le gouvernement de ce pays, et se dise prêt à lui payer des réparations de guerre. Les responsables britanniques insistent désormais sur la nécessité de garantir la « stabilité » de la région. Cela veut dire, en clair, que M. Saddam Hussein doit disparaître, ou changer radicalement d'attitude et dans des conditions qui ne laissent planer de craintes pour ses voisins.

Le discours de M. Saddam Hussein contenait, selon M. Major, la « menace la plus claire » qu'il s'efforçait un jour de reconquérir le Koweït. « Notre devoir est d'élimi-

ner cette menace par tous les moyens nécessaires », affirme le premier ministre car « nous ne pouvons tout simplement pas lui faire confiance ». M. Major a eu recours à une litote toute britannique pour dire que la situation militaire était « bonne ». Il a, une fois de plus, appelé l'opinion à la prudence, estimant que des combats « acharnés » n'étaient pas à exclure dans les jours qui viennent.

L'occupation d'une partie du territoire irakien

Le débat au Parlement, mardi, après-midi 26 février, sur la guerre du Golfe a montré que le consensus entre le gouvernement et l'opposition travailliste était toujours aussi solide. Les orateurs du Labour, du parti libéral-démocrate, et même les nationalistes écossais ont éprouvé le refus du gouvernement d'abandonner un cessez-le-feu. Seul M. Tony Benn, au nom de la « gauche dure » travailliste, a accusé les coalisés d'avoir changé à plusieurs reprises leurs conditions de paix. « Il semble désormais que la guerre doit continuer jusqu'à ce que Saddam soit tué ou remplacé par quelqu'un qui soit acceptable, par Washington », a affirmé l'ancien ministre travailliste.

M. Tom King, ministre de la défense, a indiqué pour la première fois qu'une partie du territoire irakien pourrait être temporairement occupée afin de permettre l'application des résolutions des Nations unies. On explique ici que cette mesure sera peut-être nécessaire pour faire pression sur le président Saddam Hussein, si celui-ci se maintient au pouvoir.

DOMINIQUE DHOMBRES

Pour M. Weinberger, ancien secrétaire à la défense américain

Il faut une force d'occupation sous contrôle arabe en Irak

Une armée d'occupation alliée dirigée par des Arabes devrait être basée en Irak après la défaite de Bagdad afin d'assurer le maintien de la paix dans la région, a déclaré mardi 26 février, à Hong-Kong, l'ancien secrétaire américain à la défense Caspar Weinberger.

M. Weinberger, qui s'est exprimé avant que le président Saddam Hussein annonce le retrait de ses troupes du Koweït, a précisé qu'une telle armée d'occupation pourrait comprendre des forces saoudiennes, égyptiennes, koweïtiennes, ainsi que d'Oman et de Bahreïn, et devrait également inclure un petit contingent de forces occidentales.

L'ancien secrétaire à la défense du président Reagan a estimé que des forces d'occupation arabes dans l'Irak de l'après-guerre contribueraient plus efficacement au maintien de la paix dans la région que des forces occidentales. Il a ajouté que « des désordres seraient plus susceptibles de se produire » dans le Golfe si l'Irak n'était pas temporairement occupé.

Pour appuyer son propos, M. Weinberger a rappelé que l'occupation du Japon et de l'Allemagne après leur défaite dans la seconde guerre mondiale avait posé les bases de leur émergence comme grandes nations stables. (AFP.)

Les récits et dépêches des envoyés spéciaux en Irak de toutes les grandes agences de presse internationales sont soumis à la censure préalable des autorités de Bagdad, qui « encadrent » les journalistes. D'autre part, les services de presse des armées alliées stationnées en Arabie saoudite contrôlent la plupart des reportages diffusés par les chaînes de télévision occidentales et exigent notamment que les lieux de tournage ne soient pas indiqués avec précision. La censure militaire préalable n'est pas appliquée en Egypte ni en Jordanie. En Israël, elle existe, mais les autorités n'exigent pas de voir les articles des journalistes avant leur transmission.

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
LES BEST-SELLERS
DE L'INFORMATIQUE
MS-DOS facile

Avec Le Monde sur Minitel
Calculez vos impôts rapidement
36-17
Tapez IMP91

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions dans le monde

La majorité des membres du Conseil de sécurité souhaitent un engagement écrit de M. Saddam Hussein

Le Conseil de sécurité des Nations unies a suspendu ses consultations, mardi 26 février, dans l'attente de savoir si l'Irak va accepter l'intégralité des douze résolutions de l'ONU.

Pour une majorité des membres du Conseil (à l'exception notamment du Yémen et de Cuba), il ne peut y avoir de cessez-le-feu dans le Golfe si l'Irak n'accepte pas, par écrit, les douze résolutions adoptées à son encontre depuis l'invasion du Koweït.

Le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur du Zimbabwe, M. Simbarashe Simbabwe, a été mandaté pour entrer de nouveau en contact avec l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari, pour tenter d'obtenir une réponse favorable et rapide. Le Conseil a également demandé à Moscou, via son ambassadeur à l'ONU, M. Youli Vorontsov, de tenter d'obtenir la même réponse,

directement de Bagdad. A Washington, le secrétaire d'Etat américain M. James Baker devait rencontrer le chef de la diplomatie britannique, M. Douglas Hurd, mercredi; le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, jeudi; et son homologue allemand M. Hans-Dietrich Genscher, vendredi. Lors d'entretiens téléphoniques, MM. Hurd, Dumas et Genscher sont convenus mardi que M. Saddam Hussein devait reconnaître explicitement les résolutions des Nations unies pour clarifier la situation. Si, sur la forme, les réactions américaine et britannique ont été les plus catégoriques, sur le fond, l'ensemble des capitales occidentales a réagi de manière identique: l'annonce du retrait des troupes irakiennes du Koweït a été jugée insuffisante. «Je comprends pleinement la position des Etats-Unis et des alliés qui exigent la reconnaissance par l'Irak des résolutions de l'ONU», a affirmé le chancelier Helmut Kohl. Le premier ministre japonais,

M. Toshiki Kaifu, a lui aussi estimé que le discours de M. Saddam Hussein n'était pas «suffisant» pour un cessez-le-feu.

Attitude hostile de l'administration américaine

Ryad et Le Caire ont exprimé, à leur tour, leur scepticisme: «Alors que le radio de Bagdad annonce l'acceptation du gouvernement (irakien) de se retirer du Koweït, l'armée irakienne tire des missiles contre l'Arabie saoudite et Qatar», a déclaré le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Abdel Meguid; de telles actions, qui n'inspirent pas confiance, nous empêchent de douter des objectifs poursuivis. En Syrie, Radio-Damas a une nouvelle fois estimé que «les dirigeants de Bagdad ne peuvent nier leur responsabilité dans la catastrophe».

A Amman, le gouvernement jordanien a «déploré les tentatives des pays membres de la coalition de dépasser la légalité internationale

et les résolutions de l'ONU afin de réaliser leurs objectifs aux dépens de l'Irak et de la sécurité et la stabilité dans la région». Dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion de cabinet, le gouvernement a en outre appelé à «l'intensification des efforts de la communauté internationale en vue d'aboutir à un cessez-le-feu immédiat après que l'Irak ait annoncé son acceptation de la résolution 660 du Conseil de sécurité».

A Téhéran, dans une déclaration antérieure à celle de M. Saddam Hussein, M. Ali Akbar Hachemi Rafsanjani, le président iranien, avait qualifié de «tardive» l'annonce par Radio-Bagdad du retrait des troupes irakiennes. Lors d'un entretien avec l'ancien premier ministre indien Radhiv Gandhi, M. Rafsanjani a également affirmé: «Alors que les efforts de paix avaient eu des résultats, les occasions ont été perdues, à chaque étape, les Etats-Unis et les forces alliées ont trouvé un prétexte pour empêcher leur progression

et pour atteindre leurs objectifs».

Le chef de l'Etat soudanais, M. Omar Hassan Al Bashir, a exprimé l'espoir, lors d'une conférence de presse à Alger, que les forces alliées accepteraient un cessez-le-feu. «Nous espérons que les forces alliées répondront positivement à cette demande (irakienne), mais nous pensons qu'elles insisteront pour poursuivre les combats car leur objectif est maintenant de changer le régime en Irak», a-t-il déclaré.

A Tripoli, le ministre des affaires étrangères, M. Mohamed Al Biebari, a fait savoir que la Libye «ne supporte pas et n'acceptera pas» la poursuite de la guerre contre l'Irak. «Après la décision de l'Irak de se retirer totalement et inconditionnellement du Koweït, il est inacceptable de continuer de traquer l'Irak et de poursuivre la guerre contre lui», a-t-il déclaré. D'après le ministre, la France, d'Italie et d'Espagne, selon l'agence libyenne JANA.

Enfin, le chef de l'OLP, M. Yas-

ser Arafat, a estimé à Alger que «tous les efforts mughrebins, arabes, soviétiques, islamiques et non alignés, doivent rendre à imposer un cessez-le-feu et à établir une paix globale dans la région» du Proche-Orient. «La nation arabe doit se mobiliser plus sérieusement que jamais aux côtés de l'Irak pour arrêter cette guerre folle, destructrice, une guerre de vengeance», a ajouté M. Arafat qui, par ailleurs, craint «un massacre semblable à celui de Sabra et Chatila ou Liban, des Palestiniens se trouvant actuellement à Koweït». Dans sa première réaction, l'OLP avait indiqué, par la voix d'un porte-parole officiel, être «surpris» de «l'attitude hostile exprimée par l'administration américaine, qui rejette un cessez-le-feu, alors que le retrait du Koweït était la principale demande de la Maison Blanche».

(AFP, Reuters, AP.)

Les inquiétudes soviétiques

Le double camouflet infligé à M. Gorbatchev pourrait amener l'URSS à une révision de ses relations avec Washington

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Si le début de la crise du Golfe a été marqué par l'euphorie de l'entente soviéto-américaine, l'offensive terrestre a révélé un tout autre tableau, qui inquiète aussi bien les conservateurs que leurs adversaires. Certes, M. Mikhaïl Gorbatchev n'en est pas à dire, comme l'écrivait mardi 26 février le quotidien réformateur *Komsomolskaïa Pravda*, que cette offensive a mis fin à la confiance entre les deux pays et aux «rêves romantiques de leur coopération en vue de l'établissement d'un nouvel ordre mondial». Mais le président soviétique a déclaré le même jour au Bidioussie, où il s'adressait aux ouvriers d'une usine de tracteurs, que les progrès dans ses relations avec Washington «sont encore très fragiles». «Un grand sens des responsabilités est nécessaire pour ne pas dériver ce qui a été fait», a-t-il ajouté, en appelant à «résoudre d'urgence le conflit du Golfe et à mettre à l'agenda des Nations unies tout le problème du Moyen-Orient, (...) ce baril de poudre qui peut faire exploser le monde».

L'après-Chevardnadze

C'est dans sa bouche un ton nouveau et les prémices d'une politique nouvelle, qui risquent cependant d'avoir peu de conséquences: étant donné les problèmes intérieurs qui paralysent l'Union soviétique. Son ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, l'a précisé en tout cas en déclarant, mardi, à l'agence Tass que Moscou «va jouer son propre rôle dans la formation des structures de sécurité d'après-guerre, pas seulement dans le Golfe mais dans tout le Moyen-Orient». «L'URSS a ses propres idées là-dessus (...) et espère pouvoir les réaliser en coordination avec les pays de la région — auxquels il rendra pleinement de ces structures — avec l'Europe et les autres puissances dirigeantes du monde», a-t-il dit. Dans cet ordre et sans citer les Etats-Unis, car il s'agit pour Moscou, a précisé M. Bessmertnykh, de «poursuivre avec une énergie accrue sa politique qui n'a toujours visé à assurer les intérêts du peuple arabe d'Irak, du peuple arabe du Koweït et des peuples arabes de toute la région, où l'URSS n'a jamais eu d'intérêts égoïstes».

Finis donc, le suivisme envers Washington que les conservateurs du parti et de l'armée ont accusé l'ex-ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, d'avoir pratiqué. Et il semble que M. Gorbatchev donne désormais à ces conservateurs des gages en politique étrangère comme il l'a fait dès novembre en politique intérieure. Mais peut-être s'agit-il encore d'un domaine crucial pour le prix Nobel de la paix, d'un simple ajustement. On avance ainsi, dans son entourage «perestroïkiste», que M. Chevardnadze avait donné aux conservateurs de trop beaux prétextes en se montrant, comme par exemple en décembre à l'ONU, plus «américain» que les pays européens sur la question de la Palestine, ou en évoquant un envoi dans le Golfe de forces soviétiques alors que Washington n'en demandait

pas tant. Il reste que le double camouflet qui vient d'être infligé à M. Gorbatchev procure à ces conservateurs nostalgiques de la puissance soviétique un argument de plus de poids encore. Celui de M. Bush qui a lancé son offensive terrestre après avoir semblé participer aux efforts du président soviétique en suggérant des améliorations à son plan de paix, alors qu'il fait peu de doutes que sa décision était déjà prise. Un membre de l'entourage du chef de l'Etat soviétique a affirmé mardi que des efforts ont été faits pour le dissuader de téléphoner une ultime fois à M. Bush, à moins d'une heure du début des opérations, mais que son «impérialisme méridional» le poussait à aller jusqu'au bout. A cela s'est ajouté le camouflet infligé ensuite par Saddam Hussein lui-même, qui a cédé devant la force américaine ce qu'il avait refusé à la diplomatie de M. Gorbatchev.

Dans un message remis mardi avant l'aube par M. Tarek Aziz à l'ambassade soviétique à Bagdad, M. Saddam Hussein priait M. Gorbatchev d'obtenir du Conseil de sécurité un cessez-le-feu, sur la base de l'annonce que le retrait de ses forces du Koweït, conformément à la résolution 660, avait commencé et qu'il serait achevé dans un délai «très bref». Bref, une «capitulation», comme le dira en marge d'une conférence de presse à Moscou, tenue pour annoncer ces développements, M. Vitali Ignatenko, porte-parole de M. Gorbatchev. Mais M. Gorbatchev n'était plus disposé à faire les frais du conflit; il n'intervenait plus directement et partiel le matin même à Minsk, en Biélorussie, pour une visite «programmée depuis longtemps» et pour laquelle «il n'enfin trouve un cré-

neau de deux jours», comme l'a précisé M. Ignatenko.

La suite des réactions soviétiques, qui semblaient grésiller dans une certaine précipitation, a donné lieu à de nouvelles «dissidences»: rendant compte d'une première conférence de presse donnée dans la matinée par le vice-ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Belonogov, l'agence Tass annonce que l'URSS a demandé un cessez-le-feu au Conseil de sécurité, M. Ignatenko rectifie ensuite le tir en disant que ce sont le Vietnam et Cuba qui l'ont demandé. En réponse à une question, il précise quand même que «l'URSS est bien sûr aussi pour le cessez-le-feu», mais demande également l'application des douze résolutions qu'elle a votées au Conseil de sécurité, comme le confirmerait plus tard le représentant soviétique à l'ONU. Une demande que Moscou passait sous silence lorsqu'y étaient élaborés les plans soviéto-irakiens qui contredisaient ces résolutions. Mais M. Ignatenko expliquait maintenant le choc en affirmant que c'est le président Saddam Hussein qui a «manqué l'occasion de paix» et pas seulement les Etats-Unis, comme le laissait entendre la déclaration du gouvernement soviétique publiée dimanche.

Le mandat du Conseil de sécurité

Autre dissonance: un chef d'état-major adjoint des forces armées soviétiques, le général Vladimir Jourebko, déclarait mardi à Tass que l'offensive terrestre de la coalition «va au-delà du mandat donné par le

Conseil de sécurité et s'est transformé en une destruction de l'Irak en tant qu'Etat». Jusque-là, seuls des commentateurs conservateurs s'étaient permis de porter ce jugement, le ministre de la défense, Dmitri Iazov, le donnant cependant au conditionnel dans son entretien publié samedi par la *Pravda* (le Monde du 26 février). Mardi, cette inquiétude a été reprise par M. Gorbatchev lui-même: «Il y a un risque que le mandat du Conseil de sécurité soit dépassé et c'est inadmissible», a-t-il affirmé devant les représentants des intellectuels biélorusses. «Cette opinion est admise par toute la communauté internationale, l'espère que les dirigeants américains sont conscients de leur responsabilité», a-t-il ajouté, avant de justifier les votes passés de l'URSS au Conseil de sécurité ainsi que son initiative de paix, qui pourrait encore, a-t-il dit, être utile si la guerre était arrêtée maintenant.

Le chef du Kremlin n'en continue pas moins à affirmer, comme il l'avait fait lors de ses dernières conversations avec M. Bush, le rôle «central» du dialogue soviéto-américain. Son porte-parole s'est voulu optimiste en précisant que «la compréhension soviéto-américaine reste la base stratégique des deux pays», qu'elle «se manifeste par des actions spécifiques et sans doute aussi au sein du Conseil de sécurité». Un optimisme que la *Komsomolskaïa Pravda* est loin de partager lorsqu'elle estime que «le flasco de la coopération soviéto-américaine dans le Golfe influera non seulement sur la situation dans cette région et sur les relations bilatérales, mais aussi sur la situation intérieure en URSS».

L'URSS, ajoute le spécialiste du Moyen-Orient de ce journal réformateur, a perdu la confiance de Washington en proposant un «plan soviéto-irakien» qui impliquait le maintien au pouvoir de Saddam Hussein, et ne fera plus elle-même confiance à Washington, qui, sans plus tenir compte des intérêts soviétiques, a adopté une «conduite belliqueuse donnant aux conservateurs une nouvelle raison de critiquer M. Chevardnadze et toutes les forces démocratiques qui lui sont associées».

«Il ne nous reste plus qu'à espérer que tout cela ne mène pas à un refroidissement sérieux et prolongé entre les deux pays, avec les conséquences néfastes que cela pourrait entraîner pour les pays baltes, les autres Républiques, la presse indépendante et finalement nous tous», écrit pour sa part un autre journal réformateur, *l'Independant*.

Bien que de sensibilité libérale, il déplore aussi l'offensive lancée par M. Bush, estimant au passage que Saddam Hussein avait tout intérêt à laisser prendre des prisonniers irakiens en grand nombre: c'est le retour à Bagdad des soldats après l'épreuve qui aurait constitué le plus grand danger pour le dictateur, alors que, «rassasiés dans les camps américains, ils reviendraient culpabilisés et donc soumis».

SOPHIE SHIHAB

Jusqu'au-boutisme

Suite de la première page

Les premiers déboîtements de la «logique de guerre» qui s'est mise en place le 17 janvier. Déjà l'offensive terrestre avait dû obéir à une longue et savante programmation, comme l'a rappelé dimanche M. Mitterrand. A plus forte raison, les énormes déplacements et mouvements de troupes qui entraînent cette offensive ne peuvent être arrêtés en un tournemain: il y va de la sécurité des troupes engagées, et un cessez-le-feu exige une série de dispositions techniques généralement imposées par le vainqueur plutôt que «négociées».

A cet égard, la plus grande faute de Saddam Hussein dans la dernière période est de ne pas avoir compris que ses concessions ne pouvaient pas attendre la dernière minute, mais auraient dû précéder de plusieurs jours l'offensive terrestre des alliés. En particulier, les quatre longues journées qui se sont écoulées entre le lundi 18 février, date à laquelle M. Gorbatchev a soumis à M. Tarek Aziz son premier plan de paix, et les premières heures du vendredi 22, lorsque le ministre irakien a rapporté à Moscou la réponse de Bagdad, ont été décisives. En fait, c'est avant le 15 janvier que la logique politique avait encore ses chances face à la logique militaire. Mais le dictateur de Bagdad n'a même pas commis l'erreur de ceux qui cèdent trop peu et trop tard. Il n'a rien cédé, puis tout, au plus mauvais moment.

La «mère» des résolutions

Les autres arguments sont politiques. Sans doute peut-il paraître spécieux d'insister que l'Irak accepte les douze résolutions de l'ONU sur la crise et non pas seulement la 660, «mère» de toutes les autres, puisque son acceptation en temps utile aurait rendu les autres sans effet. Mais c'est un fait que ces résolutions dépassent maintenant le seul retrait du Koweït: les sanctions économiques, les réparations et l'ordre de sécurité qui régnera dans la région relèvent d'autres textes, que seul le conseil de sécurité peut abolir. M. Gorbatchev est ici dans une position inverse de celle qu'il occupait lors de l'adoption de ces textes: il pouvait alors y mettre son veto, c'est maintenant aux Etats-Unis d'user de ce droit pour les maintenir.

Dans tous les cas, les bnt de guerre ont changé du seul fait de ces résolutions: la paix que tout le monde souhaite dans la région exige non seulement que l'Irak renonce à toute idée d'agression contre le Koweït (et les propos de Saddam Hussein estimant avoir créé un précédent juridique pendant six mois, rappelant que Constantinople n'a pas été prise en une fois, etc., montrent que l'on est encore loin du compte), mais aussi l'équilibre des armements et le contrôle d'une armée irakienne que le dictateur veut maintenir en état de «mobilisation». A défaut d'accord en ce sens, le meilleur

moyen d'y parvenir est de défaire cette armée.

Derrière ces considérations, se profile l'argument principal, d'ordre moral, ou mieux encore, d'«idéologie». Comment peut-on imaginer que l'homme qui a mis le Koweït à feu et à sang et infligé de ce fait à son peuple et à son armée la pire épreuve puisse soudainement tout anéantir, se replier avec sa garde prétorienne sur son bunker de Bagdad et continuer de régner comme si rien ne s'était passé? Cela s'est produit une fois avec la fin de la guerre qu'il avait lancée contre l'Iran, grâce à la complaisance occidentale et malgré les insinuations de Khomeiny, qui n'entendaient s'arrêter qu'après avoir réglé ses comptes personnels avec l'agresseur. Par une ironie de l'histoire, c'est le «grand Satan» américain qui va combler les vœux posthumes du patriarche de Qom.

La survie des militaires irakiens

Quelle forme prendra le renversement de Saddam Hussein? Paradoxalement, les plus pressés ne sont pas les alliés de la coalition, qui peuvent se contenter de maintenir le hiccup de l'Irak tant que le dictateur est encore là, ou encore, comme le dit le président Moubarak, «le laisser à Bagdad sans avoir le moindre rapport avec lui». La question concerne plus directement les Irakiens eux-mêmes et ses militaires en particulier.

Imaginons que le tyran ait réussi son retrait transformé en «retraite». Sa première tâche ne sera-t-elle pas de reprendre en main son armée en choisissant ses commandants pour la défaite, en débarrassant ceux dont le comportement aura été «flottant», bref de lancer, sur un mode encore plus sanglant, une de ces épurations qui ont jalonné les vingt ans de sa dictature? La population elle-même, qui avait vu se rélever sous les bombardements le carcan policier, ne sera-t-elle pas sanctionnée à son tour? Les dizaines de milliers de prisonniers, dont beaucoup ont déjà montré leurs vrais sentiments, accepteront-ils tous de revenir sous la coupe de la dictature qu'ils ont dénoncée? Il est clair en tout cas que l'opération survie du dictateur en est aussi une, encore plus concrète, pour des milliers d'Irakiens.

Ajoutons que le dernier espoir de Saddam Hussein — sortir de la crise en «héros» ou en «martyr» aux yeux du monde arabe — a, dans ces conditions, peu de chances de se réaliser. Le soulèvement des «masses arabes», déjà plus limité que prévu, devra prendre d'autres formes dès l'instant que les exactions de l'Irak au Koweït seront mieux connues, a fortiori lorsque les Irakiens eux-mêmes pourront raconter à leur tour les turpitudes du régime qu'ils subissent depuis vingt ans. Comme on l'a vu avec la chute de Ceausescu, les dictateurs sont vite «saranisés»: celui-ci n'était déjà guère défendable depuis le 2 août, il le sera encore moins après sa chute.

MICHEL TATU

Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté au Caire

De nouvelles manifestations ont eu lieu mardi 26 février, notamment dans les universités égyptiennes. Au Caire, plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté, pour la troisième journée consécutive, en jurant de venger l'un des leurs, tué la veille lors d'affrontements avec la police anti-émeutes égyptienne (le Monde du 27 février).

Réunis sur le campus de l'université, les manifestants ont traité le président Hosni Moubarak de «lèche» et d'«agent des Américains» avant de se rassembler devant le bâtiment central de l'administration. Ils ont ensuite organisé un sit-in en exigeant la venue sur le campus du ministre de l'Intérieur, le général Abdel Halim Moussa, afin qu'il «s'explique» sur le décès, la veille, lors des affrontements avec la police, de Khaled Mohammed Abdel-Aziz.

Des rassemblements moins suivis ont également eu lieu à l'université Ain-Helwan du Caire et à l'université Mansoura, dans le delta du Nil. La police anti-émeutes a été déployée dans les trois établissements, mais aucun affrontement n'a eu lieu mardi, dans la journée.

Des manifestations ont également eu lieu à Kharoum, au Soudan, où plusieurs milliers de personnes ont répondu mardi à l'appel de plusieurs associations «populaires» soudanaises. Une directive ministérielle de la veille avait accordé aux fonctionnaires un congé de deux heures afin qu'ils puissent se joindre au défilé. Réunis devant l'ambassade des Etats-Unis, les manifestants ont scandé «Allahou Akbar» avant de demander le retrait immédiat des troupes de la coalition. A la fin du défilé, un orateur a demandé à la foule de «prendre les choses en main en frappant les hiérarches occidentaux au Soudan».

En Jordanie, la police a dispersé mardi à coups de matraques une manifestation pro-irakienne réunissant trois cents femmes qui tentaient de se rendre à l'ambassade américaine d'Amman. Les manifestantes, qui ont réussi à franchir un premier cordon de police, scandaient «Bush est un tueur».

Enfin, un millier de personnes se sont réunies mardi à San Francisco, aux Etats-Unis, afin de protester contre la guerre du Golfe. Quarante-cinq manifestants qui refusaient de se disperser ont été interpellés par la police.

Janico 1350

LA GUERRE DU GOLFE

après l'annonce du retrait irakien

Satisfaction en Israël devant la fermeté de M. Bush mais inquiétude pour l'avenir

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La Bourse de Tel-Aviv est en hausse, le moral des Palestiniens en baisse, et le premier ministre plus méfiant que jamais quant aux perspectives de l'après-guerre.

Au moment où M. George Bush paraît décidé à infliger une défaite manifeste, militaire et politique, au régime irakien, les milieux officiels israéliens font état, mardi 26 février, de toute leur satisfaction. Ils prennent garde de ne pas apparaître comme « des donneurs de conseils à distance », mais le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, n'en rappelle pas moins qu'Israël veut la chute de M. Saddam Hussein. « Il doit partir, c'est une condition essentielle à la paix et au bien-être d'Israël », a dit M. Shamir.

La veille, s'adressant au groupe parlementaire du Likoud (majorité), il avait averti que « la fin de la guerre du Golfe allait être suivie par l'habituelle tentative d'établir de nouveaux arrangements au Proche-Orient ». Ce

sera une lutte difficile, « il y aura des efforts pour tenter d'obtenir d'Israël, par des moyens politiques, ce qui n'a pu l'être par la force », avait expliqué le premier ministre. Et d'ajouter : « Nous aurons à faire face à des forces politiques puissantes. Nous avons déjà connu, par le passé, de semblables moments d'épreuve. Nous saurons résister et ne pas reculer ».

A la Knesset, mardi, l'hémicycle avait été déserté pour la cérémonie, au moment de l'allocution télévisée de M. George Bush, et chacun suivait la décision du président américain de continuer la guerre en dépit de l'annonce par M. Saddam Hussein, quelques heures plus tôt, d'un retrait des forces irakiennes du Koweït.

A Jérusalem-Est, le malentendu

Qu'ils soient venus de la majorité de droite ou de l'opposition travailliste, les commentateurs étaient les mêmes, tournant autour d'un triple constat : les forces irakiennes sont en pleine débandade ; « Saddam Hussein

essaie d'assurer sa survie politique en sauvant ce qui peut l'être de son armée » ; ce serait « une erreur, un non-sens » pour Israël que de vouloir tenter quoi que ce soit à ce stade de la guerre.

Côté palestinien, les réactions oscillaient entre l'incrédulité - « Ce n'est pas possible, Saddam Hussein se replie pour contre-attaquer » - et le refus de la réalité - « C'est de la propagande, de toute façon il a gagné » - et le coup de déprime ouvertement affiché. Dans les salons de l'hôtel National Palace, à Jérusalem-Est, quelques habitants écoutaient silencieusement, en fin de matinée, l'intervention de M. Saddam Hussein, de son lyrisme belliqueux, des envolées sur les « trahisons occidentales » et autres « infidélités sataniques », le message paraissait singulièrement décalé.

Il ne restait plus grand-chose du « lien » établi entre l'occupation du Koweït et la cause palestinienne, plus grand-chose de cette « mère de toutes les batailles » qui devait aussi « libérer la Palestine », plus grand-chose, enfin,

de la déroute promise à ces forces américaines dont « Saddam » avait dit qu'elles allaient « nager dans leur sang ». Les habitants du National Palace, fins commentateurs politiques, avaient compris. Le contraste entre leur visage fermé et ces images d'une foule hurlant sa joie dans les rues de Bagdad, à l'annonce du retrait des forces irakiennes du Koweït, donnait une idée de l'ampleur du malentendu. Les Palestiniens soutenaient une cause que l'on semblait détester dans les rues de Bagdad.

Le soir, la télévision israélienne donnera des images de la libération de Koweït-Ville, des témoignages sur les atrocités commises par les troupes irakiennes et aussi des images de longues files de prisonniers irakiens. Rien de tout cela, un peu plus tard, dans le journal de la télévision jordanienne, très pro-irakien et très suivi par les Palestiniens de Cisjordanie. On leur expliquait simplement que « la guerre du Golfe avait pris un tournant dangereux ».

ALAIN FRACHON

Silence embarrassé et repli sur soi à Alger

L'annonce de la débâcle irakienne a causé un choc profond en Algérie, où la presse, confortant les sentiments de la rue, n'a jamais cessé d'accorder du crédit aux déclarations quasi triomphalistes de Bagdad.

ALGER

de notre correspondant

Si les Algériens accordent quelque confiance à leur presse, ils doivent avoir du mal à comprendre les raisons qui poussent les troupes irakiennes à « faire aujourd'hui retraite. Depuis le début des combats, le 17 janvier, les journaux locaux n'ont, en effet, jamais cessé d'écrire que Bagdad était en mesure d'infliger une lourde défaite aux forces coalisées. Certes, admettait-on, les Américains et leurs alliés ont la maîtrise du ciel, mais, lorsque commencera la guerre terrestre, la seule guerre véritable en ce qu'elle oppose les combattants « homme à homme », les coalisés auront de cruelles surprises.

Mardi matin, quelques heures après qu'eut été annoncé le repli du Koweït, le quotidien *El Waton*, surpris par les horaires du bouillonnement, titrait : « L'Irak résiste sur tous les fronts ». Citait largement les communiquez militaires irakiens, le journal évoquait « l'expulsion des assaillants de toutes les positions qu'ils avaient occupées aux premières heures de leur offen-

sive ». Ses confrères d'*El Moudjahid* écrivaient, pour leur part, que « le quarantième jour de la guerre du Golfe n'aura pas été faste à la coalition, n'en déplaise aux plumeux et autres envoyés spéciaux au service du Pentagone et de la Maison Blanche ».

L'agence officielle APS n'a pas craint d'assurer que deux mille soldats irakiens et quinze mille soldats égyptiens avaient été faits prisonniers par les troupes irakiennes. La veille, citant des sources « en provenance des lieux des combats », l'agence annonçait qu'un général parachutiste et deux mille soldats américains, eux, avaient été tués dans la région de Bassorah par des forces irakiennes lutant « avec vaillance ».

Préparatifs du prochain ramadan

Les derniers développements de la guerre ont cependant suscité de réactions particulières à Alger. Le ministère des affaires étrangères avait, deux jours plus tôt, condamné le début de l'offensive terrestre. Depuis, aucun discours officiel n'a pris la parole. Quant à la population, elle a émit, jusqu'ici, tout rassemblement ou manifestation. Sans doute faut-il faire la part du sentiment de solidarité blessé qui pousse à ne pas élever sur la place publique l'humiliation de la défaite. Peut-être aussi faut-il mettre en cause les fébriles préparatifs du prochain ramadan, qui obligent

les Algériens, confrontés aux aléas d'un marché inégalement approvisionné, à passer la plupart de leur temps à la recherche des provisions nécessaires à la confection des obligatoires et poignantes repas de fête.

Mais, à l'en pas douter, la blessure est profonde. Les Américains, désormais désignés sans nuance comme des cow-boys incapables de comprendre ce que le riche passé culturel de l'Irak, soit les plus visés. Les Français n'échappent pas aux ressentiments. Ici et là, des intellectuels francophones, sinon francophiles, révisent leurs sympathies. L'annonce des discours amers sur la « la France porte des droits de l'homme », anéantit leurs déplacements à Paris. Même s'il est permis de penser que les expressions de dépit les plus virulentes s'estomperont avec le temps, il est certain de ne pas dire que tout sera oublié en quelques semaines.

A en juger par l'ampleur des propos, la cicatrice pourrait rester douloureuse longtemps. Nombreux sont ceux qui ont vu, dans la guerre du Golfe, une répétition de la guerre d'Algérie, assimilant les irakiens, victimes des bombardements au aspalin, aux combattants de l'indépendance, trahis dans les Aurès. L'identification avec le président Saddam Hussein n'en a été que plus facile.

Tenant tête par le verbe à la formidable armée des armées de la coalition, le chef de l'Etat irakien soulevait l'admiration ; défilé, il inspire cette compassion que l'on porte aux victimes des justes causes. Ceux, vraisemblablement peu nombreux, qui estiment que l'impasse dans laquelle se trouve l'Irak est aussi à mettre au passif de la dictature de Saddam Hussein évitent soigneusement d'afficher leurs sentiments.

Compter sur ses « propres forces »

Maintenant que l'Irak est en passe d'être vaincu, la tentation du repli sur soi est forte, n'épargnant pas même le pouvoir. Le 24 février, dans un discours tenu à Hassi-Messoud, le président Chadli Bendjedid a invité les Algériens à compter d'abord sur leurs « propres forces ». « Nous n'attendons rien des autres », a ajouté le président, même de nos frères arabes, dont certains préfèrent investir et transférer leur richesse en Occident en oubliant ceux qui sont proches d'eux. » Propos de circonstance ou nouvelle doctrine, les déclarations du chef de l'Etat évoquent, sans trop s'y attarder, les véritables problèmes auxquels l'Algérie doit maintenant faire face.

Le pétrole, unique ressource du pays, tombé au-dessous de 18 dollars le baril - alors que le budget de l'Etat est calculé sur un prix de 23 dollars - place l'économie au bord de l'apoplexie. Pour le moment, dans l'émotion des événements, l'ampleur du péril n'est pas immédiatement perçue. Mais demain, alors que les crédits disponibles sur le marché des capitaux risquent fort d'être attirés vers la reconstruction du Koweït, l'Algérie pourrait subir de plein fouet les retombées de la crise du Golfe.

GEORGES MARION

Un colloque sur « la dérive du droit international »

ALGER

de notre correspondant

Un colloque juridique doit se réunir, dans la capitale, du 28 février au 2 mars, à l'initiative d'universitaires et de juristes algériens, « préoccupés par la dérive dangereuse du droit international dans la gestion de la crise du Golfe ». Certains des organisateurs de ce colloque d'Alger figurent déjà dans le comité d'organisation d'un « tribunal international », en vue de « juger le président Bush et la politique américaine dans la crise du Golfe ». Ce « tribunal », qui devait siéger à Alger, en décembre, avait été finalement interdit par le gouvernement (Le Monde du 30 novembre 1990).

Parmi les personnalités françaises ayant annoncé leur participation figurent, notamment, MM. Régis Debray, Dominique Jemot, Roger Garaudy, René Dumont, Claude Chaysson, Francis Jeanson, Vincent Monteil, Mgr Gaillot, M. Denis Langlois, le professeur Paul Milhaud.

G. M.

Une mise au point de la Communauté sur ses relations avec l'OLP

La présidence de la CEE a fait une mise au point, mardi 26 février, à propos du gel de ses relations avec l'OLP, pour préciser qu'elle ne mettrait pas en cause, par cette décision, le rôle de la seule palestinienne ou les droits des Palestiniens.

« Compte tenu des nombreux messages de soutien de M. Arafat, président de l'OLP, à l'agresseur Saddam Hussein, les ministres des affaires étrangères des Douze sont convenus, lors de leur réunion du 4 février à Bruxelles, de ne pas prévoir, dans les présentes circonstances, un contact à haut niveau entre la présidence et l'OLP », a déclaré la présidence luxembourgeoise dans un communiqué.

« En date du 14 février 1991, le directeur politique de la présidence a informé le représentant de l'OLP à Bruxelles de cette décision qui ne met en question ni le rôle de l'OLP ni les droits du peuple palestinien », a ajouté la présidence. M. Jacques Poos, président en exercice de la CEE et ministre luxembourgeois des affaires étrangères, avait déclaré le 19 février que la CEE avait « décidé de ne pas avoir de contact » avec M. Arafat en raison de son attitude pro-irakienne. Le chef de la diplomatie portugaise, M. João de Deus Pinheiro, avait annoncé ce gel le 4 février.

M. Bassam Abou Charif, conseiller de M. Yasser Arafat, avait fustigé, le 21 février, les déclarations de M. Poos. « Seul le peuple palestinien a le droit de choisir ses représentants », avait-il notamment déclaré. — (AFP)

Discretion à Tunis et Rabat

Excepté celui de la Tunisie, aucun gouvernement du Maghreb n'avait encore réagi à la défaite irakienne, mardi 26 février, et les populations ne manifestaient guère leurs sentiments.

Selon le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Habib Ben Yahia, l'annonce du retrait des troupes irakiennes du Koweït enlève « les bases légales » à la poursuite des combats dans le Golfe, nous rapporte notre correspondant à Tunis, Michel Deuré. Le ministre a précisé que « la nécessité de libérer le Koweït et de restaurer sa souveraineté relève désormais de l'acquis voire de l'irréversible ». Mais, a-t-il ajouté, cette situation ne doit pas conduire « à porter atteinte à la sécurité de l'Irak ».

Il faut maintenant que le Conseil de sécurité « prenne les choses en main et assume entièrement ses responsabilités pour la mise en œuvre d'un plan de paix, à commencer par l'instauration d'un cessez-le-feu ». Sans citer aucun nom, le ministre s'est félicité que « des voix responsables » se soient élevées au sein de la coalition, pour rappeler que la guerre se limite à la libération du Koweït, « sans viser l'Irak ». Il craint, cependant, une éventuelle « obstination à poursuivre les combats ».

Celle-ci pourrait conduire « à l'utilisation d'armements de destruction de masse, ce que la Tunisie refuse catégoriquement ». La presse écrite de mercredi a dénoncé la

poursuite de la guerre, en dépit du retrait irakien ; cela confirme que « l'objectif réel » de la coalition est la destruction de l'Irak, la libération du Koweït « n'ayant été qu'un prétexte », s'insurge le quotidien *Le Temps*.

Selon le journal, « si la guerre se déplace en territoire irakien, la crédibilité de la coalition et de l'ONU sera gravement atteinte et les risques de débordement de la crise créeront d'autres foyers de tension et de déstabilisation, encore plus graves que ceux ayant entraîné l'invasion du Koweït ».

Au Maroc, l'annonce du retrait de Saddam Hussein n'avait pas encore provoqué, mardi après-midi, de réactions du gouvernement émiratien. Ce silence, affirmé des observateurs, est peut-être le signe d'un dépit vis-à-vis de Bagdad : l'Irak avait rejeté toutes les initiatives lancées ces derniers mois par le roi Hassan II pour tenter de trouver une solution pacifique au conflit. De son côté, l'opposition s'est contentée d'inviter la population à réciter des « prières spéciales » pour implorer une assistance divine à l'Irak.

Au Niger - qui, comme le Sénégal et le Maroc, a envoyé un contingent de quelques centaines d'hommes en Arabie saoudite - les autorités ont décidé, mardi, de fermer l'université et les lycées de Niamey. Des manifestations étudiantes avaient eu lieu, la veille, marquées par des violences contre le centre culturel américain et un bâtiment français.

P.D. JAMES
Meurtres en blouse blanche

HELENE
CARRERE D'ENCAUSSE

Françoise Dolto
La cause des adolescents

Le LIVRE de POCHES

Littérature générale

FRANÇOISE DOLTO	La Cause des adolescents
ANNE FRANK	Journal
HERMANN HESSE	Le Loup des steppes
CHRISTOPH RANSMAYR	Le Dernier des mondes
MICHELLE CLEMENT-MAINARD	Les Sabots de la liberté
IRENE FRAIN	Histoire de Lou
HELENE CARRERE D'ENCAUSSE	Le Malheur russe
ALAIN ABSIRE	Baptiste ou la dernière saison
JOEL de ROSNAY	L'Avenir en direct
EDOUARD BALLADUR	Passion et longueur de temps
JEAN-PIERRE GIRAUDOUX	Jean-Baptiste RACINE
PATRICIA HIGSMITH	M. Ripley (Plein Soleil)
JANINE MONTUPET	Ripley et les ombres
SYLVIE DERVIN	Judith-Rose
SYLVIE DERVIN	L'Homme au gant

Policers/Thrillers

P.D. JAMES	Meurtres en blouse blanche
ROBIN COOK	Synapses

Poésie/Romans

PAULA FOX	Pauvre Georges!
CARLOS JOSÉ CELA	Le joli crime du carabinier

Réflexion/Essais

GIOVANNI DELLA CASA	Galatée
MICHEL MAFFESOLI	L'Ombre de Dionysos

Classiques

ERASME	Oeuvres choisies
--------	------------------

Langues Modernes/Bilingue

XXX	Wiener Chroniken (Chroniques viennoises)
EDGAR POE	The Black Cat and Other Short Stories (Le Chat noir et autres contes)

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions du conflit en France

Une ville de garnison fière de l'être

A Tarbes, le culte du « para » chez « Peppone » ...

TARBES
de notre envoyé spécial

Tarbes n'est plus Tarbes. Depuis que son 1^{er} régiment de hussards parachutistes et son 35^e régiment d'artilleurs parachutistes caracolent quelque part aux confins du Koweït, la capitale de la Bigorre a le cœur en écharpe. Sans ses six cents « paras », elle dépeint.

Les cafetiers, qui sont tout les meilleurs amis des soldats, lurent que, si la guerre du Golfe s'éternise, ils devront s'adapter à l'absence de la garnison. Quant aux boutiquiers du centre-ville, ils affichent une chute de leur chiffre d'affaires de 25 à 30 % en assimilant les effets indirects du conflit à l'absence de neige qui avait effectué, l'an dernier, la saison commerciale des sports d'hiver.

Dans son petit appartement de la résidence La Tour, route de Lourdes, Martine Sourbès a des préoccupations moins mercantiles. Elle fait son courrier quotidien. « J'écris à mon homme », dit-elle, presque en s'excusant. Son homme s'appelle Stéphane, brigadier au troisième escadron du 1^{er} RHP. Cela va faire sept mois qu'il est parti. Elle n'a reçu que trois lettres, et leur dernière conversation téléphonique remonte au 10 janvier.

Ce jour-là, Stéphane lui a fait promettre de « faire péter la champagne avec les copains » pour le 15 janvier, son anniversaire, qui coïncidait avec la fin du premier ultimatum. Elle a tenu promesse et trois bouchons en témoignent, plusieurs fixés au mur du salon, à côté de quelques photos de Stéphane prises « comme en vacances », sur une plage inconnue.

La guerre n'a pas été tendre pour leur histoire d'amour. Ils venaient à peine d'emménager, fin juillet. Cette jeune Gersoise de vingt-six ans, aux yeux délicatement maquillés, avait renoncé à un bon emploi dans le tourisme et l'argé ses emmises perissantes. Jeune fille de vingt et un ans, engagée volontaire, quatre ans auparavant, pour cause de vie en impasse, banal itinéraire d'un enfant de l'Assistance publique, Stéphane voulait construire un foyer. Ils devaient bientôt se marier.

La déprime de Charlotte
Martine était enceinte quand Stéphane a fait son paquetage. Trois mois plus tard, en octobre, la peur de la guerre lui a enlevé le bébé. Longtemps privée de ressources jusqu'à ce qu'elle puisse bénéficier d'un stage de formation professionnelle, elle a failli « craquer ». Mais si elle a souvent pleuré, ces derniers temps, oscillant entre la joie et l'angoisse, au gré des vagues de l'information télévisée, elle n'en fait pas un feuillet. Son sourire est celui d'une femme heureuse quand elle parle de son compagnon.

Et elle est passée à l'action. En pensant surtout aux autres soldats, à ceux que dans les casernes d'ici on appelle, paraît-il, les « non-guerriers ».

tous ces jeunes qui, faute d'horizon, vont « chez les paras » comme on va à l'aventure. Son Stéphane étant devenu, lui, un vrai guerrier », elle le dit fièrement. Martine a voulu préparer son retour, et celui de tous les autres Tarbais. En se disant qu'il ne fallait pas avoir peur d'envisager le pire, c'est-à-dire les blessures, les séquelles, les handicaps, l'avenir de ceux que la guerre rendra peut-être incapables de se réinsérer au terme de leur contrat de trois ans assorti de soldes dérisoires.

Ainsi est née, à Tarbes, grâce à la volonté de cette jeune femme de caractère l'Association de solidarité aux militaires français dans le Golfe. Avec l'aide d'une poignée d'autres bénévoles, n'ayant souvent aucun rapport personnel avec les choses de l'armée, venus de tous les milieux sociaux, professionnels et politiques, des militants communistes œuvrant au coude-à-coude avec des adhérents du Front national, des RPR donnant le main à des PS, Martine organise la collecte de colis et de lettres de sympathie. Les autorités militaires de la place distribuent ensuite dans le Golfe en les destinant en priorité aux soldats sans famille.

« Les militaires sont des gens bien »

Elle s'est mise en réserve les dons en espèces - environ 12 000 F à ce jour - pour les urgences éventuelles de l'après-guerre (1). En ce moment, elle se déstresse pour monter un grand spectacle de variétés, le 12 avril, en faveur de tous les « paras » de Bigorre et de Navarre. Gérard Lanomain a déjà donné son accord de principe : elle espère une réponse positive de Francis Cabrel et de Jean-Jacques Goldman. Et elle n'est pas femme à s'accommoder des pesanteurs administratives.

Puisque les gestionnaires de la foire des expositions locales ne veulent pas déplacer le match de basket prévu le même jour dans la salle la plus adéquate, elle s'est adressée au maire centriste de Lourdes, M. Philippe Douste-Blazy, qui s'est fait un plaisir de mettre un local à la disposition de l'association.

Sur le minuscule balcon de son appartement, aménagé en coin base-cour, Martine se penche pour caresser un lapin angora recroquevillé dans la paille, l'oreille boudoise. « C'est Charlotte, la copine de Stéphane. Elle déprime depuis qu'il n'est plus là : elle m'a même mordu... »

Les « paras », Raymond Erraçarret ne les courtise pas de la même façon que Martine Sourbès. Il leur voue un culte. Car ici, au chef-lieu des Hautes-Pyrénées, l'armée fait partie du paysage. Comment pourrait-il en être autrement dans la ville natale de Ferdinand Foch, maréchal de France, de Grande-Bretagne et de Pologne, dont la statue de bronze surveille les allées et venues de tous les Tarbais ?

Le bureau de Raymond Erraçarret, à l'hôtel de ville, mériterait d'ailleurs, à en juger par le contenu de ses vitrines bourrées de souvenirs et par les tableaux

martiaux qui ornent ses murs, d'être élevé au rang d'annexe du Musée national des armées.

Oui, le maire de Tarbes ne s'en cache pas, il ne saurait être question pour lui, guerre ou pas, de manquer le moindre remise ds décoration ou la plus petite défilé. Sa voix est pleine de respect quand il en parle : « Les militaires sont des gens bien, d'une grande honnêteté morale, extrêmement respectueux. Ils gèrent leurs affaires sagement, ne quidantant jamais et la municipalité peut toujours compter sur eux. » Il y a même de l'émotion, dans sa gorge, quand il se souvient du « coup de main » donné par les deux régiments aux employés municipaux lorsqu'il fallut nettoyer, négocier, un immense terrain jonché de tonnes de bouteille après le passage d'une caravane de Gitans en pèlerinage vers Lourdes... « J'espère qu'ils vont revenir, tous... Je pense à tous ces enfants de nos écoles dont les pères sont dans le Golfe... »

Ces trémolos d'un maire pour ses concitoyens-soldats passeront peut-être inaperçus s'ils n'amenent d'un vétéran du Parti communiste français dont les convictions pacifistes sont assez fortes pour honorer Jaurès en même temps que Foch et qui fréquente les rassemblements antiguerra avec le même assiduité que les cérémonies militistes... Mais ce n'est pas pour rien que Raymond Erraçarret est affectueusement surnommé par ses diocésains le « Peppone de la Bigorre ».

Fidèle militant du PCF depuis 1947, maire de Tarbes depuis 1963, Raymond Erraçarret pratique le communisme déboussolé des temps glorieux, et cela lui réussit parce que cet ancien instituteur de soixante-cinq ans à la moustache fleurie, formé à l'école des « hussards noirs » de la République, a gardé de ses origines rurales le sens des réalités. S'il est devenu une figure populaire, à l'abri des idées de son propre parti, c'est parce que, dans la gestion de Tarbes, il cultive la démocratie civile avec la même passion que la démocratie aux armées, sans fard. « Je ne blaise pas, je ne mets jamais mon drapeau dans ma poche. » Ni au cours des réunions de quartier, qu'il préside chaque semaine, ni lors de ses échanges avec les officiers supérieurs de la garnison. C'est avec une évidente délectation qu'il évoque son dernier dialogue « franc et sans complaisance » avec eux-ci, sur fond de guerre...

Aujourd'hui, « Peppone », comme Martine, songe à l'après-guerre. Lui aussi, il rêve de monter un spectacle : « Ah ! si je pouvais mettre à cheval le fanfare du 1^{er} hussards qui anime si bien toutes les festivités de la ville !... »

ALAIN ROLLAT

(1) ASMPG, BP 144, 65001 Tarbes, Cedex. Tél. 62-51-88-88

Les parlementaires socialistes attendent une initiative de paix du gouvernement

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a été entendu, mardi 26 février, par les députés socialistes auxquels s'étaient joints des sénateurs. Il devait être également reçu, mercredi 27 février, par la commission de la défense nationale de l'Assemblée. D'autre part, la commission des affaires étrangères tiendra, jeudi 28 février, une réunion ouverte à tous les députés au cours de laquelle elle entendra M. Michel Rocard.

Au terme de la rencontre entre le ministre de la défense et les parlementaires socialistes, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a expliqué que les élus socialistes s'étaient félicités du « large soutien de l'opinion publique » à la façon dont le gouvernement assume la gestion de la guerre du Golfe. Ils souhaitent « vivement qu'une initiative française soit engagée pour la mise en œuvre d'une paix et d'une sécurité durables dans la région », une fois le cessez-le-feu général obtenu après l'acceptation par M. Saddam Hussein de toutes les résolutions de l'ONU. Avec M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe, M. Auroux a rappelé que le groupe socialiste estimait « qu'une

spécificité française dans cette phase de l'histoire ne serait pas forcément illégitime compte tenu de notre position et de celle du président de la République sur le dossier palestinien et le dossier libanais ». « La France est partie prenante loyale dans cette guerre, elle a le devoir d'être partie prenante active dans la mise en place de la paix », a dit M. Auroux.

D'autre part - en l'absence de M. Joxe - une discussion s'est engagée sur les mesures qui pourraient être prises contre ceux des socialistes qui ont alimenté, ces dernières semaines, une campagne de critiques sur la position française. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a précisé que ce débat politique serait ouvert d'une façon très claire lors de la prochaine convention du PS. Une distinction pourrait être établie entre les élus socialistes qui ont respecté un certain devoir de réserve après le 16 janvier bien qu'ils aient voté, au Parlement, contre la participation française à la guerre, et ceux qui, en revanche, ont récidivé après le 16 janvier par des déclarations publiques, écrites ou orales.

P. S.

M. Bérégovoy confirme qu'il n'y aura pas d'« impôt Golfe »

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a confirmé, mardi 26 février, devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, que, après l'annonce par le Koweït du versement de 1 milliard de dollars à la France, l'hypothèse d'un nouvel impôt destiné à couvrir les dépenses liées à la guerre s'est « évanouie ». « La conduite d'une politique économique ne peut pas être modifiée au gré des dépêches d'agence », a souligné le ministre en constatant que le contexte économique n'avait pas été transformé par la crise du Golfe. « On ne change pas de cap, un corrigé à la marge, comme on l'a déjà fait au mois de septembre dernier », a-t-il ajouté.

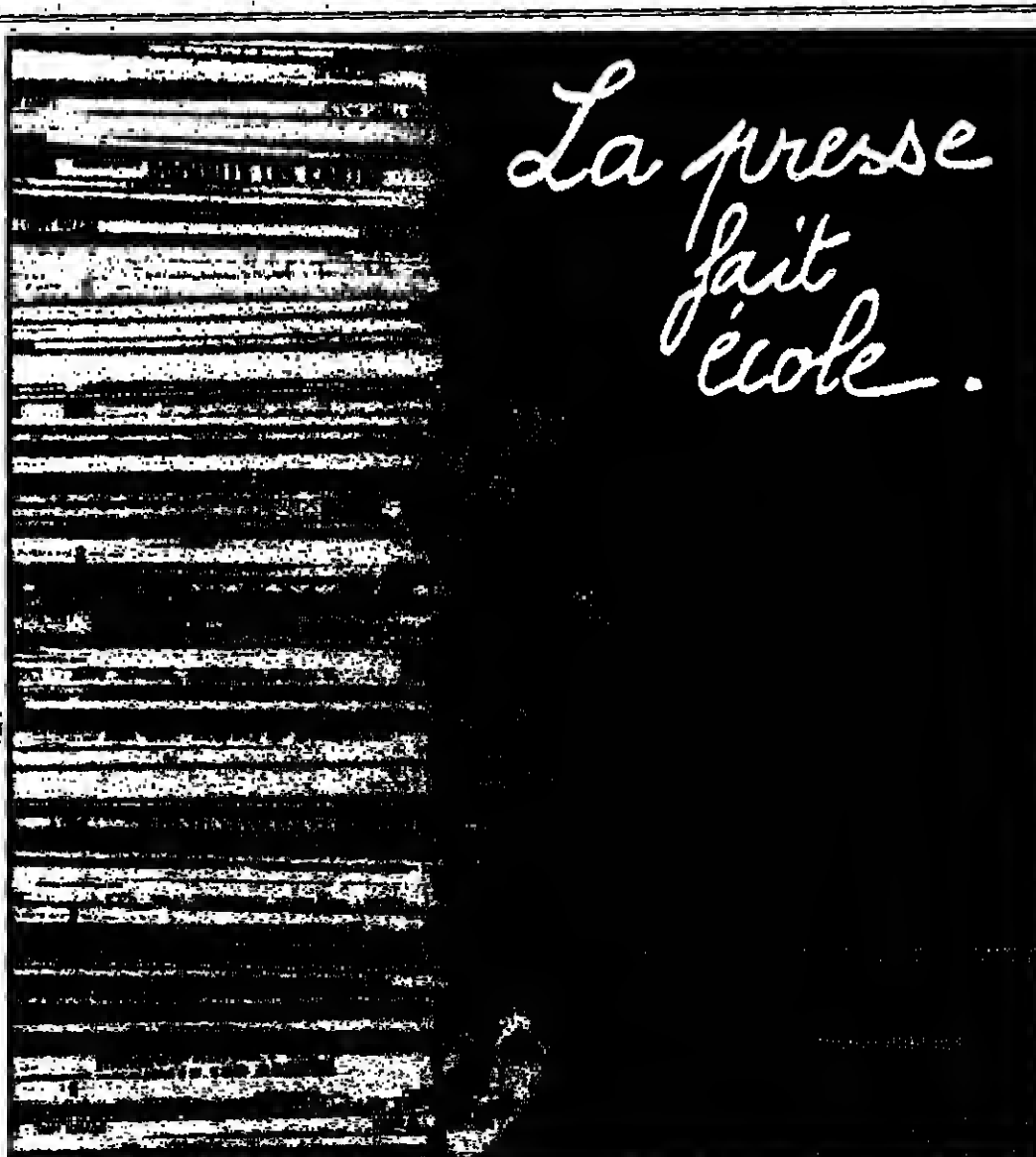
Mis à part le « choc d'incertitude », créé par l'attoutisme des économistes et de certains investisseurs, le ministre de l'économie a expliqué que deux facteurs principaux pouvaient peser sur un ralentissement du taux de croissance annuel : la récession plus profonde que prévu enregistrée au Royaume-Uni et aux États-Unis et la réduction de la croissance annoncée en Allemagne.

Concernant les économies à réaliser, M. Bérégovoy a précisé qu'une fois exclues les charges liées à la défense nationale et les dépenses de personnel, on ne peut intervenir que sur 450 milliards de francs, soit un gros tiers du budget de 1991. Le principe retenu est d'emputer de 5 % les dépenses de fonctionnement et de 10 % certaines dépenses d'investissement. Toutefois, le ministre de l'économie n'a pas précisé devant les députés dans quels secteurs ces restrictions de crédits peuvent être trouvées. « J'espère vous rendre une bonne copie », a-t-il dit.

Le chef de l'Etat a reçu M. Jean Kahn, président du CRIF

Le président de la République a reçu, mardi 26 février, M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Ce dernier a rappelé, dit-on communiqué du CRIF, « le total soutien de la communauté juive aux troupes françaises engagées dans le conflit ». Ayant fait quatre voyages en Israël depuis le début de la crise, M. Jean Kahn a surtout traité devant le président de la République des « malentendus » survenus dans les relations entre la France et Israël. Il a trans-

mis un message de M. Itzhak Shamir, premier ministre israélien, faisant part, dit le communiqué du CRIF, de « son souhait de poursuivre avec la France un dialogue constructif, même si parfois des nuances s'expriment dans l'analyse de certains problèmes ». M. Kahn a souligné le caractère « chaleureux » de sa rencontre avec M. Mitterrand et s'est dit convaincu de l'« apaisement » du climat entre Israël et la France.



La presse fait école.

II^e SEMAINE DE LA PRESSE DANS L'ÉCOLE

du 2 au 5 avril 1991

MINISTÈRES DE L'ÉDUCATION ET DE LA COMMUNICATION - ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES DE LA PRESSE
Pour les informations et les inscriptions, un seul moyen, un seul code
3614 EDUTEL * PRESSE

Le Monde

et ses publications seront présents dans tous les établissements qui participent à la « Semaine de la presse dans l'école »

UNE CHARTE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE, LE « MONTESQUIEU ANGLAIS ».

TEXTE INTÉGRAL, érudité, commenté, traduit par André Prévost. Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'Instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI !
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.
LE LIVRE A OFFRIR : 250 F francs.
Béguin Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 146281 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél. 20.55.29.16. Dédicacé sur demande.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE DE L'AUDIOVISUEL

Envoyer 40 F (francs) à 2 F ou chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Denis, 75014 Paris, en ajoutant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel 100 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le conseil des ministres du mercredi 27 février a consacré une large partie de ses travaux à la guerre du Golfe. Selon M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail,

100

150 120 120

EUROPE

URSS : en visite à Minsk

M. Gorbatchev accuse l'opposition de mener le pays à la « guerre civile »

Après de longs mois, le président Gorbatchev a renoué avec une vieille habitude, celle des visites d'usines dans les républiques et des discours devant les intellectuels locaux. Mardi 26 février, le chef de l'Etat et du PC soviétique avait choisi l'usine de tracteurs de Minsk, capitale de la Biélorussie, où il a pris la parole devant le « collectif de travailleurs », avant de prononcer un discours de près d'une heure et demie devant des « chercheurs et intellectuels » de Biélorussie.

L'absence de M. Raïssa Gorbatchev - la discrète sur la scène publique ces derniers mois - aux côtés du président, à Minsk, n'aura toutefois pas été la seule nouveauté de ce voyage : M. Gorbatchev y a lancé une virulente contre-attaque à l'égard des démocrates et de leur figure de proue, M. Boris Eltsine. Si le président soviétique avait coutume, en d'autres temps, de porter un coup à droite, un coup à gauche, cette fois à Minsk, sa cible fut claire et unique. Son discours le plus musclé, celui prononcé devant les intellectuels, a été diffusé intégralement à la télévision après le grand journal du soir. La lutte pour le pouvoir « fût-il des ex-

gences de la loi et de la morale et déstabilise la société », a déclaré M. Gorbatchev, dont les propos ont aussi été rapportés par l'agence Tass. Cela menace de nous pousser en dehors de la voie de l'affrontement et directement à la guerre civile.

Pour M. Gorbatchev, l'opposition n'a pas réussi à prendre le pouvoir par la voie légale, alors elle a recouru à « une tactique néobolchevique : le transfert de la lutte dans la rue, l'organisation de manifestations, de meetings, de grèves et de grèves de la faim, l'insurrection d'un climat psychologique qui désorientait le peuple et les représentants des autres mouvements politiques ».

« Je suis communiste »

Un exemple de cette tactique, « qui a atteint son point culminant ces derniers semaines », a été haut et fort le démantèlement des événements dans les pays baltes, a encore dit le président soviétique. Puis, devant les actions du pouvoir fédéral pour renforcer l'ordre public, la droite s'est mise à ériger la dictature qui arrive, voire au danger de coup d'Etat. Mais « qui

prépare un coup d'Etat ? » Ceux qui se disent de gauche sont en réalité de droite, car ils rejettent l'idée socialiste. (...) Devant aucun auditoire, a poursuivi M. Gorbatchev, je ne me suis jamais senti gêné pour dire que j'étais communiste. Le choix, je l'ai fait depuis longtemps, et pas seulement moi mais aussi mon père et mon grand-père.

Sans nommer le président russe, M. Boris Eltsine, M. Gorbatchev a clairement visé en s'en prenant à ceux qui, « pour faire remonter leur coté de popularité, en l'absence de programme politique, s'adressent au peuple et à la classe ouvrière et veulent faire démissionner le président » de l'URSS.

Quant aux critiques émises à l'extérieur, M. Gorbatchev a jugé « inacceptable » que l'on tente de faire la leçon à l'URSS. Après les vives condamnations émises par les réformateurs dans la foulée du massacre de Vilnius et de Riga, après l'appel à la démission du chef de l'Etat lancé la semaine dernière à la télévision par M. Eltsine, après les manifestations sous les murs du Kremlin, on attendait la riposte de M. Gorbatchev. C'est chose faite.

S. K.

BULGARIE : le procès de M. Todor Jivkov

Comme si on jugeait Al Capone pour avoir dérobé une petite cuillère...

SOFIA
de notre envoyé spécial

« Je ne veux pas être jugé comme un vulgaire barman ou un taverneur. Si je dois être jugé, je veux l'être pour les milliards de leva que certains m'ont accusé d'avoir détournés et placés dans des banques étrangères ou pour les crimes d'ordre politique dont on m'accuse aussi. C'est au peuple bulgare de dire s'il a vécu ou non dans la paix lorsque Todor Jivkov était au pouvoir ! » Comme en témoignage cette déclaration adressée d'un ton ferme au tribunal, M. Todor Jivkov, l'ancien numéro un bulgare, a totalement réusé, mardi 26 février, au cours de la deuxième journée de son procès, à renverser les rôles. D'accusé, il est devenu accusateur. Avec un art consommé dans la mise en scène, il est parvenu à dépeindre sciemment un acte d'accusation qui paraît, jour après jour, de plus en plus ridicule.

C'est comme si on jugeait Al Capone pour avoir un jour dérobé, par inadvertance, une petite cuillère dans un café de Chicago. Totallement à l'aise dans son rôle de grand-père bougon et non enfant, l'ancien dictateur, qui a tenu à répondre debout aux juges en dépit de ses soixante-dix-neuf ans, a déclaré d'emblée « indigné » de juger un homme, qui a dirigé un pays pendant des dizaines d'années, sur des affaires aussi banales que l'achat de quelques voitures, la fraude de représentation de ses ministres ou la parodie de certains écrits. Parant souvent de lui à la troisième personne, M. Jivkov a ainsi réussi à mettre

les rieurs de son côté et le « salle solennelle » du palais de justice de Sofia attendait ses bons mots avec délectation. Quant aux juges - peut-être se ressaisiront-ils dans les prochains jours - ils paraissent terrorisés par la personnalité de l'accusé et le procureur général semblait regarder bien souvent les mouchoirs voler.

« Excusez-moi, vous imaginez Todor Jivkov marcher dans les rues de Sofia à la recherche d'un appartement ? M. Thatcher, lorsqu'elle a quitté la villa dans laquelle elle habitait ? Les cantines de la ville que j'ai gagnées avec mes livres, je les ai reversées au comité central du parti. Qui celui-ci me rendait cet argent et je paierais les honoraires de ceux qui s'estiment lésés ? » Telles ont été quelques-unes des répliques de l'ancien dictateur.

Victime d'une « vendetta »

Mais M. Jivkov a voulu aussi jouer sans vergogne sur la corde sensible. « Il y avait un jour dans mon bureau une femme avec trois enfants ; elle m'a dit qu'elle tuerait ses enfants si je ne lui trouvais pas un appartement ; après la mort de ma femme et de ma fille, je me suis retrouvé tout seul. C'est une tragédie humaine que maintenant certains veulent exploiter. Il faut bien qu'il y ait des gens autour de moi et ces gens du corps il faut les payer. »

Poussant son avantage, l'ancien numéro un a aussi tenu à expliquer que toutes les déclarations qu'il a prises étaient en conformité avec les deux prin-

cipes de base du régime socialiste bulgare : le caractère collectif de toute décision et la primauté du Parti communiste sur les autres organes politiques. « Ensuite, j'ai été le premier à remettre en question cette primauté, ajoute-t-il, mais tous les partis frères me l'ont reproché. »

Pourquoi ça reproche, donc ? L'ancien dictateur - et, en cela, il est fidèle à toute l'histoire du mouvement communiste - a une seule explication : la complot. « J'ai été victime, depuis mon éviction en novembre 1989, d'une campagne de vandalisme, d'une sorte de vendetta. » L'âme de ce complot, pour M. Jivkov, n'est autre qu'André Loukanov, ancien numéro deux du Parti communiste et ex-premier ministre. A ce titre, la confrontation entre les deux hommes risque d'être un des sauto marrants faits de ce procès en trompe-l'œil dont on sait déjà qu'il est passé totalement à côté de son objectif. Les Bulgares n'en sont pas dupes et semblent se désintéresser de plus en plus de ce simulacre, qui pourrait, en fin de compte, contribuer à faire passer sous profits et pertes les vils crimes de l'ancien dictateur et de son régime.

Certains, pourtant, ne peuvent accepter que M. Jivkov s'en aille avec les honneurs de la guerre. Comme cet intellectuel de Sofia, si mesuré par ailleurs dans ses opinions, qui n'hésite pas à porter ce jugement terrible : « Peut-être que les Roumains ont eu raison : les tyrans, il faut les tuer. »

JOSÉ-ALAIN FRALON

AMÉRIQUES

NICARAGUA : un an après la victoire électorale de M^{re} Chamorro sur les sandinistes

La population attend toujours une amélioration de son sort

Un an après la défaite électorale des sandinistes, le Nicaragua continue de sa débâcle dans de graves difficultés économiques. Difficultés auxquelles s'ajoute un affrontement politique, provoqué par l'assassinat, la 16 février à Managua, de l'ancien dirigeant de la Contra, Enrique Bermudez.

SAN-JOSÉ-DE-COSTA-RICA
de notre correspondant en Amérique centrale

Pendant que la présidente du Nicaragua, M^{re} Violeta Chamorro, prononçait à Managua, lundi 25 février (jour anniversaire de sa victoire électorale) un discours axé sur la « réconciliation nationale », on ne pouvait manquer de noter l'absence du vice-président de la République, M. Virgilio Godoy, qui avait préféré faire le voyage au Costa Rica voisin pour participer à une conférence sur « l'état de la démocratie en Amérique centrale », organisée par l'Interaméricaine démocrate-chrétienne et la Communauté économique européenne.

Pour M. Godoy, c'était une manière de montrer, une fois de plus, son désaccord à propos de la politique de collaboration avec les sandinistes menée par M^{re} Chamorro, qui a accepté de maintenir à la tête de l'armée un des principaux dirigeants de l'ancien régime, le général Humberto Ortega. « Les sandinistes, affirme le vice-président, continuent de saboter l'économie en refusant de remettre les biens nationalisés à leurs propriétaires et en créant une agitation sociale permanente » (les hôpitaux entrent dans leur sixième semaine de grève mais les autorités continuent d'affirmer qu'il n'y a pas de divisions profondes entre les pragmatiques, qui veulent collaborer avec le gouvernement, comme les deux frères Ortega (l'ancien président de la République, Daniel Ortega, et Humberto, qui est toujours à la tête de l'armée) et les partisans de la pureté idéologique - marxiste-léniniste, bien sûr - comme Tamas Borje. »

Une tournée décevante

« L'hôte international, qui pourrait nous permettre de sortir de cette situation, poursuit M. Godoy, ne va malheureusement pas arriver car les pays donateurs exigent, comme condition préalable à tout nouveau crédit, que nous soyons à jour dans nos remboursements à l'égard de la communauté internationale (la dette extérieure du Nicaragua atteint environ 11 milliards de dollars). C'est un véritable cercle vicieux. » Sur les 530 millions de dollars votés par le Congrès des Etats-Unis pour les années 1990 et 1991, le Nicaragua n'a reçu pour l'instant que 75 millions de dollars.

Au cours du voyage de deux semaines qu'elle vient d'effectuer au Japon, en Tchécoslovaquie, en Allemagne et en Belgique, M^{re} Chamorro est allée de déception en déception, au point qu'elle a dû signaler à ses interlocuteurs

que son gouvernement, malgré les nombreuses marques de sympathie, avait reçu moins d'aide que les sandinistes. Le Japon s'est engagé pour 7 millions de dollars à peine tandis que la CEE, qui participera à une importante réunion à Managua le mois prochain, aurait accordé 20 millions de dollars pour la relance de l'industrie et 5 millions d'aide alimentaire. Un peu plus généreuse, l'Allemagne a promis 65 millions de dollars. Des sommes ridicules pour un pays dont la capacité de production (en baisse de 5 % en 1990 par rapport à 1989) qui, comme les années précédentes, avait déjà été catastrophique) a été en grande partie détruite par la guerre et qui affronte une inflation d'environ 12 000 % par an.

Qui a tué Bermudez ?

Malgré la gravité de la crise économique, la baisse substantielle du pouvoir d'achat (le dollar vaut plus de 5 millions de cordobas contre 10 à peine en février 1988) et les licenciements massifs dans le secteur public (environ 40 % de la population active survit dans le cadre de l'économie informelle, en particulier le commerce ambulancier), le gouvernement continue de bénéficier d'un certain appui populaire. Celui-ci pourrait cependant être remis en question, affirme M. Godoy, « si l'assassinat de l'ex-colonel Bermudez n'est pas élucidé dans les plus brefs délais ».

Comme la plupart de ses compatriotes, le vice-président, qui affirme recevoir régulièrement des menaces de mort par téléphone, est convaincu que l'ancien dirigeant de la Contra a été assassiné par les sandinistes. « La difficulté, ajoute-t-il, est de savoir par quel secteur du Front sandiniste car il y a des divisions profondes entre les pragmatiques, qui veulent collaborer avec le gouvernement, comme les deux frères Ortega (l'ancien président de la République, Daniel Ortega, et Humberto, qui est toujours à la tête de l'armée) et les partisans de la pureté idéologique - marxiste-léniniste, bien sûr - comme Tamas Borje. »

Selon la rumeur publique, ce dernier aurait ordonné l'assassinat de l'ancien colonel de la garde nationale du dictateur Anastasio Somoza, renversé en juillet 1979 par la guérilla sandiniste. Le « commandant » Borje (ministre de l'Intérieur sous le régime sandiniste) aurait fait ainsi d'une pierre deux coups : il se serait vengé de celui qui a joué un grand rôle dans la défaite électorale des sandinistes et il aurait mis dans l'embarras les secteurs de son parti qui collaboraient avec l'actuel gouvernement.

« Dans les milieux qui se disent mieux informés », poursuit M. Godoy, on privilégie une autre version : ce serait les frères Ortega et certains proches de M^{re} Chamorro - sont ceux qui ont été informés - qui auraient décidé de se débarrasser d'un adversaire potentiellement dangereux. Bermudez venait en effet d'annoncer son intention de former un nouveau parti politique avec les quelque vingt mille contras qui avaient été sous ses ordres pendant la guerre contre les sandinistes. « Une force redoutable quand on sait que, malgré leur désarmement sous les auspices des Nations unies, les anciens rebelles ont conservé des caches d'armes pour être prêts à répondre à une éventuelle reprise du conflit. »

Au Nicaragua, personne ne semble croire que les véritables auteurs du meurtre soient défrétés un jour devant les tribunaux. Tout indique que les responsables de l'enquête ont déjà commencé à brouiller les pistes. « Il est quand même curieux, remarque M. Godoy, qu'un n'ait pas retrouvé les douilles des deux balles qui ont tué Bermudez : alors que l'assassinat a eu lieu dans un endroit public et que le meurtrier avait dû autre chose à faire que de récupérer les douilles en pleine nuit. Le mystère restera sans doute complet sur cette affaire, comme ce fut le cas avec l'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro (directeur du Journal la Prensa et mari de l'actuelle présidente de la République, tué en janvier 1978 sous la dictature Somoza). Quel qu'il en soit, avec le disparition de Bermudez, les sandinistes ont sans doute perdu leur plus redoutable adversaire. »

BERTHARD DE LA GRANGE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

L'ANC dénonce la normalisation des relations entre Moscou et Pretoria

La décision de rétablir progressivement leurs relations diplomatiques, annoncée mardi 26 février par l'Afrique du Sud et l'Union soviétique, a été aussitôt dénoncée par le Congrès national africain (ANC). « Nous avons dit que les sanctions contre l'Afrique du Sud devaient être maintenues. Nous n'acceptons pas cette décision de l'URSS », a affirmé, à Johannesburg, une porte-parole de l'ANC, M^{re} Gill Marcus.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

L'Afrique du Sud et l'Union soviétique ont fait un pas vers le rétablissement de leurs relations diplomatiques, en annonçant l'ouverture de « sections d'intérêts » sous drapeau autrichien, à Moscou et à Pretoria. Le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, a souligné qu'il s'agissait là du meilleur moyen de « maintenir des contacts de travail, en l'absence de liens diplomatiques et consulaires ». M. Botha a annoncé que six missions avaient été envoyées en Europe de l'Est et sept dans des pays d'Afrique.

L'Union soviétique avait décidé de rompre ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud en 1956, à cause de l'apartheid. Moscou, bientôt suivi par d'autres capitales du bloc de l'Est, soutenait alors ouvertement le Congrès national africain (ANC). Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vitali Tchoukine, n'indiqua que les changements en Afrique du Sud et le démantèlement de l'apartheid avaient infléchi la position de

l'URSS. L'Union soviétique, du fait de son soutien à l'ANC et aux mouvements de libération en Angola et en Namibie, fut longtemps la bête noire de Pretoria. Le premier signe du réchauffement des relations entre les deux pays est venu il y a à peine trois mois, avec la visite officielle, fin novembre, d'une délégation soviétique, répondant à l'invitation des Sud-Africains.

Moscou avait fait la moitié du chemin, l'an passé, en revenant sur sa décision de ne plus commercer avec l'Afrique du Sud. Les Soviétiques avaient confié à la firme De Beers la commercialisation de leurs exportations de diamants pour les cinq ans à venir. La compagnie sud-africaine, qui contrôle une bonne partie du marché international, aurait avancé à l'Union soviétique un million de dollars sur les ventes futures.

FREDERIC FRITSCHER

Assassinat d'un chef traditionnel proche de l'ANC. - Le chef Mphahlele Maphumulo, proche du Congrès national africain (ANC), a été assassiné, dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 février, dans la province du Natal. Personnalité très connue, M. Maphumulo présidait le Congrès des chefs traditionnels d'Afrique du Sud (Cntrale). Il a été tué par des inconnus devant son domicile de Pietermaritzburg. Ses liens avec l'ANC lui avaient valu la haine de partisans du mouvement zoulou Inkatha, dont trois ans de rivalité avec l'organisation de Nelson Mandela ont coûté la vie à plus de 3 000 Noirs. Son assassinat porte un coup à la fragile trêve, conclue le mois dernier, entre les deux mouvements rivaux. - (Reuters)

EN BREF

ALBANIE : projet de référendum sur les statuts d'Enver Hoxha. - Le président Ramiz Alia a proposé, mardi 26 février, l'organisation d'un référendum populaire sur la remise en place des monuments de M. Enver Hoxha, a indiqué l'agence albanaise ATA. Recevant les représentants de nombreuses villes de province venus protester contre le déboulonnement, des statues et bustes du fondateur du régime communiste, M. Alia a déclaré qu'Enver Hoxha « n'est et n'est jamais notre ban- nière ». « Tous les Albanais honnêtes ont été choqués par ces actes de vandalisme », a poursuivi M. Alia, qui a ajouté qu'une telle consultation, qui « répondra à la requête de milliers d'habitants », pourrait avoir lieu après les élections libres fixées au 31 mars. - (AFP)

SALVADOR : des attaques de la guérilla ont fait un mort et sept blessés dans la capitale. - Des violents affrontements ont opposé, dans la nuit de mardi à mercredi

27 février, l'armée salvadorienne à la guérilla du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) dans deux quartiers de San-Salvador, faisant un mort et sept blessés, selon un bilan provisoire. Les guérilleros ont notamment investi des habitations de Lomas et Escalon, deux quartiers bannis de la capitale. Selon des témoins, certains rebelles ont été encerclés par les forces gouvernementales, soutenues par des hélicoptères. - (AFP)

THAILANDE : la CEE « condamne » le putsch militaire. - La CEE a « condamné », mardi 26 février, le putsch thaïlandais et appelé les militaires de ce pays à « rendre le pouvoir aux élus de la nation » et à « restaurer l'ordre démocratique ». A Hanu, les dirigeants vietnamiens s'inquiètent d'un éventuel changement de la politique cambodgienne de Bangkok à leur détriment après les déclarations des nouveaux dirigeants sur la néces-

sité d'associer les Khmers rouges à un règlement du problème cambodgien. - (AFP, Reuters)

YUGOSLAVIE : inculpation de ministre de la défense de Croatie. - Un tribunal militaire de Zagreb a annoncé, mardi 26 février, l'inculpation du ministre de la défense de la République de Croatie, M. Martin Speljeli, et de sept autres personnes, tous accusés d'avoir « organisé et coordonné toutes les activités relatives à un acte de rébellion armée ». L'armée avait rendu public en janvier un document filmé tendant à prouver que les inculpés préparaient la mort d'officiers de l'armée fédérale, de crainte d'une intervention militaire en Croatie. La présidence collégiale de Yougoslavie avait alors ordonné que les accusés soient traduits en justice, mais les autorités croates, qui nient la matérialité des faits, se sont opposées à cet ordre et ont menacé de recourir à la force pour empêcher l'arrestation des accusés. - (Reuters)

SOCIÉTÉ

Villes : la méthode Delebarre

Deux mois après sa nomination, le ministre apparaît comme l'homme qui « débloque » les dossiers

Deux mois après sa nomination comme ministre de la ville, M. Michel Delebarre tente d'imposer son style, à la fois par ses interventions auprès des grandes administrations et par des visites de terrain, comme celle qu'il a effectuée, samedi 23 février, à Tourcoing (Nord).

TOURCOING

de notre envoyé spécial

Il faut le voir au pied des HLM, calmant les émeutes d'un groupe de jeunes beurs, pour comprendre la nature et les difficultés de la tâche du nouveau ministre de la ville. Mais M. Michel Delebarre est un homme de défis. C'est lui-même qui avait demandé il y a deux mois, presque jour pour jour, à quitter la douillette forteresse de l'équipement pour se lancer dans l'avenir.

Il n'a pour tout viatique que la bénédiction présidentielle. Ses troupes ? Les membres de son cabinet et la cinquantaine de « moudras » de la délégation interministérielle à la ville et de Baolueus 89. Les fonds ? Ils figurent pour l'essentiel sur les lignes budgétaires d'autres ministères. Aussi a-t-il commencé par faire la tournée des grands ducs, ses collègues. Le voilà maintenant sur le terrain : Mantes-la-Jolie en Ile-de-France, Vaulx-en-Velin dans la banlieue lyonnaise (le Monde du 16 février) et, à la fin de la semaine dernière, Tourcoing.

A Tourcoing (200 000 habitants), la crise du textile a laissé sur le carreau d'anciens usines aux murs de brique, aujourd'hui silencieux, et, aux lisières de la cité, deux quartiers populaires - Pont-Rompu et la Bourgoigne - où les familles d'immigrés, les sans-travail, la petite délinquance, le vandalisme et les retards scolaires atteignent des taux records.

On y a lancé, en mars 1989, la procédure dite de développement social des quartiers (DSQ), qui fournit à la municipalité quelques millions de francs de subventions. Ceux-ci sont répartis, par des comités administratifs compliqués, entre de multiples initiatives publiques ou associatives qui, chacune, tente de guérir tel ou tel symptôme de la laque générale. Risques majeurs dans



ce type d'opération : saupoudrage, enlèvement dans la pèlerine, écoulement des bonnes volontés.

M. Michel Delebarre entre dans un bâtiment préfabriqué du quartier du Pont-Rompu où l'on a dressé en carré une table couverte d'un tapis vert. A sa droite, le préfet, à sa gauche, le maire, M. Jean-Pierre Balduyck, député PS. Plus loin, reconnaissables à leur costume-cravate, des gestionnaires d'HLM, des fonctionnaires, des élus. En face, des mères de familles immigrées venues avec leurs enfants. « Allons-y, lance le ministre avec une jovialité tonitrueuse, mesdames, vous avez la parole. »

Un animateur socioculturel

Les femmes maghrébines étaient leurs difficultés : elles réclament une halogénération, une consultation d'orthophoniste - les difficultés de langage des enfants sont monnaie courante - et une ludothèque où elles pourraient se faire prêter quelques jouets pédagogiques. « Qu'est-ce que

l'écart, de jeunes Maghrébines réunies en paquet « font le gueule ». Le ministre les repère et fonce vers eux : « Qu'est-ce qui ne va pas ? » « On ne savait même pas que vous veniez, répondent-ils. On passe des heures dans des réunions dont il ne sort jamais rien. Tel projet est jugé trop cher. La radio locale qu'on voulait lancer n'a jamais été autorisée. » Le ministre appelle le chef de projet, autrement dit le responsable local de la procédure DSQ, parlementaire, rassure, promet qu'on va examiner tout cela et y trouver remède.

A 10 mètres de là, c'est un ancien prêtre-ouvrier qui lui explique son travail de réinsertion des toxicomanes. Plus loin, d'autres militants associatifs s'efforcent de trouver des petits boulots aux pauvres. Dans la grande salle plutôt lugubre d'un centre social, d'autres bénévoles expliquent au ministre leur participation à la « reconquête » du quartier.

Mais tel projet est stoppé parce qu'un chef de service trop zélé exige vingt-quatre copies du dossier. Consultation éclair du préfet : « Quatre suffiront », tranche le ministre de la ville. De jeunes beurs veulent faire du parachutisme et de la plongée sous-marine. « Vous avez du mal à plonger ? Tourcoing ! », plaisante Michel Delebarre. « Venez donc avec moi, à Dunkerque. On arrangera quelque chose. » Tous entourent le même regard : « Des sous... »

Le ministre élève la voix pour expliquer qu'avec la réforme de la dotation globale de fonctionnement, les communes comme Tourcoing recevront davantage d'argent et d'autres, voisines, un peu moins. « Je suis un ministre qui débloque, et non une pompe à finances », dit M. Delebarre. La procédure de développement social des quartiers n'est pas une vache à lait, mais une méthode de travail permettant à tous ceux qui veulent faire revivre les quartiers - élus, militants d'association, enseignants, responsables d'HLM, fonctionnaires, animateurs - de tirer dans le même sens. Je vois qu'il, ça bouge. La seule chose que je puisse vous promettre, c'est que ça va bouger encore plus vite. Bon courage. » C'est ce qu'on appelle, déjà, la méthode Delebarre.

MARC AMBROISE-RENDU

JUSTICE

La réclusion criminelle à perpétuité avec une période de sûreté de dix-huit ans demandée pour Simone Weber

Un réquisitoire « sans faiblesse ni passion »

L'avocat général Philippe Ker a demandé, mardi 26 février, à la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle de condamner Simone Weber, soixante ans, à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans pendant laquelle elle ne pourrait bénéficier d'aucune des dispositions concernant les permissions de sortir, le semi-liberté ou la libération conditionnelle. Contre sa sœur, Madeleine, accusée de destruction de preuves, le magistrat a requis une peine qui ne soit pas inférieure à deux ans d'emprisonnement. Enfin, M. Ker a sollicité une peine de principe contre Chantal Lantz, soupçonnée de faux en écritures privées.

NANCY

de notre envoyé spécial

« Simone Weber possède une personnalité riche, forte, passionnée, extraordinaire. » Pour la première fois, M. Ker s'engage. Il arrive au terme d'un réquisitoire qui se veut méthodique et dont il dit, lui-même, qu'il est « fastidieux ». Mais, au moment de conclure, le ton juridique s'efface devant un discours où perce une certaine émotion. « On ne peut pas la réduire à des étiquettes comme « la Weber » ou « la diabolique ». Sa personnalité est trop complexe », souligne le magistrat qui évoque « la haine farouche qui lui a fait commettre l'irréparable ». Mais ce sont les éléments de la personnalité de M. Weber qui lui font dire ensuite : « Je ne puis pas dire ce qu'elle représentera prochainement parmi nous, ici à Nancy ou ailleurs, car elle conserve en elle ce venin renfermé. » L'avocat général s'inquiète devant « un potentiel de dangerosité » et refuse de « prendre le risque ». Aussi, sur un ton solennel, il demande « sans faiblesse ni passion » la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans. Immédiatement Simone Weber pouffe de rire ostensiblement, comme s'il venait de dire quelque chose de ridicule.

M. Ker avait adopté un ton semblable au début de son réquisitoire pour se faire l'avocat du juge « contrôlé et surveillé par la miniaturisation » et celui des témoins « qui ont très bien passé la rampe ». Mais le corps de son propos a surtout été constitué par un long rappel des faits mesurables à l'aune de ce procès qui s'étire depuis le 17 janvier. Pendant quatre heures et demie, l'avocat général, ai réservé depuis le début de l'audience, a présenté sa vision du dossier en affirmant : « Les éléments de preuves sont surabondants. » Certains

aspects du dossier ont cependant été évoqués rapidement et le magistrat a invité les jurés à se reporter aux plaidoiries de ses prédécesseurs.

Cette attitude résulte d'une évolution récente du rôle des avocats de parties civiles qui a conduit les jurés, notamment dans ce procès, à entendre cinq réquisitoires, même si les avocats ont multiplié les euphémismes et les précautions de langage. Ils semblaient donc s'être répartis la tâche et c'est M. Gérard Welter qui a notamment rappelé l'une des charges principales contre l'accusée en relevant qu'après la disparition de Bernard Hettier survenue le 22 juin 1985 « Simone Weber est la seule à ne pas s'inquiéter : la seule à tout faire pour que personne ne s'enquière ».

« Une femme de cœur et de sang »

C'est aussi l'avis de M. Paul Lombard. En l'absence de preuves formelles il a cependant noté vingt-huit charges, en se refusant à les imputer au hasard. Parmi elles, il y a ces coups de téléphone que Simone Weber demande à son cousin de donner à plusieurs personnes pour les rassurer devant l'absence de Bernard Hettier. Il y a le faux certificat médical adressé à l'employeur du disparu. Il y a la voiture de Bernard Hettier que M. Weber dissimule avec insistance. Et puis, il y a cette foule de témoignages que l'avocat additionnel pour en déduire une certitude. Pour lui « M. Weber ne peut être que coupable ». Et il pense au doute, car il a « la défense chevillée au corps ». C'est pour dire : « Il faudrait que ce soit le doute qui paralyse. » Et, à ses yeux, ce n'est pas le cas dans ce procès.

Meis son propos n'est pas seulement un réquisitoire. C'est aussi une plaidoirie dont il accuse Simone Weber d'avoir privé ses avocats. « J'aurais aimé entendre de la part de l'accusée je ne sais quel cri de défiance », souligne M. Lombard en regrettant : « Ah ! comme ces débats auraient pris un autre tour. Nous aurions suivi cette descente aux enfers ! ». Et l'avocat a plaidé la crime passionnel : « Je dis que Simone Weber a très probablement aimé à la folie Bernard Hettier », il évoque donc ses lettres de femme amoureuse et de femme déçue. Simone Weber note fébrilement toutes les plaidoiries mais elle lève la tête et esquive un sourire lorsque M. Lombard lui dit, en demandant sa condamnation : « Vous n'êtes pas un mannequin médiatique. Vous êtes une femme de cœur et de sang. Vous détestiez la médiocrité et vous aspiriez à l'amour. On vous a dépeinte comme une diabolique. Moi, je vous rends votre âme. »

MAURICE PEYROT

Le « pape » de la Mafia est libéré à Palerme

Michele Greco, surnommé, en Italie, le « pape » de la Mafia, a quitté mardi 26 février le prison de Palerme, où il purgeait depuis 1986 une peine de réclusion à perpétuité. La libération du « parrain des parrains » est intervenue à cause de la réforme du code de procédure pénale et des lenteurs de la justice : la cour de cassation avait décidé, il y a deux semaines (le Monde du 14 février), qu'une quarantaine de mafiosi - dont Michele Greco - avaient terminé leur temps de détention préventive, leur procès n'ayant pas commencé dans le délai d'un an suivant l'entrée en vigueur du nouveau code.

Désigné, par le « parrain repent » Tommaso Buscetta, comme le chef suprême de la « coupole », organisation de gestion collégiale des mafias, Michele Greco avait été arrêté en février 1986 et condamné à la prison à vie, lors du premier grand procès anti-Mafia à Palerme, pour une série d'homocides dont celui du général Dalla Chiesa (1982). En prison, le « pape » s'était notamment plaint d'être confiné en cellule d'isolement et de ne pas pouvoir suivre la messe le dimanche.

Unaniment dénoncé par la presse, la libération de Greco est assortie de conditions : il devra résider hors de Palerme et dans une ville de moins de dix mille habitants, et il aura obligation de signer chaque jour un registre dans la caserne la plus proche. Astreint à résidence entre 19 heures et 7 heures du matin, le « pape » ne devra plus fréquenter de repris de justice.

La peine d'un émeutier de Vaulx-en-Velin aggravée en appel. - La cour d'appel de Lyon a condamné, mardi 26 février, à trois ans de prison ferme un jeune homme de Vaulx-en-Velin (Rhône) qui avait été condamné à deux ans d'emprisonnement par le tribunal correctionnel de Lyon, le 19 novembre. Inculpé de « dégradation volontaire » et de « coups et blessures à agent de la force publique », Attoun Madjid Seisaleh, un jeune Algérien de dix-neuf ans, était accusé d'avoir incendié une voiture et d'avoir frappé un policier au cours de la nuit d'émeutes du 8 au 9 octobre. Devant le tribunal correctionnel de Lyon, il avait nié avoir mis le feu à la voiture, reconnaissant toutefois qu'il avait tenté de dérober le véhicule.

MÉDECINE

Au Pérou

Le choléra continue de frapper un millier de personnes par jour

Les autorités péruviennes ont accusé, mardi 26 février, certains pays, comme la Bolivie et l'Équateur, de pratiques commerciales déloyales, pour avoir interdit l'importation de produits alimentaires péruviens par crainte d'une propagation de l'épidémie de choléra. Le premier ministre, M. Carlos Torres, a déclaré que l'économie de son pays risquerait de perdre 350 millions de dollars en revenus à l'exportation et que le Pérou allait bientôt mettre en place un système visé à garantir que les produits à l'exportation ne sont pas contaminés.

Le choléra, qui continue de frapper un millier de personnes par jour, présente un risque « pratiquement inexistant » pour les touristes et autres voyageurs « sous réserve

de certaines précautions simples », a indiqué l'Organisation des Nations unies, mardi 26 février, à Genève. Mais l'Organisation mondiale de la santé met en garde contre le vaccin entérocholérique « qui ne confère une protection qu'à 50 % des personnes vaccinées ».

Selon l'UNICEF, le moitié des 22 millions d'habitants du Pérou ne sont pas reliés à un réseau d'eau potable et les deux tiers ne disposent pas de latrines. Les organisations internationales rappellent les besoins des autorités péruviennes en médicaments, ainsi qu'en installations de traitement de l'eau et de diagnostic du choléra. - (AFP, Reuters, AP)

DÉCOUVERTES
ART ACTUEL 91 PHOTOGRAPHIE

PARIS - GRAND PALAIS
2-10 MARS 1991

TOUS LES JOURS 12H - 19H30 - WEEK-END 10H - 19H30
NOCTURNE JEUDI 7 JUSQU'À 23H

DÉFENSE

Après accord de la Commission de Bruxelles

Aérospatiale et MBB pourront fusionner leurs activités de constructeurs d'hélicoptères

La Commission européenne de Bruxelles a donné son accord, mardi 26 février, à la fusion, à terme, au sein de la société Eurocopter, des activités du groupe français Aérospatiale et du groupe allemand Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB) dans le domaine des hélicoptères civils et militaires.

Cette concentration n'aboutit pas à la création ou au renforcement d'une position dominante dans la CEE, considère la Commission, même si Aérospatiale est la première entreprise européenne de ce secteur et MBB le plus petit fabri-

cant. La Commission estime que les deux groupes ne sont ni des rivaux effectifs ni des concurrents potentiels en matière militaire. Elle ajoute que, dans le domaine civil, le marché reste ouvert à d'autres constructeurs européens, même si leur fusion donne aux deux groupes une part relativement importante du secteur.

La division « hélicoptères » du groupe Aérospatiale mobilise 7 500 salariés et celle de MBB en emploie environ 3 000. Moins des sociétés européennes, comme Agusta (Italie) et Westland (Grande-Bretagne) en occupent respectivement 5 000 et 4 600.

A ce jour, Aérospatiale et MBB ont constitué un groupement d'intérêt économique, dénommé Eurocopter et divisé en parts égales par les deux industriels. Il s'agit d'une société de droit français dont le siège est dans la région parisienne, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), et qui s'occupe de la cooptation du Tigre, l'hélicoptère de combat franco-allemand commandé à raison de quatre cent vingt-sept exemplaires.

A plus long terme, Eurocopter devrait devenir un holding qui contrôlerait deux « outils » industriels : Eurocopter-France (l'actuelle division des hélicoptères de l'Aérospatiale) et Eurocopter-Deutschland (l'actuelle division des hélicoptères de MBB), et une société de commercialisation de la gamme ainsi produite par ces deux sociétés, Eurocopter-International. Cette association entre Aérospatiale et MBB n'est pas limitée à la seule fabrication d'hélicoptères militaires. Eurocopter ne s'interdit pas de se lancer dans le secteur civil.

Outre le Tigre, la France et l'Allemagne sont associées - à raison respectivement de 43,4 % et de 23,6 % des dépenses - à la conception d'un autre hélicoptère militaire, le NH 90, qui existera en deux versions, pour le transport logistique de troupes terrestres et pour l'armement de frégates dans les mairies des deux pays. Deux autres pays européens, l'Italie et les Pays-Bas, participent au NH 90, à hauteur de 26,4 et 6,6 %.

M. Joxe victime d'un pétard

Rendant visite aux formations spécialisées de la gendarmerie à Satory (Yvelines), le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a été très légèrement blessé au front, mardi 26 février, par un pétard projeté par l'éclatement d'un pétard lancé par un gendarme au cours d'une séance d'entraînement fin de dernière édition du 27 février.

M. Joxe assistait à une simulation de prise d'otages dans une banque. L'un des faux ravisseurs a laissé tomber un pétard qu'il tenait à la main et qui était censé lancer une grenade. En explosant sous une camionnette, le pétard a projeté un gravillon qui a atteint le ministre de la défense au front. M. Joxe a continué normalement sa visite chez les gendarmes.

« Les conditions de sécurité sont peut-être à revoir », a dit le ministre avec un sourire. Juste avant la démonstration, un responsable de la gendarmerie avait dit à M. Joxe : « Je ne vous raconte pas ce qui va se passer, vous aurez la surprise ».

هنا من الأصل

CULTURE

CINÉMA

L'Ours d'or à « la Maison des souris » Un palmarès occidental au Festival de Berlin

L'annonce par Volker Schlöndorff, président du jury du Festival de Berlin (1), de l'Ours d'or décerné à *la Maison des souris*, de Marco Ferreri, a provoqué un raz-de-marée de sifflets, de quolibets et de horions, amplifiant celui déjà suscité par l'attribution de l'Ours d'argent à *la Condamna* (de Marco Bellocchio). Il a fallu onze heures de délibération pour arriver au consensus officiel de ce palmarès dominé par « l'axe franco-italien », selon un juré anonyme.

Ours d'or, Grand Prix : *la Maison des souris* de Marco Ferreri, « compte tenu également de l'ensemble de son œuvre ».

Ours d'argent, Grand Prix spécial du Jury ex-aequo : *la Condamna* de Marco Bellocchio et *Satana* de Victor Aristov (URSS).

Ours d'argent, meilleur réalisateur : ex-aequo : Ricky Tognazzi (*Ultras*, Italie) et Jonathan Demme (*le Silence des agneaux*, États-Unis).

Ours d'argent, meilleure actrice : Victoria Abril pour *Amanes* (Espagne).

Ours d'argent, meilleur acteur : Maynard Ezashi pour *Mr Johnson* de Bruce Beresford (Grande-Bretagne).

Ours d'argent « pour sa performance unique au triple titre d'acteur, producteur et réalisateur » : Kevin Costner pour *Dance avec les loups*.

Mentions spéciales : *le Petit Criminel* de Jacques Doillon (France), *Dandan* de Mar de Masud Kimiai

(Iran) et *l'Eunuque de l'empereur* de Tian Zhuang-Zhuang (Hong-kong/Chine).

Ours d'or du court métrage : *Six Point Nine* de Dan Bootzin (États-Unis).

Ours d'argent : *les Cent Dernières Années du marxisme-léninisme* en Bohême de Pavel Koutsky (URSS).

Parmi les nombreux prix décernés par les jurys - protestant (*Capitaine Fracasse* d'Ettore Scola, un ange à ma table de Jane Campion), catholique (*le Petit Criminel* de Doillon) ou mention au *Jardin de l'Anglais* Derek Jarman), de la presse internationale (*le Petit Criminel*), des lecteurs du *Berliner Morgenpost* (*Dance avec les loups*), des exploitants de salles d'art et d'essai (*le Miroir de l'Irlandais* Neil Jordan) - il faut noter ceux attribués par le jury international « gay » à *Polon* de Todd Haynes (États-Unis ; fiction) et *Paris is burning* de Jeanne Liviepoint, États-Unis ; documentaire), avec mention spéciale à *Amour interdit* de Vladislav Kvasnicka.

H. B.

Deux disparitions

Le musicien de jazz Slim Gaillard

Le musicien de jazz Slim Gaillard est mort à Londres le mardi 26 février d'un cancer il était âgé de soixante-quinze ans.

Adapte d'un langage totalement inventé, ni onomatopées, ni scat, mais langues réelles phonétiquement déformées à la guitare, guitariste, pianiste, vibraphoniste, joueur de bongos, chanteur, compositeur, maître du pastiche ou de la parodie, imitateur, Slim Gaillard, d'origine cubaine, était un

musicien « surréaliste » qui n'hésitait pas à jouer du piano paumes en l'air ou de la guitare d'une manière plus étrange encore. Bref, il fut cet extravagant jongleur, ce destructeur et créateur de mots que Boris Vian comparait à Lewis Carroll.

Venu à New-York en 1937, Slim Gaillard forma avec le bassiste Slim Stewart le duo Slim and Slam. Leur enregistrement de *Flat Foot Floogie* connaît un succès retentissant. Dans les années 50, ce jazzman, docteur l'argot personnel lui vaut quelques démêlés avec la censure, se lance dans les numéros de comédien-animateur-chanteur et prend de plus en plus de distance avec la scène musicale. Alors qu'on l'attend chaque année en Europe où il n'est jamais venu, annonçant ici sa réincarnation, là, sa disparition, Slim Gaillard franchit finalement l'Atlantique pour apparaître en 1982 à la Grande Parade du jazz de Nice. Il se produira ensuite en Grande-Bretagne, souvent accompagné par le groupe français Slapcans.

Slim Gaillard a également écrit avec le cinéma et la télévision, dès 1941, dans *l'Éclairage*, *Too late Blues*, puis dans *la Planète des Singes*, *Racines 2*, ou *Absolute Beginners*.

B. M.

Le chanteur américain Webb Pierce

Le chanteur et compositeur de musique country Webb Pierce, qui a tenu le haut du pavé des charts américains dans les années 50 et 60, est mort le 24 février 1990 à Nashville (Tennessee).

Né en 1926 en Louisiane, il avait débuté à la radio, dans une émission en direct très appréciée dans la région, « Louisiana Hayride », où Elvis Presley et Jim Reeves devaient également débiter. De *Back Street Affair* à *There Stands The Glass*, Webb Pierce, champion du style honky tonk et chroniqueur assidu des « fléaux » de tous les jours, l'alcoolisme, l'adultère, les bars, a collectionné les tobes (chez Decca) pendant vingt ans, et les dollars avec la Cedarwood Music, une des premières compagnies d'éditions musicales de Nashville, qu'il avait fondée avec Jim Deany.

Écarté de la scène par la mode rock au début des années 70, l'homme à la voix nasillard, disciple de Hank Williams, et qui avait été un des premiers à utiliser la guitare électrique et la steel guitar dans les standards de la country, avait gardé un prestige intact, en partie grâce à son immense piscine en forme de guitare, devenue une attraction touristique des environs de Nashville.

V. M.

CONFÉRENCES

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « Influence magnétique du sol et de l'habitat », avec B. Allione et P. Lorain (Ustps).

École européenne des affaires, 108, boulevard Malesherbes, 18 h 30 : « L'Europe et le Pacifique. Questions d'actualité » (Institut du Pacifique).

Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 18 heures : « Initiation aux sciences de la Terre ».

PARIS EN VISITES

JEUDI 28 FÉVRIER

« L'Hôtel-Dieu et la médecine autrefois », 14 h 40, entrée Hôtel-Dieu, édité par la Société de l'Histoire de la Médecine.

« Paris à l'époque romaine vue par Canella », 12 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Saint Bernard et l'art cistercien à la Conception », 14 heures, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).

« Hôtels et églises du Faubourg-Poissonnière », 14 h 30, métro Poissonnière (Paris pittoresque et insolite).

« Les plus grande hôtels rénovés du Marais », 14 h 30, place des Vosges, statue de Louis XIII (M. Caze).

« Le nouveau musée Cognac-Jay en l'hôtel Donon », 14 h 30, 8, rue Elzévir (Tourisme culturel).

« Le Louvre, des fortifications de Philippe Auguste à l'intérieur de la Pyramide », 14 h 30, métro Louvre-Rivoli (C. Marie).

« Les fastes de l'Opéra Garnier. Son histoire, ses salons, son fantôme », 14 h 30, dans le hall, statue de Louis (Arts et culture).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Rédirection du passé).

« La grande aventure des Mérennes, juifs espagnols convertis, condamnés à quitter leur pays en 1492. Etapes de leur exil. Étude de leurs rites et symboles », 15 heures, sortie métro Temple (J. Haedler).

« Les salons du palais Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Art et histoire).

« Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes », 15 heures, sous la grande horloge, sortie métro Richelieu-Drouot (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les appartements royaux du Louvre », 15 heures, métro Palais-Royal, sortie place Colette (Paris et son histoire).

CARNET DU MONDE

Naissances

- Daniel et Laurence KAHN sont très heureux d'annoncer la naissance de

Alexandra Zoé.

Paris, le 25 février 1991.

29, rue Jean-de-Beauvais, 75003 Paris.

Décès

- Le docteur Michel Artères, M. et M^{me} Georges Artères et leurs enfants, M. et M^{me} Alain Pardielle-Galabran et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Amélie ARTÈRES,

survenue le 25 février 1991, à Montpellier, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu à Mende, le 25 février.

23, rue Saint-Amand, 75015 Paris.

- La direction et le personnel de l'Institut de recherches du coton et des textiles exotiques éprouvent la profonde tristesse de faire part de la grande perte qu'ils viennent d'éprouver en la personne de leur ancien président,

M. Jean ALITIN,

commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, inspecteur général des finances honoraire, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer.

- Christiane Jausserand, son épouse, Ses enfants, ses petits-enfants, Sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Michel JAUSSEURAND, architecte, urbaniste, muséographe, ancien directeur de l'École spéciale d'architecture, chevalier des Arts et des Lettres.

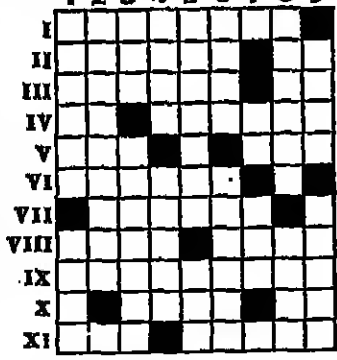
La cérémonie religieuse aura lieu le 1^{er} mars, à 10 h 30, dans la chapelle du cimetière du Père-Lachaise.

Selon sa volonté, il sera inhumé ce même jour à 14 heures, au cimetière du cimetière du Père-Lachaise, où nous célébrerons sa mémoire.

Cet avis tient lieu de faire-part.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5466



HORIZONTALEMENT

I. Peut voler dans les plumes. - II. On peut y aller pour la peau. Précise une possession. - III. Peut casser les pieds. Dans un alphabet étranger. - IV. Contribuent à faire une belle main. Réflète sur le plet. - V. Mine non contrôlée. Ne sent pas la rose. - VI. Tours de vie. - VII. Une femme écoutée. - VIII. Peut marquer la coup. Où il n'y a aucune différence. - IX. Endroit où peuvent se rassembler des chasseurs. - X. C'est parfois un souverain. Période. - XI. Lottiles. Bien ennuyé.

VERTICALEMENT

I. Piteux où l'on mettrait des légumes. Est parfois un peu cruche. - 2. Peut faire venir la rouge au front. - 3. Compagnons de jeux. Raconteur-sent quand on tire dessus. - 4. Un disciple de saint Benoît. Bonne opinion. - 5. Manipuler comme un chapel. Convenu. - 6. En France. Chaine très solide. - 7. Un peu de tabac. Moi, pour le psychologue. - 8. Dont on peut dire que c'est vraiment rigide. Peut être demandé comme une grâce. - 9. Qui n'a pas besoin de compter. Utile pour piquer les muscles.

Solution du problème n° 5465

Horizontalement
I. Pistole. - II. Accuser. - III. Lala. Voué. - IV. Ars. URSS. - V. Beurre. lo. - VI. Reins. - VII. Er. In. Sec. - VIII. Sol. Oa. - IX. Dider. - X. Cabaret. - XI. Alun. Té.

Verticalement
1. Palabres. Ça. - 2. Carré. Régat. - 3. Scler. Bu. - 4. Tue. Rai. Dan. - 5. Os. Urinol. - 6. Livres. lles. - 7. Rous. teut. - 8. Usine. Est. - 9. Rue. Ocar.

GUY BROUTY

AGENDA

M. Georges Barbé

M. et M^{me} Georges Barbé et leurs enfants, Frédéric, Guillemette, Sabine, Stéphane et Marion, M. Yves Barbé et ses enfants, Pascal et Eric Beaudoine, Anne et Patrick Hincenot, Christophe et Véronique Barbé, Loyse, Cédric et Thibault, M. François Barbé et ses enfants, Dominique et Bertrand Crozier, Bénédicte et Jérôme Soudan, Pierre et Mochon Barbé, Nathalie et Valérie, M. et M^{me} Benoît Barbé et leurs enfants, Xavier, Jérôme, Anne Charlotte, Myrman et Nelly, M. et M^{me} Michel Barbé et leurs enfants, Sophie, Sébastien, Sébastien, Mathieu et Julie, M. Philippe Donon et M^{me}, née Anne Marie Barbé, et leurs enfants, Florence, Emmanuelle et Nicolas, M. Marc Barbé, M. Régis Darricau et M^{me}, née Sébastien Barbé, et leurs enfants, Ludovic et Raphaëlle, M. et M^{me} Laurent Barbé et leurs enfants, Claire, Alix, Elisabeth, Thomas et Mathilde, ses enfants et petits-enfants, Ainsi que ses douze arrière-petits-enfants, en union avec ses enfants et sa belle-fille qui l'ont précédé. Les familles Barbé et Marquis, font part du retour à Dieu de

M. Georges-Dominique BARBÉ

officier de la Légion d'honneur, le 24 février 1991, dans sa quatre-vingt-sixième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 4 mars, à 9 h 45, en l'église Saint-Symphorien, 2, place Saint-Symphorien, à Versailles, et l'inhumation le même jour à Mesquieu (Loire-Atlantique), dans le caveau de famille.

43 bis, rue des Bourdonnais, 78000 Versailles.

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

M. Jean Marie Charles

Le docteur et M^{me} Robert Charles, M. et M^{me} Christian Marquer et leurs enfants, M. Jean Charles, Le docteur et M^{me} Roger Cabiro et leurs enfants, M. et M^{me} Paul Plesse et leurs enfants, Les familles Deffois, Dubus, Duché, Sosa, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jacques CHARLAS

professeur de l'université de médecine Paris-VI, médecin chef de l'Institut de puériculture de Paris,

survenu à Paris, à l'âge de cinquante-huit ans, le 24 février 1991.

Le cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1^{er} mars, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire de Plaisance, 174, rue Raymond-Losserand, Paris-14^e.

L'inhumation aura lieu dans l'inhumation familiale, au cimetière de Cère, dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

1, allée des Moudesques, 91300 Massy, 374, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

Le président

Et les membres du conseil d'administration de l'ADHMI, La direction Et le personnel de l'Institut de puériculture de Paris, ont la tristesse de faire part du décès de

professeur Jacques CHARLAS

médecin chef d'ambulance, chef de service de néonatalogie, professeur de pédiatrie à l'UFR «Brossius, Hôtel-Dieu, Paris-VI.

survenue à Paris, à l'âge de cinquante-huit ans, le 24 février 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1^{er} mars, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire de Plaisance, 174, rue Raymond-Losserand, Paris-14^e.

Ni fleurs ni couronnes.

26, boulevard Brémé, 75014 Paris.

M. Albert RENAULT

M. et M^{me} Joël Renault et leurs enfants, M. et M^{me} Jay Coler-Williams et leurs enfants, M. et M^{me} Olivier Renault et leurs enfants, M. et M^{me} Jean de Dainville et leurs enfants, M^{me} François Nizery, M^{me} Geneviève Renault, ont la tristesse de faire part du décès dans sa quatre-vingt-quatrième année de

M. Albert RENAULT

ingénieur civil des Mines, ingénieur général honoraire de la SNCF, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille des Evadés,

son mari, leur père et frère.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 1^{er} mars 1991, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Gloire de Pessy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e.

15, rue de Saint, 75016 Paris, 6, rue Goeble, 75116 Paris.

Messes anniversaires

- En mémoire du

général de corps d'armée (C.R.)

Olivier FOYDENOT,

décédé le 23 février 1990,

une messe sera célébrée en la chapelle Saint-Louis de l'Ecole militaire, 13, place Joffre, Paris-7^e, le mercredi 6 mars 1991, à 18 heures.

Communications diverses

- Ayant perdu tous mes papiers dans un incendie, je prie mes amis de me faire parvenir leur adresse et leur numéro de téléphone poste restante à Maisons-Laffitte (78600).

Marcia VLADY.

On nous prie d'annoncer le décès

accidental de

Caroline DAVOT,

survenue le 23 février 1991. Elle venait d'avoir vingt et un ans.

Une bénédiction aura lieu le 28 février 1991 à l'église Notre-Dame-de-la-Salette, à Suresnes, à 15 h 30.

2, chemin des Roers, 92150 Suresnes.

Bernard GROSJEAN

nous a quittés le 26 février 1991.

Ses amis se réuniront pour ses obsèques le mercredi 6 mars, à 10 h 15, au cimetière du cimetière du Père-Lachaise.

11, rue Henri-Monnier, 75009 Paris.

M. et M^{me} Suzanne Lacarrière

M. et M^{me} Michel Lacarrière et leur fille Olivia, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Maurice LACARRIÈRE,

leur époux, père, beau-père et grand-père survenue à son domicile à Avignon, le 21 février 1991, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 23 février à Rochefort-du-Gard et l'inhumation a eu lieu à Saint-Gervais dans l'intimité familiale.

M. André MILON,

ancien directeur département électrotechnique Pathé-Marconi SNIS, survenue le 21 février 1991, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 février, à 15 h 45, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, 69, rue des Batignolles, Paris-17^e, suivie de l'inhumation au cimetière parisien des Batignolles, dans le caveau de famille.

M. et M^{me} Albert Renault

M. et M^{me} Joël Renault et leurs enfants, M. et M^{me} Jay Coler-Williams et leurs enfants, M. et M^{me} Olivier Renault et leurs enfants, M. et M^{me} Jean de Dainville et leurs enfants, M^{me} François Nizery, M^{me} Geneviève Renault, ont la tristesse de faire part du décès dans sa quatre-vingt-quatrième année de

M. Albert RENAULT

ingénieur civil des Mines, ingénieur général honoraire de la SNCF, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille des Evadés,

son mari, leur père et frère.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 1^{er} mars 1991, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Gloire de Pessy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e.

15, rue de Saint, 75016 Paris, 6, rue Goeble, 75116 Paris.

Messes anniversaires

- En mémoire du

général de corps d'armée (C.R.)

Olivier FOYDENOT,

décédé le 23 février 1990,

une messe sera célébrée en la chapelle Saint-Louis de l'Ecole militaire, 13, place Joffre, Paris-7^e, le mercredi 6 mars 1991, à 18 heures.

Communications diverses

- Ayant perdu tous mes papiers dans un incendie, je prie mes amis de me faire parvenir leur adresse et leur numéro de téléphone poste restante à Maisons-Laffitte (78600).

Marcia VLADY.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-84
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 92 F
Abonnés et actionnaires 80 F
Communications diverses 95 F
Thèses étudiants 50 F

EN BREF

Colloque Haïti. - La Maison de l'Amérique latine organise, du 28 février au 2 mars, des rencontres interdisciplinaires sur la réalité haïtienne contemporaine.

Renseignements et inscriptions à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 42-22-97-80.

L'Allemagne face au financement de l'unification et au projet de l'UEM

Un choix important

« La plus grande tromperie depuis la fondation de la République fédérale. » En Allemagne, l'opposition n'y va pas de main morte pour commenter la décision prise par le gouvernement d'augmenter impôts et taxes.

Il faut bien reconnaître que pendant des mois le gouvernement allemand a dit et répété — contre toute vraisemblance — que la fiscalité ne serait pas alourdie. Il s'agissait alors pour M. Helmut Kohl, qui conduisait la réunification en pays de charge, de ne pas inquiéter les contribuables, de préserver l'enthousiasme qui accompagnait dans l'opinion publique la formidable opération en cours.

A la réunification, dont le coût se révèle chaque jour plus important, s'est ajoutée la guerre du Golfe. Et pour couronner le tout, l'Allemagne doit soutenir financièrement les pays de l'Est qui, sans argent et sans aide, sombreraient probablement et pour longtemps dans le chaos et le chômage.

La tromperie dénoncée par l'opposition est cependant bien réelle car les estimations de dépenses nouvelles faites dès avant la réunification portaient sur des sommes tellement considérables — on parlait couramment de 500 milliards de marks — qu'il était clair qu'un recours à l'impôt serait indispensable. Mais l'important est de se demander si la mesure, somme toute courageuse, prise par M. Kohl et Waigel (le ministre des finances) sera suffisante pour empêcher le déficit budgétaire de s'aggraver, et plus généralement le déséquilibre des comptes publics (régions, communes, sécurité sociale...) de s'aggraver.

La question est importante car de la réponse qui lui sera apportée dépendra la possibilité pour l'Allemagne de mettre fin à la hausse de ses taux d'intérêt, voire à terme de les abaisser. Jusqu'à présent, en effet, la Bundesbank, gardienne soigneuse des équilibres économiques, a mené une politique monétaire dure, qui compensait un certain laxisme de la politique budgétaire. C'était l'économie contre le politique, le rigueur de M. Pöhl (le président de la Bundesbank) contre les habiletés de M. Kohl, mais aussi — ce qui était plus grave — la primauté donnée à des impératifs de politique intérieure sur une gestion responsable des problèmes mondiaux. A un moment où de nombreux pays occidentaux voyaient leur activité se ralentir, il n'apparaissait pas particulièrement opportun de renchérir le coût de l'argent. L'Allemagne vient de faire un choix important qui va dans le sens des intérêts de la communauté internationale. La croissance économique outre-Rhin ne devrait pas être sensiblement ralentie par les prélèvements fiscaux supplémentaires qui viennent d'être émanés.

PÉTROLE ↑

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	26 fév.	Variation par rapport à la veille
• WTI (West Texas Intermediate), à New York	18,35	+ 0,41
• Brent à Londres à l'ouverture	17,75	+ 0,52

Les cours du brut se sont raffermis sur toutes les places le 26 février et dans la matinée du 27 février, les statistiques américaines sur l'état des stocks faisant apparaître une baisse de 4 millions de barils au cours du week-end dernier.

L'augmentation des impôts provoque une forte contestation

Le chancelier Kohl a donné, mardi 26 février, le détail des augmentations d'impôts auxquelles il a dû se résoudre pour assurer le financement de l'unification. Outre le relèvement de certaines taxes et cotisations sociales, le gouvernement fédéral a décidé d'accroître uniformément l'impôt sur le revenu de 7,5 %. Ces décisions provoquent un tollé outre-Rhin.

BONN

de notre correspondant

Le *Bildzeitung*, quotidien populaire allemand diffusant plus de cinq millions d'exemplaires, ne s'embarrasse pas de nuances : il traite le chancelier Kohl de « menteur » en gros caractères et en première page, le sommant de surcroît de s'expliquer immédiatement devant le pays au sujet des augmentations d'impôts décidées par le gouvernement mardi 26 février.

Les mesures adoptées — augmentation uniforme de 7,5 % de l'impôt sur le revenu, hausse de 25 pennes (environ 85 centimes) des taxes sur les carburants, hausses des taxes sur l'alcool, le tabac et les assurances — devraient rapporter en année pleine 46 milliards de marks (plus de 150 milliards de francs) au budget fédéral. La limitation de l'augmentation de l'impôt direct à la période s'étendant du 1^{er} juillet 1991 au 30 juin 1992 n'a pas suffi à désarmer les critiques.

Du côté syndical, on reproche avant tout au gouvernement l'aspect antisocial de cette augmentation de la pression fiscale, qui ne prévoit pas d'effort supplémentaire pour les plus hauts revenus et qui favorise les professions libérales aux dépens des salariés. Ces derniers devront en effet supporter l'augmentation de la cotisation d'assurance-chômage, rendue nécessaire par l'accroissement massif du nombre des sans-emploi dans l'ex-RDA.

Le DGB, fédération des syndicats allemands, a en effet calculé qu'un salarié disposant d'un revenu annuel de 40 000 marks par an voyait, avec

le nouveau système, ses impôts augmenter cette année de 387 marks, alors qu'un travailleur indépendant au même revenu n'aura que 287 marks supplémentaires à débours. L'injustice est d'autant plus vivement ressentie que le gouvernement n'a pas voulu reporter, comme le lui demandaient la gauche et les syndicats, la suppression de l'impôt sur le capital et le patrimoine des entreprises prévue par la réforme fiscale de 1990.

On ne manifeste pas non plus d'enthousiasme excessif du côté des organisations patronales. M. Franz Schöser, secrétaire général de l'assemblée des chambres de commerce et d'industrie, estime que l'augmentation de la pression fiscale va handicaper les investissements. Le plan du gouvernement constitue à son avis un « pas en arrière », dans une période où l'affaiblissement de la conjoncture internationale commence à se faire sentir dans une Allemagne dont l'activité avait été dopée par l'explosion de la demande intérieure.

Pas d'augmentation de la TVA

Le gouvernement n'a pas retenu la proposition d'augmenter la TVA de un ou deux points. Le fait qu'une partie des recettes provenant de la TVA va directement aux Länder n'a pas été étranger à cette décision. Ceux-ci sont en effet réticents lorsqu'il s'agit de contribuer au budget fédéral... Cette mesure reste cependant « en réserve », car elle peut être justifiée par l'harmonisation des taux à l'échelle européenne dans le cadre du marché unique.

Pour que le gouvernement du chancelier Kohl se sorte sans trop de dommages de la situation économique dans laquelle l'ont entraîné les promesses électorales imprudemment formulées en décembre, il faudrait que les ressources fiscales supplémentaires contribuent à une amélioration sensible de la situation économique de l'ex-RDA, et ne provoquent pas une vague de revendications salariales à l'Ouest. Deux inconnues qui vont peser lourd dans les prochains mois.

LUC ROSENZWEIG

Selon un rapport de l'OCDE

La Bulgarie, la Roumanie et l'URSS vont rencontrer de graves difficultés financières

Dans son rapport sur les tendances des marchés des capitaux, publié mercredi 27 février, l'OCDE lance une mise en garde contre les risques de déstabilisation financière d'une partie de l'ancienne Europe socialiste. « Les banques internationales et les marchés des capitaux sont éventuellement prêts à accorder certains financements à la Tchétchénie et à la Hongrie, mais ailleurs il n'y a pratiquement pas d'intérêt pour des prêts souverains », estime le rapport. Les créanciers officiels devront en conséquence supporter une large partie du fardeau financier de cette région. La Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie devraient réussir à boucler leurs comptes grâce au soutien inter-

national. En revanche, la Roumanie, la Bulgarie et l'URSS pourraient rencontrer de graves difficultés cette année.

L'OCDE estime que la dette brute des cinq pays d'Europe de l'Est et de l'URSS s'élevait à 142,5 milliards de dollars l'an dernier (712,5 milliards de francs), contre 133,6 milliards en 1989. La dette brute de l'Union soviétique a diminué de 54 milliards de dollars à 52 milliards; cette tendance s'explique par la forte chute des avoirs déposés dans les banques étrangères qui se trouvent aujourd'hui, souligne l'OCDE, « bien en deçà des niveaux minimaux acceptables ».

Avec une croissance du PIB de 3,9 %

La reprise de l'économie mexicaine s'est confirmée en 1990

L'économie mexicaine a montré en 1990 des signes de reprise, avec une croissance du PIB (produit intérieur brut) de 3,9 % et un déficit public représentant moins de 0,5 % du PIB, selon des chiffres provisoires de l'Institut national de géographie et de statistiques (INEGI) publiés le 26 février par la presse locale.

Le ministre de la planification, M. Ernesto Zedillo, a indiqué que la croissance de 3,9 % du PIB était la plus forte depuis dix ans et que, pour la deuxième année consécutive, ce taux était supérieur à celui de l'accroissement de la population (environ 2 %). Depuis l'arrivée en décembre 1988 du gouverneur de M. Carlos Salinas, la croissance moyenne annuelle a été de 3,5 %, a-t-il indiqué, précisant que le déficit public de 1990 était le plus bas depuis 25 ans.

M. Zedillo a ajouté que le Mexique possédait d'importantes réserves de changes (12 milliards de dollars, 60 milliards de francs

environ) et un fonds de roulement de 1,8 milliard de dollars (9 milliards de francs) pour faire face aux incertitudes financières générées par la crise du Golfe. L'inflation (qui s'est élevée à 30 % en 1990) a atteint 2,5 % en janvier dernier, inférieure de moitié à celle de janvier 1990.

■ SINECMA et Aérospatiale : trois syndicats appellent à un arrêt de travail — FO, la CGC et la CFTC organisent deux heures d'arrêt de travail à l'Aérospatiale et à la SNECMA, le 5 mars, pour protester contre le non-respect des accords salariaux de 1990. Selon ces trois syndicats, la lettre de M. Rocard adressée aux ministres de tutelle des deux sociétés limite l'augmentation à 2,5 %, alors que tous les accords signés dans la métallurgie évoluent entre 3,3 % et 3,8 %. Ils exigent donc « le maintien du pouvoir d'achat pour 1990 avant toute négociation pour 1991 ».

Bonn veut donner un coup de frein à l'union économique et monétaire

Comme contribution aux travaux de la commission intergouvernementale chargée de préparer l'union économique et monétaire, le gouvernement allemand a rendu publics mardi 26 février des propositions qui s'éloignent sensiblement du chemin tracé par le rapport Delors. Elles prévoient en particulier un report de la mise en place du système européen de banques centrales à l'aube de la troisième étape au lieu du 1^{er} janvier 1994.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les Allemands éprouvent comme un malin plaisir à brouiller les cartes quant à leurs intentions à propos de la mise en œuvre du programme d'union économique et monétaire (UEM). Fidèle à cette tradition, M. Horst Köhler, le représentant personnel de leur ministre des finances, a remis mardi 26 février à ses collègues de la conférence intergouvernementale chargée de rédiger le traité sur l'UEM des propositions d'amendements qui, sans constituer une réelle surprise, ne s'écartent pas moins de l'esprit du rapport du comité Delors ainsi que de la plateforme approuvée par onze chefs d'Etat et de gouvernement, dont M. Helmut Kohl, lors du conseil européen de Rome. Seule M^{me} Margaret Thatcher, alors premier ministre, avait refusé d'avaliser le projet.

Cette « contribution » allemande qui est rendue publique quelques jours après que la chancellerie fédérale eut démenti une information

faisant état d'un accord secret passé entre Bonn et Londres pour retarder la perspective d'une monnaie unique et d'une banque centrale commune risque d'alimenter le soupçon quant à la netteté de l'engagement des autorités allemandes à l'égard d'un projet qui se trouve aujourd'hui au centre de la construction européenne. Le document tourne apparemment autour de trois idées. Il ne peut pas y avoir d'abandon de souveraineté et, donc, de transfert de compétences au profit d'institutions communes au cours de la deuxième étape de l'UEM, dont il a été entendu que, sauf accident majeur, elle débiterait le 1^{er} janvier 1994. Selon le rapport Delors, dont s'inspire très étroitement le scénario approuvé par les onze à Rome, la deuxième étape devrait être utilisée pour mettre en place et faire fonctionner progressivement les institutions de l'UEM, à savoir le système européen de banques centrales (SEBC) avec, en son cœur, la Banque centrale européenne.

La difficile troisième étape

A ce stade de la deuxième étape, les Allemands sembleraient préférer s'en tenir à la création d'un conseil de gouverneurs, sorte de niveau intermédiaire entre le dispositif actuel de simple coordination entre les banques centrales et le futur système européen de banque centrale qui, dans cette hypothèse, ne verrait le jour qu'à l'aube de la troisième étape. Le passage à la troisième étape, celle de la monnaie unique, dont il est acquis qu'il sera décidé à l'unanimité des Douze (ou bien des onze si le Royaume-Uni ne rejoint pas en cours de route l'entreprise), devrait être subordonné à une profonde convergence des politiques et performances économiques des

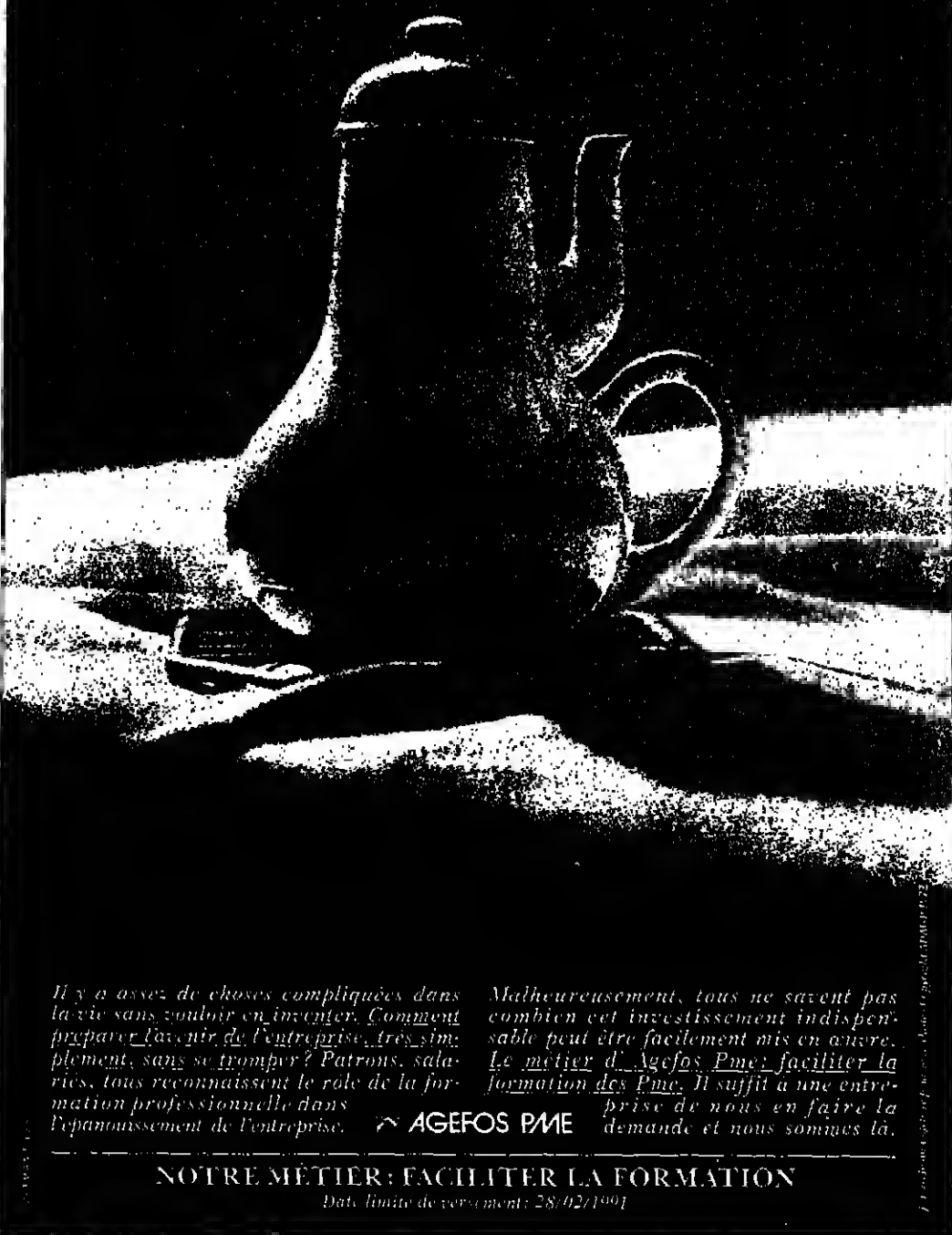
Etats membres. Une convergence, insiste apparemment le texte allemand, qui serait supposée toucher l'ensemble des paramètres de la politique économique et, notamment, les taux d'intérêt. Les autorités de Bonn n'excluent pas que des délais de transition puissent être accordés à ceux des pays de la CEE qui ne pourront pas, au moment où se posera le problème du passage à la troisième étape, prétendre à une telle convergence.

Les experts bruxellois observent que les Allemands ou bien enfoncent une porte ouverte, ou bien, par cette insistance, veulent dire qu'ils ne croient guère réaliste de franchir ce passage difficile à la troisième étape, à onze ou à douze, dans des délais raisonnables. Plutôt que l'expression d'une tentative pour torpiller la troisième étape et par là même le programme d'UEM, — hypothèse dont on disait qu'elle ne déplairait guère à M. Theo Waigel, le ministre des finances — les spécialistes de la Commission européenne y voient un nouvel encouragement à la mise en place d'une union monétaire à deux vitesses.

A plusieurs reprises, M. Karl-Otto Pöhl, le président de la Bundesbank, a expliqué que, dans son esprit, l'union monétaire devrait, pour commencer, être limitée aux cinq ou six pays de la CEE bénéficiant de performances comparables : la RFA, les trois pays du Benelux, la France et, éventuellement, le Danemark ou l'Italie. Le document allemand comporte un passage concernant l'écu. L'idée, sans doute compatible avec le projet de M. John Major, premier ministre britannique, serait de renforcer le rôle de cette monnaie commune et, pour ce faire, d'adopter des dispositions aboutissant à ce que l'écu ne puisse être dévalué.

PHILIPPE LEMAITRE

La vie de l'entreprise, c'est comme la vie de tous les jours, elle gagne beaucoup à être simplifiée.



Il n'y a pas de choses compliquées dans la vie sans qu'on en invente. Comment préparer l'avenir de l'entreprise, très simplement, sans se tromper ? Patrons, salariés, tous reconnaissent le rôle de la formation professionnelle dans le développement de l'entreprise.

Malheureusement, tous ne savent pas combien cet investissement indispensable peut être facilement mis en œuvre. Le métier d'AGEFOS PME facilite la formation des PME. Il suffit à une entreprise professionnelle de nous en faire la demande et nous sommes là.

NOTRE MÉTIER : FACILITER LA FORMATION
Date limite de versement : 28/02/1991

ÉCONOMIE

Les conséquences de la guerre du Golfe

Un entretien avec le cheikh Salem Al Sabah

Suite de la première page

Il faudra dresser un état des lieux avant de commencer la reconstruction elle-même. Il faudra faire l'inventaire des dégâts des sept mois écoulés. Nous devons établir un plan d'ensemble. Il faudra commencer par les infrastructures. Quelque temps après la libération, des commissions seront créées pour définir les projets essentiels.

À propos du traitement de faveur, je crois personnellement qu'il faut l'accorder aux pays qui ont réellement participé à la libération du Koweït. Je suis, par ailleurs, favorable à la mise en concurrence des meilleurs projets au meilleur prix.

N'y a-t-il pas contradiction entre traitement de faveur et concurrence ?

Il y a dix ou quinze pays qui participent vraiment à la libération. Qu'ils se fassent concurrence entre eux et qu'ils déposent leurs offres.

Seules seront reçues les offres émanant de membres de la coalition ?

Pas nécessairement. Mais celles-ci seront accueillies plus favorablement par leurs partenaires koweïtiens. Il ne faut pas oublier que nous avons une économie privée, dont les agents doivent également pouvoir faire leurs offres.

Les États-Unis se tailleront-ils la part du lion ?

Ce n'est pas sûr. Cela dépend du type de projet. Les contrats attribués aux Britanniques représentent par exemple, à ma connaissance, 22 % du total de la phase d'urgence de reconstruction. La majorité de ces contrats est allée jusqu'ici aux Américains. Mais il y a aussi les Norvégiens, les Suédois, les Français, les Italiens, les Suisses.

Comment allez-vous financer ces projets ? Quand les exportations pétrolières reprendront-elles ?

Il est très difficile de répondre à cette question lorsqu'on sait que près de 650 puits de pétrole sont en feu. Nous ne savons pas combien de temps il faudra pour les éteindre et remettre en route l'exploitation. Je ne pense pas que la production reprendra avant neuf mois.

À combien évaluez-vous le coût de la reconstruction ?

Il est impossible d'être précis. C'est peut-être 10, peut-être 100 milliards de dollars.

Plus près de 100 que de 10 ?

Peut-être pas. Ce sera peut-être plus proche de 10 milliards de dollars. Cela dépend de ce que l'on prend en compte. Si l'on inclut les pertes du secteur privé, ce qui a été pillé, on peut atteindre 500 milliards. Mais si l'on parle seulement de

reconstruction des infrastructures principales, c'est nettement moins. Il s'agit d'un processus continu, sur de nombreuses années. Nous ne sommes pas obligés de tout reconstruire tout de suite. C'est d'ailleurs impossible.

Le gouvernement en a-t-il fait savoir qu'il exigerait des réparations des guerres de l'Irak. Qui en fixera le montant ?

Une commission a été créée il y a deux semaines, qui est chargée de recevoir les demandes d'indemnisation des particuliers et des entreprises. Cette commission traitera avec les Irakiens.

L'Irak est-il en mesure de payer ?

L'Irak est un pays riche, très riche. Nous ne demandons pas une réparation immédiate, mais échelonnée dans le temps. Ce pourrait être sous forme de pétrole. Ils peuvent produire facilement 2,5 millions de barils par jour. Ils ont toutes sortes de ressources naturelles. Ils peuvent s'acquitter de leur dette avec leurs produits agricoles. Les discussions sur la forme que prendront les réparations auront lieu en temps voulu.

Devrez-vous vendre un certain nombre de vos actifs à l'étranger ?

Nous sommes opposés à la liquidation de nos avoirs à l'étranger. Nous pouvons faire face à nos obligations, jusqu'à présent, sans avoir à céder nos actifs. Nous avons construit ce type de réserves depuis longtemps et avec beaucoup d'efforts. Même si l'on tient compte des sommes nécessaires à la reconstruction et du manque à gagner dû à la perte des revenus pétroliers, peut-être y a-t-il moyen de trouver une formule de financement excluant toute vente d'actifs. Nous pouvons, par exemple, emprunter directement sur le marché international ou auprès de certaines institutions financières.

Changer la structure de la population

Allez-vous vendre votre participation dans British Petroleum ?

Pourquoi ? Il y a deux ans, nous voulions l'accroître. C'est un excellent investissement. Pourquoi le perdre ? C'est un placement fondamental pour nous.

Allez-vous réduire la proportion de travailleurs étrangers dans votre pays ?

Propos recueillis par DOMINIQUE OHOMBRES et MARC ROCHE

Selon le PDG d'Indosuez

Les Koweïtiens réserveront un bon accueil aux entreprises françaises

Les entreprises françaises auront leur part dans la reconstruction du Koweït. Pour peu qu'elles se donnent la peine de venir la chercher. Tel est le message énoncé haut et clair par le cheikh Saad Al Abdallah, prince héritier et premier ministre du Koweït, à M. Antoine Jeancourt Galignani, PDG de la banque Indosuez, lors d'une rencontre qui a eu lieu à la fin de la semaine dernière en Arabie saoudite. Selon M. Jeancourt Galignani, le Koweït est déterminé à faire profiter tous les pays de la coalition militaire de la manne des grands contrats.

D'ores et déjà, les Koweïtiens ont signé trois types d'accords. Le premier l'a été avec le génie de l'armée américaine pour la sécurité et le déminage des principaux lieux de Koweït-Ville. Apparemment, la famille royale du Koweït pense que les Irakiens ont laissé des surprises explosives aux légitimes propriétaires du pays. Le second contrat concerne les travaux de déblaiement, de démolition et de remise en état sommaire des lieux civils endommagés par la guerre. Nombre de ces contrats pourraient aller aux entreprises de bâtiment et de travaux publics d'Arabie saoudite.

Enfin, un troisième contrat-cadre a été signé avec Bechtel Corp. (le Monde du 27 février) pour la remise sur pied de l'industrie pétrolière. Cet accord, très critiqué dans les milieux d'affaires britanniques notamment, n'empêcherait pas, selon M. Jeancourt Galignani, des entreprises françaises de décrocher des accords de sous-traitance.

La remise en état du Koweït passe aussi par la réfection des routes, des immeubles, et surtout la remise sur pied d'une armée solide. Dans tous ces domaines, peu d'accords auraient déjà été signés. Quant au financement, les inconnues sont nombreuses. Selon M. Jeancourt Galignani, les Koweïtiens n'entendent pas brader leur patrimoine, ce que nous confirmerait le gouverneur de la Banque centrale du Koweït. Les avoirs globaux du Koweït (entre 80 et 100 milliards de dollars) engendrent des revenus mobilisables mais représentent aussi une trop grande méfiance de la part des grands établissements de crédit.

YVES MAMOU

La crise du transport aérien

Air Inter met en place un plan de 280 millions de francs d'économies

Frappée comme les autres transporteurs aériens par la raréfaction des passagers (-18,6 %) due à la guerre du Golfe et confrontée à des pertes d'exploitation de 160 millions de francs, la direction d'Air Inter a mis au point un plan de rigueur, publié le 26 février à l'occasion d'une réunion du comité central d'entreprise.

Pour économiser un total de 280 millions, la direction a décidé de reporter certains investissements, bormis les achats d'avion (90 millions d'économies), et de réduire

certaines frais de fonctionnement (40 millions). Le plan comporte un volet social qui prévoit l'arrêt de l'embauche, la suppression des contrats à durée déterminée et des contrats d'interimaires, l'incitation à la prise de congé avec ou sans solde. Les grilles d'horaires et les règles d'utilisation des équipages seront revues. Les salaires sont gelés (le Monde du 26 février). L'impact financier de ce volet social est évalué à 150 millions de francs.

SOCIAL

Au conseil des ministres

Le gouvernement améliore l'indemnisation du chômage partiel

Au conseil des ministres, le 27 février, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a présenté une communication portant sur les mesures arrêtées par le gouvernement pour améliorer l'indemnisation du chômage partiel, dans la logique des positions envisagées le 13 février, lors du comité interministériel (le Monde du 13 février).

Versée par l'Etat à l'entreprise, l'indemnité spécifique passe de 10,32 francs par heure chômée à 12,82 francs. Elle pourrait être portée à 3 ou 4 francs si les partenaires sociaux décidaient d'une intervention financière équivalente de l'UNEDIC. Une réunion aura lieu sur ce sujet la semaine prochaine. En tout état de cause, le contingent annuel des heures indemnisables est relevé de 100 heures pour 1991 et est désormais fixé à 600 heures par personne, dans le cas général, et à 700 heures dans les industries du textile et de l'habillement. Les délais de traitement, par les directions départementales du travail, seront accourcis (deux semaines maximum) et 50 % des sommes demandées pour les deux premiers mois seront débloquées immédiatement.

Afin de permettre aux entreprises d'utiliser cette période de moindre activité pour accroître la formation de leurs salariés, des mesures financières exceptionnelles sont prévues dans le cadre de conventions avec le FNE (Fonds national de l'emploi). Si l'entreprise anticipe un projet déjà inscrit dans son plan annuel, l'Etat prendra en charge, en 1991, 50 % des rémunérations des personnels pendant la durée du stage. Si l'entreprise conçoit un programme particulier, s'ajoutant au plan annuel, l'Etat s'engage, en outre, à supporter 70 % des coûts de fonctionnement de la formation. Au total, 35 000 salariés pourraient bénéficier de ces dispositions.

L'ensemble de ce programme est applicable à partir du 1^{er} mars et représente, pour l'Etat, une dépense supplémentaire de 300 millions de francs. Il vise à aider les entreprises à passer un cap difficile, dû à une situation économique jugée passagère, et à leur permettre de redémarrer dès que la reprise s'amorcera. Persuadé du caractère conjoncturel de la baisse d'activité, le gouvernement veut en effet inciter à réduire les horaires, plutôt qu'à réduire les effectifs.

Consultés, les partenaires sociaux seraient favorables à cette orientation. Mais ils ne tiennent pas à ce que l'UNEDIC, l'organisme paritaire de l'assurance chômage, soit impliqué dans la gestion du chômage partiel, qui lui coûterait 72 millions de francs sur la base de 4 millions d'heures indemnisées, si la proposition de M. Soisson est retenue. Dans un communiqué, publié le 26 février, le CNPF a fait savoir que « tout effort fait au nom de la solidarité nationale ne pourrait se contenter que pour un montant et une durée limités ».

A. L.

Le nouveau comité d'entreprise de Renault reflétera la baisse des effectifs ouvriers

La direction du groupe Renault a présenté, lundi 25 février, un projet de composition du nouveau comité central (CCE), qui prend en compte la diminution, ces dernières années, du collège ouvrier. Selon cette mouture, onze des vingt et un sièges de titulaires reviendraient aux représentants ouvriers (au lieu de quatorze dans le précédent CCE), huit au collège des employés, techniciens et agents de maîtrise (au lieu de six) et deux aux ingénieurs et cadres (au lieu d'un).

Les quatre organisations syndicales (CFDT, FO, CFE-CGC et CFTC) qui viennent de former « une entente majoritaire » pour prendre la direction du CCE à la CGT ont accueilli favorablement cette proposition, mais attendent de prendre connaissance du texte officiel de la direction avant de se prononcer.

(Publicité)

CONSEIL DE PARIS

MODIFICATION DU CHAMP D'APPLICATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAINE ET INSTAURATION DU SURSIS À STATUER

Par délibération du 21 janvier 1991, le Conseil de Paris a apporté un certain nombre de modifications au champ d'application du droit de préemption urbain renforcé dont bénéficie la Ville de Paris, conformément aux dispositions de l'article L. 211-4 du code de l'urbanisme.

Seront désormais soumis au droit de préemption urbain renforcé les aliénations et cessions intervenant dans les secteurs suivants :

- I. - Secteur « Pajol-Chapelle » (18^e), comprenant les immeubles :**
- 10-12, square de la Chapelle et 1-3, rue Pajol ;
 - 3 bis, rue Pajol ;
 - 5-7, rue Pajol ;
 - 9, rue Pajol ;
 - 11, rue Pajol ;
 - 13-15, rue Pajol ;
 - 17, rue Pajol ;
 - 10-10 bis, rue Marx-Dormoy (partie) ;
 - 16, rue Marx-Dormoy.
- II. - Secteur « Impasse Dupuy » (18^e), comprenant les immeubles :**
- 72 bis, rue Philippe-de-Girard, 31, rue Pajol et 4, impasse Dupuy ;
 - 74, rue Philippe-de-Girard et 2, impasse Dupuy ;
 - 76, rue Philippe-de-Girard et 1, impasse Dupuy ;
 - 78, rue Philippe-de-Girard ;
 - 80, rue Philippe-de-Girard ;
 - 33, rue Pajol ;
 - 35, rue Pajol ;
 - 37, rue Pajol et 8, impasse Dupuy ;
 - 39, rue Pajol ;
 - 3, impasse Dupuy ;
 - 5, impasse Dupuy ;
 - 7, impasse Dupuy ;
 - 9, impasse Dupuy ;
 - 11, impasse Dupuy ;
 - 6, impasse Dupuy, et le sol de l'impasse Dupuy.

En outre, les projets ayant motivé l'instauration du droit de préemption urbain renforcé ayant été pris en considération, en exécution des articles L. 111-8 et L. 111-10 du code de l'urbanisme, il pourra être sursis à statuer sur toute demande d'autorisation d'effectuer des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation des opérations éditoriales dans les secteurs concernés.

La Belgique aidera financièrement la Grande-Bretagne et la France

BRUXELLES
de notre correspondant

Au cours d'un débat sur les ajustements budgétaires de l'année en cours, mardi 26 février, le ministre du budget, M. Hugo Schiller, répondait à une question d'un député, à l'indiqué que la Belgique verserait 1 milliard de francs belges (environ 170 millions de francs) à la Grande-Bretagne et à la France, à titre de contribution du royaume à leur effort de guerre dans le Golfe. La ventilation de cette somme n'a pas encore été décidée, et, de source française, on indique n'avoir reçu aucune notification officielle à ce jour.

Au début du mois, Bruxelles avait envisagé de répondre favorablement à des demandes

britanniques, et excessivement françaises, d'obus et de bombes (le Monde du 14 février). Il s'agissait de listes établies par les ministères de la défense, les Français n'ayant fait, au demeurant, que répondre à une suggestion venue de Bruxelles pour établir un inventaire de leurs besoins. En raison de l'opposition d'une partie des formations politiques qui soutiennent la coalition gouvernementale, notamment les socialistes flamands, ce projet de livraisons militaires, qui - dans des proportions toutes relatives - auraient relancé l'industrie d'armement en Belgique, selon les courants pacifistes, a finalement été abandonné et remplacé par cette promesse de contribution financière.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

CE MOIS-CI DANS

CHALLENGES

LE PLUS EUROPÉEN DES MAGAZINES DE L'ENTREPRISE

MALAISE EN ALLEMAGNE
ENQUÊTE, REPORTAGE, RÉFLEXIONSLES GAZ ALLEMANDS
COTÉS EN BOURSE

Alors que l'Allemagne souveraine ne maîtrise pas encore sa puissance, le trafic de ses entreprises avec l'Irak, sa véritable situation économique et ses intentions européennes posent de troublantes questions.

ET AUSSI :

VIVE LE CHOMAGE

L'ampleur du problème est réjouissante : elle permet toutes les audaces. Encore faut-il avoir le courage de la première d'entre d'elles : dire la vérité pour ouvrir le débat.

EN VENTE PARTOUT 25 F

هكذا من الأصل

PARIS/ILE-DE-FRANCE

Parkings en sous-sol et monétique

Révolution dans le stationnement à Paris

LA NIENNE, C'EST À L'ARRÊT
QU'ELLE CONSOMME LE PLUS.



directeur de la voirie, qui, quelques semaines avant que s'écoule le séculaire "Veil" s'engageait à une administration d'origine.

En tout cas, le système de collecte des 8 000 bornes de paiement et le tri des millions de pièces qui en sortent ont été complètement réorganisés. Le ramassage de la monnaie se faisait avec une sorte de coffre-fort à roulettes "à l'état" plusieurs par mètres successifs, grâce à un tuyau métallique. Il suffisait de laisser l'appareil s'engorger et débordait pour ramasser le trop-plein. Désormais, la vidange de chaque bornedateur se fera avec une caissette unique, modérée et dépotée de tuyau. Les fonctionnaires, rieurs sur le volet, et échangeant fréquemment de poste, se prendront connaissance de leurs équipes et de leur tournée qu'ils croient instant. Ils seront totalement séparés de leurs collègues chargés du tri.

Un halo de secret

Le centre de tri lui-même ressemble à une caverne d'Ali Baba. Imaginez un bunker de 400 mètres carrés, enfoui à plusieurs mètres sous le pavé parisien, défendu par des doubles portes blindées, des détecteurs de choc, des radars et des caméras vidéo. Vêtu de combinaisons blanches démunies de poches, les employés ne peuvent sortir sans passer devant un détecteur de métal. Dans un crépitemment incessant, des machines trient à grande vitesse des milliers de pièces qui s'entassent dans des sacs transparents. Le centre est le plus important "producteur" de monnaie de France.

Chiffres d'affaires 1990 : 400 millions de francs ! A raison de 3 tonnes par jour, les sacs bourrés de pièces montent par un ascenseur vers la surface où un camion blindé les emporte vers les caves de la Banque de France. Toute l'installation est entourée d'un halo de secret. On ne la visite pas, et Jacques Chirac lui-même n'y est jamais descendu. Elle est pourtant située sous l'une des plus belles places de la capitale, son débouché à l'air libre est dissimulé dans un monument art déco et mille fois photographié.

Mais elle fait déjà figure de curiosité historique. En fait, l'augmentation du nombre des bornes dateurs (ils vont passer de 8 000 à 11 000 dans les trois ans) et la hausse des tarifs vont gonfler les cascades de monnaie. Les problèmes de manipulation et de transport sont de plus en plus difficiles. Aussi le tri sera-t-il automatisé à l'avenir. La Ville de Paris non seulement paie une cotisation record à l'AIMF (calculée sur la richesse et la population de chaque ville) : 204 600 francs cette année, près du double de Montréal, neuf fois plus que Bordeaux, onze fois plus que Lille et cinquante-six fois plus que Conakry, Niamey ou Sfax. Mais, en plus, pour faire démarrer la fondation de coopération créée en juillet dernier par l'AIMF, la capitale française a mis quatre millions de francs de sa poche.

Comme la région Ile-de-France a versé elle-même deux millions de

Un plan de coopération informatique

La capitale au secours des villes africaines

La Ville de Paris se veut la championne de l'aide aux villes des pays du Sud. Président de l'AIMF (Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones) qui organisait récemment un colloque à Lomé, M. Jacques Chirac l'a dit et répété : la coopération entre les villes riches des pays industrialisés et les villes pauvres des pays du Sud, singulièrement d'Afrique, est « plus que jamais indispensable ». Et, comme il met un point d'honneur à montrer qu'à ses yeux la coopération n'est pas qu'un thème de discours, le maire de Paris a versé quatre millions de francs au Fonds de coopération créé l'an dernier et qui pourra commencer à doter trente-sept villes du Sud d'équipement municipal informatique.

LOMÉ

de notre envoyé spécial

«Consolider les ponts qui existent déjà, même s'ils sont insuffisants» entre les villes du Nord et les villes du Sud que rapproche la même langue française mais que sépare un inégal développement : M. Jacques Chirac a confirmé la vocation de l'AIMF, en ouvrant dans la capitale togolaise le colloque consacré à la commune et au citoyen. D'autant que l'urbanisation ayant gagné le continent africain, la population des villes y croît désormais deux fois plus vite que la population totale au, en l'an 2000, plus de la moitié des habitants vivront dans des métropoles, contre 5 % en 1950. Dans la même temps, l'endettement de ces pays s'accroît. Ils reversent plus à leurs créanciers du Nord qu'ils n'en reçoivent.

M. Chirac a donc de nouveau mis en garde les puissances industrialisées contre un abandon de l'Afrique au profit des pays sinistrés de l'Est. Pourquoi, a-t-il demandé, ne réussit-on pas à mettre sur pied, à l'adresse des pays africains, un système comparable à celui que l'on a instauré — et très vite — pour l'Est, avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ? Et a-t-il approuvé l'idée d'une «sorte de plan Marshall» pour le Proche-Orient, qui devra voir le jour après le conflit du Golfe, il déplore qu'une action d'une telle envergure n'ait pas encore été prise pour l'Afrique le soutien des pays industrialisés.

Les dents des rongeurs...

Avocat de la cause africaine, le maire de Paris, qui laboure avec constance le terrain (1), joint la geste à la parole. La Ville de Paris non seulement paie une cotisation record à l'AIMF (calculée sur la richesse et la population de chaque ville) : 204 600 francs cette année, près du double de Montréal, neuf fois plus que Bordeaux, onze fois plus que Lille et cinquante-six fois plus que Conakry, Niamey ou Sfax. Mais, en plus, pour faire démarrer la fondation de coopération créée en juillet dernier par l'AIMF, la capitale française a mis quatre millions de francs de sa poche.

Comme la région Ile-de-France a versé elle-même deux millions de

francs et la ville de Bordeaux un demi-million, ce fonds va pouvoir lancer un plan de coopération informatique. Les villes du Sud souffrent d'une gestion des données précieuse et artisanale. Les documents d'état civil, par exemple, se désagrégent en quelques années quand ils ne finissent pas sous les dents des rongeurs... Du matériel et des logiciels francophones seront fournis et le personnel formé, grâce en particulier à l'Agence de coopération culturelle et technique.

L'Est français a, lui aussi, mis du sien dans cette affaire. En débattant cinq millions de francs, le ministre de la coopération, M. Jacques Pélissier, a mérité «la gratitude» du président de l'AIMF. La participation au colloque d'un chargé de mission au ministère de la coopération, M. Jacques Simonnet, qui a souligné l'esprit de partenariat nécessaire aujourd'hui aux actions de coopération, et reconnu «le rôle fondamental de l'AIMF», celle de M. Jean-François Pélissier, chef de cabinet de M. Alain Decaux, ministre de la francophonie, ont ainsi déplacé quelques peu l'image politique de l'association, dominée par le président du RPR. Evolution que l'adhésion de la ville de Marseille, acquise à la veille du colloque et décidée par M. Robert Vigouroux, ne fait que confirmer, même si Lille et Liège, dont les municipalités sont toutes deux socialistes, sont depuis longtemps membres de l'association.

Pourt-être les temps présents, assombrés par la guerre du Golfe, ne sont-ils pas étrangers à cette évolution. Le conflit du Proche-Orient, dont M. Chirac a affirmé qu'il devrait conduire demain au contrôle des exportations d'armements (le Monde du 15 février), ajoute encore à l'urgence du dialogue Nord-Sud. Le maire de Tunis, les députés de Robert et de Casablanca, présents à Lomé, n'ont pas manqué d'occasions pour entretenir leurs interlocuteurs de la guerre, et, surtout, de la politique arabe de la France qu'ils n'arrivent visiblement pas à comprendre et qu'ils jugent en proie à l'ambiguïté.

CHARLES VIAL

(1) M. Chirac s'était fait accompagner à Lomé par M. Jacques Foccart qui fut, aux côtés du général de Gaulle, pendant plus de dix années, les années 60, celles de l'association des pays d'Afrique noire à l'indépendance — secrétaire général à la présidence de la République chargé des affaires africaines et malgaches.

Des journées d'études pour mieux circuler

Toutes n'en meurent pas, mais toutes sont atteintes : métropoles, capitales, villes grandes ou moyennes, partout, la circulation automobile est de plus en plus difficile. Le nombre des véhicules augmente tandis que les sites urbains restent mal adaptés à cette augmentation du trafic. Si la constat fait l'unanimité, ce n'est pas le cas des remèdes : voies souterraines, partage de la voirie entre véhicules particuliers et collectifs, ou développement prioritaire (exclusif) des transports en commun. L'Ecole nationale des ponts et chaussées tentera de faire le point sur ces solutions et d'examiner leur efficacité au cours de deux journées d'études, les mardi 19 et mercredi 20 mars prochains.

Ces journées d'étude qui s'adressent aux élus, aménageurs, chefs d'entreprise, responsables de services techniques ou de bureaux d'études publics ou privés, auront lieu à Paris. Tous renseignements en téléphoner à l'Ecole nationale des ponts et chaussées. Renseignements : (1) 42-60-34-13, postes 1300 et 1302.

Leçon comprise

Puisque les autos n'ont plus leur place sur le pavé, on va les enterrer. Obligation de créer des garages sous chaque nouvel immeuble, sauvetage des derniers garages commerciaux, multiplication des parkings publics souterrains, la ville espère ajouter en dix ans 150 000 places aux 440 000 qui existeraient actuellement. Cela implique pour les capitaux privés 30 milliards de francs d'investissement. Ainsi guérira-t-on peut-être la maladie du stationnement illégitime (100 000 véhicules par jour) qui étouffe la capitale.

Par rapport au laissez-faire habituel, cet ensemble volontariste et cohérent représente une petite révolution. Elle se fera sous l'œil vigilant de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France. Ses magistrats, qui sont chargés de surveiller les comptes passés et les budgets futurs des communes, ont épluché la gestion parisienne des parkings publics souterrains et du stationnement payant de surface. Les 26 pages d'observations critiques qu'ils ont adressées à Jacques

Chirac n'ont pas été rendues publiques et l'opposition elle-même, qui en a reçu copie, n'a pas bronché. Elles peuvent se résumer en un mot : laxisme. Pour économiser de coûteux investissements, la Ville a fait les yeux doux aux promoteurs de parkings souterrains, dont, estime la chambre, les bénéfices sont confortables mais les redevances trop modestes. Quant à la collecte de l'argent des parkemètres, assuré par un service municipal, elle a été si mal organisée et si peu surveillée que les employés ont pu s'en mettre plein les poches. Plusieurs millions de francs entre 1986 et 1988. Bref, les intérêts des automobilistes parisiens ont été mal défendus et il conviendrait d'y mettre bon ordre.

A l'Hôtel de Ville, on a, si on apprécie, du moins compris la leçon. Pour les parkings souterrains, dont le nombre devrait tripler dans les dix ans (de 76 à 210), les concessions seront étudiées de plus près, les redevances (actuellement 2 à 3 % du chiffre d'affaires) majorées et surtout rendues progressives comme l'impose. Quant aux ouvrages, ils sont désormais recouverts de 2 mètres de terre pour recevoir des arbres de haute fige et soigneusement insérés dans le tissu urbain. «Il faut que chacun y trouve son compte, dit-on à la direction de la voirie, les automobilistes, les habitants du quartier, les promoteurs et la Ville. C'est possible».

Dans le secteur des parkemètres, on a fait le ménage. Vingt-sept des trente-neuf employés du service ont été suspendus, mis à la retraite ou révoqués. Mais, curieusement, les informations concernant leur sort judiciaire sont contradictoires. Officiellement, on affirme que les coupables ont été condamnés, alors que l'Instruction s'achève et ce moment et que la date du procès n'est même pas fixée. La Ville, qui est locataire d'évaluer son préjudice (entre 4 et 10 millions de francs) sera partie civile. Les cadres qui avaient mal surveillé leurs hommes sont partis pour la plupart, notamment le

Campagne en faveur de l'environnement

Les enfants de Charenton font l'affiche

C'est sans doute une «première» en France : à Charenton (Val-de-Marne), des enfants sont les auteurs d'une campagne municipale d'affichage en faveur de l'environnement. Elle est le prolongement d'une opération pédagogique et divertissante intitulée «Moi j'aime ma ville et je la respecte», lancée au cours du troisième trimestre de l'année scolaire 1989-1990, auprès des cinq cents élèves des treize classes de CM1 et de CM2 de la ville par la municipalité et l'Union des services publics (USP), prestataire de la ville pour le nettoyage.

Son départ a été donné par la projection d'un film vidéo de quatorze minutes, traitée avec humour, d'un petit garçon qui, au cours de sa lutte contre les «salopistes», prend conscience des nécessités quotidiennes de la propreté (1).

Les enfants, après avoir commenté le film, ont été invités à proposer des idées et des actions originales. Chaque classe a élaboré et retenu un slogan et chaque élève

devait l'illustrer par un dessin. Un jury, où siégeait, notamment, Haroun Tazieff, école de la première heure et ancien secrétaire d'Etat aux risques majeurs, était appelé à se prononcer sur les meilleures réalisations de chaque classe. «Le monde n'est pas une poubelle», «A votre avis, l'homme est-il plus bête que le chien ?» et «Crois-tu ou trottis-tu ?» : chacune des trois classes illustrant ces légendes fait ou fera l'objet d'affiches, la ville se contentant d'y ajouter son logo.

En confiant sa campagne de propreté aux enfants, la municipalité de Charenton vise à l'efficacité maximale. Elle en fait des citoyens responsables et actifs avec, aussi, le secret espoir que leur exemple inspirera les adultes.

FRANCIS GOUGE

(1) Ce film a reçu le Prix de l'information des administrés au Festival de Biarritz, en juin 1990, dans la catégorie «collectivités locales».

Energies nouvelles et HLM

Retour au solaire à Issy-les-Moulineaux

L'énergie solaire à usage domestique prend un nouveau départ en Ile-de-France. A Issy-les-Moulineaux, deux HLM comptant sur le soleil pour chauffer l'eau.

Créées en 1983, les installations de production d'eau chaude sanitaire par l'énergie solaire dans deux bâtiments d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) fonctionnaient plutôt bien. Et, au bout de deux ans, ce fut la panne. Les trente-deux appartements ont dû s'en remettre au système électrique, qui ne couvrait jusqu'alors que 50 % des besoins.

En 1990, le retour au solaire a été décidé. L'Office public des HLM d'Issy-les-Moulineaux, l'ADERIF (Association pour le développement des énergies nouvelles et renouvelables en Ile-de-France) et l'AFME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie) de l'Ile-de-France ont conjugué leurs efforts pour mener à bien cette réhabilitation. Un investissement de 100 000 francs a permis de relancer les installations sur de nouvelles bases. La technique a été améliorée. Mais l'originalité réside désormais

dans la mise au point d'un système de télécontrôle. L'usage peut, à tout instant, interroger à distance l'installation par l'intermédiaire du Minitel. Grâce à un numéro d'accès direct (46-62-94-29), il a la possibilité de vérifier le fonctionnement, les températures d'eau chaude et d'eau froide et les performances des capteurs solaires. En relation permanente avec ces données, le gestionnaire, de son côté, détecte rapidement l'origine de la moindre panne signalée par une alarme.

Une facture mensuelle permet, par ailleurs, à l'usager d'apprécier le taux de couverture de l'énergie solaire par rapport à l'énergie totale consommée, et d'évaluer les économies réalisées. Sur les trois mois d'été, l'an dernier, la couverture solaire a représenté 57 %. Une meilleure rentabilité doit être atteinte en hiver. Les besoins de chaleur sont alors plus forts et la production, par conséquent, plus efficace, même si la lumière est moins vive. Pour être vraiment intéressante, l'étude de maîtrise des coûts d'énergie devra porter sur une année pleine.

En attendant ces résultats, d'autres projets sont en cours. Ce type de réhabilitation, en effet, est l'exemple

même des opérations que souhaite réaliser et promouvoir le Comité technique pour le développement des énergies nouvelles et renouvelables en Ile-de-France. Car, dans la région, les deux immeubles d'Issy-les-Moulineaux ne sont pas des phénomènes exceptionnels. De nombreux bâtiments sont équipés d'installations solaires. Malheureusement, la plupart d'entre elles ne fonctionnent plus, souvent pour des raisons mineures. Face à ce demi-échec, l'enthousiasme pour l'énergie solaire n'est pas retombé.

Les années 90 relancent le défi, avec le pari de réhabiliter les installations existantes, actuellement hors service, et dont l'intérêt est justifié. Les HLM, les hôpitaux et les piscines (115 établissements au total dans la région Ile-de-France) vont faire l'objet d'une étude au cours de cette année, afin d'envisager une nouvelle mise en service de leurs capteurs solaires et de les équiper du système de télécontrôle TECOSOL, semblable à celui d'Issy-les-Moulineaux.

AGNÈS GIRAUD-PASSOT

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication Bruno Fappert, directeur de la rédaction Jacques Gulu, directeur de la gestion Marcel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction) Thomas Parnaud Philippe Harman Jacques-François Simon

Daniel Verdet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989) Jacques Foccart (1989-1990) André Laurens (1990-1991) André Fontaine (1991-1991)

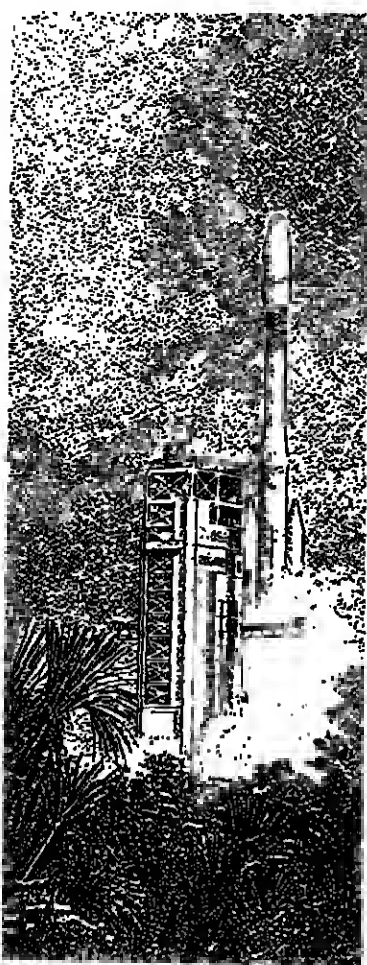
RÉDACTION ET SERVE SOCIAL : 15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-60-25-26 Télécopieur : 40-60-25-29 ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94892 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-60-25-25 Télécopieur : 40-60-30-10



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung
 BERLINGSKE TIDENDE • THE IRISH TIMES
 CORRIERE DELLA SERA • EL PAÍS • De Standaard • THE INDEPENDENT

2 ingénieurs mécaniciens débutants chez Arianespace, première société commerciale de transport spatial.



De formation ENSI, ENSAM, ESTACA ou diplômé(e) d'une université européenne équivalente, option aéronautique-spatial, vous êtes disponible et motivé(e) pour une mission passionnante sur notre site de lancement, en Guyane française.

Vos activités seront axées sur :

- 1) la préparation au lancement
- partie mécanique, hors propulsion de l'ensemble du lanceur pour le premier poste (Réf. M.30.M) ;
- partie mécanique propulsion de l'étage cryogénique pour le second poste (Réf. C.17.M) ;
- 2) la gestion des documents nécessaires à une exécution fiable des opérations ;
- 3) la conception et l'évolution du système de lancement.

Un esprit d'analyse et de méthode et d'excellentes qualités relationnelles et d'adaptation sont indispensables, des connaissances en informatique et anglais nécessaires.

Dans un premier temps rattaché(e) à notre établissement d'Evry durant 12 ou 18 mois, vous effectuerez de fréquentes missions à Kourou, puis y serez affecté(e) pour un détachement de quelques années.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'envoyer votre dossier complet (lettre, CV et prétentions) à ARIANESPACE, Service des relations humaines, bd de l'Europe, BP 177, 91006 Evry Cedex, France.

arianespace

Créé à l'initiative des plus grandes entreprises internationales, LOCSTAR est le 1er groupe européen dédié à la messagerie et à la localisation des véhicules par satellite. Assurer le développement stratégique de l'entreprise et gérer les grands comptes, telle est la mission de la Direction du Développement, pour laquelle nous recherchons des

LOCSTAR

Vehicle location and communication

Chargés de missions

Doué pour le marketing et les négociations commerciales de haut niveau, vous saurez intervenir dans toute l'Europe pour :

- détecter, analyser et proposer des axes de développement stratégique,
- identifier les clients "grands comptes",
- définir leurs besoins,
- construire avec eux les projets spécifiques en vous assurant de leur faisabilité technique et de leur rentabilité,
- conduire les négociations commerciales.

De formation supérieure scientifique ou commerciale, bilingue français-anglais, vous avez impérativement réussi une expérience significative de gestion de grands comptes dans un secteur de pointe.

Le poste est basé à Marseille à partir de fin 1991 et à Evry (91) d'ici là.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation et prétentions) à J.-M. Roy, LOCSTAR, 5-7 rue François-Truffaut, 91042 Evry.

Le Monde

de l'

International

The International Crops Research Institute
 for the Semi-Arid Tropics (ICRISAT)
 has two vacancies in its Sahelian Center, Niger :

**Regional Information Officer
 Research Farm Manager**

THE REGIONAL INFORMATION MANAGER (RIO) is responsible for the library and documentation services at ICRISAT Sahelian Center (ISC). He/she provides support to the ISC management and scientists working in the region as well as liaising with and providing information to the national research programs of West Africa. The RIO is also responsible for the translation and editing of documents into the French language as well as liaising with Information Services in ICRISAT's Headquarters in India.

Essential qualifications: A degree, preferably related to agriculture, librarianship, or information science, and several years experience in scientific writing and translation from English into French. Must be completely bilingual. Desirable qualifications: Experience in computer-based information systems, desk-top publishing, and regional or international organizations.

THE RESEARCH FARM MANAGER is responsible for the day-to-day running of the 500 hectare research farm at ICRISAT Sahelian Center, Sadore. He/she liaises with research scientists in conducting research trials and is responsible for land preparation, rotation, and maintenance of farm records. He/she also serves as secretary of the Land Use and Allocation Committee. Outside duties include advising other ICRISAT locations in West Africa on the running and development of research farms. He/she is also expected to advise and liaise with national programs in the region in matters relating to research farm management.

Essential qualifications: A degree in agriculture or agricultural engineering or equivalent with a minimum of 5 years experience of farm management at senior level, with a good working knowledge of English and French, and fluency in one of the languages. Desirable qualifications: A good knowledge of advanced irrigation systems for off-season crops and drought-resistance screening. Experience in tropical agriculture, farm machinery (both mechanical and animal drawn), crop protection, and training machinery operations.

Both positions are at principal level, and salary and benefits are commensurate with comparable international positions. Staff live in Niamey and work at the research center which is 45 km away at Sadore. Living standards are good and there are schools available in both French and English media. There are direct airline connections to Europe and to other countries in the region.

Send resume, including present salary level and names of three referees, within one month to: Director General, ICRISAT, Patancheru, Andhra Pradesh 502 324, India.

Collège + lycée français de Luxembourg recrutent
PROFESSEURS
 Adressez CV à :
 COLLEGE VALSAR
 4, avenue Joseph-Sart
 L-2615 LUXEMBOURG
 Tél. 19/352/482055 ou 56

INGÉNIEURS-CONSEILS

recherche
CHEF DE PROJET
 pour un important programme d'hydraulique villageoise en Afrique sahélo-saharienne. Expérience 10 ans en développement rural : supervision technique et financière, gestion du personnel, relations avec administrations, formation, URGENT.

Adressez lettre et CV à :
 BURGEAP
 70, r. de la République,
 75019 Paris

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Notre école des hautes études commerciales ouvre une inscription pour un poste à plein temps de

PROFESSEUR D'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Enseignement principal centré sur des thèmes d'intégration européenne (progrès de la zone de monnaie unique, rôle de la loi et des institutions européennes et des États membres).
 Durée de la fonction : 1^{er} septembre 1991.
 Poste à durée déterminée en vertu de la loi sur l'enseignement supérieur.
 Candidature avec références sur les qualités académiques et pédagogiques (délai : 15 mars 1991).
 Demander à adresser le dossier de candidature au prof. O. Blanc, Doyen de l'École des HEC, BP 101, CH-1015 Lausanne. Tél. 19 4121/932 40 33. Souhaitons promouvoir l'école des femmes aux postes universitaires cadres. L'université encourage vivement les femmes qualifiées à postuler.

CREDIT MANAGER pour une société commerciale importante dans le commerce international de pétrole. Le profil de candidat : Bonne maîtrise de l'analyse et de la gestion du marché pétrolier européen. Minimum de 5 ans d'expérience de gestion de comptes clients et d'évaluation de risques, et connaissance d'instruments de garantie. Anglaise courant. Possibilité d'avancement. Rémunération motivante.

Contacter : LOUIS OREYRUS ENERGY CORP. Box 810 Wilson, CT 06097 USA.

EUREXCEL Associés - Groupe EUROSEPT

Société de Conseil en gestion, Organisation et Systèmes d'Information

recherche pour ses activités en Afrique et à Madagascar

Consultants Confirmés

pour renforcer ses équipes dans les secteurs bancaires et industriels.

- 30 ans minimum
- Formation supérieure
- Connaissance du contexte appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (réf. CC) à :
Dominique Vaillant,
 98 route de la Reine
 92513 BOULOGNE Cedex.

La filiale française d'un Groupe important situé dans le Pacifique Sud recrute dans le cadre de son expansion son :

SUPERVISEUR-COMPTABLE
 240 KF + fonction de l'expérience
POUR NOUMEA

- D.E.C.S. avec 3 à 5 ans d'expérience en Cabinet ou dans une holding de même type, à début une GRANDE et RÉELLE expérience dans l'expertise comptable.
- Parfaitement au fait de la fiscalité, il sera chargé de la consolidation des bilans de ses 3 filiales, de l'harmonisation des procédures comptables (aptitudes à établir un cahier des charges).
- La connaissance de la micro ou mini-informatique est impérative.
- Un bon niveau d'anglais serait un plus.
- Possibilités de promotion pour un candidat ouvert et possédant la volonté et le punch qui caractérisent l'équipe en place.
- Nécessité de résidence sur NOUMEA.
- Avantages sociaux.

Si vous vous reconnaissez dans ce challenge, merci d'adresser sous la référence 403/33 une lettre manuscrite + CV + Photo à notre conseil :

Christian BOUET - TEAM Consultants
 17, Allée des Armandiers, 33890 LEOGNAN

Réponses à tous les candidats correspondants au projet
TEAM CONSULTANTS
 LA SYNERGIE DU CONSEIL

هذا من الأصل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 28 février 1991 •

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

REPRODUCTION INTERDITE

PARIS

5^e ARRONDISSEMENT

2 PIÈCES 64 m² 1 ^{er} étage	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 43-31-73-41 Frais de commission	7 078 + 1 073 5 036
--	--	---------------------------

7^e ARRONDISSEMENT

4/5 PIÈCES 134 m² 6 ^e étage	69-71, avenue de Suffren SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	17 800 + 2 217 12 524
--	---	-----------------------------

9^e ARRONDISSEMENT

3/4 PIÈCES 100 m² 4 ^e étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 450 + 1 742 7 438
3 PIÈCES 109 m², 1 ^{er} étage	2, square Trudaine CGI - 40-16-28-71	9 000 + 2 025

11^e ARRONDISSEMENT

STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin	HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA 40-09-40-00	5 500 + 825
2 PCES MEUBLÉES 50 m² sur jardin	HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA 40-21-22-23	8 500 + 1 275

14^e ARRONDISSEMENT

STUDIO 39 m² 1 ^{er} étage	102, avenue du Maine AGIFRANCE - 43-22-23-81 Frais de commission	3 454 + 491 2 828
STUDIO Parking, 36 m² Rez-de-chaussée	199-201, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-15-58	4 050 + 295
2 PIÈCES 48 m² 5 ^e étage	199-201, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-15-58	5 692 + 399

16^e ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES Parking, 90 m² 3 ^e étage	4, rue Féliçien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	12 067 + 1 061 9 450
5 PIÈCES Parking, 132 m², duplex 5 ^e et 6 ^e étage	4, rue Féliçien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	19 553 + 1 593 15 065

17^e ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES Parking, 84 m², 2 ^e ét., balcon	19, rue Saligny LOC INTER - 47-45-16-09	8 757 + 700
4 PIÈCES 2 parkings, 97 m², 2 ^e ét., balcon	19, rue Saligny LOC INTER - 47-45-16-09	10 014 + 850
5 PIÈCES 2 parkings, 123 m² 1 ^{er} ét., balcon	18, rue Saligny LOC INTER - 47-45-16-09	12 528 + 1 100

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

6 PIÈCES duplex 2 parkings, 163 m² 6 ^e et 7 ^e étage 2 terrasses, balcon	19, rue Saligny LOC INTER - 47-45-16-09	19 163 + 1 350
3 PIÈCES 80 m² + 7 m² (chambre de service), rez-de-ch.	8, rue des Dardennes GCI - 40-16-28-71	7 900 + 1 378
4 PIÈCES 141 m² + 7 m² (chambre de service), 3 ^e étage	9, rue des Dardennes GCI - 40-16-28-71	18 000 + 2 359

19^e ARRONDISSEMENT

2 PIÈCES Parking, imm. neuf 58 m², 4 ^e étage	6-8, rue Adolphe-Milla SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	5 361 + 702 3 621
3 PIÈCES Parking, imm. neuf 73 m², 1 ^{er} étage	6-8, rue Adolphe-Milla SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	5 935 + 728 4 223

20^e ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES Parking, 86 m² 1 ^{er} étage	8, rue Tolain AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	5 215 + 840 3 710
---	---	-------------------------

78 - YVELINES

2 PIÈCES 65 m² Rez-de-chaussée	ROCOUENCOURT 13, rue des Etables AGIFRANCE - 47-42-17-81 Frais de commission	3 587 + 1 103 2 835
2 PIÈCES Parking, 62 m² 1 ^{er} étage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42 bis, rue des Ursulines AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	4 785 + 520 3 403
4 PIÈCES Parking, 105 m² 4 ^e étage Balcon	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 750 + 1 405 6 570

91 - ESSONNE

MAISON INDIVIDUELLE 142 m², garage	EVRY 46, rue de la Tour SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	6 739 + 198 5 454
---------------------------------------	---	-------------------------

92 - HAUTS-DE-SEINE

3 PIÈCES Parking, 83 m² 1 ^{er} étage	BOULOGNE 197, rue Gallieni LOC INTER - 47-45-16-09	8 500 + 650
3 PIÈCES Parking, 70 m² 6 ^e étage	BOULOGNE 743, av. du Général-Leclerc SAGGEL - 46-08-96-55 46-08-95-70	4 800 + 750 3 418
3 PIÈCES 72 m² 5 ^e étage	BOULOGNE 57, rue des Peupliers SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 400 + 1 199 7 683
4 PIÈCES 78 m² 1 ^{er} étage	COURBEVOIE 81, galerie des Damiens SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	4 800 + 1 311 3 418

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

2 PIÈCES Parking, 52 m² 1 ^{er} étage	ISSY-LES-MOULINEAUX 15, avenue Jean-Monnet SAGGEL - 46-08-96-55 46-08-95-70 Frais de commission	4 650 + 750 3 309
---	---	-------------------------

3 PIÈCES Parking, 69 m² 5 ^e étage	LEVALLOIS-PERRET 22, rue Camille-Pelléan SOLVEG - 46-07-08-99 Frais de commission	8 082 + 782 4 982
--	--	-------------------------

3 PIÈCES Imm. neuf, 72 m² 3 ^e étage	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-96-55 46-08-95-70 Frais de commission	6 888 + 1 000 4 546
--	---	---------------------------

4/5 PIÈCES 185 m² 2 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 3, rue du Général-Delaune SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	20 350 + 1 493 14 481
--	---	-----------------------------

STUDIO 35 m², 3 ^e étage Poss. parking	NEUILLY-SUR-SEINE 223, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 760 + 500 2 977
--	---	-------------------------

3 PIÈCES 85 m², 3 ^e étage Balcon Poss. parking	NEUILLY-SUR-SEINE 223, avenue Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 820 + 550 5 182
--	--	-------------------------

4 PIÈCES Parking, 87 m², 1 ^{er} étage	PUTEAUX 1, rue Volta AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	6 548 + 730 4 859
---	---	-------------------------

STUDIO 36 m², 3 ^e étage	SAINT-CLOUD 1, rue des Gato-Caps AGIFRANCE - 46-02-39-81 Frais de commission	2 750 + 555 2 348
---------------------------------------	---	-------------------------

STUDIO Parking, 40 m², Entresol	SAINT-CLOUD 1, square Clotilde SAGGEL - 46-08-96-55 46-08-95-70 Frais de commission	3 650 + 280 2 597
------------------------------------	---	-------------------------

94 - VAL-DE-MARNE

3 PIÈCES Parking, 76 m², 1 ^{er} étage	CACHAN 34, avenue Carnot AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	5 345 + 700 3 803
---	---	-------------------------

4 PIÈCES Parking, 86 m², 1 ^{er} étage	CACHAN 13, rue Guichard SAGGEL - 46-08-96-55 46-08-95-70 Frais de commission	5 120 + 800 3 643
---	--	-------------------------

4 PIÈCES Parking, 89 m², 5 ^e étage	SAINT-MAUR 31/33, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09	6 600 + 1 039
--	---	------------------

4 PIÈCES Parking, 90 m², 4 ^e étage	VINCENNES 21-35, rue du Petit-Parc AGF - 48-08-78-48 Frais de commission	8 210 + 910 5 842
--	---	-------------------------

95 - VAL-D'OISE

2 PIÈCES Parking, 50 m² 1 ^{er} étage, balcon	MONTMORENCY 128, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 283 + 1 010 2 634
---	---	---------------------------

Le Monde

CHAQUE MERCREDI

numéro daté jeudi

VOS

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

LES BELLES PROPRIÉTÉS

L'AGENDA IMMOBILIER

L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

Commercialisation SNC PHENIX GESTION

RESIDENCES HOTELIÈRES
HOME PLAZZAsaggel verrière
GROUPE UNIPAGIFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONSCIGIMO
GROUPE GTFSOLVEG
LOCALISATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILITÉS

هذا من الأصل

Détenant 6 % du capital

La Société générale s'est placée en infraction en augmentant sa participation dans TF 1

Ni « modification substantielle », ni changement d'opérateur : a priori, le retrait de M. Robert Maxwell et la reconstitution du capital de TF 1 qui s'est ensuivie, ne constituent qu'une « étape de la vie des affaires », selon l'expression du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, M. Jacques Bouteiller. Une étape à laquelle le CSA, réalisme économique oblige, n'a jamais eu l'intention de s'opposer (le Monde du 23 février).

Les « sages » s'étaient donc seulement assurés auprès des établissements financiers - Crédit lyonnais, Société générale, Worms et Cie, Indosuez - acquiescent des 9,74 % du capital cédés par le magnat britannique qu'ils ne se prélassent pas à une simple opération de portage. Des assurances suffisantes leur ayant été fournies, le Conseil s'apprêtait à entériner la nouvelle répartition du capital de TF 1 lorsque une difficulté inattendue a surgi.

En portant sa participation à 6 % du capital de TF 1 (4,5 % en tant que membre du « noyau dur », 1,5 % racheté en Bourse), la

Société générale s'est placée en infraction avec la loi sur la communication audiovisuelle. Avec son article 39, exactement, qui interdit à une même personne physique ou morale de détenir, « directement ou indirectement, plus de 5 % du capital ou des droits de vote » dans plus de deux chaînes de télévision nationales hertziennes.

Or banque traditionnellement présente dans la communication, la Société générale possède 5,10 % du capital du Canal Plus. Elle en détient même un peu plus de 6 % si l'on ajoute à cette participation directe la participation indirecte que lui vaut sa présence au tour de table du groupe Havas, premier actionnaire de la chaîne cryptée. La Société générale possède également 5 % de Canal 1, la chaîne de télévision par satellite destinée aux enfants. Une chaîne qui vient de se voir octroyer un réseau de fréquences terrestres et compte parmi ses actionnaires... Canal Plus. Cette présence fait franchir *ipso facto* à la Société générale le fameux seuil de 5 %. L'augmentation des parts détenues par la

Société générale dans TF 1 a donc placé la banque dans l'illégalité. Mardi 26 janvier, le CSA en a informé les dirigeants de la Une. Un nouvel ajustement du tour de table de TF 1 est donc prévisible. A moins que la banque ne décide d'abaisser sa participation dans Canal Plus - ce qui paraît peu probable - ou dans Canal 1.

P.-A. G.

La mise en place de la chaîne culturelle franco-allemande

Le gouvernement veut modifier la loi pour donner des fréquences à la SEPT

La SEPT, chaîne culturelle européenne, sera bientôt diffusée sur un réseau hertzien. Après de multiples hésitations, le gouvernement avait fait ce choix en novembre dernier, mais avait subordonné son application à la mise en place effective de la collaboration franco-allemande (le Monde du 4 décembre 1990). Ces deux dossiers - la diffusion hertzienne et l'accord franco-allemand - a connu, mercredi

27 février, une impulsion décisive. Le conseil des ministres a en effet examiné deux projets de loi en ce sens.

Le premier autorise la ratification du traité signé le 2 octobre 1990 à Berlin entre la France et les Länder allemands. Ce traité prévoit l'installation du siège de la chaîne à Strasbourg, la parité de financement (environ 420 millions de francs au départ pour chaque pays), la diffusion par le satellite TDF 1 et l'emploi de la nouvelle norme de télévision D2 Mac packet. Il fait, en revanche, sortir la chaîne du droit commun des télévisions françaises. Soustraite au contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, la chaîne n'aura de compte à rendre qu'à ses actionnaires - pour la nomination de son PDG notamment. Exemptée des quotas nationaux, elle respectera néanmoins la réglementation française en matière cinématographique.

Le texte du traité prévoit également qu'en « fournissant des moyens complémentaires de diffusion », les deux États s'engagent « à parvenir à une capacité de réception aussi équilibrée que possible » (le Monde du 23 octobre 1990). Un engagement exigé par l'Allemagne - ou huit millions de

foyers sont abonnés au câble, - alors qu'en France la réception du satellite de télédiffusion directe TDF 1 demeure confidentielle. La retransmission de certaines émissions de la SEPT sur FR 3 le samedi ne peut être qu'une solution temporaire. Et de l'autre côté du Rhin, on estime que la parité de diffusion devrait intervenir dès la diffusion des programmes franco-allemands. Permettre l'attribution à la chaîne culturelle de fréquences hertziennes est donc l'objet du second projet de loi.

Il s'agit de compléter la loi sur la communication audiovisuelle pour permettre au CSA d'attribuer « en priorité » des fréquences à une entité européenne issue d'un traité international, ce que le texte de 1986 ne prévoyait pas. La future chaîne franco-allemande - dont le nom n'est pas encore choisi - aura la forme d'un groupement européen d'intérêt économique. La SEPT demeure société d'édition de programmes, pendant français du pôle allemand composé des chaînes publiques ARD et ZDF.

P.-A. G.



Plus que jamais indispensable, le rendez-vous international des professionnels de l'immobilier.

Lieu de rencontres, carrefour de savoir-faire, de projets et de réalisations, observatoire unique du marché international de l'immobilier et de son évolution... : voilà ce que sera le MIPIM 1991 pour tous les décideurs de haut niveau du monde entier.

Le climat international difficile que nous connaissons exige une vigilance accrue de la part des professionnels. D'ailleurs, le rythme d'inscription au MIPIM 1991 est deux fois supérieur à ce qu'il était au 1^{er} janvier de l'an passé et va toujours croissant. Aujourd'hui, plus de 900 sociétés représentant plus de 25 pays sont déjà inscrites. Collectivités territoriales, promoteurs, conseils en immobilier d'entreprises, investisseurs, utilisateurs finaux : tous les intervenants du marché de l'immobilier seront présents à Cannes pour 4 jours de business intensif.

Conférences et ateliers (avec traduction simultanée) s'organisent autour des politiques d'implantation et des stratégies d'investissement revues en fonction de la nouvelle donne du marché et de l'actualité que nous vivons.

MIPIM 1991: le rendez-vous des décideurs qui savent aujourd'hui anticiper les évolutions pour figurer parmi les gagnants de demain.

Pour toute information complémentaire, appelez dès aujourd'hui

René PERES :
(33) (1) 45.05.14.03.



**Marché
International
des Professionnels
de l'Immobilier**

RENE PERES - MIDEM ORGANISATION - TELEPHONE: (33) (1) 45.05.14.03 - FAX: (33) (1) 47.55.91.22 - TELEX: 630547 MIDEM

MARCHÉS FINANCIERS

Ayant provisionné l'ensemble de son plan de restructuration

Thomson Consumer Electronics
affiche une perte
de 2,7 milliards de francs en 1990

Thomson Consumer Electronics, la filiale électronique grand public du groupe nationalisé Thomson, a annoncé, mardi 26 février, qu'avec un chiffre d'affaires de 33,2 milliards de francs elle avait enregistré des pertes de 2,7 milliards de francs pour 1990. Ce très mauvais résultat s'explique notamment par la constitution d'importantes provisions (1,8 milliard de francs), correspondant au plan de restructuration mis en œuvre. « TCE sera une bonne affaire à partir de 1995 », déclare M. Alain Gomez, président de Thomson, dans un entretien publié par les Echos le 27 février.

A l'image de son grand concurrent et néanmoins partenaire, Philips, la firme française Thomson Consumer Electronics (TCE), filiale électronique grand public du groupe Thomson - et numéro quatre mondial dans sa sphère d'activité derrière Matsushita (Japon), Sony (Japon) et la firme d'Elindorven (Pays-Bas) - a décidé de frapper un grand coup, à la fois pour remonter le courant et en même temps être en mesure de relever le défi de la télévision haute définition (THVD).

Elle lance pour ce faire un audacieux plan de productivité sur quatre ans, d'un coût de 1,8 milliard de francs. La dépense ne sera pas étalée dans le temps, mais entièrement provisionnée sur les comptes de l'exercice 1990.

Compte tenu d'une perte sur opérations courantes d'environ 680 millions de francs et d'une provision pour risques exceptionnels de 200 millions, l'exercice se solde par un déficit de 2,7 milliards pour une perte affichée de 156 millions en 1989. La filiale est amère pour une entreprise de création récente (1988) et qui réalise 33,18 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Un endettement
très lourd

TCE pouvait-il faire autrement que de charger aussi brutalement sa balance ? La réponse de son nouveau PDG, M. Bernard Ysauteur, est négative. Si l'entreprise française se situe dans la moyenne internationale de l'industrie électronique grand public, avec un résultat d'exploitation - positif lui - de 746 millions de francs, elle présente le grave inconvénient, contrairement à la plupart de ses concurrents, notamment japonais, d'afficher un bien grave endettement, équilibré par un endettement moyen de l'ordre de 10 milliards de francs, dont le service des intérêts affecte lourdement les résultats.

Pas question de baisser les bras. Thomson, avec son partenaire Philips, est à la pointe du progrès en matière de télévision haute définition et, malgré les critiques qui

fusent de toutes parts dénigrant leur technologie, ils sont prêts à relever le défi de la télévision du XXI^e siècle. Ce défi n'est pas mince.

Entre 1995 et 2010, les experts estiment, en effet, que le renouvellement du parc mondial des téléviseurs, composé actuellement de quelque 720 millions d'appareils, représentera à lui seul un marché d'un poids estimé entre 250 et 500 milliards de dollars. Quand on sait que la filiale image (TV bien sûr, mais aussi magnétoscopes, vidéodisques, caméscopes) représente les deux tiers de l'activité électronique grand public, on a la pleine mesure de l'enjeu. D'ores et déjà, le P-DG de la société prévoit de dégager pour 2000 un bénéfice net de 3 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 70 milliards, sans augmenter sa part de marché mondial (6 %).

Pour se consolider d'une situation financière grave, mais pas désespérée, M. Ysauteur peut toujours se dire que Matsushita et Sony, les deux groupes japonais leaders en électronique grand public, ont une rentabilité sur fonds propres loin des 15 %, considérés comme un objectif pour une société occidentale.

ANDRÉ DESSOT

Le sud-coréen
Goldstar
entre dans le capital
de l'américain Zenith

Les Etats-Unis ne comptent plus un seul fabricant de téléviseurs à capital entièrement américain. Le dernier, la firme Zenith, vient d'ouvrir son capital au conglomérat sud-coréen Lucky Goldstar, dont la division électronique grand public rachète 4,97 % des actions. L'opération a porté sur 1,45 million de titres, au prix unitaire de 10,34 dollars, supérieur de 3 dollars au cours de Bourse, pour un montant total de 15,5 millions de dollars (80 millions de francs). Aux termes de l'accord conclu, il est convenu que Goldstar pourra augmenter sa participation, mais pas au-delà de 15 %.

Les AGF prennent
6,5 % du capital
de l'assureur allemand AMB

Les Assurances générales de France (AGF) ont acheté en Bourse 6,5 % du capital de l'assureur allemand AMB (Aachener Muenchener Beteiligung), le troisième groupe derrière Allianz et Colonia. Ces opérations ont eu lieu avant la crise du Golfe et avec l'accord de la direction d'AMB. Les AGF avancent avec prudence sur ce terrain d'autant plus miné que les autres actionnaires d'AMB (Royal Insurance (20 %), Dresdner Bank (15 % du capital mais 20 % des droits de vote), Colonia (2,26 %)...), ont également des intentions précises. La Dresdner est ainsi soupçonnée d'être à l'origine des ramassages qui ont lieu actuellement en Bourse et qui ont fait progresser le titre AMB de 15 % environ.

Le groupe d'assurance français aimerait bien de son côté aboutir à un accord de partenariat étayé par une prise de participation de 25 % dans le capital d'AMB. Mais il ne peut ni se soumettre à la direction d'AMB. Les discussions ont donc été ouvertes avec les autres actionnaires et la direction d'AMB. En cas d'échec, les AGF se retireraient avec une coquette plus-value.

Après cinq années
de dégradation
Les échanges extérieurs
de l'industrie
automobile
se sont accrus en 1990

Véritable changement de tendance ou feu de paille ? Le commerce extérieur de la branche automobile française a enregistré en 1990 un solde positif de 26,1 milliards de francs, en hausse de 36 % sur 1989 (19,2 milliards). La France est traditionnellement en excédent sur ce poste mais cet excédent avait tendance à s'effriter depuis cinq ans. Il était de 30,9 milliards en 1984. L'année 1990 marque donc, peut-être, une rupture de cette dégradation.

Elle s'explique par le redressement de la sous-branche pièces et équipements, dont le solde passe de + 22,7 milliards de francs en 1989 à + 28,4 milliards. Les ventes d'automobiles neuves voient simplement leurs échanges se stabiliser à + 6,6 milliards, comme pendant l'année 1989. Les échanges de véhicules industriels et utilitaires, déficitaires, marquent un léger progrès, passant de - 8,7 milliards de francs en 1989 à - 7,8 milliards en 1990.

NEW-YORK, 26 février ↓

Ventes bénéficiaires

De nouvelles ventes bénéficiaires se sont produites mardi à Wall Street. Mais elles ont été moins bien esborrées que la veille et, bien qu'ayant rattrapé une partie de son retard, l'indice Dow Jones des industriels s'est effondré en clôture à 2.664,60, soit à 23,27 points (-0,8 %) au-dessous de son niveau précédent. Un essai d'achat tombé à la cote 2.640,10. Le bilan de la journée a été plus mauvais que ce résultat, puisque sur 2.031 valeurs traitées, 452 seulement ont monté, alors que 1.448 baissaient, tandis que 451 reproduisaient leurs cours précédents.

Si la débandade des troupes irakiennes au Koweït rend probable une fin rapide du conflit, les investisseurs jugent néanmoins que le marché a déjà largement anticipé l'issue victorieuse des combats. Dans cet état d'esprit, beaucoup préfèrent prendre leurs bénéfices avant le rebond que ne devrait pas manquer de produire le cas échéant. Les investisseurs vont aussi plus loin que cette guerre. Sur le front économique, la baisse de 0,7 % des commandes de biens durables en janvier est bien moins forte que celle prévue par les experts (-1,7 %) et laisse ainsi présager que la récession sera bien moins importante que prévu.

VALEURS	Cours de 26 février	Cours de 27 février
Alcoa	83 1/2	84 7/8
Amstar	33 1/2	34 1/2
Boeing	46 5/8	48
Chemical Bank	37 1/8	37 1/8
Du Pont de Nemours	37 1/8	37 1/8
Eastman Kodak	44 5/8	44
Exxon	28 3/4	28 3/4
Ford	28 3/4	28 3/4
General Electric	38 1/8	38 3/8
General Motors	38 1/8	38 3/8
Goodyear	20 1/2	20 1/4
IBM	123 3/4	123 3/4
ITT	51 1/2	51 1/2
Johnson & Johnson	58 5/8	58 1/2
Merck	105 3/4	105 3/4
Rockwell	58 1/8	61 1/4
Texas Instruments	146 1/4	146 7/8
United Technologies	114 1/4	114
USX	20 3/8	20 3/8
Westinghouse	24 1/2	24 1/2
Yale	84 1/2	85

LONDRES, 26 février ↓

Recul

Les valeurs ont terminé dans le rouge mardi au Stock Exchange. L'indice Footsie des 100 grandes valeurs a baissé de 13,5 points à 2.322,2, soit une perte de 0,6 %. Le volume d'échanges s'est légèrement accru, passant de 524,5 millions de titres la veille à 500,5 millions.

Ce recul s'est effectué sur un marché déprimé par l'influence négative de Wall Street, des prises de bénéfices et ce malgré un certain nombre de bonnes nouvelles. Dans le Golfe après l'annonce de la victoire des troupes irakiennes de Koweït-City. Beaucoup de secteurs ont été affectés : les groupes de distribution alimentaire, le secteur automobile, les magasins (à l'exception de Boots) et les assurances.

LONDRES, 26 février ↓

Recul

La CEE prête 2 milliards de francs supplémentaires à Eurochem. - Pour inciter Eurochem à utiliser de l'acier communautaire dans la fabrication de la machine à compression européenne, vient d'être octroyé au consortium un prêt supplémentaire de 2 milliards de francs et à un taux avantageux, dans le cadre des financements de la Communauté européenne d'acier et de charbon et de l'acier (CECA). Ce prêt porte à 88 milliards de francs les capacités de financement de l'Eurochem, qui évalue à 76 milliards de francs le coût de l'ouvrage, dont la mise en service est prévue pour le 15 juin 1993. Cet excédent est rendu nécessaire par les risques de dépassement des devis et les fluctuations monétaires ainsi que par le contenu des financements entre Eurochem et les entreprises chargées de construire le tunnel.

Alka rachète la majorité de capital d'Adia. - Le financier suisse Werner Rey a vendu pour 710 millions de francs suisses (environ 3 milliards de francs français) les 53 % qu'il détenait dans le capital du groupe de services Adia (travail temporaire, sécurité), avec un chiffre d'affaires de 4,1 milliards de francs suisses (environ 16 milliards de francs français), au groupe allemand de distribution Alka et à la société suisse Klaus Jacobs. PDG d'Inspectorate, M. Rey était entré dans le capital d'Adia lors de la fusion des deux groupes à la fin de 1989. Depuis la fin de 1990, il avait cherché à céder ses actions d'Adia en échange d'une part du capital de Cosmos, holding qui contrôle Adia, mais il lui manquait, dit-on, 400 millions de francs suisses pour réaliser l'échange. Il s'était alors tourné vers Metro, un autre groupe allemand de distribution, sans succès, puis vers la britannique Lonrho, avant de vendre directement ses actions.

Nachlaire : forte chute du chiffre d'affaires de KWU (Siemens). - KWU, filiale de l'allemand Siemens spécialisée dans la fabrication de centrales électriques, a enregistré un effondrement de son chiffre d'affaires 1989-1990 (exercice clos au 30 septembre), qui est tombé à 5,8 milliards de deutschemark (20 milliards de francs), contre 8,9 milliards de deutschemark l'exercice précédent. Le président du directoire de KWU, M. Heinrich von Pterer, a déclaré que les résultats étaient conformes aux attentes de la société. Le recul est dû au quinquennat, dont la part a représenté 2,5 milliards de deutschemark, contre 6,2 milliards l'année précédente. Le nombre de salariés de KWU à la fin de l'exercice écoulé n'avait été diminué que de 350 personnes en un

PARIS, 27 février ↑

Reprise en cours de séance

Après une journée de forte baisse, un mouvement de reprise s'est dessiné mercredi à la Bourse de Paris. Il n'a toutefois pas été immédiat. A l'ouverture, maître de la séance, la tendance était encore lourde (-0,88 %). Mais progressivement, le retard accumulé était comblé et, vers midi, l'indice CAC-40 était revenu au point d'équilibre. Plus tard dans la journée, il avait repris sa progression pour s'élever à 0,30 % au-dessus de son niveau de la veille.

La doute sur la volonté des chefs politiques, membres de la coalition armée chargée de bouger les troupes irakiennes hors du Koweït, de poursuivre le combat jusqu'à ce que force de loi soit donnée à la résolution 660 de l'ONU commence à se dissiper. Au gré des informations que la censure libaise filtre, il apparaît en effet de plus en plus que la victoire est au bout des canons des forces alliées. Reste à savoir pour les investisseurs, qui veulent en découdre par procuration, si l'offensive sera menée jusqu'à Bagdad ou pas. Le président Mitterrand a dit non et l'encore redit en fin de matinée. D'après les spécialistes, les hésitations du marché n'ont pas d'autres raisons. Les avis recueillis dans les milieux financiers sont formels : il ne faut y avoir de véritable reprise économique sans effacement du régime politique en place en Irak. C'est une des conditions principales au dégel de l'épargne de précaution contribuant sous l'effet de la peur.

TOKYO, 27 février ↓

Tassement

Le marché boursier a été en baisse mercredi à Tokyo, dans le sillage de Wall Street. L'indice Nikkei s'est effondré de 188,71 points à 2.089,25, soit un recul de 0,72 %. Le volume d'échanges a diminué de moitié par rapport à la veille, représentant environ 600 millions de titres.

Les investisseurs justifient ce faible volume de transactions par l'approche du dénouement de la guerre du Golfe. Une fausse rumeur du conflit contrarie les ventes d'actions, inquiètes des conditions économiques, qui préviendront après la guerre, et dans l'attente d'une baisse des taux pour soutenir le marché, les investisseurs ont préféré prendre leur bénéfice.

TOKYO, 27 février ↓

Tassement

Le dollar a coté en baisse de 0,27 yen, à 132,80 yens, mercredi 27 février sur le marché des changes de Tokyo. A Paris, la tendance était analogue. La devise américaine était en léger repli, mais restait ferme à 5,1810 francs mercredi au cours des premiers échanges entre banques à Paris, contre 5,1755 francs au fixing du même jour.

PARIS (27 février), 9 h 15

New-York (26 février), 5 %

MARCHÉ MONÉTAIRE

Le dollar a coté en baisse de 0,27 yen, à 132,80 yens, mercredi 27 février sur le marché des changes de Tokyo. A Paris, la tendance était analogue. La devise américaine était en léger repli, mais restait ferme à 5,1810 francs mercredi au cours des premiers échanges entre banques à Paris, contre 5,1755 francs au fixing du même jour.

PARIS (27 février), 9 h 15

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel (Cibie)	3318	3328	Carrefour	100	100
Amstel Assurances	285	275 60	ICC	242	242
Ayrol	105	105	SA	200	200
BAC	173 80	173 80	SA	100	100
Banque Vercors (BNC)	820	820	SA	100	100
Born (Ly)	395	395	SA	100	100
Boussac (Ly)	194	210	SA	100	100
CAI (de Fr. (CCL))	1012	982	SA	100	100
Calsonic	400	396	SA	100	100
Chiff	550	550	SA	100	100
CEGEF	180	180	SA	100	100
CFP	284	282 30	SA	100	100
CILM	850	870	SA	100	100
Codotour	280	280	SA	100	100
Conforama	855	849	SA	100	100
Cresta	245 20	239	SA	100	100
Daphné	398	398	SA	100	100
Dalme	799	785	SA	100	100
Danahy Worms Co.	400	400	SA	100	100
Danahy Worms Co.	243	240	SA	100	100
Develier	1020	1010	SA	100	100
Dewil	388 10	388	SA	100	100
Dolmen	150	148 90	SA	100	100
Echors Ballard	249	248 90	SA	100	100
Empi, Propriétés	385	370	SA	100	100
Finco	125	125	SA	100	100
Finco	148 10	146 20	SA	100	100
Finco	275	275	SA	100	100
Finco	388	388	SA	100	100
Finco	217 50	218	SA	100	100
Finco	580	580	SA	100	100

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ

LE MONDE

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 26 février 1991

Nombre de contrats : 114 581.

COURS

ÉCHÉANCES

Options sur notional

Options d'achat

Options de vente

CAC 40 A TERME

Volume : 12 091.

COURS

Février

Mars

Avril

Dernier

Précédent

1 718,5

1 715

1 762

1 770

CHANGES

Dollar : 5,1810 ↓

Le dollar a coté en baisse de 0,27 yen, à 132,80 yens, mercredi 27 février sur le marché des changes de Tokyo. A Paris, la tendance était analogue. La devise américaine était en léger repli, mais restait ferme à 5,1810 francs mercredi au cours des premiers échanges entre banques à Paris, contre 5,1755 francs au fixing du même jour.

FRANCOFORT 26 février 27 février

Dollar (en DM) 1,52500 1,5346

Tokyo 26 février 27 février

Dollar (en yen) 133,87 132,80

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (27 février), 9 h 15

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

New-York (26 février), 5 %

Le Monde-RTL
INTERESPACES
 à 320 TS sur RTL

Alors que le calme semble revenu à la Réunion

Le RPR somme le gouvernement de « s'expliquer » sur les violences

Le calme semblait revenu, mercredi matin 27 février, après trois journées d'émeutes qui ont conduit les autorités à faire appeler des forces de gendarmerie par des parachutistes pour assurer la sécurité dans le chef-lieu du département de l'océan Indien.

A Paris, les violents incidents de la Réunion ont suscité, mardi 26 février, diverses réactions politiques et syndicales. Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a sommé le gouvernement de « s'expliquer dans les plus brefs délais devant le pays ». « La saisie de l'émetteur d'une télévision locale qui a bénéficié pendant de longs mois de la passivité des pouvoirs publics et de l'indulgence du maire socialiste de Saint-Denis ne suffit pas à expliquer le déchaînement actuel de la violence, a-t-il affirmé. Le gouvernement doit à la fois réunir les conditions pour que la

sécurité publique soit assurée et rechercher les vraies causes de la détérioration de la situation.

Le groupe RPR de l'Assemblée nationale a demandé à deux de ses membres, MM. Jean-Louis Debré, député de l'Eure, et Jean-Paul Charié, député du Loiret, de se rendre sur place. Réuni sous la présidence de M. Charles Pasqua, le groupe RPR du Sénat a « déploré le laxisme des autorités locales et nationales ainsi que l'aveuglement du Parti socialiste réunionnais, qui a toléré les agissements de M. Camille Sudre, troisième adjoint au maire de Saint-Denis, qui n'a cessé, sur sa télévision locale et sur sa radio, de pousser aux incidents ».

Au nom du Front national, M^{me} Huguette Fatna, chargée des DOM-TOM au sein du parti d'extrême droite a estimé que ces incidents avaient été provoqués « par une minorité d'agitateurs gauchistes payés pour déclencher de prétendues crises sociales, pour semer la terreur dans cette île française afin de la déstabiliser comme la Nouvelle-Calédonie ».

La CFDT a fait savoir qu'elle comprenait « que la population réclame plus de justice sociale et la réduction des inégalités » et « que les jeunes aspirent à prendre des responsabilités et à se sortir de l'oisiveté, de l'absence d'espoir qui sont les seules perspectives que leur offre aujourd'hui la société réunionnaise », mais en soulignant que « rien ne peut justifier que ces aspirations légitimes aboutissent à des actes de violence, de vandalisme et de destruction mettant en jeu la vie même des personnes ».

La Fédération autonome des syndicats de la police (FASP) a regretté « que le dialogue n'ait pas prévalu avant la saisie de l'émetteur de Télé-Free-DOM » et a constaté qu'il s'agit d'une « étincelle pour déclencher dans les villes des phénomènes de violence là où le désespoir du lendemain est patent chez les jeunes, souvent engendré par le chômage et les disparités flagrantes entre une population en détresse et une autre aux confins de la richesse ».

Le bilan des émeutes risque de s'alourdir

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION

de notre correspondant

Après trois jours d'émeutes dans les quartiers populaires de Saint-Denis, la tension a nettement baissé, mardi, et la nuit a été calme sur le territoire du chef-lieu de la Réunion. En revanche, quelques incidents ont éclaté, en début de soirée, dans la commune du Port, sur la côte ouest de l'île. Un magasin a été pillé, et deux voitures incendiées. La situation a été vite maîtrisée par les forces de l'ordre et les lieux locaux qui ne sont immédiatement rendus sur place.

A Saint-Denis, où près de sept cents policiers et militaires ont été déployés pour assurer le maintien de l'ordre, les pompiers poursuivaient leurs efforts, mercredi matin, pour circonvenir l'incendie qui couvait encore dans deux entrepôts détruits. Les autorités craignent que, en plus des huit victimes déjà recensées – dont cinq femmes – après l'incendie d'un grand magasin de meubles, d'autres personnes n'aient été tuées ou blessées. L'incendie d'une dalle de béton dans un autre magasin. Plusieurs témoins des scènes de pillage affirment que de nombreuses personnes sont restées prisonnières de ces entrepôts en flammes.

On ignore, d'autre part, dans quelles circonstances exactes une jeune femme, journaliste pigiste, a trouvé la mort, dans la nuit de lundi à mardi, près du Port, au cours d'un accident de voiture apparemment provoqué par des jets de galets.

Privilegier les investissements

Plusieurs commerçants ont fait appel à des groupes de vigiles armés pour protéger leurs magasins, et un enfant de quatorze ans a été blessé par balle au genou devant un supermarché. Vingt manifestants, surpris en flagrant délit de vol, ont comparu devant le tribunal correctionnel et ont été condamnés pour la plupart à des peines de six mois de prison dont un mois ferme.

Arrivé mercredi à deux heures du matin à la Réunion, M. Louis Le

Pensez, ministre des DOM-TOM, s'est tout de suite rendu dans le quartier du Chaudron où, lundi, la violence avait atteint son paroxysme. Le ministre a commencé dans la matinée une consultation des élus locaux et des responsables des affaires économiques et sociales.

Interrogé, mercredi matin, sur RFO, M. Eric Boyer, président du conseil général (div. d.), a déclaré qu'il poserait au ministre le problème de la répartition des emplois entre les Réunionnais et les métropolitains. Au cours d'un « Face à la presse » télévisé, en novembre dernier, M. Boyer estimait qu'un « essai de tolérance » était attendu dans l'île, trop de métropolitains venant sur place, selon lui, occuper des postes au détriment des Réunionnais. A aucun moment, au plus fort des manifestations, les casseurs n'ont toutefois pris à partie les métropolitains présents sur l'île.

Pour sa part, s'inquiétant des répercussions négatives des émeutes sur l'économie locale, l'Union patronale de la Réunion veut demander au gouvernement de reconsidérer son action sur l'île en privilégiant les investissements productifs plutôt que la seule « distribution » de revenus financiers sociaux.

Les émeutes du Chaudron, par leur brève et leur violence, ont mis en relief l'absence de perspectives pour un grand nombre de Réunionnais, jetés très jeunes dans le flot de chômeurs qui ne cesse de grossir. Une réalité à laquelle les discours politiques ne sont plus adaptés. Plus de dix ans après l'abandon par le Parti communiste réunionnais (PCR) de son mot d'ordre d'autonomie, le débat politique s'est nettement déplacé dans le département et, contrairement à droite comme à gauche, sur la seule « égalité sociale » entre les Réunionnais et les Français de l'Hexagone. Une égalité qui serait conforme au statut départemental de la Réunion, mais qui paraît difficile à concilier avec les spécificités de l'île.

ALIX DIJOUX

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Téléphone rouge

Il est d'un couple, Gorby, on dirait pas, comme ça, à le voir engoncé dans son paradis de sa chapka, mais il n'a fait ses classes au cirque de Moscou, et le sort de cepe, le flip-flap et la volte-face n'ont plus de secret pour lui. Là, il vient encore de changer d'avis : c'est un méchant sournois, Saddam, et tant qu'il aura pas demandé pardon, plus question de lui faire confiance. Pourquoi ce brusque retournement de barbe ?

Bien, voilà : Bush bouffait du lion avec ses conseillers dans le bureau ovale, un œil sur la télé. Et qu'est-ce qu'il entend ? Une mise en garde de Gorby : Fais gaffe, nos relations sont fragiles et t'es pas intéressé à les foutre en l'air. Furex, il attrape son téléphone :

— Passez-moi le Kremlin... Allô, c'est toi ? Tu crois pas que tu pousse un peu, là ? J'ai été patient, je t'ai laissé faire ton cinéma avec ce guignol de Tarek Aziz, et tes plans de paix bidon, maintenant, suffit ! J'ai un mot à dire au roi Fahd et au cheikh Jaber, pour qu'ils te coupent les vivres. Tes six milliards de dollars, trinqu !

— Le chantage, ça prend plus !

J'ai repris du poil de la bête, figure-toi, etc.

— Oh ça ? Quand ça ? A Budapest, mardi, en voyant tes anciens vaisseaux signer la fin pitoyable du pacte de Varsovie, peut-être ?

— Ja m'an tamponne, de ces minables ! Maintenant que j'ai l'armée rouge avec moi, entre mes bombinettes, mes missiles et mes tanks, je t'ai...

— Tes tanks, parlons-en ! Des épaves, oui, qui jonchent les steppes du désert. Ah ! il peut te remercier, Saddam ! Et tes soldats, c'est rien que des clochards, des voyous. Ils volent, ils vendent leurs médailles et leurs armes pour une bouchée de pain en Pologne et en Allemagne.

— N'empêche ! Les Etats-Unis, je suis encore capable de te les écrabouiller en moins d'une demi-heure. Et c'est pas moi qui le dis, c'est ton général Powell, je te signale.

— Et mon parapluie atomique, tu l'oublies ? Je l'ouvre et je te fais exploser l'Union soviétique en trente secondes chrono, le temps d'un coup de fil à Landenberg pour l'inviter à descendre la Cinquième Avenue sous une pluie de confettis. Alors, réfléchis !

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Le conflit du Golfe : « Premier bilan culturel d'une guerre », par Edgar Morin..... 2

La guerre du Golfe... 3 à 10

La « réconciliation nationale » au Nicaragua

Un an après la défaite des sandinistes, la population attend toujours une amélioration de son sort..... 11

Bulgarie : M. Todor Jivkov devant ses juges

Comme si on jouait à El Capone pour la vol d'une valise..... 11

Procès Weber

L'avocat général demandait la révocation à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans..... 12

La méthode Delebarre

Le nouveau ministre de la ville veut « déboucler » les dossiers..... 12

L'union économique et monétaire de l'Europe

Les Allemands veulent freiner la mise en place de l'UEM..... 15

Indemnisation du chômage partiel

Le gouvernement adopte de nouvelles mesures..... 16

SECTION B

Ile-de-France

● Parkings en sous-sol et monétique : résolution dans le stationnement à Paris ● Un plan de coopération informatique : la capitale au secours des villes africaines..... 17

Les difficultés de l'électronique grand public

La filiale du groupe Thomson affiche une perte de 2,7 milliards de francs en 1990..... 22

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

● « Découvertes », un nouveau rendez-vous parisien du marché de l'art ● L'artiste (peintre) des salons du passé aux foires d'aujourd'hui ● Rancourt avec André Kanchelavsky, pianiste cinéaste ● Miller's Crossing, le nouveau film des frères Coen ● Les spectacles nouveaux ● « Dernière domiciles connus », enquête sur vingt ans de construction de logements..... 25 à 36

Services

Abonnements..... 2

Annonces classées..... 18 à 20

Automobiles..... 13

Carnet..... 13

Marchés financiers..... 22-23

Météorologie..... 14

Mots croisés..... 13

Radio-Télévision..... 14

Le télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27 février 1991 a été tiré à 580 501 exemplaires.

La hausse des prix de détail a été de 0,4 % en janvier

La hausse des prix de détail a été de 0,4 % en janvier par rapport à décembre, l'indice calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980 s'étant inscrit à 187,1 contre 186,3 le mois précédent. En un an (janvier 1991 comparé à janvier 1990), l'augmentation est de 3,5 %. Ce résultat est évidemment nettement moins bon que ceux des mois de novembre et décembre, qui avaient enregistré deux baisses (de 0,2 % puis 0,1 %). Mais la fin de l'année 1990 avait été facilitée par un net repli des prix des produits pétroliers. En janvier, au contraire, ceux-ci ont augmenté de 0,3 % (+ 3,5 % sur un an). De même, janvier a enregistré la hausse des loyers (+ 1,3 %) qui a elle seule est responsable de un dixième de la hausse de l'indice.

Cela étant dit, si l'augmentation des prix alimentaires reste modérée (+ 0,2 % sur un mois, + 2,9 %

sur un an), si celle des produits manufacturés s'accroît (0,3 % en un mois, 2,4 % en un an), ce sont les deux secteurs qui ont le plus de chances de faire baisser la hausse globale. Une fois encore, la danse avec une hausse de 0,6 % en un mois. Sur un an, la hausse des services du secteur privé (5,5 %) est supérieure de deux points à la hausse moyenne de l'indice.

Ce gros décalage risque de poser problème à M. Bérégovoy dans toute la politique repose sur le ralentissement progressif de l'inflation en France, ralentissement dont dépend évidemment la tenue du franc. Or, en janvier, l'écart annuel d'inflation avec l'Allemagne s'est un peu élargi, passant à 0,7 point contre 0,6 point en décembre. Sur un an, et malgré le boom de la consommation, les prix n'ont augmenté outre-Rhin que de 2,8 %.

AL. V.

EN BREF

● La Banque d'Angleterre réduit à nouveau ses taux d'intérêt. — Pour la seconde fois en deux semaines, la Banque d'Angleterre a annoncé, mercredi 27 février en fin de matinée, une baisse de ses taux d'intérêt. Son taux d'intervention, qui avait été ramené le 13 février de 14 % à 13,5 %, a été à nouveau réduit d'un demi-point ce mercredi, tombant ainsi à 13 %. Les autorités monétaires britanniques espèrent ainsi profiter du ralentissement en cours de l'inflation pour redonner du tonus à une économie encore en récession. Cette baisse du taux de la banque centrale devrait se traduire par une diminution du coût des crédits bancaires. Elle sera à nouveau très bien accueillie par tous les ménages endettés.

● Sept morts, treize blessés, dans deux carambolages sur l'autoroute A1. — Sept personnes ont été tuées et une quinzaine de personnes blessées, mercredi matin 27 février, dans deux carambolages dus au brouillard sur l'autoroute du Nord (A1), dans l'Oise et la Somme. Le premier accident, qui a impliqué cinq voitures et deux poids lourds, a fait deux morts et

trois blessés au sud du péage de Roy (Somme). Le deuxième carambolage, concernant dix voitures et plusieurs poids lourds, a bauté de Ressons-sur-Matz (Oise), a provoqué la mort de cinq personnes. Une dizaine d'autres ont été blessés.

● Unlever va supprimer 5 500 emplois en Europe. — Le groupe anglo-néerlandais de produits alimentaires et de nettoyage Unlever va supprimer 5 500 emplois sur les 110 000 qu'il compte en Europe au cours des trois prochaines années. Cette décision, annoncée à Rotterdam mardi 26 février, ne trouve pas de justifications directes dans les résultats 1990 d'Unlever. Son bénéfice net a progressé de 4 % en 1990 à 3,605 milliards de florins (9,5 milliards de francs environ) et ses ventes en Europe (60 % du chiffre d'affaires total du groupe) de 8 %.

Le président du groupe, M. Floris Maïjers, a invoqué la préparation au grand marché unique européen et une hausse annuelle de 4 % de la productivité pour expliquer ces compressions d'effectifs qui, assure-t-il, se feront par des départs naturels.

Vers la fin des cimetières de voitures Peugeot et Citroën vont recycler leurs véhicules

Dès le mois de juin prochain, débutera à Saint-Pierre-de-Chandieu (Rhône) un atelier de récupération des vieilles voitures reprises par le réseau des concessionnaires Peugeot et Citroën. A raison de 3 600 par an pour commencer, les véhicules seront vidangés, dépollués, débarrassés des batteries et des grosses pièces plastiques, puis broyées.

Les fragments obtenus seront alors soumis à un tri électromagnétique pour en retirer l'acier, soit 70 % du poids total. Les 30 % restants, constitués de débris de plastique, de caoutchouc et de verre, ont un pouvoir calorifique tel qu'ils pourront être vendus comme combustible à des cimetières qui les brûleront à la place du fuel qu'ils utilisent aujourd'hui.

L'installation de Saint-Pierre-de-Chandieu, qui a demandé 20 millions de francs d'investissement, tournera à titre expérimental durant deux ans. Si, comme le croit le groupe PSA, elle se révèle rentable, le procédé sera alors développé à l'échelle industrielle de manière à traiter les deux millions de voitures que les Français mettront à la casse chaque année.

A plus long terme, les automobiles usagées de marque Peugeot et Citroën seront non plus broyées, mais démontées entièrement, de manière à récupérer toutes les pièces plastiques et à les recycler au lieu de les brûler. Sur les chaînes de montage, ces pièces seront munies de marqueurs pour qu'elles soient triées et identifiées plus facilement lors du démontage. Ainsi la récupération aboutira, dit-on chez PSA, à une production automobile en circuit fermé. Une solution économiquement et écologiquement idéale.

M.A.R.

Miles HYMAN
MANHATTAN
TRANSFER
de DOS PASSOS



240 PAGES 160 Frs

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devise gratuite. Magasin d'exposition 111, rue la Fayette (10e) - M^{re} Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

SCIENCE & VIE MICRO

SVM

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

NeXT 3

LOGICIELS MAJEURS

Avec deux tableaux signés Ashton-Tate et Lotus, et un traitement de texte de Wordperfect, NeXT apporte la preuve qu'il est possible de concevoir une véritable station de travail aussi simple à utiliser qu'un micro-ordinateur. SVM a passé ces trois logiciels majeurs au banc d'essai. Étonnant !

ET AUSSI :

- Comparatif : l'enter des logiciels anti-virus.
- Pratique : apprendre Windows.
- Devenir photographe avec Colorstudio.
- Exclusif : Ventura, l'édition lourde sous Windows.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

1520 من الالجر

ARTS • SPECTACLES



Elaine Elman, sans titre, 1987.

NOUVEAU RENDEZ-VOUS PARISIEN DU MARCHÉ DE L'ART

« Découvertes » à mots couverts

SUR le grand marché international des valeurs, il en est une qui tente de résister et qui n'a rien à voir avec l'esthétique ou la morale, c'est la valeur marchande. On avait pris l'habitude de la discuter dans les pages économiques, il faut, depuis plus de dix ans maintenant, l'admettre dans les sections culturelles des médias.

Marché de l'art, deux jolis mots, séparément. Il faut à celui qui s'y aventure argent, beaucoup, et courage, presque autant. Argent, car si la bourse des arts connaît depuis un an un retournement inscrit dans l'hystérie des cotes de la décennie précédente, le prix des œuvres anciennes et contemporaines reste élevé, très élevé. Disons qu'une toile d'un peintre jeune et inconnu flirte avec le salaire mensuel moyen d'un Français moyen lui aussi :

7 500 francs (pour ce prix-là, les professionnels et les spéculateurs - d'autant qu'elle soit bien peinte), tandis que le prix du travail d'un artiste reconnu ne connaît pas de limites à la cascade des zéros une fois passée la barre du milliard.

L'amateur devra avoir du courage aussi, car l'accès à l'œuvre d'art est et demeure un acte volontariste. Si l'on peut encore approcher sans trop d'appréhension les « petites » galeries éloignées du centre, qui osent franchir sans crainte la porte des adresses prestigieuses ? Pour répondre à ces objections, le marché a réinventé la foire, grand-messe du négoce sous couvert d'événement. Tandis que déambulent les badauds désargentés sous les nefs du commerce de l'art, avec la vive impression d'être, enfin, admis dans le saint des

saints, les professionnels s'affairent. Au moins est-ce l'occasion pour beaucoup de découvrir des pièces que les musées ne peuvent plus s'offrir.

Le marché, jamais à court d'idées, a voulu aller plus loin. Paris, après la FIAC et le SAGA, crée, le 2 mars, « Découvertes » où, c'est juré, pas une œuvre ne dépassera les 80 000 francs. Mais s'agit-il de convier le public à « découvrir » des talents nouveaux ou les professionnels à « découvrir » de nouveaux acheteurs, apprentis collectionneurs ? La réponse est cachée quelque part sous la nef du Grand Palais. (Lire les articles de Geneviève Brette, Philippe Dagen et Patrick Roegiers pages 26 et 27.)

OLIVIER SCHMITT

MUSIQUES

29

« La Dame de pique » à l'Opéra-Bastille



Coproduction de l'Opéra de Paris et de la Scala de Milan, *La Dame de pique* s'installe à la Bastille, sous la direction de Myung-Whun Chung, dans la mise en scène d'Andrei Konchalovsky (ci-dessus). Le metteur en scène soviétique continue son parcours dans le patrimoine artistique de son pays, après une *Mozarte* qui avait séduit le public du Théâtre de l'Europe il y a trois ans. Il confie ici son goût de mélomane et sa vision de l'URSS d'hier et d'aujourd'hui.

CINÉMA

30

« Miller's Crossing » série noire des frères Coen



Rencontre méfiante entre le cold Albert Finney et son lieutenant Gabriel Byrne (ci-dessus), *Miller's Crossing*, d'Ethan et Joel Coen, est un film noir, réjouissant et mélancolique, où les scènes d'amour font peur et les scènes de carnage font rire. Ce film est le troisième épisode de l'aventure conjointe de deux frères inséparables : l'un produit, l'autre met en scène.

ARCHITECTURE

36

Vingt ans de construction de logement en France



Derniers domiciles connus, l'ouvrage de Jean-Michel Léger qui vient de paraître aux éditions Créaphis, est le fruit d'une patiente et brillante enquête sur vingt années de construction intensive de logements dans l'Hexagone. Si ces grandes manœuvres paraissent avoir permis la réconciliation des architectes avec la notion de « ville », il semble que les habitants de ces logements restent fâchés avec leurs quartiers.

DÉCOUVERTES, « PREMIER MARCHÉ DES DÉCOUVREURS D'ART CONTEMPORAIN »

Talents nouveaux à petits prix

Premier rendez-vous hexagonal des marchands d'art et de leurs clients, la FIAC était devenue trop étroite pour les recevoir tous. Ainsi fut créé dans son giron le SAGA, marché de l'estampe, et, hors de son giron, le Salon de mars, puis, aujourd'hui, Découvertes, rassemblement de cent quinze galeries françaises et étrangères qui se sont engagées à présenter des œuvres à moins de 80 000 francs. Des talents nouveaux, en principe.

Au commencement était la FIAC, dont la prospérité, en vingt ans et plus, aurait voulu qu'elle troque son enserment de fer et ses atours de verre pour des vêtements de coupe plus ample, et doque qu'elle quitte le Grand Palais, pour quelque pavillon de foire, qui sait, porte de Versailles. Mais à cette solution hasardeuse, déstabilisante – testée par le Salon du livre qui y a laissé des plumes – les responsables de la Foire de l'art, conscients que l'habit contribuait à faire le moine, en ont préféré une autre : décongestionner plutôt que déménager la manifestation loin du cœur de Paris.

En commençant par refuser certaines demandes de participation jugées peu dignes, afin de faire une

meilleure place aux galeries plus jeunes et plus dynamiques, en accueillant quelques bonnes galeries de province susceptibles de supporter le coût d'une dizaine de jours de foire (ce qui n'est pas rien), et surtout en allongeant la liste des galeries étrangères jusqu'à pouvoir annoncer triomphalement que leur nombre atteignait les 50 % souhaités.

Mais cela ne suffisait pas, aussi fut-il décidé de créer une FIAC de l'estampe et des éditions originales. Il y eut donc le SAGA. Celui-ci a lieu chaque année en janvier depuis cinq ans, au Grand Palais. (Le dernier en date, croit-on savoir, n'a pas très bien marché, première semaine de la guerre du Golfe oblige.) Puis vint le Salon de mars, inventé par Daniel Gervis. En désaccord avec les nouvelles orientations de la FIAC (dont il a été longtemps le patron, jusqu'en 1982), il eut l'idée vengeresse, et acrobatique, de réunir sous un grand chapiteau de toile, au Champ de Mars, en mars, des galeries d'art moderne exclues de la vitrine du Grand Palais (mais pas seulement : Durand-Dessert, par exemple, y participe), des galeries d'arts primitifs qui jusque-là n'avaient pas de place sur le marché, et des antiquaires à qui ne suffisaient sans doute pas leur bonne vieille biennale. Le parti de la cohabitation dut plaire au maire de Paris, qui cautionne depuis sa première édition, en 1989, ce Salon des premiers jours du printemps (1), visité l'année dernière par quelque cinquante mille personnes. Où l'art d'aujourd'hui n'est pas ce qui se voit le plus.

Voici maintenant Découvertes, qui bat le précédent d'une longueur – il nuira le 2 du même mois – sans, bien sûr, chercher à lui faire ombre. Et qui s'annonce comme étant le « premier marché international des découvreurs d'art contemporain ». Enfin, le créneau qui restait à prendre est pris ! Devraient s'y engouffrer environ cent galeries françaises et étrangères qui se sont engagées à ne proposer que des œuvres d'artistes vivants, d'un prix inférieur à 80 000 francs. Parmi ces galeries, une dizaine sont spécialisées dans la photographie, dix autres, gérées par le plafond des prix, exposeront aussi des photographies plutôt que leurs peintures et sculpteurs (lire l'article de Patrick Roegiers ci-dessous), une vingtaine sont des galeries installées en province. Bref, Découvertes (2) peut espérer astucieusement combler les manques de la FIAC : offrir de l'art jeune à des amateurs-collectionneurs frustrés par la grimpée ahurissante des cotes de l'art contemporain, en particulier celles de la génération des années 80, qui, même stationnaires ou à la baisse depuis 1990, ne sont toujours pas à leur portée.

Découvertes, Salon des bonnes causes, où l'on pourrait reconnaître les efforts des galeries provinciales pour défendre les bons artistes dont Paris ignore souvent l'existence ? Où l'on tomberait sur l'inseur rare, le peintre plus très jeune, solide, et pas cher. Méconnu parce que trop absorbé par son travail. Tentant, oui, mais. Mais peut-on encore imaginer un marché où les galeries se comporteraient effective-

ment en galeristes et ne présenteraient que leurs artistes, ce qui ne se voit plus guère en ces temps d'achats et de ventes entre confrères, et de pure stratégie spéculative ? Peut-on espérer un marché idyllique, dont les participants seraient là pour vendre ce qu'ils croient être bon, et non ce qu'ils croient pouvoir se vendre ? Et qui aurait à offrir pour des sommes raisonnables mieux que des sous-produits conformes aux œuvres d'artistes qui ont percé ?

En fait, l'idée de ce Salon de découvreurs de talents, dont on sait bien qu'il a pour rôle de relancer un secteur du marché de l'art particulièrement menacé par la crise, est agaçante. Parce qu'on préférerait que le lieu de la découverte des talents ne soit pas une place de commerce, mais un espace culturel, quelque chose comme cette biennale des jeunes entrée au début des années 80, parce qu'il aurait fallu pour la mener à bien que l'Etat et la ville s'entendent. On ferait bien d'y repenser.

GENEVÈ BREERETTE

(1) Le Salon de mars aura lieu cette année du 20 au 25 mars (vernissage le 19, en soirée, au profit de Nouvelles recherches biomédicales). La Ville de Paris y présentera, dans le hall, plusieurs projets culturels, notamment le projet d'agrandissement du Musée Bourdelle confié à Christian de Portzamparc.

(2) Grand Palais, du 2 au 10 mars. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30. Samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nocturne le jeudi 7 jusqu'à 23 heures. Entrée 45 F. Catalogue 100 F. Tél. : 45-62-84-58.

MÉFIANCE DES PROFESSIONNELS DE LA PHOTOGRAPHIE

Du tirage dans les clichés

Si la photographie, considérée comme un art mécanique, est tenue à l'écart de la FIAC, elle semble être accueillie à bras ouverts par Découvertes. Une douzaine de galeries spécialisées, françaises et étrangères, ont décidé d'y participer. Mais, ici et là, filtrent des divergences qui reflètent la méfiance des professionnels face à cette nouvelle foire.

La photographie est le domaine où la règle fixée par Découvertes – un prix de vente des œuvres compris entre 2 000 et 80 000 francs – sera le plus facilement respectée. Si elle suppose l'exclusion des valeurs sûres, passées ou actuelles (Man Ray, Mapplethorpe), cette règle joue en faveur de la création contemporaine. Mais elle ne comble pas le fossé qui sépare les « artistes plasticiens » utilisant la photographie et ceux qui sont intrinsèquement photographes.

Membre du comité de déontologie de Découvertes avec Baudouin Lebon, Michèle Choimette a veillé que les galeries choisies soient toutes professionnelles et n'exposent que des auteurs vivants. « Il ne s'agit pas d'exhiber des noms consacrés ou des débutants, mais de découvrir des jeunes créateurs », explique-t-elle. Découvertes n'est pas

une foire au rabais ni un lieu de rattrapage, mais une solution parallèle. J'ai bien l'intention de retourner à la FIAC. Ce sont deux foires jumelles. Pour montrer l'exemple, elle promeut quatre auteurs (Rabot, Denis, Galzin, Morin), nés entre 1949 et 1956, dont le travail traite de la matière même de la photographie. Prix : de 3 500 à 22 000 francs.

« J'ai été contrariée de ne plus participer à la FIAC », dit Agathe Gaillard, directrice de la plus ancienne galerie spécialisée de Paris. Je bondis sur l'occasion de revenir au Grand Palais. On parle toujours des exclus de la FIAC. Mais il n'y a pas que les artistes et les galeries, il y a aussi le public, qui est heureux d'acquiescer des œuvres à bon marché. Mon but est de toucher une autre clientèle et de déceler de nouveaux collectionneurs. Elle présente cinq générations d'artistes (dont Giacomelli, Gibson, Wurstemberger) qui ont dix ans d'écart. Aucune œuvre ne dépasse 10 000 francs.

« L'esprit du salon correspond à l'action que je mène depuis six ans », dit Jean-Pierre Lambert. La FIAC est trop chère pour moi. Mon chiffre d'affaires mensuel est d'environ 15 000 francs. Ce qui signifie quatre ou cinq tirages à 3 000 francs par mois. A Découvertes, j'espère rencontrer le public des arts plastiques. Il parle sur trois auteurs (Shiraoka, Vanech, Robert) dont les prix vont de 4 000 à 7 500 francs. Membre du jury tournant de la nouvelle foire, Charles Sablon partage ce point de vue. « C'est une chance pour les jeunes galeries et les artistes



Hugues de Wurstemberger.

mal connus. Participer à une foire rassure et valorise la galerie. » Il expose un reportage couleur d'Anne Garde sur la base sous-marine de Bordeaux (6 000 francs).

Seule galerie de province, avec Air de Paris (Nice), le Réverbère fête à Lyon ses dix ans d'existence. « La foire est une vitrine qui permet d'affirmer notre présence à Paris », dit Jacques Domez. Les foires internationales sont trop chères pour nous. En rapport avec ses moyens, le Réverbère présente cinq auteurs (Bonzon, Crépet, Domez, Descamps, Rozet) exposés durant l'année, dont les prix varient de 3 000 à 20 000 francs.

Les galeries étrangères sont peu nombreuses. La galerie Hamiltons de Londres propose quelques classiques de la mode (Avedon, Bailey, Horst, Newton, Penn). L'Espagne est représentée par Spectrum, de Saragosse, et Forum, animée par Chantal Grande à Tarragone. Figurent seulement deux marchands américains, dont Harry Lunn avec une dizaine d'épreuves, tous formats, de Joel-Peter Witkin (25 000 à 80 000 francs). Les artistes montrés par ces galeries ne surprendront personne.

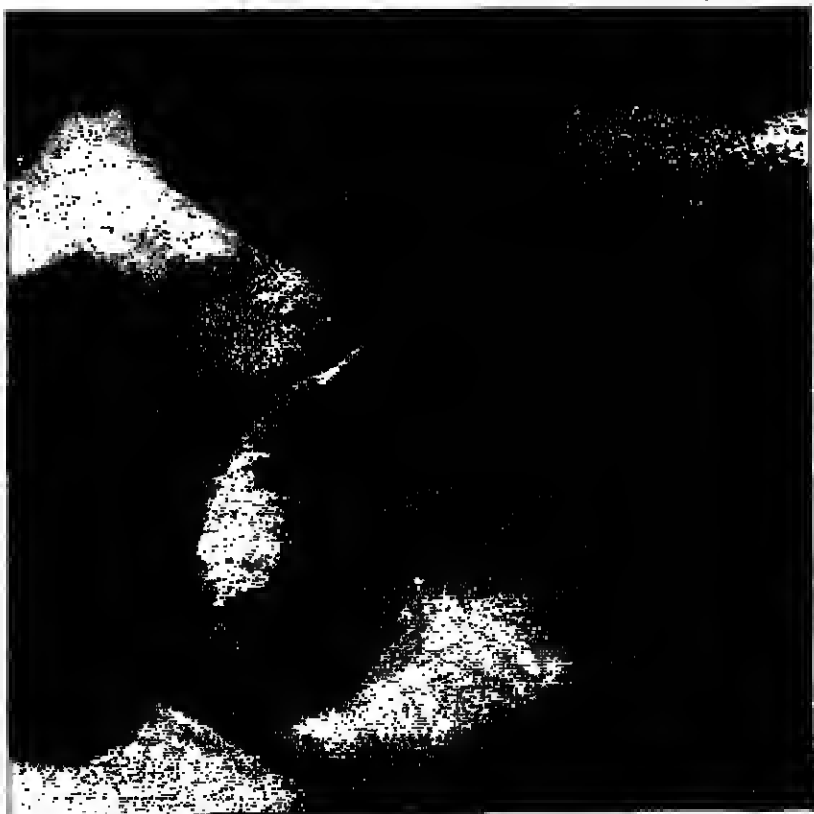
Baudouin Lebon se dit un « découvreur ». « Il n'y a pas d'art mineur ou de technique à part. Il y a seulement des artistes qui m'intéressent, quel que soit le médium utilisé. Comme la sculpture et le cinéma, la photo est une discipline qui appartient à la créativité de notre époque. » Il montre une série de radiographies de l'australien Henry Lewis, trente-quatre ans, réalisées avec sa femme Christiane Thomas, tirées sur papier, agrandies au scanner et représentant des personnages sculptés par lui-

même (entre 15 et 25 000 francs, limitées à quinze exemplaires).

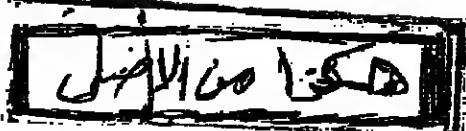
Si les galeries de la rue du Jour, Agnès B. et Pons, sont là, nombre de galeries spécialisées (Farideh Cadoh, Zabriske, Viviane Esders, Alain Paviot, mais aussi Urbi et Orbi, de Gilles Dusein et Giovanna Minelli) sont absentes. « Je participe déjà à la FIAC », dit Samia Saouma. Je préfère rester dans ma galerie et faire un travail en profondeur qui suit réellement les artistes. Quant à Christian Bouqueret, associé à Marie-Claire Lebon, il explique sa défection par « un concept trop vague, un cadre assez mal défini ». Mais son refus n'est pas définitif.

Reste l'invitation lancée à Jean-Claude Lemagny, conservateur de la photographie contemporaine à la Bibliothèque nationale. Sous le titre *Cinq ans d'enrichissements*, il présente cent trente-huit œuvres de cinquante-trois auteurs parmi les quinze mille pièces entrées dans les collections depuis 1986. Aucun d'eux n'a été montré à la BN, mais presque tous ont été exposés dans des galeries. « L'art contemporain a été dominé durant vingt ans par le concept, dit-il. Maintenant, c'est fini. Le mouvement principal est le retour à la matière même de la photo. Cela va de David Buono à Tromeur. Entre les deux, je rends compte des aspects « intemporels » de la photo, qui sont toujours vivaces, le portrait, le paysage. Cet ensemble n'est qu'un aperçu. Il y a un trajet mais pas d'unité organique. Je n'ai pas cherché à concilier la diversité et la continuité. »

PATRICK ROEGIERS



Yves Tremorin, 1990.



L'ARTISTE, DES SALONS DU PASSÉ AUX FOIRES D'AUJOURD'HUI

L'oie du marché

Il y a un siècle, un jeune peintre qui voulait montrer ses tableaux avait le choix : séduire le jury du Salon officiel ou accrocher ses œuvres dans les baraquements des Indépendants. L'art contemporain se montre aujourd'hui selon une loi singulière, celle du marché et de la consommation immédiate. Aux artistes - dont il est peu question - de jouer avec le danger.

COMMENT faisait un jeune peintre, il y a un siècle, pour faire voir ses tableaux ? Il exposait dans un Salon. Soit il se soumettait au jugement d'un jury, jury du Salon officiel - « le » Salon, le digne et vieux Salon institué dans les dernières décennies du dix-septième siècle - ou jury du Salon de la Société nationale des beaux-arts fondée en 1889. Soit il refusait de soumettre ses œuvres aux suffrages, convaincu que ses audaces déplairaient à la majorité des jurés, et accrochait ses toiles dans les baraquements de la Société des artistes indépendants, créée en 1884. Aux Indépendants, héritier du Salon des refusés de 1863, ni votes ni médailles. La règle proclamait : « Ni jury ni récompense. » Seurat, Signac, les nabis, Matisse, Derain exposèrent aux Indépendants bien avant d'intéresser au quelconque marchand de tableaux, tout comme Courbet et Manet avaient exposé aux Refusés.

POUVOIR DE L'ARTISTE, POUVOIR DU GALERISTE

Que fait un jeune peintre aujourd'hui ? Il espère qu'un marchand consentira à présenter un petit nombre de ses travaux dans le stand que ledit marchand loue à l'intérieur de la dernière-née des foires d'art, dénommée Découvertes. Le progrès est donc considérable : d'une situation où aucun pouvoir ne s'interposait entre l'artiste et l'hypothétique amateur, l'évolution a conduit à l'état présent de l'art, où le marchand, courtoisement dénommé galeriste, exerce son pouvoir. On ne peut croire que l'envie de vendre soit absente, valent-ils mieux que ceux, de métier et de bienveillance, qui déterminaient les membres des jurys d'autrefois ? Il décide selon des conventions, conventions modernistes mais conventionnelles cependant.

L'histoire du phénomène s'analyse en trois temps, du Grand Siècle au Second Empire, de la Troisième République aux débuts de la Cinquième, de ses débuts à nos jours. De Louis XIV à Napoléon III, révolutions et batailles esthétiques ont eu le Salon pour unique théâtre. Si Diderot, Gautier, Baudelaire et Zola ont composé régulièrement des comptes-rendus critiques des Salons, c'est qu'ils savaient que nulle autre exposition, fût-elle universelle comme celles de 1855 et 1867, ne rassemblait un panorama plus vaste de l'art contemporain. Pour la même raison - l'enjeu esthétique - Manet a très longtemps lutté pour être admis au Salon.

Les abus de pouvoir et la médiocrité des jurys



Henri Gervais : le Jury de peinture, 1885.

du Second Empire, contrôlés par l'Académie des beaux-arts, ont suscité le Salon des refusés, puis la sécession de la Société nationale, sous l'autorité de Puvis de Chavannes, Meissonnier et Rodin, et la création des Indépendants. Le dernier des Salons historiques, le Salon d'automne, fondé en 1903, se voulait à l'origine la forteresse des modernes, mêlant hommages aux grands prédécesseurs - Cézanne, Gauguin, Seurat - et salles consacrées aux « jeunes », les fauves en 1905, les cubistes français et Picabia ensuite. Il entendait faire pièce aux dernières fatigues.

Cette prolifération n'a pas sauvé le genre, elle a accompagné sa décadence. Si trois Salons se créent entre 1884 et 1903, un autre phénomène caractérise la période : l'apparition des marchands de tableaux, propriétaires de galeries consacrées à ce seul commerce, ni brocanteurs ni antiquaires comme leurs précurseurs de la première moitié du siècle. En 1874, les impressionnistes s'exposent entre eux, à la façon d'un syndicat. Quelques années plus tard, ils exposent de préférence chez Durand-Ruel, Bernheim et Georges Petit, ou, pour les plus discutés d'entre eux, chez Ambroise Vollard et Tanguy.

Fente d'être admis au Salon, ils s'établissent dans les galeries privées, devenues ainsi des anti-Salons où le public découvre les Manet, Monet et Renoir refusés par le jury. Apparaissent alors dans la

presse les critiques consacrées aux galeries, genre très neuf, et les premières stratégies commerciales, réclames et exportations vers la Grande-Bretagne et les États-Unis. Avant-gardisme, anti-conformisme et système des galeries ont ainsi partie liée dans les années impressionnistes.

Un peintre l'a compris mieux que tout autre : Picasso. Jusque dans les périodes de la pire misère, en 1903 et 1904, il refuse d'accrocher ses œuvres aux Indépendants et au Salon d'automne. C'est Vollard, c'est Kahnweiler qui le défendent, et il assure tout à la fois leur fortune et la sienne. Résultat : dans l'entre-deux-guerres, les Salons ont été dépossédés peu à peu de leur importance. Matisse chez Bernheim, Picasso chez Rosenberg et Kahnweiler, le dispositif ancien a décliné. On ne voit guère de courants novateurs qui choisissent les Indépendants pour se manifester. Du côté des abstraits, la mode est aux expositions de groupe, sur le modèle des impressionnistes. Les surréalistes adoptent le même procédé. Simultanément, le nombre des galeries augmente follement jusqu'à la crise de 1929, établies pour la plupart entre Seine et boulevard Saint-Germain.

Jusqu'à la fin des années 60, pendant près d'un siècle donc, la situation ne se modifie guère. Plusieurs Salons voient le jour après la Libération, le Salon de mai en 1945, le Salon des réalités nouvelles en 1946, celui des Peintres témoins de leur temps en 1951, les deux premiers dévoués à la cause de l'abs-

tractant, le dernier à celle de la figuration. Ils accompagnent et illustrent les évolutions et métamorphoses qui se révèlent d'abord dans les galeries - et perdent de leur nécessité quand les causes qui les soutenaient perdent de leur vigueur. En 1956, le Salon de la jeune peinture se propose, comme son nom l'indique, de favoriser les débutants, ambition reprise à partir de 1959 par Grands et Jeunes d'aujourd'hui.

Quelques années plus tard, le Salon de Mani-rouge, rejoint par Nicole Ginnux-Bessec, a tenu la même expérience. Et, quelques années plus tard, s'est retrouvé investi par les galeries qui fournissent en forte proportion les tableaux de ceux de leurs protégés qu'elles entendent promouvoir.

Il n'empêche : le spectacle est ailleurs, dans le marché.

Les foires institutionnalisent cet état de fait. Les galeries de 1890 pouvaient légitimement apparaître comme des points de résistance contre la dictature du goût officiel du Salon. Les galeries de 1990 ne résistent contre aucune autorité imposée, elles sont l'autorité, unique et suprême, les Salons s'étant effondrés, les musées d'art contemporain étant pour la plupart incapables d'un goût indépendant. Les modes, les spéculations, les excès financiers récents - autant de phénomènes largement présentés et commentés depuis une demi-douzaine d'années - ont achevé de le sacrifier, ajoutant à la réalité du pouvoir l'apparence fascinante de l'hystérie.

POINT DE VENTE POUR BUDGETS MODESTES

Le marché existe dès lors pour lui-même, institution dotée d'une apparente nécessité, entité détachée de toute considération d'ordre artistique, machinerie économique qu'affecte plus la hausse du pétrole que la contestation d'une esthétique. Il suffit que les œuvres qu'il propose à la vente ne troublent ni les catégories généralement admises ni la paix civile pour qu'il fonctionne inlassablement. Qu'est-ce que Découvertes ? Non, pas, contrairement à ce que veut suggérer le titre, le rassemblement du plus grand nombre possible d'artistes à découvrir, mais une excoissance supplémentaire du marché, sous le signe des petits prix. Autrement dit, un nouveau point de vente pour budgets modestes, une concurrence à l'intérieur du système.

L'un de ses foodateurs, Alain Lemaître, l'exprime avec une admirable netteté dans le dernier numéro d'Art Press : « Comment s'affirmer en tant que jeune galerie, comment débiter dans le métier en dépit d'une structure monopolistique dominante ? Voilà la raison d'être de Découvertes. » Des artistes, là-dedans, il n'est pas fait mention. A quoi bon en effet puisque, à nouveau, comme en 1860, ils ne sont plus appréciés que pour leur conformisme ? On attend avec impatience le nouveau Salon des refusés de Découvertes.

PHILIPPE DAGEN

Jurys et jurés

Le Salon étant à son origine l'émanation de l'Académie royale de peinture et de sculpture, seuls étaient autorisés à y présenter leurs œuvres les Académiciens, les professeurs, professeurs-adjoints et affiliés de l'Académie royale. En 1748, une commission est instituée afin de juger de la moralité des œuvres qui lui sont soumises et n'exerce pas son contrôle avec trop de rigueur.

Le premier jury d'admission digna de ce nom fut créé sous la Révolution, en 1798, après que le Salon eut été ouvert à tous à partir de 1791. Le jury est élu au suffrage universel, puis, sous l'Empire, nommé.

Il compte alors cinq peintres et deux « amateurs » et demeure un produit de l'Académie, redevenue royale sous la Restauration. Supprimé en 1848, il est rétabli dès 1849. Vingt-huit jurés se forment chaque année en tribunal selon un singulier dispositif électif, à propos duquel il suffit sans doute de citer un article de Zola de 1866 : « Vous vous imaginez peut-être que tous les peintres et tous les sculpteurs, tous les graveurs et tous les architectes, furent appelés à voter. On voit bien que vous aimez votre pays d'un amour aveugle. Hélas ! La vérité est triste mais je dois confesser que ceux-là seuls nomment le jury, qui n'ont pas besoin de jury (...) Le jury n'est pas nommé par le suffrage universel, mais par un vote restreint auquel peuvent seulement prendre part les artistes

exemptés de tout jugement à la suite de certaines récompenses. »

Ce sont en effet les hors-concours, médaillés de première ou seconde classe qui s'entre-évaluent. Les dites médailles étant naturellement décernées par le jury, le système ne pouvait manquer de dégénérer en société d'entraide mutuelle, d'un parti contre l'autre, de ceux qui étaient à l'intérieur contre les exclus.

Pour ceux-ci le rituel du jury tenait du martyre : ils devaient apporter leurs toiles, les faire enregistrer et les abandonner en dépôt le temps de l'examen et du vote, sans avoir le droit de défendre leurs travaux.

Les refusés n'avaient plus ensuite qu'à envoyer un commissionnaire reprendre leurs tableaux à leurs frais ou à les emporter eux-mêmes. Résultat, selon Zola : « On repart les médailles. On couvre les murs de toiles honnêtes et parfaitement nulles. De haut en bas, de long en large, vous pouvez regarder : pas un tableau qui choque, pas un tableau qui attire. »

En 1881 enfin, Jules Ferry modifia la composition du jury en suscitant la création de la Société des artistes français, une société forte de quatre-vingt-dix membres choisis par les admis des Salons précédents. C'était prétendre ressusciter un moribond.

Ph. D.

"Vraiment original, visuellement splendide."

L'un des meilleurs scénarios de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

Le meilleur film de l'année.

MUSIQUES

EMI-FRANCE ENREGISTRE LE « FAUST » DE GOUNOD À TOULOUSE

Style pur, orchestre radieux...

Faute de chanteurs, d'enthousiasme, de traditions vivaces, l'opéra français serait en perdition ? Non. Bizet, Gounod, Magnard prospèrent à Toulouse grâce au talent d'un chef et d'un orchestre, grâce à la détermination d'une marque de disques française et grâce à son producteur, Alain Lanceron.

TOULOUSE, 14 février, 23 h 55. L'enthousiasme ruisselle des gradins de la halle aux Grains. Faust, le vieux Faust de Gounod, a, une fois de plus, arraché des larmes à un public visiblement capable de le chanter de la première à la dernière note, un public tout désigné pour faire la différence entre l'excellent et le médiocre, et pour confirmer que, oui, ce Faust-là méritait d'être enregistré et de passer à la postérité.

Quel Faust ? Celui de Michel Plasseon, d'abord, ruisselant lui aussi en sa trépan, boxeur triomphant mais un peu K.O. à l'issue de cette exécution en concert, épreuve probatoire avant les séances de studio. « C'était bien, je crois que c'était bien », murmure dans sa loge le patron de l'Orchestre du Capitole dans le cou de Jeanine Reiss.

Ce nom-là ne figure pas en tête de la distribution. Mais si le ramage de l'enregistrement se rapporte au plumage du live, il faudra en féliciter, tout de suite après Plasseon, M^{me} le Chef de chant. Elle est la duègne, la surveillante générale, la préposée au style et à l'articulation. A toutes les étapes de la réalisation, elle aura patiemment corrigé, dans la voix des chanteurs, une voyelle trop ouverte, une dentale un peu dure ; elle aura achevé de chasser les derniers italianismes du phrasé de Cheryl Studer (Marguerite née dans le Michigan mais récemment passée par la Scala), de métamorphoser en ténor français idéal Richard Leech, jeune Calisto californien.

Car il est temps de l'avouer. Si Gounod est, une fois encore, porté à l'incandescence, à un sommet inespéré de distinction, par Plasseon, spécialiste français de l'opéra français, la distribution n'est française que par racroc (le Siebel travesti de Catherine Dubose, la Dame Marthe de Nadine Denize), américaine pour trois rôles principaux (outre Studer et Leech, Thomas Hampson, Don Giovanni chez Harnoncourt, Valentin probablement mémorable ici). Quant au Méphistophélès formidable de José Van Dam, il est belge.

Et, pour creuser plus profond encore dans la plaie du nationalisme vocal : de ces trois Américains à la diction tricolore impeccable - on ne perd pas un mot, pas une diphtongue, pas une insinuation du texte de Goethe, médiocrement transposé par Jules Barbier, - deux, dans le civil, ne parlent pas le français. « Question de don, dit Alain Lanceron, producteur de l'enregistrement. Si l'on voit des Espagnols s'exprimer dans un français parfait incapables de le chanter sans accent, en revanche cette jeune école américaine interprète notre musique comme si c'était la sienne alors même qu'elle ne parle pas notre langue. En direct, la prononciation de Cheryl Studer nous a paru si extraordinaire qu'on s'est dit qu'au micro le miracle se dissiperait. Mais sa diction reste intacte à l'enregistrement : son Air



José Van Dam et Michel Plasseon.

des bijoux est non seulement vrai musicalement, mais compréhensible à cent pour cent.

Alain Lanceron dirige les services artistiques et créatifs chez EMI-France, ex-Pathé-Marconi, alias La Voix de son maître. Il ne dispose, à ce titre, que d'un petit budget de production (voir encadré). Mais il aime l'opéra, le connaît parfaitement et s'est juré d'arracher le répertoire lyrique français à la mauvaise réputation qui lui collait au talon. Avec Plasseon et l'Orchestre du Capitole comme principaux alliés.

« L'orchestre toulousain est magnifique. Après deux disques sortis par CBS, nous l'avons en exclusivité. Nous travaillons avec Plasseon depuis quinze ans. En ce qui concerne notre production lyrique, nous avons préféré nous consacrer au répertoire français, aux grandes œuvres populaires dont nous avons voulu réaliser des enregistrements de niveau international, comme la Manon de Massenet, les Pêcheurs de perles de Bizet, Mireille, Roméo et Juliette, la trilogie de Gounod que Faust va achever.

« L'autre sillon que nous creusons au fil des années est celui des premières mondiales : la Jolie Fille de Perth de Bizet, Padmaavati de Roussel, Ciboulette de Reynaldo Hahn, l'Œdipe du Roumain Enesco dans la version française originale, Guercœur de Magnard. Avec l'équipe toulousaine dans deux cas sur quatre. Je suis sûr qu'on dira de Plasseon, dans cinquante ans, qu'il a fait une œuvre, quelque chose d'important pour la musique française. Avec lui, on aura construit à terme une vraie politique d'enregistrement, une politique aux objectifs immédiatement cernables. Les coûts sont tels aujourd'hui, pour l'opéra principalement, qu'on doit fabriquer des produits qui résistent à la concurrence internationale. Enregistrer le Barbier de Séville en français ne m'intéresse pas. »

Soulignons en passant que pour Faust, best-seller absolu de l'opéra populaire français (création en 1859, deux millième représentation dès 1924), EMI-France a cassé sa tirelire et déboursé, sans sponsors, à peu près

l'équivalent de son budget annuel. Espérance de vente : de quinze mille à vingt mille coffrets de trois disques compacts par an (1). Mais vente non-stop pendant des années. Car il ne sera pas dit que ce hit classique, superbement chanté, ne se maintiendra pas au catalogue aussi longtemps que le Don Giovanni dirigé par Giulini (quinze mille exemplaires vendus en France, à la faveur de l'Année Mozart, entre septembre et décembre derniers. Le score peut sembler dérisoire par rapport aux chiffres de vente d'un roman à succès. Mais tant de disques classiques plafonnent à deux cents, trois cents exemplaires de vente annuelle !).

L'histoire de ce Faust est... faustienne. « J'aimerais tant ! », lança Van Dam à Lanceron un beau matin. « Nous vous le devons », répondit Lanceron à brûle-pourpoint. Pourquoi cette acceptation sans conditions ? « Van Dam est l'artiste avec lequel j'ai le plus enregistré, raconte le jeune producteur. S'il ne figure pas dans mes distributions, c'est qu'il n'y avait vraiment pas de rôle pour lui. Il ne ressemble en rien à ces caricatures de Méphistophélès que sont les barytons-basses de l'Est. Il a l'élégance du phrasé d'un André Pernet, d'un Marcel Journet, vraies basses françaises d'avant les années 50. Contrairement à ce qui se passe avec la plupart des chanteurs, qui atteignent leur acmé artistique avec une voix déjà usée, Van Dam a mûri sur tous les plans parallèlement, il n'a jamais aussi bien chanté techniquement et il n'a jamais atteint de tels sommets, musicalement. »

Et Lanceron de faire remarquer que « l'opéra, c'est comme ça. On part de quelque chose de fragile, on bâtit autour, en fonction des dates de chacun, des disponibilités, des calendriers. L'établissement d'une distribution exige qu'on y consacre un temps énorme.

« Pour le rôle de Faust, j'avais pensé à un Italien. Puis je me suis retrouvé en Italie pour une représentation de Madame Butterfly avec Catherine Malfitano. Je n'ai pas attendu la fin de la représentation pour engager Richard Leech.

« Pour le rôle de Marguerite, cinquante noms au moins me sont venus à l'esprit. Mais je me lamentais en y pensant. Il n'y a plus de soprano lyrique vraiment enregistrable. Mirella Freni, c'était il y a dix ans. Neana Cotrubas, c'est fini. Elles n'ont pas de remplaçantes françaises. Studer a chanté des rôles trop lourds, mais la voix est phénoménale. Elle est Senta, la Reine de la nuit, Chrysolémis, une vraie soprano lyrique. Et c'est ça, Marguerite. Des pianissimos angéliques, les grandes orgues dans la scène de l'église.

« La dernière grande génération des chanteurs français fut celle des années 60 : Crespin, Mesplé. Après, on a fermé l'Opéra-Comique. Liebermann est arrivé au Palais Garnier en déclarant qu'il n'était pas là pour former des chanteurs français : nous n'avons pas, en France, un seul chanteur de niveau international de la génération des quarante-cinq - cinquante-cinq ans.

« Enregistrer un disque, c'est une aventure. On porte au pinacle des chanteurs français dont la carrière, à l'évidence, sera moyenne, des cas comme celui de Françoise Pollet exceptés. On relegate à l'étranger un baryton de la classe de François Le Roux. Une Andriette Guio, qui fut Micòla aux côtés de Callas, reste irremplacée. »

On saura en tout cas, avec ce Faust, ce qui fait qu'un enregistrement d'opéra passe la rampe du succès ou pas. Un peu plus de travail. Un peu plus de passion. Beaucoup plus de répétitions.

A. R.

(1) Ce nouvel enregistrement de Faust, dans sa version en cinq actes, sera le plus intégral qu'on puisse se procurer : soixante-quinze minutes de musique de plus par rapport à la version de concert donnée à Toulouse. Sont rétablis dans leur intégralité le début de la scène de la chambre de Marguerite, supprimé dans la version en quatre actes, le ballet de la Nuit de Walpurgis, généralement coupé, et trois airs inédits retrouvés à la Bibliothèque nationale. Le ballet et les inédits seront fournis en appendice.



« Guercœur », d'Alberic Magnard, c'était, grâce à un enregistrement réalisé en 1986, l'exhumation d'un opéra français dans lequel Michel Plasseon et ses Capitoliens s'investirent tout entiers. Nadine Denize était déjà là. Et José Van Dam, bien sûr.

Deux labels pour l'opéra

Deux marques se disputent depuis toujours la prééminance sur le marché du disque lyrique classique. Decca est fort de ses réalisations dans la rétrospective allemande (les Wagner dirigés par Solti), de ses sommets italiens (Tabeliti avec Del Monaco ou Bergonzi), de ses hits de pure vocalité (Pavarotti et Sutherland, sans chefs d'orchestre classés), de sa prise de son « signée » : deux équipes techniques, constituées pour le seul répertoire lyrique, se sont toujours déployées avec leur esthétique spécifique du micro, de la Sofiensaal viennoise au Kingsway Hall londonien.

EMI tire son dynamisme de ses filiales nationales (EMI France, EMI Records pour l'Angleterre, Electrola en Allemagne, Angel aux Etats-Unis) et d'une production « sur le terrain » (opéras, symphonies françaises, grand répertoire avec de jeunes solistes français comme Caussé et Dumey dans l'Hexagone ; des compositeurs comme Elgar, Vaughan-Williams en Angleterre). Simultanément, le siège central londonien d'EMI Classics n'a jamais cessé de produire les stars internationales : Karajan autrefois, Perelman, Muti, Norrington, Jeffrey Tate aujourd'hui. Le label EMI recouvre ainsi des « produits » extrêmement diversifiés. Cela, grâce à l'indépendance de ses filiales nationales. Si elles sont chargées

de vendre, à l'horizontale, leurs productions à leurs homologues européens ou américains, elles voient en effet revenir dans leur gousset leurs royalties propres, ce qui leur permet de réinvestir dans de nouveaux projets. Quant à la centrale, EMI Classics, basée à Londres, elle diffuse à la verticale, par l'intermédiaire de ces mêmes filiales, ses productions lourdes dans le monde entier. Les royalties remontent alors au siège de la multinationale, par la voie des satellites décentralisés.

Decca, c'est la perfection des voix, un son, une image de marque ciblée sur le lyrique à l'ancienne, comme il se pratique au Met ou dans les grands théâtres d'Italie. EMI, c'est un répertoire plus large (lié à la production éclatée dont nous parlions), une ligne mozartienne peut-être plus développée pour des raisons de simple coïncidence historique, une image de marque lyrique associée à une seule entité : Callas. Mais un fonds prodigieux, comparable à celui de Gallimard pour la littérature. Comme l'explique Alain Lanceron, « dans tous nos trésors, nous n'avons qu'à puiser, alors que les autres marques grattent leurs fonds de tiroir pour satisfaire les nostalgies du public français, qui n'a jamais été aussi conservateur. Le fonds, c'est la garantie inappréciable d'une véritable politique de nouveautés. »

A. R.

هنا من الأصل

MUSIQUES

RENCONTRE AVEC ANDREÏ KONCHALOVSKY QUI MET EN SCÈNE « LA DAME DE PIQUE » A L'OPÉRA-BASTILLE

Les fugues d'un pianiste cinéaste

On n'avait pas vu Konchalovsky à Paris depuis sa mise en scène de *la Monette* au Théâtre de l'Europe. Le voici à l'Opéra-Bastille, poursuivant son investigation du patrimoine artistique russe avec une œuvre donnée en mai dernier à la Scala de Milan, coproduite par l'Opéra de Paris. Depuis, il a tourné un nouveau film sur les perversions du stalinisme, période qu'évoque ici ce Soviétique mélomane et privilégié.

« Vous avez l'air triste... »
 — Je suis fatigué. Le manque d'infrastructure de votre Opéra m'épuise. Et puis, je n'arrête pas : la mise en scène de *la Dame de pique* à la Scala en mai ; le tournage de mon dernier film tout de suite après ; et maintenant, la reprise de *la Dame de pique* à Paris. Je ne suis pas un metteur en scène d'opéra. Je fais de l'opéra entre les films.
 — Ce dernier film que vous êtes en train de monter, comment s'appellera-t-il ?
 — Peut-être *le Projectionniste*. Ou bien *le Cercle intérieur*. Ce cercle était un terme du KGB pour désigner les trente et une personnes qui étaient en contact physique quotidien avec Staline : vingt-sept gardes du corps, deux chefs cuisiniers, une femme de chambre et un projectionniste.
 — Quel genre de films Staline se faisait-il projeter ?
 — Je le montre en train de regarder *Toute la Ville danse*, film que Duvivier a tourné aux États-Unis sur la vie de Johann Strauss. Mon projectionniste est un esclave qui adore son tyran. Car Staline était peut-être un politicien satanique, mais il n'était pas regardé par le peuple comme une mauvaise personne. Le peuple en avait fait un dieu vivant ; chaque peuple a les héros qu'il mérite.
 — Peut-il continuer que ce peuple soviétique a, sur ce point, amélioré ?
 — Il y a toujours des stalinistes en Union soviétique. Il n'y a que les marxistes et les pragmatistes pour

penser que le peuple puisse être amélioré. Le peuple est un système écologique résultant des réalités géographiques et des conditions climatiques. On ne peut pas attendre qu'un palmier vive soixante ans ni qu'un chêne soit aussi souple qu'un palmier. Ce sont des arbres dans les deux cas, mais de nature spécifique.
 — La mise en scène des opéras de Tchaïkovski est-elle au moyen de retrouver votre enfance ?
 — Je détestais l'opéra lorsque j'étais petit. J'ai dû en voir, forcément, mais j'y allais comme à l'école, je trouvais ça indigeste et interminable. J'ai vécu dans une famille d'artistes, pendant le stalinisme. Mon père a été un excellent romancier pour enfants. Puis il est devenu fonctionnaire : l'Union des écrivains, le pouvoir administratif lui ont donné de l'adrénaline pour vivre. Mon grand-père, lui, était peintre, il avait fait des décors pour *Carmen* au Bolchoï, il avait longtemps travaillé à Paris et était resté influencé par Cézanne. Il s'était marié avec une Française. Mon arrière-grand-père aussi.
 — Tout cela semble sorti d'un roman de Tolstoï ou de Pouchkine...
 — C'est vrai que ma famille a été sauvegardée comme une sorte de patrimoine, de trésor de la vieille Russie. Dans le premier discours que Staline a prononcé sur les intellectuels, il a établi la liste des artistes dont devait s'enorgueillir l'Union soviétique. Le nom de mon arrière-grand-père, le peintre Vassili Sourikov, y figurait ! Cela n'a pas empêché que deux de mes oncles ont été envoyés au goulag. Mais ma famille est restée un peu intouchable. Mon arrière-grand-père a pu refuser de faire le portrait de Staline sans être inquiété. Il a simplement été interdit d'exposition pendant dix-huit ans.
 — Vous avez été pianiste.
 — Ma mère voulait absolument que l'un de ses fils fût musicien. En 1925, elle s'était embarquée pour les États-Unis avec un homme d'affaires qui ne jouait pas trop mal du piano et dont elle avait décidé de faire une star internationale. Il a tout quitté pour elle puis, quand son premier récital a tourné en catastrophe, elle l'a quitté. Moi, j'ai été compositrice, puis, pendant huit ans, puis je me suis résignée, je suis entrée au Conservatoire dans la classe de Lev Oborin, avec la transcription de *Petrouchka* de Stravinski.

« Dans cette classe, il y avait Vladimir Ashkenazy et un vrai génie, Dimitri Sakharov, qui est devenu alcoolique très tôt et dont on n'a plus jamais entendu parler. Mais à l'époque, tous deux étaient diaboliques. Quand on travaillait ensemble, il fallait ouvrir la partition du *Clavier bien tempéré* sur une fugue bien compliquée, la lire attentivement, puis la jouer sans faute. Ils étaient déjà prêts que je n'avais même pas commencé à mémoriser les premières lignes. Je crois que c'est Ashkenazy qui a décidé de ma vocation de cinéaste... »
 — Sa carrière s'est révélée un peu décevante ensuite.
 — J'étais avec Richter quand Ashkenazy a donné son concert de retour à Moscou. Richter m'a dit : « C'est tellement parfait... » C'était trop parfait, en effet. J'avais très bien connu Richter entre 1946 et 1948. Nos datchas étaient voisines. Il venait de gagner le premier prix au premier concours international des jeunes pianistes organisé en Union soviétique. Il avait déjà ces doigts de boucher, gros comme des saucissons, couverts de poils roux. Il m'a raconté qu'il devait parfois en jouer sur la tranche pour ne pas les accrocher entre deux touches noires. Il venait nous voir très souvent. Il a cassé la pédale du piano de mon grand-père. Celui-ci lui a déclaré : « Jeune homme, l'art doit garder le sens de la mesure. Vous ne jouerez plus chez moi. »
 — Les pianistes soviétiques n'ont pas précisément le sens de la mesure...
 — Le pire était Sofronitski. Il n'était pas fou, mais très alcoolique. Sa première femme était la fille de Scriabine, qu'il jouait comme personne. Nous sommes allés à l'un de ses récitals avec ma mère. Nous l'avons trouvé dans une loge, pâle comme un mouchoir : « Je vais mourir à l'instant même... » Il a fait patienter la salle deux heures et demie, personne n'est parti. Puis il a joué jusqu'à trois heures du matin. C'était un boogaloo romantique cubiste. Moi, je ne me suis jamais senti bien avec un piano.
 — Alors, finalement, qu'est-ce qui vous a amené à l'opéra ?
 — La curiosité. Contrairement au cinéma dont la tâche n'est jamais surmontée, on peut même s'imaginer sur une scène lyrique comme une psychédélie en temps réel. Des effets spéciaux qui, à l'écran, paraissent ridicules sont coquille-casants sur scène grâce à leur immédiateté.
 — Hermann, le héros de *la Dame de pique*, est un héros fantastique.
 — Dans une galerie de portraits, il se retrouverait à côté des personnages d'Edgar Poe, de Hoffmann, de Dostoïevski et de Kafka. C'est un possédé, un homme déjà mort avant que tout commence. Il voit le monde à travers sa perception de mort vivante. Cela m'a intéressé de jouer ici entre ma propre subjectivité, implicite, de metteur en scène et la subjectivité, complètement tordue, du héros.
 — Dans votre mise en scène, l'action de *la Dame de pique* est légèrement décalée dans le temps.
 — Pouchkine décrivait son époque. Tchaïkovski a transposé l'opéra au dix-huitième siècle, pour échapper à la censure : sous les tsars, il était impensable de montrer un officier dévoré par la passion du jeu. Frigorio et moi avons décidé de situer *la Dame de pique* dans un climat fin de siècle à la Klimt, à la Egon Schiele, un climat de décadence, de volupté de la mort. La comtesse, je la vois comme une femme encore, pas un monstre : Bette Davis. Je l'ai dit à Régine Crespin. Elle a sérieusement tiqué. Mais elle a essayé ! Tout cela se passe dans un décor de tombe, de mausolée, dans des blancs lunaires, des gris fantomatiques, des matières poussiéreuses. On doit sentir passer la brise du mal. Les images sont celles qu'aurait dans la tête un homme qui ne dort jamais.
 — Et vous n'avez pas l'air optimiste.
 — Le temps me manque, c'est déchirant. Trois semaines de répétitions à Paris, cinq à la Scala, alors qu'il faudrait tout prendre à partir de zéro avec les chanteurs et inventer toute une pédagogie du geste, du caractère physique. Les chanteurs font des gestes lents dans les andantes, des gestes saccadés dans les tempos rapides. Ils sont incapables de dissocier l'expression corporelle de l'expression musicale. Il leur faudrait une école. Je comprends que Strehler ait exigé douze semaines de répétition pour son *Don Giovanni* à la Scala. »



PHOTOS COLETTE MASSON/LENOIR

Pianiste raté, Andreï Konchalovsky ? Elève, tout de même, au Conservatoire de Moscou, de Lev Oborin, pédagogue réputé, chambriste connu pour avoir joué avec Oistrakh. Mais Konchalovsky, comme son frère Mikhalkov, s'est finalement fait un nom au cinéma, comme assistant de Tarkovski sur *l'Enfance d'Ivan*, comme scénariste d'*Andreï Roubliev*, comme réalisateur d'un divertissement inspiré de *Sibériade*, *Maria's Lovers*, *Runway Train*...

OPERA
DE PARIS
GARNIER

NEDERLANDS
DANS THEATER

DIRECTION ET CHOREGRAPHIES
JIRI KYLIAN

PREMIER PROGRAMME
KAGUYAHIME

Musique et direction musicale de Maki Ishii
Katsujō Kondo (percussions Kodo)
Gagaku-Ensemble (instruments japonais)
Groupe Cercle Percussions

5 (soirée réservée), 6, 7, 8, 9, 10 (m) mars

DEUXIEME PROGRAMME
SYMPHONIE DE PSAUMES

Musique d'Igor Stravinski

L'ENFANT ET
LES SORTILEGES

Musique de Maurice Ravel
Orchestre du Nederlands Ballet
Chœur du Nederlands Dans Theater
Direction musicale de Christof Escher
12, 13, 14, 15 mars

Location (14 jours à l'avance) : 47 42 53 71
et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier. Par téléphone : code THEA (puis OPERA)
Prix des places : de 30 F. à 320 F.

(1) Régine Crespin ayant finalement déclaré forfait en cours de répétitions, elle est remplacée dans le rôle de la comtesse par Irina Bogatcheva, chanteuse au Kirov de Leningrad.

* *La Dame de pique*, de Tchaïkovski, livret de Modeste Tchaïkovski d'après la nouvelle de Pouchkine. Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris. Direction musicale Myung-Whun Chung. Avec Irina Bogatcheva (la comtesse), Tina Kiberg (Lisa), Hélène Perraguin (Paulina), Vladimir Popov (Hermann), Sergueï Lestinski (le comte) et Gino Quilico (le prince Eltsky). (Lire les renseignements pratiques dans notre « Sélection Musiques ».)

CINÉMA

« MILLER'S CROSSING », LE NOUVEAU FILM DES FRÈRES COEN

Un film noir de toutes les couleurs

Is tournent peu, finalement. Trois fois en dix ans. Cette fois-ci la réussite est complète. Servi par une troupe d'acteurs épatants, *Miller's Crossing*, mis en scène par Joel, produit par Ethan, est au film de gangsters ce que fut *le Bon, la Brute et le Truand* au western.

LÉO le caïd est irlandais. Élegant, méfiant, il n'oublie pas, quand on vient pour tenter de l'assassiner, d'enfiler ses mules brodées. Le maire et le chef de la police mangent dans sa main. Il a toute confiance en Tom Reagan, son lieutenant, irlandais lui aussi, qui sourit rarement, d'ait de l'argent à un bookmaker, affirme qu'il n'a pas de cœur, mais séduit tout de même la belle Verna, la poule de Léo. Johnny Caspar est italien. Il voudrait prendre le contrôle de la ville. Colérique et gominé, il ne plaisante pas avec « l'éthique ». L'éthique, c'est son truc. Bernie Bernbaum est juif. Avec délectation, les frères Coen en font le plus salaud de tous. Bernie est le frère de Verna. Alors Léo le

protège. Mais le visqueux mafiat a eu le tort d'arnaquer Caspar le rituel. Qui veut sa peau.

Raconté comme ça, *Miller's Crossing* n'est qu'une histoire de gangsters de plus. Les histoires de gangsters, d'ailleurs, sont à la mode, c'est fou. Ces derniers temps, on a eu la version brillante et brutale de Scorsese (*les Affranchis*), la version clean et colorée de Warren Beatty (*Dick Tracy*), la version déferente et différente de Stephen Frears (*les Arnaqueurs*). Voici maintenant la version la plus délicate et la plus délectable, celle des frères Coen.

Après la violence pure et dure (*Sang pour sang*), après la tendresse burlesque et itinérante (*Arizona Junior*), Joel et Ethan donnent avec *Miller's Crossing* leur troisième film en dix ans, un époustouflant film noir de toutes les couleurs, un trépidant opéra bouffé rythmé par les hoquets hystériques de la « sulfatuse » Thomson ou par la contrapuntique douceur de vieilles ballades irlandaises.

Les frères Coen affirment que leur film est né de la lecture de *Moisson rouge* de Dashiell Hammett et de l'image d'un chapeau volant à travers les arbres. Hammett est là, un peu, dans la peinture de cette ville en

état de décomposition avancée, sous la prohibition. Une ville qu'on voit à peine, qu'on cadre serré, enseignes de bar éteintes d'une rafale, fenêtres à guillotine, voitures sombres sur pavé luisant. Mais le chapeau est plus important que la ville, il vole en effet, et fait décoller *Miller's Crossing* vers un bucolisme inquiétant, l'arrache à l'asphalte, l'empêche d'ailleurs, plus loin, plus haut, au-delà des rives triviales de la parodie.

Le chapeau appartient au héros, Tom, ce drôle de truand gracieux et mélancolique, plus proche de Lorenzaccio que d'Al Capone, que joue si bien Gabriel Byrne. Tom n'arrête pas de trahir, dans cet univers de la pègre soi-disant régi par un code d'honneur. Il trahit tout le monde, il n'y peut rien, et finit d'ailleurs par se trahir lui-même.

Il n'arrête pas non plus de perdre son chapeau. On voit d'abord le convre-chef vagabond se poser comme un oiseau noir sur un tapis de feuilles mortes. Est-ce un cauchemar? Plutôt une prémonition, il s'en passera de sévères, tout à l'heure, à la croisée de ces chemins forestiers, à *Miller's Crossing*.

Ce chapeau, Tom y tient beaucoup, il l'accompagne partout, roule dans le ruisseau les soirs de pluie, se

cabosse les jours de bagarre, et, s'il n'y prend pas garde, s'égare. Il est le furet qui court à travers ce film désopilant et grave, où il n'y a pas de scènes de lit, mais seulement entre les hommes et les femmes quelques baisers vaches, des regards méchants. De ce film où il paraît logique qu'un gamin perplexe et un gros chien jovial volent la perruque d'un cadavre récent. Où les scènes de carnage font rire et les scènes d'amour font peur.

De ce film servi par une mise en scène surprenante, une photographie somptueuse (Barry Sonnenfeld) et une interprétation délectable. Découverte de Marcia Gay Harden (Verna), venue du théâtre, dont c'est la première apparition au cinéma, une vraie présence. Compositions savoureuses et survolées de Jon Politt (Johnny Caspar) et John Turturro (Bernie). Retrouvailles heureuses avec Albert Finney. Il fut shakespearien, il fut Tom Jones, il est intact, et donne à Léo, le caïd sentimental, sa dose bienvenue d'humanité.

Tout bien pesé, *Miller's Crossing* est au film noir ce que *le Bon, la Brute et le Truand* fut en son temps pour le western. Aussi distancé et proche à la fois du genre qu'il s'approprie. Aussi iconoclaste et fervent. Aussi irrésistible.

DANIELE HEYMANN



Gabriel Byrne et Jon Politt



Le même Gabriel Byrne avec Marcia Gay Harden



Albert Finney tout seul

RENCONTRE

Les frères Brothers

L'un produit, l'autre pas; l'un réalise, l'autre pas. Depuis leur premier film, *Blood Simple*, on dit simplement : les « frères Brothers ». Ils ne se font interviewer qu'à deux, l'un finissant toujours les phrases que l'autre commence, sur le même ton impavide, avec le même humour à froid :

« **A**LBERT Finney dans *Miller's Crossing*, ça a été un coup de pot.

— Presque un accident.

— Le rôle était dévolu à Trey Wilson, qui était déjà dans *Raising Arizona*...

— Mais il est mort très soudainement.

— La veille du jour où il devait tourner.

— Finney venait de finir un truc... En deux jours, nous lui avons demandé de s'engager sur un projet de trois mois.

— Curieusement, il pouvait.

— Et ça l'intéressait.

— Pareil pour le grand dadais.

— Qui devait s'appeler Hansen.

— Parce qu'il aurait été suédois.

— On l'avait offert à Peter Stormar, un acteur de chez Bergman.

— On trouvait rigolo qu'un trésor national vienne jouer un truand chez nous.

— Lui aussi trouvait ça très cool.

— Il a finalement opté pour Mademoiselle Julie à Moscou.

— Avec Bergman.

— On a donc changé la nationalité du grand dadais... »

Plus Rosenkrantz et Guildenstern que Laurel et Hardy, les Coen Bros ont un numéro très au point. Pourtant, ils rejettent (à moitié) cette image des deux frères liés par la hanche et par la tête. « Nous divergeons souvent d'opinion mais les différends se règlent en cours d'écriture et de préproduction. Sur le tour-

nage, on est presque toujours d'accord. Résultat : pour les journalistes qui visitent le plateau, ça paraît plus soft que ça ne l'est dans la réalité. »

Ethan a les cheveux blonds et courts, il est trapu et baraqué, il a trente-deux ans. Joel est chevelu, longiligne, fluide, il a trente-cinq ans. Ethan produit, Joel réalise, ils écrivent ensemble mais ne finit guère de distinguer. Selon la rumeur, c'est Joel qui signe la réalisation parce qu'il est l'aîné et qu'à ce titre il a choisi le premier.

« Avec eux, dit Gabriel Byrne, le héros de *Miller's Crossing*, un a le sentiment de faire un film avec des voisins dans une arrière-cour. On en a même parfois envie d'aller voir s'ils ont vraiment mis de la pellicule dans la caméra. Mais ce sont des mecs très modestes, qui font ce qu'ils ont envie de faire, ou, plus exactement, ce qu'ils estiment devoir faire. » L'acteur John Politt (qui joue dans le film le rôle du gangster italien Johnny Caspar) est plus catégorique : « On a l'impression d'être dirigé en stéréo. »

Joel et Ethan Coen sont nés près de Minneapolis. Leur père enseignait l'économie et leur mère, l'histoire de l'art. Leur vie était « typiquement celle des bourgeois de banlieue ». Aujourd'hui encore, affirment-ils, ils ne sont pas très sûrs que leurs parents approuvent leur carrière et leur activité. Joel passe de

l'université de New-York au montage de films à petit budget; Ethan fait des études de philosophie à Princeton mais sera, entre autres boulots, dactylo chez Macy's. Ils commencent très vite à écrire. « On a eu du pot que ça ait décollé aussi vite, grâce surtout à des allumés comme Sam Raimi », réalisateur de *Evil Dead*, sur lequel Ethan fit ses premières armes, et de *Darkman*.

Ils partent généralement d'une image — dans *Miller's Crossing*, ce sera celle d'un chapeau voltigeant sur un tapis de feuilles mortes. « L'univers dans lequel les personnages vont se mouvoir vient toujours en premier. L'intrigue, secondaire, ne prend corps qu'en cours d'écriture... Nous rêvions de faire un film de gangsters, situé dans une petite ville plutôt que dans une métropole. Avec le look classique — chapeau et long manteau — dans une forêt plutôt que dans une rue. La forêt est devenue ce « carrefour Miller », le terrain d'exécution favori des gangsters. Là-dessus s'est greffée la variété ethnique des personnages : les Irlandais installés, les Italiens qui débarquent, et les Juifs outsiders, qui veulent leur part du gâteau. »

Les frères Coen se voient souvent accuser de pratiquer en cascade les « hommages » aux grands films classiques. « Je ne sais pas pourquoi on fait ce type de commentaires. On rapproche nos films d'autres que,

souvent, nous n'avons pas vus. On est parfois d'accord avec la critique, ou on l'admire même si elle est défavorable... Surtout lorsqu'elle est bien écrite... Mais cette réputation cinéphilique qui nous est faite, on ne la comprend pas du tout. A la limite, elle nous agace. A notre avis, les gens qui écrivent ça en savent beaucoup plus sur le cinéma que nous », disent Ethan et Joel.

En revanche, tous deux se réclament ouvertement du roman noir américain. « James Cain, Raymond Chandler, Dashiell Hammett... Nous sommes depuis longtemps des fanatiques de ce genre littéraire qui a profondément influencé l'atmosphère de *Miller's Crossing* et, dans une certaine mesure, la langue même du film : mi-inventée, mi-argot de l'époque chopé dans de vieux romans populaires. Authentique par endroits et ailleurs, pastiche. »

« *Blood Simple*, plus « sur-écrit », se rapprochait de James Cain. *Miller's Crossing* est plus froid, donc plus proche de Hammett, de cette convention de la ville pourrie, corrompue, particulièrement évidente dans *Moisson rouge*. A partir de là, et ce n'est pas forcément une idée à la Hammett, on ne joue plus aux gendarmes et aux voleurs : tous les personnages sont des gangsters. Mais ce qu'il y a aussi de typiquement hammettien — et donc de très attirant — c'est que le personnage central demeure une énigme », disent Joel et Ethan.

Après le succès commercial de *Raising Arizona*, Hollywood a entonné pour les Coen le chant des sirènes. Ceux-ci restent cependant fidèles aux producteurs de leurs débuts. « On n'a pas encore reçu des studios un budget colossal avec carte blanche blanche. Alors... » Ils viennent pourtant de tourner *Barton Fink*, dont le scénario fut écrit pendant une panne d'inspiration sur *Miller's Crossing*. « Celui-là nous est sorti comme un hoquet. Il raconte les tribulations d'un scénariste qui se rend à Hollywood dans les années 40... et souffre, évidemment. Mais ça ne correspond en rien à ce qui nous est arrivé. Sauf pour la scène de décapitation », concluent dans un sourire les frères Brothers. *Barton Fink* sera une comédie. Ethan : « En principe. » Joel : « Nous, en tout cas, ça nous fait rigoler. »

HENRI BÉHAR



L'un produit (Ethan), l'autre filme (Joel)

AVEC JOEL ET ETHAN COEN

en stéréo

LA SÉLECTION

MUSIQUES

Découvertes de la semaine

Ives
Gitar à cordes n° 2
Carter
Musique à cordes n° 2
Rochberg
Quatuor à cordes
Quatuor Arditi.
Un festival de musique contemporaine se doit de compter parmi ses invités les incomparables Arditi, grands déchiffreurs devant l'éternel. Le programme américain mis sur pied par Radio France constitue un festival haut de gamme, l'éclatante festivité en moins.
Le 1^{er} mars, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37, 100 F.

Nancarrow
Prélude et blues
Crum
Mélodramas II
Ives
Sonate pour piano n° 1
Helen Austin (piano).
Spécialiste de Scriabine et de Janacek, le pianiste norvégien se lance dans le programme américain n° 1 en attendant le moins. Nancarrow imite le piano mécanique au piano acoustique - virtuosité à l'avenant. Crumb et ses *Mélodramas*, ne constituent pas précisément un répertoire pianistique macrobiotique. Ives est inépuisable, comme chacun sait.
Le 2^e mars, Théâtre des Champs-Élysées, 15 h 30. Tél. : 47-20-36-37, 100 F.

Ives
Sonate n° 2 « Concord »
Claude Helffer (piano),
Alain Marion (violin).
On peut s'étonner de voir un flûtiste figurer au générique d'un concert tout entier consacré à l'immense sonate « Concord » de Charles Ives. Or Ives a prévu, pour ce manuscrit pianistique, treize notes de flûte « ad libitum ». Quel cachet reçoit un soliste de la taille d'Alain Marion pour treize notes de musique ?
Le 2^e mars, Comédie des Champs-Élysées, 17 h 30. Tél. : 47-23-37-21. Entrée libre.

Paris

Jeu 28 février

Purcell
Haendel
Gluck
Haydn
Mozart
Rossini
Al et Beethoven
Hélène Perraguin (mezzo-soprano),
Irene Kurland (piano).

L'un des espoirs, à confirmer, du renouveau de l'opéra français par des chanteurs de langue française. Transfuge pour un soir du plateau de la Dame de Pique.

5, 16, 18 mars, 20 h 30
QUATUOR ALBAN BERG
MOZART
BARTOK
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
47.20.36.37

BLEUES
8^e ÉDITION :
du 8 mars au 13 avril 1991
CONCERTS D'OUVERTURE :
8 mars
STAN GETZ
KENNY BARRON
SWEET MONEY IN THE ROCK
Renseignements autres concerts :
43 85 66 00
LOC. : FIAC - CLEMENTINE
VIRGIN MEGASTORE
OFFICE DU TOURISME DE BOBIGNY
France Inter



Niagara en tournée.

Hélène Perraguin affronte la solitude du récital.
Opéra de la Bastille, 20 h 30. Tél. : 40-01-16-16, 80 F.

Vendredi 1^{er} mars

Tchaïkovski
La Dame de pique
Vladimir Popov (ténor),
Sergueï Lissitski,
Gino Quilico (baryton),
Tina Kiberg,
Irina Bogatcheva (soprano),
Hélène Perraguin (mezzo-soprano).
Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris.
Myung-whun Chung (direction).
Andrei Konchalovsky (mise en scène).

Pour la mise en scène du cinéaste Andreï Konchalovsky, qui travaille ici dans son arène patrimoniale et fait d'Hermann un vrai héros fantastique. Pour la soprano Tina Kiberg aussi, danoise et belle, transcendante Elsa dans *Lohengrin* à la Monnaie l'an dernier. (*Lire notre article page 29*)
Opéra de la Bastille, 19 h 30 (+ les 4 et 5 mars). Tél. : 40-01-16-16. De 40 F à 520 F.

Dimanche 3

Debussy
Jeux
Stravinsky
Concerto pour violon et orchestre
Prokofiev
Roméo et Juliette, extraits
Chao-Liang Lin (violin).
Orchestre symphonique de la radiodiffusion suédoise.
Esa-Pekka Salonen (direction).
Finlandais de trente-trois ans, Esa-Pekka Salonen sera en avril 1992 l'hôte du Châtelet pour diriger le Prisonnier de Dallapiccola. Mais le thème de l'année, dans le théâtre parisien, c'est la musique française et tout particulièrement ce siècle - qui s'est plaignait d'être le siècle du violoniste. En attendant, les yeux bleus ne font pas entendre au thème que pour Prokofiev et retrouve dans le concerto pour violon de Stravinsky Chao-Liang Lin, Chinois (de Taiwan) formé à la Juilliard de New-York, âgé de trente ans déjà. Chef et violoniste ont reçu ensemble un « Gramophone Award » pour leur enregistrement des concertos de Sibelius et de Nielsen.
Châtelet. Théâtre musical du Paris, 18 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 275 F.

Beethoven
Sonate pour piano n° 3 op. 2
Ravel
Mouvement antérieur
Miroirs
Anne Quatreflor (piano).
En début de saison, Anne Quatreflor donnait la *Fantaisie* de Debussy devant des rangs clairsemés. Gageons que les dimanches matins de Janine Rost lui porteront chance.
Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures. Tél. : 47-20-36-37, 80 F.

Mercredi 4

Chausson
Chanson perpétuelle op. 37
Concerto pour piano et quatuor à cordes op. 21

Fauré
La Bonne Chanson op. 61
Françoise Pollet (soprano),
Philippe Lelouch (piano),
Philippe Lelouch (piano).
Solistes de l'Ensemble orchestral de Paris.

On associe fréquemment la *Chanson perpétuelle* et le *Concerto de Chausson* : les deux œuvres appartiennent à la même époque, une partie soliste (voix dans le premier cas, violon dans le second) à une formation de musique de chambre dans laquelle le piano joue le rôle d'une toile de fond chamarrée. Il faut un vrai pianiste pour jouer cette partie difficile ; plus difficile encore est de trouver le style vocal approprié pour la mélodie française de cette époque, si rarement bien chantée. Tous nos espoirs reposent sur les cordes vocales de Françoise Pollet.
Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40, 130 F.

Mardi 5

Mozart
Sonates pour piano KV 282, 533-494, 457
Rondo KV 317
Adagio KV 540
Alfred Brendel (piano).
Alfred Brendel donne un récital annuel à Paris. Il le consacre à la série Piano***. Il sacrifie cette fois-ci à l'Année Mozart. Mais un récital Mozart à Pleyel, est-ce vraiment une bonne idée ?
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 100 F à 340 F.

Bartok
Quatuor à cordes n° 1 et 4.
Mozart
Quatuor à cordes n° 21 KV 575
Quatuor Alban Berg.

Le premier des quatuors « prussiens » par le quatuor le plus virtuos du moment, c'est tout. Deux quatuors de Bartok (qui joue encore ces sonnettes) par les Berg, c'est irrésistible. Une intégrale suit.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 260 F.

Schubert
Quatuor pour cordes
Rondo pour violon et orchestre
La Jeune Fille et la Mort
Orchestre d'Auvergne,
Jean-Jacques Kantorow (direction et violon).

L'enregistrement que l'Orchestre de chambre d'Auvergne a réalisé pour Denon de la transcription du quatuor *La Jeune Fille et la Mort* place la formation de Jean-Jacques Kantorow à un niveau de clarté et de virtuosité comparable à celui des Solistes de Moscou, phalange d'élite dirigée par Bashmet.

Trumbly-en-France. Centre culturel Arzon, 21 heures. Tél. : 43-63-70-50. De 50 F à 90 F.

Rock

Woodensticks

Ensemble belge à cordes et percussions, vété (en tout cas lors d'un récent déplacement à Rennes) de tenues de football-amateurs. Les Woodensticks ne sont pas sérieux, ce qui ne les empêche pas de pratiquer leur country rock déjanté avec un certain panache.
Le 28. Rex Club, 23 heures. Tél. : 45-08-93-89.

Happy Mondays

Alors qu'en Grande-Bretagne les Happy Mondays passent dans les halls de gare, leur toute jeune notoriété en France les confine au cadre intime de la Cigale. C'est un privilège dont on usera sans modération pour de prochains concerts. Leur pop à danser, de leur recyclage inventif des classiques du genre.
Les 1^{er} et 2^e mars. La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00, 120 F.

Heavenly Night

Soirée consacrée au label indépendant Heavenly avec, il faut le voir pour le croire, un groupe baptisé Saint-Etienne, en hommage (à l'instar) aux Verts de la Haute-Loire. Mais aussi Flowerdew Up, qui a fait l'objet d'une campagne de presse de toute beauté. L'occasion de voir quelques groupes anglais osciller entre les deux pôles - la danse façon Manchester et l'intégrisme rock - qui coiffent la petite planète britannique.
Le 1^{er} mars. Locomotive, 0 heures. Tél. : 42-57-57-37.

Saint-Lô

Les remparts du rock
Une bonne grosse journée avec, en tête d'affiche, les irréductibles Inmates, rythm'n'blues incompressible, fabriqué à Londres ; les Dogs, légendes barbares qui n'ont jamais dévié de leur ligne rock ; Naise Gate, groupe bruxellois extrême et, enfin, quelques talents à découvrir : Electric Suicide ou Noi Man's Land.
Le samedi 2^e mars, Hall des Expositions, à partir de 17 heures. 70 F. Renseignements au 33-57-11-49 et 33-57-45-20.

Tournées

Corman et Tuscandu
Brandade nîmoise dont la recette s'établit à peu près ainsi : deux musiciens poly-instrumentalistes qui chantent ce que jouent ; une identité européenne (continentale) revendiquée haut et fort et enfin un humour non-sensique charmeur. Vendu sous la marque Corman et Tuscandu, sur scène comme sur disque, c'est à consommer de suite.

Le 1^{er} mars, Nancy, Les Marquises, à 20 h 30. Le 2^e, Loussan, La Dolce Vita, à 22 h 30, 10 FS. Le 7, Toulouse, Le Vole 12, à 22 heures, 55 F.

Niagara

La caravane Niagara revient au pays avec ses guitares hurlantes et ses cuivres brillants, ses choristes design et sa chanteuse inépuisable. Faites rentrer les petits enfants et sortez les chaussures de bal.

Le 5 mars, Saint-Brieuc, Centre d'action culturelle, 20 h 30, 100 F. Le 6, Lorient-Raven, Les Arcs, 21 heures, 130 F. Le 7, Rennes, Salle polyvalente, 21 heures, de 100 F à 140 F.

Jazz

Turk Mauro and Friends

Une solide technique, un souffle de tempête et l'énergie du diable, pourquoi Turk Mauro est-il un des plus demandés dans les clubs parisiens ? Pour cette force, qu'il communique. Au *Petit-Opportun*, on le suivra parce qu'en quatre passages il convoque quatre batteurs : Al Levitt (1^{er} et 2^e mars), Stéphane Fortier (8 et 9), Barry Altschul (15 et 16), Simon Goubert (22). Pour qui sait lire, les rapports entre un souffleur et son batteur sont aussi tendus et dramatiques qu'entre Julien Sorel et Mathilde de la Mole. Il arrive aussi qu'ils soient ceux de Bouvard et Pécuchet. Ce n'est pas le cas.
Les 27 et 28 février et les 1^{er} et 2^e mars. Petit-Opportun, 23 heures. Tél. : 42-36-01-36.

John Tchical Quartet

Fils de Danoise et de Congolais (Copenhague, 1936), mis au violon dès l'enfance, retrouvé ensuite aux anches (saxophone et clarinette), John Tchical descend autant de l'Afrique que du goût avant-gardiste de Copenhague pour le jazz. A Helsinki, en 1962, il rencontre Archie Shepp et Bill Dixon qu'il rejoint à New-York. Il entre au New York Contemporary Five et rallie le Jazz Composers Guild. Il fonde, avec Roswell Rudd, le New York Art Quartet, puis participe au Festival de Newport sous la houlette de Carla Bley. Depuis, il va s'imbiber, le jazz, l'origine africaine d'un poète que de Michael Jackson. C'est ce qu'on appelle une carrière discrète et décisive.
Le 28. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Musiques du monde

Jaleo

De Barcelone, un groupe de flamenco-jazz-tango dirigé par le guitariste Diego Cortés et qui réussit avec beaucoup de vigueur et d'invention la fausse fusion des styles tentée par beaucoup (album espagnol en importation Jaleo, AZ Records DMOOT). Guitare, percussions, flûte, clavier et deux danseuses.
Le 2^e mars au New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

POCHE MONTPARNASSE 2 SALES
Salle 1
le FIANCÉ
de Marion BERRY
Evelyne DANDRY, François PERROT
Rochelle POCOT, Marion BERRY
Salle 2
Chambre 108
LOC. : 45 48 92 97

Rosinha de Valença

Merveilleuse guitariste, elle a débuté avec Baden Powell puis joué avec tous les « grands » au Brésil avant de s'aventurer sur les sentiers parisiens. Après un excellent album (chez ROE/Adès) réalisé avec Flavio Faria (chant) et le musicien de jazz Toots Thielemans (harmonica), et de trop rares ou trop ponctuelles prestations scéniques en France, Rosinha plongera dans l'intimité du Sentier des Halles.

Du 27 février au 2 mars. Le Sentier des Halles, 22 h 30. Tél. : 45-08-96-01.

DANSE

Maguy Marin

Reprise d'une des plus fortes pièces de Maguy Marin créée en 1981. Le B du titre est celui de Beckett : des fantômes pâtres, vieillards ergoteurs, méchants et libidineux, vacillent entre le théâtre et la danse. Un spectacle étonnant et violent, qui devrait réhabiliter Maguy Marin, repoussée un peu injustement dans l'ombre ces dernières années.
Maison de la culture de Créteil, du 5 au 17 mars, 20 h 30. Dimanche à 15 h 30. Relâche lundi et jeudi. Tél. : 48-80-19-88, 110 F.

Ballet de l'Opéra de Paris

L'insaisissable histoire de la Fille aux yeux d'emil, la plaisante messique de Deffès, la chorégraphie d'Arthur Saint-Léon reconstituée par Pierre Lacotte, les décors et costumes d'après les maquettes de la création à l'Opéra de Paris en 1870 et le divin Balanchine transcrit, en pas et en lignes, le divin Mozart.
Opéra-Comique, du 1^{er} au 13 mars, 20 heures. Le 3 à 14 h 30. Tél. : 42-86-88-83. De 20 F à 250 F.

Nederlands Dans Theater

Jiri Kylian et sa brillantissime compagnie s'installent au Palais Garnier avec deux programmes. Au premier, *Kogakura*, une œuvre de la danse japonaise, on trouve dans une tige de bambou un petit bébé de dix centimètres, qui deviendra... Non, on ne vous dira pas la suite. Selon Kylian, le thème du ballet est la beauté absolue, la pureté, qui ne peut vivre dans un monde multicolore et plein de contradictions. La musique de Maki Ishii, est interprétée par des membres de l'ensemble Gagaku. Le deuxième programme comprendra *Symphonie des Passions* et *L'enfant et les Sorcières*.
Palais Garnier, premier programme les 5, 6, 7, 8, 9 mars à 19 h 30, le 10 à 14 h 30. Deuxième programme les 12, 13, 14 et 15 mars à 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 320 F.

La sélection
« Musiques »
a été établie par :
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Soland.
« Musiques du monde » :
Véronique Mortagne.
« Danse » : Sylvie de Narsac.

EN RAISON DU SUCCES
PROLONGATION JUSQU'AU 10 MARS
JEAN TARDIEU
l'Archipel
sans nom
mise en scène Gilles GUILLOT
« Un tre interromptu... un bonheur... une fête... » S. DUMUR, NOUVEL OBS.
« Drôle, sensible, mérite le détour. » R. MARCASKIL, LE POINT. « Une soirée profitable et très gaie... » M. COURNOY, LE MONDE. « Il y a comme une grâce qui passe dans ce spectacle. » J.-L. JENNY, FIGARO. « Comédies comédiens, une soirée d'exception. » S. NICOLLET, FRANCE INTER. « Un spectacle drôle, vit, pétillant, plein d'humour et de... » D. ATTALI, JOURNAL DU DIMANCHE.

du 9 février au 23 mars 1991
LES CO-EPOUSES
de Fatima Gallaire
 Mise en scène de Maurice Attias
 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
les macLoma
RANELAGH
42.88.64.44

LA CHAMBRE ET LE TEMPS
de BOTH STRAUSS
 Mise en scène de MICHEL DUBOIS
Mardi 5 au mardi 19 mars
THÉÂTRE D'HEROUVILLE
Location 31 95 65 00
Sam. 23 mars au dim. 14 avril
THÉÂTRE DU CAMPAGNOL
Chatenay-Malabry
Location 46 61 33 33

سكس وصال

سلاسل

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Conversation sur l'infinité des passions

de Louise Doovaligne, mise en scène de Jean-Luc Pélissier et Jean-Luc Pélissier.

Reprise d'une soirée très galante, ourlée de lettres, mots et billets doux des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. L'occasion de comparer la saga des sentiments, de s'en amuser ou de s'attendrir.

Hôtel Lutetia (Salon Trianon), 45, bd Raspail, 6^e. A partir du 1^{er} mars. Du mardi au samedi à 20h45. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-70-32-63. De 120 F à 150 F.

Dibouk !

de Salomon Ansky, mise en scène de Moshe Leiser, avec Richard Axon, Bernard Ballet, Gérard Berneux, Philippe Bianco, Jean-Luc Buquet, Roland de Pauw, Evelynne Didi, Patrick Donny, John Heestersmans et Anne Marav.

La tentation est grande d'explorer les mystères interdits de la Cabale, surtout lorsque l'on est amoureux. Mais le destin est implacable. Voilà un prétexte qui devrait séduire cette belle palette d'acteurs dirigés par Moshe Leiser.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 5 mars. Du mardi au samedi à 20h30. Matinée dimanche à 15h30. Tél. : 48-31-11-45. 90 F et 120 F.

de John Webster, mise en scène de Matthieu Langhoff, avec Gilles Privat, Charlie Nelson, François Chazotte, Jacques Probst, Jacques Roman, Horacio Palacios, Frédéric Landenberg, H. Cudré et J. John.

Malfi en 1504, une cité hypothétique, siège d'un ducé nant d'une pellicule cour provinciale, un port, où aborderont les balcons. Après Malfi, Matthieu Langhoff explore de nouveau une œuvre élisabéthaine. Celle d'un auteur qui, comme Shakespeare, fait jaillir de l'atrocité, une vision très fataliste de la condition humaine. Claude Duneton a proposé une adaptation audacieuse à un metteur en scène ténébreux.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. A partir du 28 février. Du mardi au samedi à 20h30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. 70 F et 120 F.

Garde à vue

d'après John Wainwright, mise en scène de François Roy, avec Catherine Chevalier, Alain Gauré, Mikouka Kashata, Alain Lahaye et Christian Simingier.

La transposition de cinéma sur les planches est décidément à la mode après la Maman et le Papi, de Jean Eustache, revisitée il y a quelques mois par Jean-Louis Martinelli. Claude Miller, réalisateur de Garde à vue, a gardé les dialogues de Michel Audiard. Outre son ombre, planeront celles de Romy Schneider et de Lina Vetrova.

Théâtre 13, 24, rue Daviel, 13^e. A partir du 5 mars. Du mardi au samedi à 20h45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-82-22-77. 70 F et 100 F.

Ganche uppercut

de Joël Jouanneau, mise en scène de Stéphane Lohé, avec Guy-Pierre Couleau, Phil Deguil, Malek Kaleb, Anne Le Guernec, Adam Nana, Danyse Piron et Gilles Segal.

Après la comédie rurale, la comédie alpine, la comédie insulaire, Joël Jouanneau nous propose une comédie urbaine, une balade avec six squatters, six marginaux qui n'ont pas grand-chose, sinon pas mal de haine. Comme se fonde dans l'univers de ce dramaturge-metteur en scène est toujours un plaisir, il serait étonnant que cette nouvelle production ne séduise pas, une fois encore.

Théâtre de la Corneuse, 2, rue Edouard-Polsson, 93000 Aulnay-sous-Bois. A partir du 5 mars. Du mardi au samedi à 20h30. Matinée dimanche à 18h30. Tél. : 48-36-57-57. De 80 F à 110 F.

Hedda Gabler

d'Henrik Ibsen, mise en scène d'Alain Franconi, avec Jean-Yves Chatain, Danièle Devit-

lère, Jean-Claude Durand, Francis Frappier, Dominique Valadé, Claire Warthion et Muriel.

Avec le même metteur en scène, Nanterre passe des surréalismes très gaulois de Feydeau au drame nordique d'Ibsen (c'est une reprise). Il est dramatique, en effet, ce retour de voyage de noces pour ces deux jeunes époux. S'aiment-ils, se sont-ils jamais aimés ?

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 5 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16h30. Tél. : 47-21-18-51. De 90 F à 120 F.

La Nuit du père

de Richard Demarcy, mise en scène de l'auteur, avec Alain Langlet, Pierre Tabard, Franck Chéron et Lucien Rolland.

Retrouvailles fortuites entre un père et son fils, sur fond d'espérance humaine de plus en plus fantastique où tous les êtres sont voués à se rencontrer au prochain carrefour, ou au suivant.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. A partir du 5 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16h30. Tél. : 43-28-36-36. De 45 F à 100 F.

Les Sept Portes

de Botho Strauss, mise en scène de Daniel Baroin, avec Louis Buisson, Paul Charrière, Jean-Claude Dreyfus, François Ferré, François Lalanda, Martine Legler, Daniel Martin, Corinne Melinier et Nathalie Ortega.

Le locataire et son propriétaire, le metteur en scène et la comédienne, le concessionnaire et son client : scènes de la vie quotidienne illustrées par Botho Strauss, qui a gardé son regard aigu sur l'Allemagne contemporaine.

Théâtre de l'Est parisien, 153, av. Carnot, 20^e. A partir du 5 mars. Les mardis, mercredis, vendredis et samedis à 20h30, le jeudi à 18 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 48-64-90-50. Durée : 1 h 50. 80 F et 130 F.

Paris

A croquer ou l'ivre de cuisine

mise en scène de Robert Fortane, avec Jean-Luc Pélissier et Jean-Luc Pélissier.

L'art de la table est ici passé à la moulinette de la coquetterie. Les acteurs, qui se régaleront, se révéleront pleins de sensibilité et de férocité. Goutoux.

Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 9^e. Du mardi au samedi à 20h45. Matinée dimanche à 18h45. Tél. : 42-81-05-43. Durée : 2 heures. De 80 F à 225 F.

En attendant Godot

de Samuel Beckett, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Philippe Denario, Christian Ruché, Claude Melis, David Warshaw, Jonathan Lathière-Assaba, Johann Plotzger, Quentin Sijoeq et Benjamin Yvert.

Et bien oui, on peut encore « relire » l'histoire archiconnue de ces deux fous qui ont tout perdu sauf la raison. Joël Jouanneau le savait bien, lui, que les mots de Beckett s'amuseraient comme des gamins dans son univers d'enfant sombre.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16h30. Tél. : 47-21-18-51. Durée : 2 h 30. De 90 F à 120 F.

Eurydice

de Jean Anouilh, mise en scène de Georges Wilson, avec Sophie Marceau, Lambert Wilson, Georges Wilson, Catherine Rouvel, Marc-André Oury, Pierre Val, Elia Stalner, Jacques Jacquemin, Jacques Marchand et Bruno Balp.

Entourée d'une distribution solide, Sophie Marceau s'aventure sur les planches pour la première fois et de fort belle manière. Elle est modérée dans son jeu, claire, naturelle.

55, rue de Clugny, 9^e. Du mardi au samedi à 20h45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-38. Durée : 2 heures. De 80 F à 230 F.

Heldenplatz (Place des Héros)

de Thomas Bernhard, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Anne Girardot, Guy Tréjean, Milla Simon, Annie Bertin, Philippe Joliet, Monique Chautemette, Jean-Claude Jey, Maria Veril, Pierre Decazes et Sarah Quenlin.

C'est comme si Thomas Bernhard avait voulu tout dire, jeter toute sa rage dans son ultime œuvre écrite trois mois avant sa mort en décembre 1988. Les acteurs ont parfaitement compris la force de ce dernier avertissement, qui scandent la haine et la rage, l'impudence d'un écrivain qui n'a plus le temps de batailler pour une vérité.

Théâtre national de l'Odéon, 15, rue Maître-Brun, 20^e. Du mardi au samedi à 20h30. Matinée dimanche à 15h30. Tél. : 43-68-43-60. Durée : 3 heures. 130 F.



Serge Merlin dans le Réformateur, mise en scène d'André Engel, à Bobigny.

Iphigénie, Agamemnon, les Choéphores (altérance)

d'Eschyle, mise en scène d'Arlette Mouchon, avec Simon Abkarian, Silvia Belli, Duclo Bellugi, Georges Bigot, Juliana Carneiro da Cunha, Christian Dupont, Maurice Durozier, Pascal Durozier, Brontis Jodorowsky et Eric Lecoq.

Après Iphigénie, le meurtre descend les générations de la famille des Atrides. Il y a d'Eschyle, le plus grand des poètes grecs, les deux premières parties de cette Oresteïa. Les acteurs y sont toujours aussi fascinants dans leurs costumes antiques. Ils ont le geste et le verbe éblouissants. En raison d'un « incident technique », il faudra attendre le mois de septembre pour découvrir la quatrième « journée » de ces Atrides, les Euménides.

Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. Jeudi et vendredi à 18h30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-74-24-06. 100 F et 130 F.

Le Maître de go

d'après Yasunari Kawabata, mise en scène de Jean-Paul Lucet, avec Michel Bouquet, Juliette Carré, Jacques Spiesser, Jérôme Anger, Xavier Renoult, Valentine Varsie et Isabelle Moulin.

Michel Bouquet est acrobate en jeu de go vaincu mais n'a pas invincible qui aborde son ultime tournoi comme un accepté la mort, prochaine. Et il est peu tout seul sur la scène de l'Atelier, où tous les acteurs sont formidables de retenue dans ce vain combat de la vie contre le néant.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15h30. Tél. : 46-06-49-24. Durée : 1 h 50. De 120 F à 240 F.

Mesure pour mesure

de William Shakespeare, mise en scène de Peter Zadek, avec Isabelle Huppert, Christine Pignet, Anouk Gracie, Béatrice Romand, Roland Amstutz, Pascal Bongard, Jacques Bourgeois, Philippe Cuvier, Jean-Marc Frix, Jean-Pierre Joris et François Marthouret.

La mise en scène de Peter Zadek est un scalp. Chaque scène est traitée comme l'épisode d'une histoire violente, touloute. Le metteur en scène allemand qui dirige des Français pour la première fois, trouve une troupe admirative, superbe... Isabelle Huppert en tête.

Théâtre national de l'Odéon, 15, place Paul-Claudel, 8^e. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée samedi et dimanche à 14h30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 3 h 30. De 28 F à 145 F.

Les Palmes de M. Schutz

de Jean-Noël Ferrière, mise en scène de Gérard Calvay, avec Sonia Valleriaux, Stéphane Hillel, Gérard Calvay, Christiane Muller, Patrick Zard et Claude d'Yd.

Sur les colonnes Morris, les affiches arborant fièrement « 450 ». Le succès de ce vaudeville scientifique sur la découverte de radium est largement mérité.

Mathurins, 36, rue des Mathurins, 8^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15h30. Tél. : 43-68-43-60. Durée : 3 heures. 130 F.

comme dans Place des héros, les comédiens saisissent parfaitement sa virulence et nous projettent dans le monde de l'écrivain pris par l'angoisse, la folie et le vertige des mots.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20h30. Matinée dimanche à 15h30. Tél. : 48-31-11-45. 90 F et 120 F.

Rumeurs

de Neil Simon, mise en scène de Pierre Mondy, avec Jean-Pierre, Pierre Mondy, Eve Darlan, Chère Madou, Maudie Jansen, Jean-Pierre Castaldi, Nicolas Maré, Pascale Vignal, Marie-Dominique Aumont et Jean-Paul Muel.

Pour Jean-Pierre, adaptateur amnésé de Neil Simon, acteur toujours en pleine forme qui, d'ici à quelques semaines, quand ses partenaires oseront prendre plus de liberté avec le texte, devra retrouver ses talents d'improvisateur délinquant, façon Cage aux folles. En attendant, il s'amuse déjà beaucoup.

Palais-Royal, 38, rue Montpensier, 1^{er}. Du mardi au vendredi à 20h45, le samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17h30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-87-59-51. Durée : 2 h 30. De 25 F à 260 F.

La Tempête

de William Shakespeare, mise en scène de Peter Brook, avec Georges Corraface, Jean-Paul Denizon, Sotigui Kouyate, Mamadou Dioume, Ken Higgin, Yoshi Oida, David Seament, Bruce Myers, Alain Maratrat et Pierre Lamm.

Plus que quelques jours pour aller découvrir cette Tempête, et comprendre que le merveilleux de Shakespeare convie parfaitement aux songes de Peter Brook. Le metteur en scène insuffle encore, et encore de la magie dans cette histoire de sorcières, d'esprits et de rois, dans l'une des salles les plus curieuses de la capitale. Sous sa baguette, les acteurs sont des prestidigitateurs qui savent transmettre l'indicible.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10^e. Du mercredi au samedi à 20h30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 46-07-34-50. Durée : 2 h 20. 70 F et 100 F.

Dernière représentation le 2 mars.

Paris-Palerm

de Carmelo Cacciato, mise en scène de Jean-Marie Maddalena, avec Carmelo Cacciato et Bertrand Cimet.

Au lieu d'entasser des dizaines de numéros d'illusionniste, deux sacrés magiciens, se sont offerts le luxe d'une mise en scène soignée. Un duel canaille de la disparition, de la transformation. Ce serait un crime de laisser les enfants à la maison.

Théâtre, 1, rue Simon-Denure, 94000 Ivry. Du mercredi au samedi à 20h45. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 46-72-37-43. 80 F et 80 F.

Dernière représentation le 3 mars.

Le Réformateur

de Thomas Bernhard, mise en scène d'André Engel, avec Serge Merlin et Michèle Fauré.

Bobigny joue les prolongations avec cette pièce de Thomas Bernhard, décidément très demandée cette saison. C'est bien normal, car, ici encore,

Le Cargo-Maison de la culture, 4, rue Paul-Claudel, 93000 Bobigny. Le mardi à 19h30. Tél. : 76-25-05-45. 75 F et 95 F.

Caen La Chambre et le Temps

de Botho Strauss, mise en scène de Michel Dubois, avec Alain Moussay, Jacques Mathou, Michèle Simonnet, Michel Didym, Catherine Kocher-Matasse, Frédéric Laconte, Christian Druaud, Malika Labrousse et Philippe Bombard.

Le protagoniste de cette pièce de Botho Strauss, l'un des dramaturges les plus joués outre-Rhin, est un appartement, secret lieu secret, réceptacle de toutes les solitudes, ou refuge, tout simplement. Après sa mise en scène de Boomerang au Salon rouge, Michel Didym remonte sur les planches sous la houlette du directeur du Théâtre de Caen.

Comédie de Caen-Théâtre d'Harcourt, 41, rue Froide, 14000 Caen. Le mardi à 20h30. Tél. : 31-47-38-00. 75 F et 95 F.

Montpellier La Dame de chez Maxim

de Georges Feydeau, mise en scène d'Alain Franconi, avec Jean-Marc Avocat, Anna Benoit, François Berland, Denis Bernot-Rolande, Philippe Bianco, Nicolas Boyard, Elisabeth Carroux et Carlos Chahin.

Après Nanterre, la Môme Crevette continue sur les routes sa suite de bourgeois égoïstes, de punaises épicées, et la gentillesse de sa fille.

Théâtre des Treize-Vents opéra municipal, Bd Victor-Hugo, 34000 Montpellier. Le mercredi à 20h45, le jeudi à 18 heures. Tél. : 87-52-72-51. De 65 F à 150 F.

Le Neveu de Wittgenstein

de Thomas Bernhard, mise en scène de Patrick Guinand, avec Jean-Marc Bory et Huguette Faget.

Un monologue qui n'en est pas vraiment un dans la mise en scène de Patrick Guinand, Jean-Marc Bory, formidable, en écrivain malade, est accompagné dans son désespoir par une servante aussi silencieuse qu'efficace : Huguette Faget. Quel duo !

Théâtre des Treize-Vents opéra municipal, Bd Victor-Hugo, 34000 Montpellier. Le mardi à 20h45. Tél. : 67-52-72-91. De 65 F à 95 F.

Nantes La Trilogie Marseillaise : Marins, Fanny, César

de Marcel Pagnol, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, avec Jean-Pierre Darras, Geneviève Fontanel, Jacques Morel, Bertrand Beauchamp, Fabrice Roux, Laura Fovell, Léon Lescaz, Quentin Baillet et Maria Pecqueur.

Panisse, César et leur bande passent d'un port à l'autre pour jouer aux cartes et se fendre mutuellement leur cœur gros comme ça.

Maison de la culture de Loire-Atlantique, 10, pass. Pommeraye, 44000 Nantes. Le lundi à 20 heures, le mardi à 21 heures. Tél. : 40-48-70-06. 70 F et 130 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par : Bénédicte Mathieu.



pour l'opéra

Le théâtre de l'opéra est un art qui a su évoluer et se renouveler au fil des siècles. Il est un art de la scène, un art de la musique, un art de la poésie. Il est un art qui a su captiver le cœur et l'esprit des hommes. Il est un art qui a su transcender les frontières de la culture et de la langue. Il est un art qui a su devenir un art de tous les temps et de tous les lieux. Il est un art qui a su devenir un art de tous les hommes.

LE CARGO • création Brecht Machine du 5 au 16 mars

TGP DU 6 AU 30 MARS B.M.C. 42 43 17 17

MAY B Chorégraphie MAGUY MARIN DU 5 AU 17 MARS

THEATRE AMANDIERS En attendant Godot

LA SÉLECTION

ARTS

Paris

Emile Bernard

Un peintre doué, curieux de tout, qui finit plutôt mal. Avec ses *Bretonnes dans la prairie* de 1888, il joue un rôle essentiel dans l'élaboration, à Pont-Aven, de la peinture « synthétiste » et « cloisonniste », dont Gauguin, son ami, tira parti. L'exposition, qui résume la rétrospective de l'été dernier à Mannheim et Amsterdam, comporte une soixantaine de tableaux (de Bretagne, d'Égypte, de Tunisie), une trentaine de dessins et des livres illustrés.

Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-38. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mars 1991.

Mario Botta

Architecte et designer suisse, derrière son nom italien, Mario Botta est l'une des personnalités les plus marquantes de l'architecture européenne. Cette exposition présente dix années de travaux (1980-1990) qui attendent toujours leur point d'orgue en France : le projet de cathédrale à Evry.

Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e. Tél. : 42-71-38-38. Tous les jours sauf lundi et mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 avril 1991.

Joos Van Cleve

Une trentaine d'œuvres, dont neuf peintures, du flamand Joos Van Cleve font découvrir ou « relire », comme on dit parfois, le travail de cet artiste du seizième siècle au confluent des grandes tendances européennes. Un tableau de Van Cleve, *La Déposition du Christ*, est venu de Gènes pour former le point central de la démonstration.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès, côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences à partir du 1^{er} mars les mercredi et samedi à 15 h 30. Jusqu'au 27 mai 1991. 30 F (ticket d'entrée au musée).

Cuillers-sculptures

Cent cuillers sculptées, glanées du Cap-Vert au cap de Bonne-Espérance, nous prouvent, s'il en était encore besoin, que les objets les plus prosaïques de la vie courante peuvent devenir des œuvres d'art à part entière.

Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo, Paris 16^e. Tél. : 48-00-01-50. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 avril 1991. 15 F.

Jan Dibbets

Ce plasticien néerlandais, très néoréaliste, est peintre de formation, mais il utilise la photographie, depuis la fin des



« Royan, ruines » : exposition « Reconstruction et modernisation » aux Archives nationales.

années 60, dans une optique artistique originale. À preuve ses mises en perspectives savantes, ses architectures déployées, ses panoramas étagés, qui situent ses recherches sur le versant d'un art construit, à la lumière de Mondrian, de Vermeer et de Saenredam.

Centre national de la photographie, palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Fermeture dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1^{er} mai. Jusqu'au 20 mai 1991. 25 F (entrée du musée).

Juan Gris, dessins

Où l'on peut voir, en trente dessins de 1915 à 1921, comment l'enfant chéri de Kahnweiler prépara l'« après-cubisme ». Une précieuse exposition qu'accompagne un catalogue coproduit par le Centre Julio Gonzalez de Valence et notre Musée national d'art moderne.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures.

samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 1^{er} avril 1991.

Raoul Hausmann à Ibiza

Dadasme révolutionnaire, cet artiste catalyseur des années 30 revendique d'être l'inventeur du photomontage. Fuyant l'Allemagne, il se réfugie en 1933 à Ibiza, où il portait une ethnologie l'architecture et les autochtones, et renoue avec une philosophie qui fait de l'homme le centre du monde.

École nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Voltaire, Paris 6^e. Tél. : 42-80-34-57. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 mars 1991.

La Photographie au Bauhaus

Instantanés exubérants, visées de travers, perspectives inédites, portraits doubles, renversés et inversés, collages, photomontages, sans oublier d'innombrables scènes de théâtre, autant de champs d'action qui témoignent avec une rigueur formelle impeccable et une fantastique fraîcheur d'esprit de la vitalité de la pho-

tographie dans ce musée mythique de l'avant-garde, présenté par deux cents épreuves originales venues d'Allemagne. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 13 mai 1991. 25 F.

Le monde de Proust, photographies de Paul Nadar

Le monde de Proust vu par Nadar ? Ou bien celui de Nadar vu par les yeux de Proust ? La photographie de Paul Nadar, l'union du roman, malgré cette incarnation forcée, subsistera à la sortie de l'exposition, comme au sortir de tous les décryptages de la Recherche. Car le style de Nadar génère lui aussi un intimité de roman.

Calais nationale des monuments historiques, Orangerie du Palais de Sully, 62, rue de la Harpe, Paris 4^e. Tél. : 42-74-22-22. Tous les jours sauf le 1^{er} mai de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 mai 1991. 18 F.

Le Nouveau Musée de Groningue

L'Institut néerlandais poursuit son programme de présentation des musées d'art moderne aux Pays-Bas. Cette fois le Groninger Museum, qui, en 1993, doit s'installer dans de nouveaux bâtiments. Le projet a été confié à l'architecte Alessandro Mendini.

Musée néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-93. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures. Visites commentées : samedi 9 mars et dimanche 24 mars à 16 heures. Jusqu'au 31 mars 1991.

Objectif architectes

Dix-sept architectes, parmi les plus célèbres, ont accepté de poser pour un photographe. Épinglés avec quelques paroles sèches sur les bords illustres, et accompagnés de photos de leurs œuvres préférées, ces portraits sont censés « en dire plus long qu'un discours ».

Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillet, Paris 16^e. Tél. : 40-70-01-85. Tous les jours sauf samedi, dimanche et lundi de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 18 mars 1991.

Picasso vu par les photographes

Picasso, qui était photogénique et devait le savoir, fut un modèle parfait pour les photographes. Il se prêtait au jeu, aimait se plier aux mises en scène, poser, se déguiser. Les plus grands précurseurs d'images ont peut-être même réussi à le mettre à nu. Toute une histoire, on sent et quelques photographes de Man Ray, Brassai, Cartier-Bresson, Doisneau, Quinn, Villiers, etc.

Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thiers, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 8 avril 1991. 25 F, dim. : 13 F.

Reconstructions et modernisation

Exposition de saison : la France après les ruines des deux guerres mondiales. Le souvenir de ce qui n'a disparu s'est effacé, comme celui des considérables transformations qu'a subies notre environne-

ment. Restent quelques cicatrices, parfois entretenues pour que se perpétue au moins la mémoire de la guerre.

Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 40-27-60-00. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 mai 1991.

William Wegman

Dessin, vidéo, peinture et photographie constituent l'œuvre de cet Américain de quarante-huit ans, qui débute en 1970 sa collaboration avec un chien, un weimaraner gris bleu, acheté 45 dollars, baptisé Man Ray (et remplacé depuis par son double Fay Ray), qui se plie avec docilité à toutes les fantaisies de son maître.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 14 avril 1991.

Ignacio Zuloaga

On a quelque peu oublié ce peintre basque lié à Degas, Lautrec et quelques autres. Il fut pourtant fort apprécié dans les premières années du siècle pour sa capacité à assimiler le style moderne des Parisiens tout en restant fidèle à la tradition picturale espagnole.

Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1^{er}. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 28 avril 1991. 25 F.

Galleries

Stanley Brown

Il parcourt le monde et le mesure en comptant ses pas : le résultat n'est pas très voyant, mais c'est une démarche... d'appropriation de l'espace. Pour amateurs d'art conceptuel pur et dur.

Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hauts-de-Seine, Paris 3^e. Tél. : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mars 1991.

Robert Combas

Dés chrétiens en croix, des scènes bibliques, saint Denis, sainte Odile, sainte Marie l'Égyptienne, saint André, saint François d'Assise, et quelques autres : voilà que Robert Combas, peintre figuratif libre et haut en couleur, donne dans l'histoire sainte. Pas étonnant, il est capable de tout, surtout de vous lancer en un rien de temps un torrent d'images agiles, pleines de passion, d'horreur et de douceur.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4^e. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 mars 1991.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 13 mars 1991.

Jim Dine

Un Américain plus très jeune, très peintre, qui raconte des histoires de cœur, tendes sagittaires, aujourd'hui plus troubles. C'est qu'il a force de prendre corps son œuvre à fini par ne plus pouvoir exprimer le repos de l'âme.

Galerie Beaubourg, 3, rue Pierre-au-Lard, Paris 4^e. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 mars 1991.

Jean-Louis Garnell

Après le chaos des banlieues, les joies d'un univers oscillant entre l'ordre et la composition par des paysages anonymes, obsédants, épurés jusqu'au stérilotype.

Galerie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Bornes, Paris 11^e. Tél. : 40-21-88-89. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 mars 1991.

Walter Obholzer

On ne connaît pas à Paris ce jeune Autrichien qui travaille, une fois n'est pas coutume dans la Vienne d'aujourd'hui, sur l'ornement, et pas sur le corps. Et ses tableaux à motifs de rinceaux et de fleurettes ressemblent à des échantillons de décor anciens ou nouveaux, c'est voulu. Où est le crime ?

Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3^e. Tél. : 42-72-99-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 février 1991.

Régions

Arles

Picasso, la Provence de Jacqueline

Pourquoi Picasso à Arles ? A cause des corridors, bien sûr : Picasso l'aficionado d'ailleurs peignit les arènes. Il a aussi brossé Jacqueline coiffée en Arlésienne. Moyennant quelques autres ouvertures sur la Provence, en particulier sur Vauvenargues et son buffet Henri II, on pouvait concevoir une bonne exposition. C'est chose faite.

Espace Van Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 80-48-38-03. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Les 29 et 31 mars. 1^{er} mai, 8, 9 et 10 mai jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 12 mai 1991. 40 F.

Grenoble

Christian Boltanski

Une rétrospective qui est passée par Londres et Eindhoven, mais elle comporte des pièces nouvellement conçues pour le musée de Grenoble. Boltanski y insiste sur ses recherches récentes : « Monuments », à l'enfance et « Oubliés » de la mort. Tout un langage de souvenirs fragiles. Tout un dispositif pour évoquer.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-05-62. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 mars 1991.

Patrick Tosani

En soixante tableaux depuis le début des années 80, le bilan des travaux photographiques d'un jeune plasticien qui grossit les objets, talons, couteils ou ongles, au point de les rendre difficilement identifiables. Son objectif : la peau, le grincement des choses, le relief, la transparence ou le flou.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Barriat, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Visite commentée tous les samedis à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} avril 1991. 8 F.

Lyon

Un musée en voyage : la collection de la Neue Galerie de Graz

Bonne idée : pour une fois un musée accueille un autre musée dont la collection d'art contemporain ne ressemble pas à celle de la Neue Galerie de Graz est toute centrée sur l'Autriche intérieure, et ses peintres. Par exemple Rainer, Brus, Brandl, Mostbacher, Anzinger, Schmalzer.

Musée d'art contemporain, 16, rue du Président-Edouard-Herriot, 69001. Tél. : 78-30-50-88. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 mars 1991. 20 F.

Nantes

Edouard Vuillard

Après Lyon et Barcelone, la rétrospective Vuillard achève son périple à Nantes. Quarante-cinq peintures, une cinquantaine de dessins et de lithographies y retracent la carrière de ce beau peintre trop souvent négligé, de la grande période nabe aux portraits mondains des années 30.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Cienkowski, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 20 avril 1991.

Strasbourg

Vases nobles et sentimentales

Richard Baugé, Marie Bourget, I.F.P., Steven Parrino, Adrian Schies, Félix Varin, Michel Verjux : sept artistes rassemblés par Jean Brolly, un amateur d'art contemporain qui préfère l'approche souple au discours carré pour évoquer les recherches d'artistes apparus sur la scène artistique des années 80.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-45-95. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} avril 1991.

Toulouse

Brauner, Chassac, Dubuffet, un dialogue

L'œuvre de Gaston Chassac, peintre « rustique-moderne » du Bocage, est un des points forts du musée de l'abbaye Saint-Croix des Sables-d'Olonne. La donation Brauner - 35 œuvres offertes en 1987 par la veuve du peintre - en est un autre. Trois Dubuffet qui, eux, vont entrer dans les collections du Musée d'art moderne de Toulouse complétant judicieusement le dialogue vendéen.

Réfectoire des Jacobins, 69, rue Pargaminières, 31000. Tél. : 61-21-34-50. Tous les jours sauf mardi et dimanche matin de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 21 avril 1991. 10 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Brerette et Frédéric Edelmann. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ● Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES		RIVE DROITE	
LYSÉE 16, rue Coquillière, 1 ^{er} 42-36-14-24 TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 ^e 48-78-42-53/34-61 AU PETIT RICHEL 47-70-68-80/70-46-50 15, rue Le Pelletier, 2 ^e F/Dim. LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41 6, pl. Maréchal-Léon, 17 ^e Fermé sam. midi et dim.	DE NUIT COMME DE JOUR : Charcuteries, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage. ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER, CARTE 300 F. LE SOIR « Menu de la Mer » 150 F TTC. Jusqu'à 22 h 30. MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE FORPAIT THÉÂTRE, 300 F à 430 F. Service assuré jusqu'à 0 h 15. Décor 1980. Salons particuliers. Parking Drouot. Cette maison a du goût et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.		
RIVE GAUCHE NOS ANCIENS LES GARDIENS 46-31-66-01 à 66-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 ^e LE MAHARAJAH 43-54-62-07 GRILLE D'OR 86 de la gastro. Indienne YUGARAJ 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6 ^e RESTAURANT THOUVENOT 47-05-49-15 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e LES FOLIES 101, rue Saint-Maur (119) Restaurant cambodgien 43-38-13-61	UNIQUE sa grande. Cadre fin 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir. DÉCOUVREZ... L'INDE... 12, bd Saint-Germain, 5 ^e . M ^e Maubert, 7 j. sur 1. NON-STOP de 12 heures à 23 h 30, ven., sam., samedi jusqu'à 0 h 15. SPECIALITÉS INDIENNES : « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau). Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. See jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS , Dim. see contenu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS. Resine EK a quitté le rue de Provence pour ouvrir le restaurant de ses rêves : un cambodgien qui vous dévoile les mystères de la cuisine khmère. Un îlot de verdure de 17 ha (piscine, tennis, sauna...). Un restaurant gastronomique. Une splendide chemise... Salons pour repas d'affaires et séminaires.		

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUITRES, tous L'ANNÉE. POISSON DU MARCHÉ
Plan traditionnels. Vins à découvrir.
DÉCOR « Breuvette de l'ère »
T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

JAVICO 1550

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Gluck

Les Filles de La Mecque ou la Rencontre Inespérée. Lynne Dawson, Claudine La Coz, Catherine Dubosc, Guy de Mey, Jean-Luc Viala, Guy Richey, Jean-Philippe Lafont, Orchestre de l'Opéra de Toulouse, John Eliot Gardiner (direction).

Voici un enregistrement qui a bien failli ne pas sortir, en raison des rapports que certains établiraient éventuellement entre son titre et la guerre du Golfe... Il sort heureusement, et c'est l'une des choses les plus gaies, les mieux champanisantes, que Gardiner ait dirigées avec l'équipe lyonnaise ici à son aise. Les turqueries de cet opéra-comique avec intermèdes parés, que Gluck écrit sur un livret en français, sont moins imprévisibles que celles dont s'amuse Mozart dans l'*Enlèvement au sérail*, dix-huit ans plus tard. Mais certains airs (ceux du languissant prince Ali, de Guy de Mey, en particulier) sont des bijoux, et où l'on attendait de la possible de l'azur. Une première mondiale à l'enregistrement, au demeurant.

2 CD Erato, 2292-45518-2.

Beethoven

Messe solennelle. Charlotte Margiono (soprano), Catherine Robbin (mezzo), William Kendall (ténor), Alister Minns (basse), Monteverdi Choir, English Baroque Soloists, John Eliot Gardiner (direction).

Dûment minutée, cette Messe solennelle dure - incroyablement vraie - près de quinze minutes de moins que celle que Karajan enregistra en 1973 avec Janowitz, Bollsa, Schreier et Van Dam (une réduction en deux compacts à ne pas laisser échapper). Elle tient donc sur un seul disque argenté, ce qui n'est pas la moindre de ses qualités. L'oreille doit, dans un premier temps, accommoder sur une masse orchestrale hétéroclite instruments anciens obligés. Puis on adhère totalement à l'esthétique générale défendue ici : des voix solistes intégrées dans le total choral (symbole possible de modestie chrétienne), no énoéc aux dynamiques extraordinairement contrastées, incisif jusqu'à la brutalité (le *fugato prestissimo* final : on croit voir défilier un film en accéléré), la vitalité et le pittoresque des interventions ornementales. Tous les coups de théâtre y sont (le *Requiem*), mais dans un style plus figuratif qu'opératique. Le Hanover Band avait déjà « baroqué » ce monument il y a deux ans, sans convaincre vraiment. Une initiative que Gardiner justifie pleinement, quand on aime Beethoven transparent, éblouissant, sans emphase, et plein d'inventions imprévisibles.

1 CD Archiv production, 429-772-2 (distr. Deutsche Grammophon).

Haydn

Quatuors opus 77 n° 1 et 2, andante et menuet de l'opus 103. Quatuor Takacs

Il paraît que l'Opus 103 fut longtemps publié accompagné, en guise d'allégre et de finale, d'une carte de visite de Haydn, où était imprimée la déclaration suivante : « Mes forces m'ont abandonné, je suis vieux et faible. » A ce splendide inachevé, les quatre Hongrois ont joint très logiquement les deux derniers quatuors terminés. Cela d'autant plus naturellement que les deux volets de l'opus 77 sont parmi les moins enregistrés de l'énorme production du Viennois pour les quatre cordes. L'andante du n° 2 est d'une beauté à tomber. L'exécution de l'ensemble frappe, architecturale, volontaire, éloquent, d'une justesse impeccable. Que demander de mieux ?

1 CD Decca, 430-199-2.

Stravinsky, Bartok

Petrouchka, la Mandarine merveilleuse. Orchestre philharmonique de Vienne, Christoph von Dohnanyi (direction).

Petrouchka fut créé au Châtelet le 13 juin 1911, sous la direction de Pierre Monteux. A quoi ça ressemblait ? On peut s'en faire une petite idée en écoutant l'exécution plus tardive (1938), toujours avec Monteux au pupitre de l'Orchestre national, qu'on édite, sur CD, les disques Montaigne. C'était sec, carré, musclé au body-building, fin tout de même. On peut donc affirmer, preuve à l'appui, que Dohnanyi respecte, à travers Monteux, les volutes de Stravinsky. Les deux exécutions ont exactement les mêmes caractéristiques. Sauf que la prise de son du concert de 1938 était pourrie, alors que le son Decca fait éclater les vibrations avec Dohnanyi (ses symphonies de Dvorak sont également un sommet technique). Le *Mandarin merveilleux* est... merveilleux.

1 CD Decca, 425 026-2 (réédition d'enregistrements réalisés en 1978 et 1983).

Joseph Kosma

Chansons. Jean-Christophe Benoit (baryton), Bernard Ringelstein (piano).

Kosma, qu'on si bien chanté les Frères Jacques, est devenu un classique. Puis, qu'une marque de disques classiques a fait enregistrer ses chansons par deux interprètes classiques, qui les chantent très classiquement. L'interprète ne peut pas l'être, car la *Dame pavo* (texte de Desnos) vant largement les plus belles mélodies de Fauré, qu'il pleut (texte de Queneau) aurait pu être composée par Fauré. Que, tout simplement, Kosma était un génie de la mélodie.

1 CD Adès, 13 292-2.

Rock

Limbomania

Stinky Grooves. C'est très grave, très inquiétant : ces musiciens sont la proie d'une agitation



John Eliot Gardiner

dérangée, ils font beaucoup de bruits, se complaisant dans l'humour scatologique et les réveries pornographiques. C'est aussi très surprenant que de grands bénéficiaires comme eux fassent preuve d'une telle intelligence musicale. Leur disque est produit par Bill Laswell, égérie du rock américain pensant. Et Laswell est assez malin pour avoir poussé les Limbomania dans leurs délires musicaux : cuivres furieux, guitares brûlantes, rythmiques de plomb. Tout ce qui fait ou se fait dans l'Amérique noire est dans *Stinky Grooves*, de la soul de James Brown au rap de Public Enemy, du disco de KC et du Sunshine Band au rock noir de Living Colour. Pour autant l'identité du groupe ne suscite aucun doute, il n'y a pas d'autres Limbomania, tant mieux pour notre santé mentale.

Epic 487614 2

Divinyls

Christina Amphlett ne fait pas dans la modération, elle est une musicienne parfaite. Elle est un musicien parfaitement abusif. Il est à lui seul l'abus du musicien. Réalisez les chroniques d'époque sur Pastorius : elles sont éloquentes. Les gens ne savaient comment le produire. Comète des années 80, il n'est qu'une pure légende. On entend parler de lui à mix-voix dans le métro par des gamins qui n'étaient pas nés quand *Blood Sweat and Tears* l'on fait enregistrer. Même ses fonds de tiroir, surtout *Live* (La vie) comptent dans son œuvre : ici, *Donna Lee* pris sur un train d'enfer, *Punk Jazz* et *Liberty City* avec une bande d'agités redoutables. Le 21 septembre 1987, Pastorius est mort comme un clochard, roué de coups devant un club dont on lui défendait l'entrée. Hôpital de Miami.

guitares grasses de Melrose, quelques musiciens de sessions prêts à tout pour un cachet raisonnable et la collaboration, quand le besoin se fait sentir, de quelques fabricants de chansons confirmés (les omniprésents Stein et Kelly, voir Cyndi Lauper, Bette Midler ou Susanna Hoffs) on trouvera dans *Divinyls* tout ce qu'il faut pour faire un excellent disque de pop mercenaire.

Virgin 261286.

Jazz

Pastorius

Live in New York, volume 1

Pastorius était un génie : génial, fou, insupportable. On l'aimait, il a inventé à lui seul la technique de la basse électrique. Il en a fait un instrument. Tout le monde voulait jouer avec lui. Tout le monde le redoutait. Jazz, rock, fusion, funk, néo-romantisme, baroque-punk, Pastorius s'est agité partout, incrévable, insomniable, désespéré, fou de joie de la vie. Il a abusé de tout et de la musique. Il est un musicien parfaitement abusif. Il est à lui seul l'abus du musicien. Réalisez les chroniques d'époque sur Pastorius : elles sont éloquentes. Les gens ne savaient comment le produire. Comète des années 80, il n'est qu'une pure légende. On entend parler de lui à mix-voix dans le métro par des gamins qui n'étaient pas nés quand *Blood Sweat and Tears* l'on fait enregistrer. Même ses fonds de tiroir, surtout *Live* (La vie) comptent dans son œuvre : ici, *Donna Lee* pris sur un train d'enfer, *Punk Jazz* et *Liberty City* avec une bande d'agités redoutables. Le 21 septembre 1987, Pastorius est mort comme un clochard, roué de coups devant un club dont on lui défendait l'entrée. Hôpital de Miami.

Coma de dix jours. Il avait trente-cinq ans.

1 CD BW 001, distribué par Média 7.

Barney Wilen

Paris Moods

Barney Wilen a fait des choix. Il s'agit de musiciens plus jeunes qui le situent dans l'époque. Il déroule un répertoire classique d'airs incontestables, standards et chansons (*April in Paris*, *Que reste-t-il de nos amours*, *Gribsby*). Il prend sur ce terrain un essor très pur, très personnel, avec la délicatesse poétique, l'excentricité dandy qu'il met à toute expression. *Paris Moods* traduit parfaitement cet esprit, cette grâce. C'est une conception très exacte ou post-moderne (au choix) du jazz.

1 CD Alfa Jazz ALCR 73, distribué par OMD.

Oscar Peterson Trio

Live at the Blue Note

Il y a chez Oscar Peterson un côté monumental qui séduit (le public). Il agace aussi (les vestales) comme si on l'avait trop entendu. Pianiste de l'abondance, virtuose du débordement, effaçant Bud Powell d'énormes vagues de *Tatum*, Oscar Peterson semble à chaque fois commencer.

Cette nuit du Blue Note, le 16 mars 1990, est une nuit comme les autres : une nuit comme toutes celles où il joue depuis quarante-cinq ans. Son trio est alors une reconstitution d'un moment-pivot de la musique. Oscar Peterson, Herb Ellis (guitare) et Ray Brown (qui, par parenthèses, n'a jamais si bien joué que dans ce disque) ont été parmi les rares à franchir la barrière du grand public. Si l'on voulait aller vite, on pourrait dire que c'est ce qui agace. En fait, Oscar Peterson ne répond pas à l'idée incertaine et jamais pleine que l'on se fait du jazz. Il n'est ni l'homme de la blessure, ni celui du tragique. Il pèse trois quintaux, il joue rondement et, lorsqu'il attaque d'une main les premières notes de *Honeydew*, Rose sur l'annonce à l'Américain d'un étrange trio composé de quatre hommes (Bobby Durham est aux drums), c'est comme si, une fois de plus, sans drame ni violence, le jazz recommençait.

1 CD Téléarc 83304, distribué par Média 7.

Chanson

Melaine Favennec

La chanson

Coché dans le pré sous un arbre en fleurs, Melaine Favennec prend la mesure du temps au bord de l'eau. La pochette du cinquième disque de ce chanteur fantasmagorique volontairement effacé des grandes scènes, tourne le dos aux contingences de la vie moderne. Les onzes titres ont été enregistrés en partie en prise directe et continue, à la mode antique, en dehors des studios secrets. Devant les fauteuils rouges du Théâtre de Quimper « pour retrouver l'émotion et l'espace », puis complétés, notamment pour le chant, à l'Atelier du piano à Blain (ce qui nous vaut quelques bavures de microphone). L'album joue sur un subtil équilibre entre des orchestrations fines (à base de violons, violoncelles, piano) et des textes intimistes, tendres, sans prétensions sociologiques ni violences verbales. Melaine Favennec écrit, compose et chante des chansons d'amour. Il y suggère la gravité sans s'y arrêter (*C'est en la Java* : « Il y a dans la vie / Un petit peu de la mort / Qui nous bouleverse / Des petits pincements / A travers le corps / Qui nous caressent... »). Le chanteur a travaillé sa voix dans le sens de la nuance et ses textes dans le registre de l'émotion. Il est très heureusement accompagné par un jeune pianiste classique au style coloré, vivant, Yvan Cassar, qui signe les arrangements. Le couple fonctionne à merveille, personnalités indubiquées, mais intactes. Tout cela a beaucoup de qualités. Après avoir travaillé

avec des majors par le passé, Melaine Favennec cherche aujourd'hui un distributeur « ciblé », capable de le suivre dans sa carrière et dans sa démarche.

1 CD Intime in Time HTC1 Commandes : BP 5 29120 Ploumneur.

Serge Guirao

Passerelles

Serge Guirao avait, parmi d'autres, subi les conséquences de la frilosité des programmeurs dans les premiers jours de la guerre du Golfe, à cause de quelques mots - alors jugés malheureux - extraits de la chanson *Bonne année* - il est vrai un peu ironique : « *Manakore/Connais-tu le mot faim/ les maux de la faim/As-tu vu l'enfant défilant/ A défaut de moyens/ Qu'est-ce qu'on pourrait leur souhaiter/ Bonne année/ Bonne année* » etc. Les censeurs en herbe auraient-ils lu trop vite, et ignoré le titre suivant, *Image saine* ? « *An plus fort des larmes/ Je te lance ma lance/ Comme un trait vers toi/ Tire l'eau du sable.../ Que je meurs en toi* ». Et plus loin encore (*Rien qu'une heure encore*) : « *Anna/ Le ciel est si bas/ Au dessus des toits/ Anna, ma terre est en larmes/ J'ai rendu les armes* ».

A la décharge de Serge Guirao, Touloumain né à Oujda avec ascendances espagnoles, précisons qu'il ne sévit en général que sur les musiques, avec un sens de la mélodie assez prometteur, rdd aux côtés de Miquel Bono, dont il fut le bassiste avant de faire cavalier seul. *Passerelles* est un album agréable, où se promènent des amoureux, des éboueurs, des gosses. L'invention apparaît malheureusement sur fond de batterie synthétique. Mais Guirao a du punch, du rythme juste ce qu'il faut, une voix intéressante. Il lui reste à se débarrasser du superflu techno-facile.

1 CD WEA 9031 73463.

V. M.

Musiques du monde

Benito Merlino

Chants de Sicile et des Îles Éoliennes

Du velours, Benito Merlino chantant la *Ballata di Don Giovanni*, tout droit sortie du *romancero* espagnol du quinzième siècle, et passée à la moulinette italo-méditerranéenne, c'est s'endormir d'un brume de félicité, en bleu (mer) et jaune (mimosas). Benito Merlino, natif de Lipari, à l'esprit vagabond, Auteur d'un *Oratorio marchiste* d'une *Messe solennelle*, grand amateur de traditions populaires du sud de l'Italie, Benito Merlino a recherché les traces des textes des chansons d'antan dans les bibliothèques de Palerme ou de Florence, avant de les remettre délicatement en musique. Pour réaliser - à Paris pour la collection « Musiques du Monde » de Buda Records - cet album, dix-neuf titres en forme d'hymne à la mer, six lires, aux chevaliers et aux jeunes filles en fleur, il s'est entouré d'un guitariste apollinien, d'un pianiste de Syracuse et d'une violoncelliste allemande.

A Lipari, on chante le *Sette sorelle* dans les écoles. D'une voix de miel, charmeuse jusque dans ses minuscules imperfections, Benito Merlino met des accents dorés et romantiques pour raconter comment « le Seigneur voulut faire un jour un collier de perles et de diamants/qui serait le royaume de l'amour ». Rubis, montagne de fougères, ange de roc : Filicudi, Alicudi et les autres ont de bien doux noms. Et quel repos d'écouter ces mélodies enchantées !

1 CD Buda Records 82504-2 distribué par Adès.

V. M.

La collection « Inédit » : une vie après le concert

DEPUIS sa création en 1982, la Maison des cultures du monde présente en moyenne une dizaine de spectacles musicaux chaque année. Dans la salle du boulevard Raspail se sont succédé des interprètes venus des cinq continents, et qui, pour beaucoup, ne s'étaient pas, ou très peu, produits sur des scènes occidentales. Musique ethnique, classique ou traditionnelle, de la Syrie aux juifs d'Éthiopie, vedettes méconnues ici ou simple paysan joueur de clarinette, le catalogue a pris rapidement une singulière épaisseur, et les passages éphémères de ces musiques vivantes ouvrent des appétits que seul l'enregistrement public peut assouvir. Avant d'aller compiler des archives éteintes, n'est-il pas urgent de fixer dans les mémoires ces groupes souvent informels, ces maîtres déclinant en âge ?

En 1985, Chérif Khaznadar, le directeur de la Maison des cultures du monde, et Françoise Gründ, directrice artistique, créent une collection de disques vinyle : « Inédit ». Une manière de prolonger le plaisir d'un public fidèle (entre cinq cents et trois mille personnes selon les spectacles) en enregistrant en direct les concerts. Les trois premiers volumes, pochette noire et chic, très ciblés, font l'objet de tirages numérotés et limités à

1 000 exemplaires. Ils sont rapidement épuisés. La collection grandit et profite de la chance offerte par le compact d'augmenter la durée jusqu'à plus de soixante minutes. Elle peut ainsi donner à ces musiques la place qui leur est naturellement nécessaire.

Deux des sept 33 tours, ceux ayant déjà bénéficié d'un enregistrement numérique, ont été repris et agrémentés de quelques nouveautés (*Musiques d'Islam d'Asie et de Grèce, Épire*), ainsi que des compacts ayant disparu du marché pour cause de changement de distributeurs - d'Harmonia Mundi à Auvidis - (*Les Musiques de la toundra et de la taiga, Voix de l'Orient soviétique*). Le rythme de parution des CD suit aujourd'hui celui des concerts.

La collection comporte de véritables inédits planétaires (*les Polyphonies vocales des Aborigènes de Taiwan* ou certaines plages des *Musiques de la toundra et de la taiga*). Mais elle permet surtout à des artistes qui ont enregistré chez eux, dans des conditions souvent précaires, mauvais studios, cassettes pirates, de trouver un support de qualité, sans morcellement intempestif. Ainsi, Alem Kassimov, musicien d'Azerbaïdjan, dont on trouve les disques en URSS, n'avait jamais été diffusé en France. Seule exception à la règle, l'Irakien Munir Bachir, à la discographie abondante,

présent « par attachement sentimental ». Dans sa dernière livraison, parmi les nouveautés *Chants des femmes de la vieille Russie et Turquie, musique soufie*, on trouvera une réédition en CD du très bel enregistrement du groupe Takoutsia, des musiciens de Zagori, exceptionnellement réalisé sur place, en 1985, en Épire, avant le concert. Une voie dans laquelle la Maison des cultures du monde voudrait bien s'engager : offrir en même temps le spectacle et le support discographique équivalent.

Parallèlement, et en accord avec le ministère de la culture marocain, l'équipe d'« Inédit » s'est lancée dans l'enregistrement intégral des douze noubas de la tradition arabo-andalouse. Les maîtres, détenteurs de la tradition avaient, jusqu'alors, refusé tout contact avec le disque. Ils ont accepté l'année dernière, pressant le risque de déperdition de leur savoir, transmis depuis la fin du quinzième siècle. Chaque volume de cette *Anthologie Al-Andalus* comporte six CD, totalisant une durée d'écoute de six heures et demie. Le volume 1, vendu aux environs de 600 F, a déjà trouvé plus de cinq mille acheteurs. Le deuxième vient de paraître, et les neuf autres sont en préparation.

VÉRONIQUE MORTAIGNE
« Inédit », Maison des cultures du monde, distribués par Auvidis.

Le Métro de Toulouse choisit l'Art Contemporain

CONCOURS INTERNATIONAL :

MY DÉVELOPPEMENT : accordé concessionnaire du Métro de Toulouse souhaite développer une politique de commandes à des plasticiens pour l'ensemble des quinze stations de la ligne ligne.

JURY COMPOSÉ DE PROFESSIONNELS DE L'ART, D'ELUS ET DE RESPONSABLES DU PROJET : Il effectuera une pré-sélection sur dossiers en avril 91, choisira en octobre prochain les lauréats au vu des projets présentés fin septembre par les artistes retenus au premier tour.

DATE LIMITE : 25 MARS 1991 : Les artistes intéressés peuvent adresser leur dossier (CV, photo, catalogues) à l'adresse indiquée. Réponse fin avril pour candidats sélectionnés au concours aux projets - réponses assurées à 15h en Mai.

MY DÉVELOPPEMENT - COORDONNEUR VIOLETTE AUCLAIR : 50 Boulevard de l'Écluse, BP 2170 31066 TOULOUSE CEDEX, Tél : 61.61.36.00.

مكتبة المتحف

ARCHITECTURE

« DERNIERS DOMICILES CONNUS », ENQUÊTE SUR VINGT ANS DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Le grand théâtre de l'absurde

Des milliers de logements ont été construits ces vingt dernières années sur des critères qui ont essentiellement permis à l'architecture de se refaire une réputation convenable. Un ouvrage de Jean-Michel Léger présente les résultats d'une enquête sur ces nouveaux logements et sur ceux qui y vivent. Si les architectes ont pu mener à bien leur réconciliation avec la ville, il apparaît que la ville reste trop souvent fâchée avec ses habitants.

LES habitants de Sarcelles ont bien de la chance. Depuis quelques mois, le stéréotype de Vaux-en-Velin s'est substitué à celui de leur ville pour désigner l'échec des politiques d'urbanisme, ou plus précisément celui de l'habitat social. Mais là où la « sarcelles » désignait une forme de dépression, un « syndrome des grands ensembles » qui frappait méchamment des individus, Vaux-en-Velin a pris la forme d'une révolte collective.

Faute d'avoir pu répondre convenablement et en temps voulu à des problèmes largement identifiés, et de longue date prévisibles, le ministère de l'équipement a accouché d'un ministère de la ville dont une des vocations pittoresques sera de traiter la question des villes à la campagne, autrement dit les villes nouvelles ratées, l'enfer-deux des banlieues, les grands ensembles au milieu des champs de betteraves.

Derrière le terme de « ville », il faut sans doute lire les mots urbanisme, architecture, habitat, mots que les ministres semblent n'avoir jamais assez aimés pour en faire les attributs de leurs marabouts. Trop artistique, comme l'architecture ? Trop technique, comme l'urbanisme ? Trop limité, comme l'habitat ? Ou bien est-ce le sentiment que les problèmes à résoudre se situent à l'intersection de ces domaines, et que la notion de ville peut réconcilier tout le monde ? Serait-ce au prix d'une sorte d'oubli de la campagne, territoire exclusif de l'agriculture et de l'environnement, et où l'on ne saurait donc bâtir ?

DES GAMINERIES DE BRUTE STUPIDE

Les éducateurs, du Limousin, de Bretagne ou d'ailleurs, savent que l'alcoolisme, les femmes battues, les enfants martyrs, la petite et la moyenne délinquance ne sont pas les spécialités des seules cités-dortoirs. Mais comme ils dépendent de la solidarité, il a dû sembler légitime au nouveau ministre de la ville de s'en tenir aux seuls problèmes du rat que La Fontaine a doté du même nom.

Laissons ici se pécifier les notions et les territoires, et arrêtons-nous à celle d'habitat, nu plus simplement

encore à celle de logement. Un outil de compréhension remarquable, sous la forme d'un livre de cent soixante pages, vient d'être publié par les éditions Créaphis, et mériterait d'être étudié de près aussi bien par les décideurs, les maîtres d'ouvrage, les architectes, et par, pourquoi pas ?, les habitants. Sous le titre *Derniers domiciles connus*, Jean-Michel Léger y présente les résultats d'une enquête sur les nouveaux logements, ceux construits au cours des deux dernières décennies et sur qui reposait largement la réputation retrouvée d'une architecture si longtemps maudite pour ses gamineries de brute stupide.

Le livre est soigné comme un livre d'art, là où l'on attendrait la formule « manuel », l'écriture en est précise, limitant à l'essentiel la formulation d'idées parfois complexes, mais surtout le travail de Léger a le mérite de pousser chacun des exemples choisis ou des notions abordées dans tous leurs détails, comme dans toutes leurs conséquences, seraient-elles peu agréables à entendre. L'ouvrage, n'épuisant pas la question de l'habitat, est abondamment assorti de références bibliographiques, de Chombart de Lauwe à Raymond, de Blachère à Grosbois, auxquelles il faut sans doute ajouter la part du rêve pour se faire une meilleure idée du territoire de l'habitat.

La série « Mutations » des éditions Autrement a ainsi confié à Nicole Czochowski le soin de rassembler des textes littéraires, artistiques et intellectuels sur le thème « Habiter, habité ». Un sens certain du titre (*Le Ciel entre les colonnes, l'Idéal, c'est la ville, Dix ans de placard*, etc.) donne au sujet le sourire qu'il mérite, tandis que les formules de Pierre Charas amènent à se poser très sérieusement la question de l'habitat.

Habitat, selon Charas : « Désignait autrefois les personnes peuplant certaines régions aujourd'hui à forte densité industrielle. On l'utilise encore pour parler d'individus très mal habillés, aux ongles noirs, mangeant de la cuisine plutôt lourde (allant parfois jusqu'à la soupe aux choux) et s'exprimant avec un fort accent de valets de Molière qui porte à rire. Toutefois, cette espèce devenant de plus en plus rare, elle a fini par éveiller la curiosité des couches aisées de la population tentées par l'Aventure avec un grand A. Ainsi Marie-Jo et René, les résidents du splendide F3 qui fait face à mon loft, sont rentrés ce matin de leurs vacances surprises et m'ont fait longuement frissonner lorsqu'ils m'ont confié : « Nous logions chez l'habitant ! »

Autrement, sous la même plume, définit le logement presque aussi justement : « *Résidence minimale dont l'expression « logement social » donne une idée certes déprimante, mais assez juste. Autrefois la plupart des centres-villes étaient entièrement constitués de logements qui, fort heureusement, ont cédé peu à peu la place à des bureaux.* »

De ces moments récréatifs, on retiendra deux idées qui trouvent leurs développements sociologiques ou urbains chez Jean-Michel Léger : la première est qu'il n'y a pas d'habitant type. Consommateur d'hygiène standard, empileur de vaisselle sale, amateur de fausse poutre apparente, contempteur de la moquette, sédentaire, noctambule, tout se trouve pour compliquer l'idée d'une

« cellule » simple et répétable. A cela s'ajoute l'évolution de la structure familiale, que Pierre Merfin analyse dans un livre récent, *La famille éclate, le logement s'adapte*, titre dont la deuxième moitié est peut-être un peu optimiste.

La seconde idée est l'image péjorative qu'a acquise le logement moderne, et particulièrement le logement social. A cela, il y a un grand nombre de raisons, pour la plupart économiques, et qui ont de redoutables conséquences à court terme sur la qualité des logements, à moyen et long terme sur la durée de vie des bâtiments. Léger a la courtoisie de ne pas y ajouter les effets du financement des partis politiques, devenu certes limpide depuis quelques mois, sans que cela se traduise encore par une diminution visible des coûts de la construction. Ces deux idées se retrouvent enfin dans ce constat brutal : « Les architectes s'excusent de présenter des formules classiques qui sont effectivement plus conformes à la moyenne des usages, mais qui, compte tenu de la baisse de qualité de leur réalisation, constituent une régression. »

ARCHITECTE DÉMIURGE ET BOUC ÉMISSAIRE

Entrée en scène de l'architecte. Ce personnage extraordinaire est à la fois démiurge et bouc émissaire sur le théâtre de l'habitat. Il est artiste et manœuvre, pris entre le souci de répondre aux besoins d'habitants tournés vers les commodités intérieures et celui de donner à la ville les façades que l'urbanité exige de lui, au moins autant que son désir de postérité.

L'architecte « moderne » a toujours eu à l'égard du logement une attitude fondée sur des dogmes d'une grande certitude. Comme il jugeait que les habitants habitaient mal, il a inventé des logements et des bâtiments idéaux, dans la foulée de Le Corbusier qui avait dessiné l'habitat aux proportions idéales, le fameux Modulor. Ces logements devaient avoir la vertu pédagogique d'apprendre aux gens à habiter selon des normes convenables. Des sortes de corsets en somme, qui prévoyaient la façon d'étendre ses pieds sous une table, de regarder par la fenêtre à une hauteur décente, et de se persuader que son vis-à-vis est un paysage lui aussi idéal.

Puis l'architecte a inventé l'expérimentation, mais les habitants avaient beau servir de cobayes avec l'enthousiasme le plus grandiose, les résultats n'ont pas donné ce qu'on donne aux architectes pour éviter les répétitions) se sont trouvés bien en peine de réutiliser les résultats de ces expérimentations dans des conditions géographiques, sociales ou économiques qui échappaient à toute constance.

Si l'on continue d'en croire Léger, une troisième démarche s'est fondée sur la participation, sur l'idée d'« apprendre des gens », ce qui s'est heurté à un échec de taille : les architectes ne sont pas précisément formés pour gérer ce type de dialogue.

Le problème serait-il insoluble ? Pas du tout, des enquêtes poussées ont été faites dans toute sorte de bâtiments, sur lesquelles Léger appuie sa démonstration, mais dont les résultats n'ont jamais été véritablement

utilisés. Chaque année ou presque a produit ainsi des outils, comme l'ouvrage de Elie-Vidal, Châtelet et Mandoul, *Penser l'habité : le logement en questions*, mais sans que ce savoir semble générer une véritable pratique, ni des enseignements fondés sur un minimum de constances. L'habitat apparaît ainsi comme une problématique surexploitée, mais les conclusions seraient sous-exploitées. Peut-être parce que les maîtres d'œuvre libéraux ont une méfiance tenace face aux productions théoriques de l'administration, ou par croyance atavique de la profession dans le génie individuel et solitaire de chacun de ses membres.

Sans doute faudrait-il casser bien des normes, atténuer bien des règlements. C'est le luxe que s'est offert Nouvel à Nîmes (Nemausus). Il a suscité une admiration béate pour avoir trouvé quelques mètres carrés de « rab » dans les limites ordinaires des prix, mais généré des espaces « pour architectes » qui posent d'autres problèmes, en particulier celui de rester largement inacceptables par une population dite moyenne. C'est un luxe que s'offrent plus difficilement des architectes moins connus, et qui ne séduisent d'ailleurs pas une majorité des autres vedettes, moins tentés par les vertus du spectacle ou par la dimension monumentale de l'architecture quotidienne.

En fait, les vingt années de « logements nouveaux » qui servent de champs d'observation à Léger auront, c'est vrai, davantage servi d'expérimentation pour l'architecture dans son ensemble qu'à l'amélioration de l'habitat. Elles auront davantage été l'occasion de réconcilier les architectes avec la ville, entité où se seront affrontées toutes les tendances imaginables, que de les réconcilier avec les habitants. Ces derniers, pourtant, ne leur en veulent pas trop si l'on en croit des sondages récents.

Même si la maîtrise d'ouvrage reste très mal définie pour la plupart des gens, c'est elle — l'Etat, les municipalités, les promoteurs privés, les offices d'HLM, etc. — que la vox populi rend responsable de cette architecture au rabais, comme elle rendait les mêmes responsables des destructions du patrimoine sous des formules classiquement collectives du type « ils ont détruit ça, ils ont cassé ça », mais, si cela a été utile à l'usage de leur profession, cela n'a donc pas suffi à redorer le blason des villes. Lorsqu'on dit aujourd'hui « ils ont cassé ça », on parle désormais des habitants de Vaux-en-Velin, et d'ailleurs.

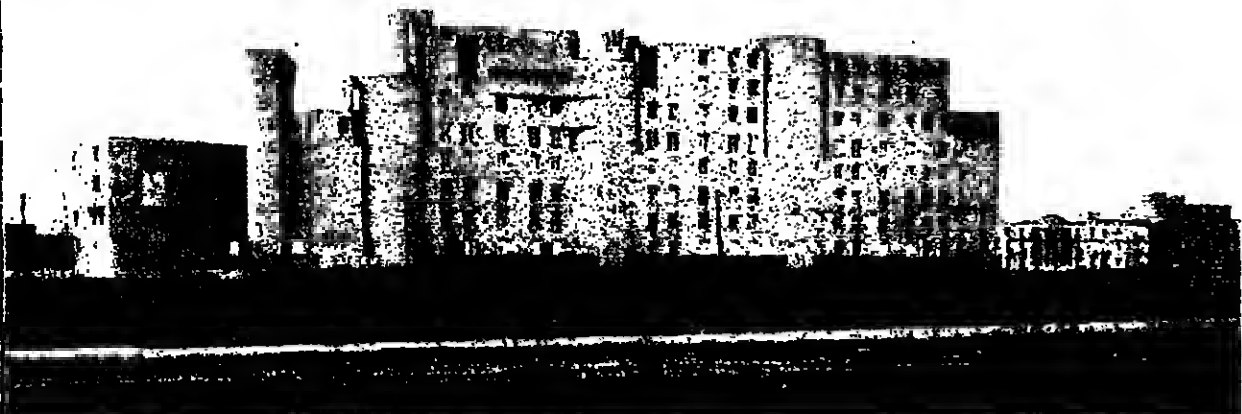
FRÉDÉRIC EDELMANN

* Jean-Michel Léger, *Derniers domiciles connus. Enquête sur les nouveaux logements. 1970-1990*, Editions Créaphis, 180 F.

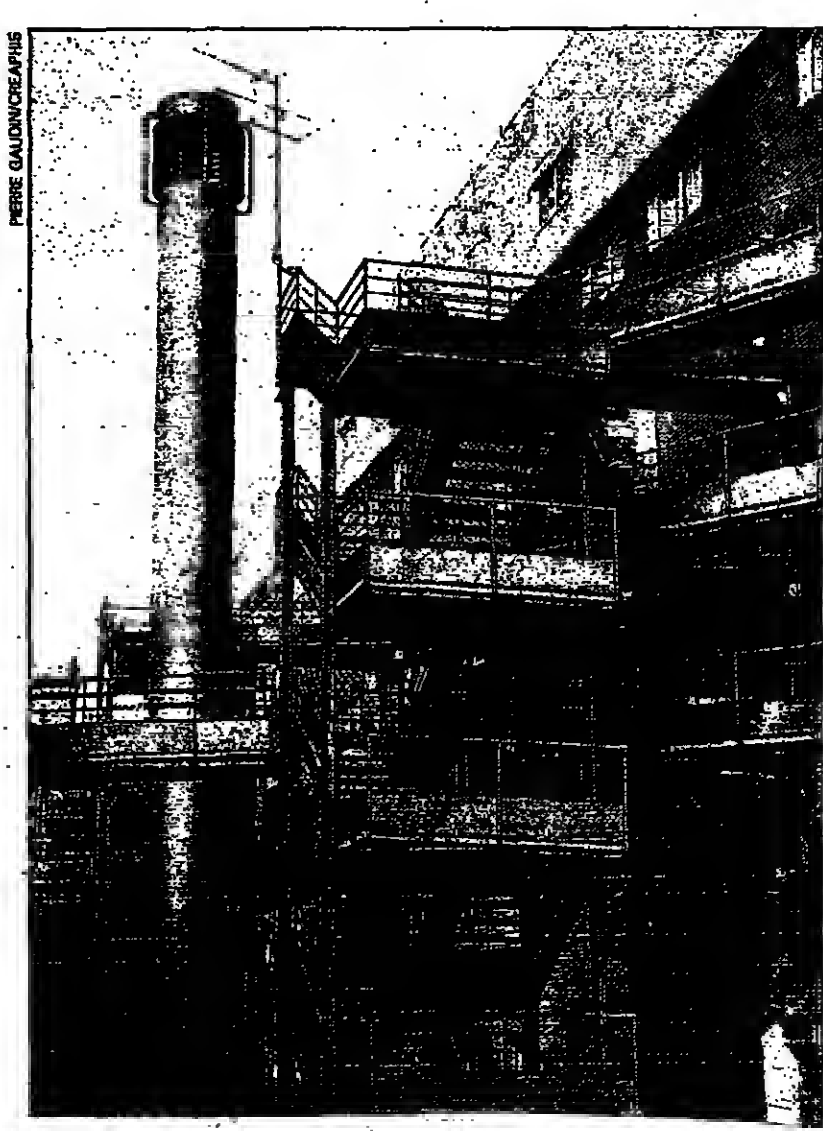
* *Habiter, habité*, sous la direction de Nicole Czochowski, Ed. Autrement, série Mutations.

* Pierre Merfin, *La famille éclate, le logement s'adapte*, Ed. Syros/Alternatives, 120 F.

* Elie-Vidal, Châtelet et Mandoul, *Penser l'habité : le logement en questions*, PAN 14, Ed. Mardaga, 1988.



Ci-dessus : Courcouronnes 1 à Evry (architecte Henri Gaudin). Ci-contre, à droite : Anselme-Hermet à Saint-Ouen (architecte Jean Nouvel). Ci-contre, à gauche : 64, quai de la Loire à Paris 19^e (architecte Edith Girard).



سكناء من الطراز